

FORMULAIRE ET AVENANTS - FORMS AND ENDORSEMENTS

- ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT » - COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM – Formulaire-Form BFLCANADA-RCG&CGL-01-2011

Ces extensions modifient le libellé **ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT »** ; si spécifiquement indiquée aux Conditions particulières

- RESPONSABILITÉ PATRONALE ÉVENTUELLE – CANADA - CONTINGENT EMPLOYER'S LIABILITY - CANADA
- LIMITATION POUR DOMMAGES PUNITIFS - PUNITIVE DAMAGES LIMITATION
- ADMINISTRATION DE RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX - EMPLOYEE BENEFITS LIABILITY ENDORSEMENT
- EXCLUSION – SERVICES PROFESSIONNELS SAUF PREMIERS SOINS – PROFESSIONAL SERVICES EXCLUSION, INCIDENTAL MALPRACTICE EXCEPTION
- EXCLUSION DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS - DIRECTORS AND OFFICERS LIABILITY EXCLUSION
- EXCLUSION D'ABUS SEXUELS ET PHYSIQUES - SEXUAL & PHYSICAL ABUSE EXCLUSION
- CLAUSE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE / UNITED STATES OF AMERICA CONDITIONS CLAUSE - Disponible en anglais seulement
- ASSURÉ SUPPLÉMENTAIRE OU ASSURÉ ADDITIONNEL-ADDITIONAL INSUREDS - CLAUSE DE RESILIATION-CANCELLATION CLAUSE
- ÉVÉNEMENTS Soudains ET ACCIDENTELS (POLLUTION)-SUDDEN & ACCIDENTAL POLLUTION PAR SINISTRE-EACH OCCURRENCE (LP2)
- FRAIS DE LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORETS - FOREST FIRE FIGHTING EXPENSES
- MALFAÇON ET VICES DE FABRICATION - FAULTY OR IMPROPER WORKMANSHIP ENDORSEMENT Disponible en anglais seulement
- EXCLUSION DES CHAMPIGNONS ET DÉRIVÉS FONGIQUES – FUNGI and FUNGAL DERIVATIVES EXCLUSION ENDORSEMENT Disponible en anglais seulementFGL2-03
- RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE - PROFESSIONAL LIABILITY-LAP98 Disponible en anglais seulement
- RAPPEL DE PRODUITS - PRODUCTS RECALL EXTENSION Disponible en anglais seulement
- RAVAUX DÉFECTUEUX - RIP AND TEAREXTENSION ENDORSEMENT Disponible en anglais seulement
- ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE PRATIQUES D'EMPLOI - EMPLOYMENT PRACTICES LIABILITY INSURANCE ENDORSEMENT Disponible en anglais seulement
- ASSURANCE ERREURS ET OMISSIONS DES FABRICANTS - MANUFACTURERS' ERRORS AND OMISSIONS COVERAGE RIDER Disponible en anglais seulement
- AVENANT MALADIE TRANSMISSIBLE - COMMUNICABLE DISEASE ENDORSEMENT
- CORONAVIRUS EXCLUSION LMA5391 Disponible en anglais seulement
- EXCLUSION DE MATIÈRES BILOGIQUES OU CHIMIQUES - BIOLOGICAL OR CHEMICAL MATERIALS EXCLUSION (NMA 2962)
- CLAUSE D'EXCLUSION EN RAISON DE GUERRE ET DE GUERRE CIVILE - WAR AND CIVIL WAR EXCLUSION CLAUSE (NMA 4640)
- EXCLUSION RELATIVE À LA RECONNAISSANCE ÉLECTRONIQUE DE LA DATE (EDRE) - ELECTRONIC DATE RECOGNITION EXCLUSION (EDRE) (NMA 2802)
- AVENANT EXCLUANT LES ACTES DE TERRORISME - TERRORISM EXCLUSION ENDORSEMENT (NMA 2920)
- CLAUSE D'EXCLUSION DE LA CONTAMINATION PAR SUITE DE RADIOACTIVITÉ ET DES ENSEMBLES NUCLÉAIRES EXPLOSIBLES - RADIOACTIVE CONTAMINATION AND EXPLOSIVE NUCLEAR ASSEMBLIES EXCLUSION CLAUSE (NMA 1622)
- FORMULE DES NON-PROPRIÉTAIRES - F.P.Q. NO. 6 - Q.P.F. NO. 6 : NON-OWNED AUTOMOBILE
- F.A.Q. NO. 94 : RESPONSABILITÉ CIVILE DU FAIT DE DOMMAGES À DES VÉHICULES LOUÉS ET/OU UTILISÉS EN VERTU DE CONTRATS - Q.E.F. NO. 6-94 : CIVIL LIABILITY RESULTING FROM DAMAGE TO HIRED AUTOMOBILES AND/ OR AUTOMOBILES OPERATED UNDER CONTRACT
- F.A.Q. No. 96 : AVENANT DE RESPONSABILITÉ ASSUMÉE PAR CONTRAT - Q.E.F. NO. 6-96 : EXCLUDING LONG TERM LEASED VEHICLE ENDORSEMENT -
- F.A.Q. No. 99 : EXCLUSION DE LA LOCATION DE LONGUE DURÉE - Q.E.F. NO. 6-99 : CONTRACTUAL LIABILITY ENDORSEMENT

ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT »

CHAPITRE I - GARANTIES	2
GARANTIE A. - RESPONSABILITÉ POUR DOMMAGES CORPORELS ET MATÉRIELS	2
1. <i>Notre engagement</i>	2
2. <i>Exclusions</i>	2
GARANTIE B. RESPONSABILITÉ CIVILE POUR PRÉJUDICE PERSONNEL ET PRÉJUDICE DÉCOULANT D'UNE ACTIVITÉ DE PUBLICITÉ	6
1. <i>Notre engagement</i>	6
2. <i>Exclusions</i>	7
GARANTIE C - FRAIS MÉDICAUX	8
1. <i>Notre engagement</i>	8
2. <i>Exclusions</i>	9
GARANTIE D - RESPONSABILITÉ LOCATIVE	9
1. <i>Notre engagement</i>	10
2. <i>Exclusions</i>	10
EXCLUSIONS COMMUNES AUX GARANTIES A, B, C ET D	10
a. <i>Risques nucléaires</i>	11
b. <i>Risques de guerre</i>	11
c. <i>Champignon/Moisissure</i>	12
d. <i>Responsabilité pour pratiques reliées à l'emploi</i>	12
e. <i>Amianté</i>	13
f. <i>Plomb</i>	13
g. <i>Valeurs mobilières et participation financière</i>	13
h. <i>Silice</i>	13
PRISES EN CHARGE SUPPLÉMENTAIRES - GARANTIES A, B ET D	14
CHAPITRE II - QUI EST ASSURÉ	15
CHAPITRE III - MONTANTS DE COUVERTURE	16
CHAPITRE IV - FRANCHISE DE L'ASSURÉ	16
CHAPITRE V - DÉFINITIONS	17
CHAPITRE VI - CONDITIONS	21
1. <i>Faillite</i>	21
2. <i>Obligations en cas de sinistre, de délit, de réclamation ou de poursuite</i>	22
3. <i>Actions en justice contre nous</i>	22
4. <i>Pluralité d'assurances</i>	22
5. <i>Prime et révision</i>	23
6. <i>Assertions</i>	23
7. <i>Individualité de la responsabilité</i>	23
8. <i>Subrogation à vos droits de recouvrement</i>	24
9. <i>Résiliation</i>	24
10. <i>Modifications</i>	24
11. <i>Examen de vos livres et archives</i>	24
12. <i>Modification de l'intérêt majoritaire</i>	24
13. <i>Inspections et enquêtes</i>	24
14. <i>Transmission de vos droits et obligations ci-prévus</i>	25
15. <i>Arbitrage.</i>	25
16. <i>Clause relative à la monnaie canadienne</i>	25

Plusieurs dispositions de ce contrat d'assurance restreignent sa couverture. Veuillez lire attentivement la totalité du contrat d'assurance pour savoir avec précision quels sont vos droits, vos obligations, les garanties et les exclusions qu'il renferme.

Tout au long de ce contrat d'assurance, les mots « vous » et « votre » font référence à l'Assuré désigné dont le nom figure aux conditions particulières et à toute autre personne juridique qualifiée comme Assurés désignés en vertu de ce contrat d'assurance.

Les mots « nous » et « notre » font référence à la compagnie qui offre cette couverture d'assurance. Le terme « assuré » a le sens précisé au CHAPITRE II – LA QUALITÉ D'ASSURÉ. Les autres mots et expressions indiqués entre guillemets sont définis plus loin. Vous référer au CHAPITRE IV - DÉFINITIONS.

CHAPITRE I - GARANTIES

GARANTIE A. RESPONSABILITÉ POUR DOMMAGES CORPORELS ET MATÉRIELS

1. Notre engagement

- a. Nous paierons les sommes que l'assuré se verra légalement tenu de payer en tant que dommages-intérêts pour « dommages corporels » ou « dommages matériels » visés par le présent contrat. Nous aurons le droit et l'obligation de défendre l'assuré contre toute « poursuite » visant à obtenir de tels dommages. Cependant, nous n'aurons aucune obligation de défendre l'assuré contre une « poursuite » visant à obtenir des dommages-intérêts pour « dommages corporels » ou « dommages matériels » qui ne sont pas visés par le présent contrat d'assurance. Nous nous réservons le droit de vérifier le bien-fondé de tout « événement » et de régler toute réclamation ou « poursuite » qui peut en découler. Mais :
 - (1) Le montant que nous paierons pour les dommages est limité tel que décrit au CHAPITRE III – MONTANTS DE COUVERTURE; - et
 - (2) Nos droits et obligations de défense cessent dès l'épuisement de la garantie applicable par suite de l'exécution de jugements ou de règlements intervenus au titre des garanties A, B ou D, de paiement de frais médicaux au titre de la Garantie C.

Aucune autre obligation ou responsabilité de payer des sommes, de poser certains actes ou de rendre certains services n'est couverte à moins d'une stipulation explicite sous le chapitre des PRISES EN CHARGE SUPPLÉMENTAIRES - GARANTIES A, B ET D.

b. La présente garantie s'applique aux « dommages corporels » et aux « dommages matériels » seulement dans l'éventualité où :

- (1) Le « dommage corporel » ou le « dommage matériel » est causé par un « événement » qui survient dans « l'étendue territoriale de la garantie »; et
 - (2) Le « dommage corporel » ou le « dommage matériel » survient au cours de la période d'assurance; et
 - (3) Avant la période d'assurance, aucun assuré énuméré au Paragraphe 1 du CHAPITRE II – QUI EST ASSURÉ et aucun « employé » autorisé par vous à donner ou à recevoir avis d'un « événement » d'une réclamation ou d'une « poursuite », n'avait une connaissance de la survenance partielle ou totale du « dommage corporel » ou du « dommage matériel ». Si un tel assuré énuméré audit paragraphe ou un « employé » autorisé était au courant, avant la période d'assurance, de l'existence du « dommage corporel » ou du « dommage matériel », alors toute continuation, changement ou reprise de tel « dommage corporel » ou « dommage matériel » au cours de la période d'assurance ou subséquemment, sera réputée avoir été connue avant la période d'assurance.
- c. Le « dommage corporel » ou le « dommage matériel » qui survient au cours de la période d'assurance et qui avant à la période d'assurance n'était pas connu d'un assuré énuméré au Paragraphe 1 du CHAPITRE II – QUI EST ASSURÉ ou d'un « employé » autorisé par vous à donner ou à recevoir avis d'un « événement » ou d'une réclamation, inclut toute continuation, changement ou reprise de ce « dommage corporel » ou « dommage matériel » après la fin de la période d'assurance.
 - d. L'existence d'un « dommage corporel » ou d'un « dommage matériel » sera réputée avoir été connue au plus tôt lorsqu'un assuré énuméré au Paragraphe 1 du CHAPITRE II – QUI EST ASSURÉ ou un « employé » autorisé par vous à donner ou à recevoir avis d'un « événement » ou d'une réclamation ou d'une poursuite:
 - (1) rapporte le « dommage corporel » ou le « dommage matériel » à nous ou à tout assureur; en tout ou en partie; ou
 - (2) reçoit une demande écrite ou verbale ou une réclamation en dommages découlant de « dommage corporel » ou d'un « dommage matériel ».
 - (3) apprend de quelqu'autre façon qu'un « dommage corporel » ou un « dommage matériel » est survenu ou a commencé à survenir.
 - e. Les dommages résultant de « dommage corporel » incluent les dommages-intérêts réclamés par toute personne juridique pour soins, perte de services, privation de la compagnie conjugale ou décès découlant à tout moment du « dommage corporel ».

2. Exclusions

Sont exclus de la garantie :

a. Dommage attendu ou voulu

Le « dommage corporel » ou le « dommage matériel » attendu ou voulu du point de vue de l'assuré, exception faite du « dommage corporel » ou du « dommage matériel » résultant de l'emploi d'une force raisonnable pour protéger des personnes ou des biens.

b. Responsabilité civile assumée par contrat

Le « dommage corporel » ou le « dommage matériel » à l'égard desquels l'assuré s'est obligé contractuellement ou conventionnellement à payer des dommages-intérêts, sauf dans les cas suivants :

- (1) l'assuré serait tenu de payer ces dommages-intérêts indépendamment de cette obligation contractuelle ou conventionnelle; ou
- (2) l'obligation découle d'un contrat ou d'une convention qui constituent un « contrat assuré », pourvu que le « dommage corporel » ou le « dommage matériel » survienne après la signature du contrat ou de l'entente. Uniquement pour les fins de la responsabilité découlant d'un « contrat assuré », les honoraires raisonnables d'avocats et les dépenses nécessaires reliées à un litige encourus par ou pour le compte d'une partie autre qu'un assuré sont réputés être des dommages en raison de « dommage corporel » ou de « dommage matériel », pourvu que :

- (a) la responsabilité envers une telle partie pour la défense de cette dernière ou pour les frais de ladite défense ait également été assumée dans le même « contrat assuré »; et
- (b) lesdits honoraires d'avocats et les dépenses reliées au litige soient nécessaires pour la défense de cette partie contre une procédure civile ou une méthode de résolution alternative de conflits dans laquelle on allègue des dommages auxquels s'applique ce contrat d'assurance.

c. **Indemnité pour accidents du travail et législation similaire**

Toute obligation incombant à l'assuré en vertu d'un régime légal d'indemnisation ou toute autre législation similaire, dans le cas de prestations d'invalidité ou de chômage.

d. **Responsabilité de l'employeur**

- (1) Le « dommage corporel » à un « employé » de l'assuré découlant de et survenant dans le cours de :
 - (a) l'emploi par l'assuré; ou
 - (b) l'exécution de tâches reliées à la conduite des affaires de l'assuré; ou
- (2) une réclamation ou une « poursuite » intentée par le conjoint, un enfant, un parent, un frère ou une sœur de cet « employé » et découlant du Paragraphe (1) ci-dessus.

Cette exclusion s'applique :

- (1) que la responsabilité de l'assuré soit à titre d'employeur ou autre; et
- (2) à toute obligation de partager les dommages-intérêts avec une personne obligée de payer des dommages-intérêts pour le dommage, ou de rembourser cette personne.

Cette exclusion est sans effet en ce qui concerne la responsabilité assumée par l'assuré aux termes d'un « contrat assuré ».

e. **Pollution**

- (1) « Dommage corporel » ou « Dommage matériel » découlant de la décharge, de la dispersion, du suintement, de la migration, du rejet ou de l'échappement réels, allégués ou menaçants de polluants :
 - (a) Sur ou à partir de lieux, d'un site ou d'un emplacement qui appartiennent ou ont appartenu à un assuré, ou qui est ou a été occupé, loué par ou prêté à un assuré. Cependant, ce sous-paragraphe ne s'applique pas :
 - (i) au « dommage corporel » s'il a été subi à l'intérieur d'un immeuble et a été causé par la fumée, les émanations, la vapeur ou la suie provenant d'équipement utilisé pour chauffer cet immeuble le climatiser ou le déshumidifier, ou l'équipement qui est utilisé pour chauffer de l'eau pour l'usage personnel des occupants de cet immeuble ou de leurs invités;
 - (ii) « Dommage corporel » ou « dommage matériel » dont vous pouvez être tenu responsable si vous êtes un entrepreneur et le propriétaire ou le locataire de ces lieux, de ce site ou de cet emplacement a été ajouté à votre contrat d'assurance à titre d'assuré supplémentaire relativement aux activités courantes que vous menez pour le compte de cet assuré supplémentaire en ces lieux, sur ce site ou à cet emplacement et lesdits lieux, site ou emplacement n'appartiennent pas et n'ont jamais appartenu à un assuré, ne sont pas et n'ont jamais été occupés, loués par ou prêtés à un assuré autre que cet assuré supplémentaire; ou
 - (iii) « Dommage corporel » ou « dommage matériel » découlant de la chaleur, de la fumée ou des émanations provenant d'un « incendie »;
 - (b) Sur ou à partir de lieux, d'un site ou d'un emplacement qui sont ou ont été utilisés par ou pour le compte d'un assuré ou de tierces parties pour la manutention, l'entreposage, la disposition, la transformation ou le traitement des déchets;
 - (c) Qui sont ou ont été à un moment donné transportés, manipulés, entreposés, traités, évacués ou transformés en tant que déchets par ou pour le compte :
 - (i) d'un assuré; ou
 - (ii) d'une personne juridique dont vous pouvez être légalement responsable; ou
 - (d) Sur ou à partir de lieux, d'un site ou d'un emplacement sur lequel un assuré ou des entrepreneurs ou des sous-traitants travaillant directement ou indirectement pour le compte d'un assuré, exécutent des opérations, si les « polluants » sont apportés sur les lieux, le site ou l'emplacement relativement aux dites opérations par un assuré, un entrepreneur ou un sous-traitant. Cependant, ce paragraphe ne s'applique pas aux :

- (i) « dommages corporels » ou aux « dommages matériels » découlant de l'échappement de carburants, de lubrifiants ou d'autres liquides qui sont nécessaires, du point de vue électrique, hydraulique ou mécanique pour le fonctionnement de « l'équipement mobile » ou de ses pièces, si ces carburants, lubrifiants ou autres liquides de fonctionnement s'échappent d'une pièce d'un véhicule conçue pour les retenir, les entreposer ou les recevoir. Cette exception ne s'applique pas si le « dommage corporel » ou le « dommage matériel » découle de la décharge, de la dispersion ou du rejet intentionnels des carburants, des lubrifiants ou autres liquides de fonctionnement, ou si ces carburants, lubrifiants ou autres liquides de fonctionnement sont apportés sur les lieux, le site ou l'emplacement avec l'intention d'être déchargés, dispersés ou rejetés dans le cadre des activités menées par l'assuré, l'entrepreneur ou le sous-traitant;
 - (ii) « dommages corporels » ou « dommages matériels » subis à l'intérieur d'un immeuble et causés par le rejet de gaz, d'émanations ou de vapeurs provenant de matériaux apportés dans cet immeuble relativement aux activités qui sont menées par vous ou pour votre compte par un entrepreneur ou un sous-traitant; ou
 - (iii) « dommages corporels » ou « dommages matériels » découlant de la chaleur, de la fumée ou des émanations provenant d'un « incendie ».
- (e) Sur ou à partir de lieux, d'un site ou d'un emplacement sur lequel un assuré, des entrepreneurs ou sous-traitants travaillant directement ou indirectement pour le compte d'un assuré, exécutent des opérations, si ces opérations consistent en des mesures de testage, de surveillance, de dépollution, de suppression, de confinement, de traitement, de détoxication, ou de neutralisation ou d'une certaine façon agissent sur des « polluants » ou en évaluent les effets.
- (2) Toute perte, frais ou dépense découlant :
- (a) d'une requête, demande, ordonnance ou exigence statutaire ou réglementaire qu'un assuré ou des tierces parties procèdent à des opérations consistant en des mesures de testage, de surveillance, de dépollution, de suppression, de confinement, de traitement, de détoxication, ou de neutralisation ou d'une certaine façon agissent sur des « polluants » ou en évaluent les effets; ou
 - (b) d'une réclamation ou poursuite par ou pour le compte d'une autorité gouvernementale pour des dommages résultant des mesures de testage, de surveillance, de dépollution, de suppression, de confinement, de traitement, de détoxication, ou de neutralisation ou d'une certaine action sur des « polluants » ou de l'évaluation de leurs effets.

Cependant, ce paragraphe est sans effet en ce qui concerne la responsabilité pour des dommages découlant de « dommages matériels » que l'assuré aurait en l'absence d'une telle requête, demande, ordonnance ou exigence statutaire ou réglementaire ou de telle réclamation ou « poursuite » par ou pour le compte d'une autorité gouvernementale.

f. Avion, véhicule automobile ou bateau

« Dommage corporel » ou « dommage matériel » découlant du fait de posséder, d'utiliser ou d'exploiter un avion, un « véhicule automobile » ou un bateau qu'un assuré possède, exploite, loue ou qui lui est prêté. L'utilisation inclut l'exploitation et le « chargement ou déchargement ».

Cette exclusion s'applique peu importe si les réclamations contre un assuré allèguent la négligence ou toute autre action fautive dans la supervision, l'embauche, l'emploi, la formation, ou la surveillance de tierces parties par cet assuré, si « l'événement » qui a causé le « dommage corporel » ou le « dommage matériel » était lié au fait de posséder, d'utiliser ou d'exploiter un avion, un « véhicule automobile » ou un bateau qu'un assuré possède, exploite, loue ou qui lui est prêté.

Cette exclusion ne s'applique pas à :

- (1) un bateau alors qu'il se trouve à terre en des lieux qui vous appartiennent ou que vous louez;
- (2) un bateau qui ne vous appartient pas et qui :
 - (a) mesure moins de 26 pieds de long; et
 - (b) n'est pas utilisé pour transporter des personnes ou des biens à titre onéreux;
- (3) au stationnement d'un « véhicule automobile » sur ou à proximité des lieux qui vous appartiennent ou que vous louez, pourvu que le « véhicule automobile » n'appartienne pas, n'ait pas été loué ou prêté à vous ou à un assuré;
- (4) la responsabilité assumée en vertu d'un « contrat assuré » pour la possession, l'entretien ou l'usage d'un avion ou d'un bateau; ou
- (5) le « dommage corporel » ou le « dommage matériel » découlant de :
 - (a) l'exploitation de machinerie ou d'équipement qui est rattaché à, ou fait partie d'un véhicule terrestre qui pourrait être défini comme « équipement mobile » s'il n'était pas régi par une loi sur la responsabilité obligatoire ou financière ou toute autre législation d'assurance sur les véhicules automobiles dans l'état où il est immatriculé ou stationné la majeure partie du temps; ou
 - (b) l'exploitation d'un équipement énuméré au Paragraphe f.(2) ou f.(3) de la définition « d'équipement mobile ».

g. Équipement mobile

Le « dommage corporel » ou le « dommage matériel » découlant :

- (1) du transport « d'équipement mobile » à bord d'un « véhicule automobile » qu'un assuré possède, exploite, loue ou qui lui est prêté; ou
- (2) de l'usage « d'équipement mobile » pour la participation à une épreuve de course, de vitesse, de carambolage ou à des tours de prouesse ou pour s'y exercer ou s'y préparer.

h. Dommage matériel

Les « dommages matériels » à :

- (1) des biens que vous possédez, louez ou occupez, incluant tous frais ou dépenses encourus par vous ou par toute autre personne, organisme ou entité, pour la réparation, le remplacement, la mise en valeur, la remise en état ou l'entretien de ces biens, peu importe la raison, incluant la prévention de blessures à autrui ou des dommages aux biens d'autrui;
- (2) des lieux que vous vendez, dont vous faites don ou que vous abandonnez, si le « dommage matériel » découle d'une partie quelconque de ces lieux;
- (3) des biens qui vous sont prêtés;
- (4) des biens meubles se trouvant aux soins, sous la garde ou sous le contrôle de l'assuré;
- (5) à toute partie d'un bien immeuble sur laquelle vous ou un entrepreneur ou sous-traitant travaillant directement ou indirectement pour votre compte, exécutez des opérations, si le « dommage matériel » découle de ces opérations; ou
- (6) à toute partie d'un bien devant être remise en état, réparée ou remplacée parce que « vos ouvrages » à son égard ont été mal faits.

L'alinéa (2) de cette exclusion est sans effet si les lieux sont « vos ouvrages » et que vous ne les avez jamais occupés, loués ou conservés à fin de location.

Les alinéas (3), (4), (5) et (6) de cette exclusion sont sans effet à l'égard de la responsabilité assumée par suite d'un accord de voie d'évitement.

L'alinéa (6) de cette exclusion est sans effet à l'égard du « dommage matériel » visé par le « risque produits / après opérations ».

i. Dommage à vos produits

Le « dommage matériel » à « vos produits », découlant d'eux en tout ou en partie.

j. Dommage à vos ouvrages

Le « dommage matériel » à « vos ouvrages » découlant d'eux, en tout ou en partie, dans la mesure où ils sont visés par le « risque produits/après opérations ».

La présente exclusion est sans effet si les ouvrages endommagés ou ceux ayant donné lieu au dommage ont été exécutés pour vous par un sous-traitant.

k. Dommage à un bien détérioré ou à un bien qui n'a subi aucun dommage physique

Le « dommage matériel » à un « bien détérioré » ou à un bien qui n'a subi aucun dommage physique, découlant :

- (1) d'une défectuosité, d'une lacune, d'une insuffisance ou d'un élément dangereux dans « vos produits » ou « vos ouvrages »; ou
- (2) de votre retard ou de votre omission — ou du retard ou de l'omission d'une personne agissant pour votre compte — dans l'exécution comme elle se devait d'un contrat ou d'une convention.

La présente exclusion est sans effet à l'égard de la privation de jouissance de tout autre bien découlant d'un préjudice physique soudain et accidentel à « vos produits » ou à « vos ouvrages » une fois leur mise en usage conformément à leur destination.

l. Rappel de Produits, d'ouvrages ou de biens détériorés

Les dommages réclamés pour toutes pertes, frais et dépenses assumés par vous ou d'autres personnes à l'occasion de la privation de jouissance, du retrait, du rappel, de l'inspection, de la réparation, du remplacement, du réglage, de l'enlèvement ou de la destruction :

- (1) de « vos produits »;
- (2) de « vos ouvrages » ou
- (3) de « biens détériorés »;

si ces produits, ouvrages ou biens sont retirés du marché ou repris à leurs utilisateurs à la demande de toute personne juridique en raison d'une défectuosité, d'une lacune, d'une insuffisance ou d'un danger connus ou soupçonnés.

m. Préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité

Le « dommage corporel » découlant du « préjudice personnel et du préjudice découlant d'une activité de publicité ».

n. Données électroniques

Dommages découlant de la perte, de la privation de jouissance, de l'endommagement, de l'altération, de l'incapacité d'avoir accès, ou de l'incapacité de manipuler des données électroniques.

Aux termes de cette exclusion, l'expression données électroniques signifie des informations, des faîtes ou des programmes emmagasinés comme ou sur, créés ou utilisés sur ou transmis à ou d'un, logiciel informatique, incluant les logiciels de base et les logiciels d'application, les disques durs ou les disquettes, les CD-ROMS, les bandes, les disques, les cellules, les dispositifs de traitement des données ou tout autre moyen utilisé avec de l'équipement à commande électronique.

- o. **Responsabilité reliée à l'énergie nucléaire** – voir Exclusions communes
- p. **Risques reliés à la guerre** – voir Exclusions communes
- q. **Champignon/Moisissure** – voir Exclusions communes
- r. **Pratiques reliées à l'emploi** – voir Exclusions communes
- s. **Amiante** – voir Exclusions communes
- t. **Plomb** – voir Exclusions communes
- u. **Valeurs mobilières et participation financière** – voir Exclusions communes
- v. **Silice** – voir Exclusions communes

GARANTIE B. RESPONSABILITÉ CIVILE POUR PRÉJUDICE PERSONNEL ET PRÉJUDICE DÉCOULANT D'UNE ACTIVITÉ DE PUBLICITÉ

1. Notre engagement

- a. Nous paierons les sommes que l'assuré se verra légalement obligé de payer en tant que dommages-intérêts en raison de « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » visés par le présent contrat. Nous aurons le droit et l'obligation de défendre l'assuré contre une telle « poursuite » visant à obtenir de tels dommages. Cependant, nous n'aurons aucune obligation de défendre l'assuré contre une « poursuite » visant à obtenir des dommages-intérêts pour « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité », si lesdits dommages-intérêts ne sont pas visés par ce contrat d'assurance. Nous nous réservons le droit de vérifier le bien-fondé de toute réclamation ou « poursuite » découlant d'un délit et de les régler. Cependant:
 - (1) la somme que nous paierons pour couvrir les dommages-intérêts sera limitée ainsi que le prévoit le CHAPITRE III – MONTANTS DE COUVERTURE; et
 - (2) Nos droits et obligations de défense cessent dès l'épuisement de la garantie applicable par suite de l'exécution de jugements ou de règlements intervenus au titre des garanties A, B ou D, de paiement de frais médicaux au titre de la Garantie C.
- Nulle autre obligation de paiement ou d'exécution n'en découle à moins d'être prévue explicitement sous la rubrique PRISES EN CHARGE SUPPLÉMENTAIRES — GARANTIES A, B ET D.
- b. Le présent contrat s'applique au « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » causé par un délit découlant de l'exploitation de votre entreprise, mais seulement si le délit a été commis dans les limites du « territoire couvert » au cours de la période d'assurance.

2. Exclusions

Sont exclus de la garantie :

a. Violation délibérée des droits d'un tiers

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » causés par ou sur les ordres de l'assuré, en sachant que l'acte constituerait une violation des droits d'un tiers et lui causerait un « préjudice personnel et un préjudice découlant d'une activité de publicité ».

b. Écrits publiés en sachant sciemment qu'ils sont faux

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » résultant de paroles ou d'écrits mensongers dont l'assuré est sciemment l'auteur ou l'instigateur.

c. Écrits publiés avant l'entrée en vigueur du contrat d'assurance

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » résultant de paroles ou d'écrits dont la diffusion initiale a eu lieu avant le début de la période d'assurance.

d. Actes criminels

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » résultant d'un acte criminel commis par l'assuré ou l'instigateur.

e. Responsabilité civile assumée par contrat

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » dont l'assuré a assumé la responsabilité en vertu d'un contrat ou d'une entente. Cette exclusion ne s'applique pas à la responsabilité pour les dommages que l'assuré aurait subis même en l'absence du contrat ou de l'entente.

f. Violation de contrat

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » résultant de la violation d'un contrat, à l'exception d'un contrat tacite pour l'utilisation d'une idée de publicité d'un tiers dans votre « annonce publicitaire ».

g. Qualité ou performance de marchandises – Défaut d'être conformes aux déclarations

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » résultant du défaut d'une marchandise, d'un produit ou d'un service d'être conformes aux déclarations quant à la qualité ou la performance faites dans votre « annonce publicitaire ».

h. Description erronée des prix

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » résultant d'une description erronée du prix des marchandises, des produits ou des services se trouvant dans votre « annonce publicitaire ».

i. Contrefaçon, infraction de brevet, violation de marque de commerce, de secret de fabrication

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » résultant de la contrefaçon, de l'infraction de brevet, de la violation de marque de commerce, de secret de fabrication ou autres droits de propriété intellectuelle.

Cependant, cette exclusion ne s'applique pas à la violation d'un droit d'auteur, d'un secret de fabrication ou d'un slogan dans votre « annonce publicitaire ».

j. Assurés œuvrant dans le domaine des entreprises du genre média d'information ou Internet

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » commis par un assuré œuvrant dans le domaine de :

(1) la publicité, la télédiffusion, la publication ou la télévision;

(2) la conception ou la détermination du contenu de sites Web pour des tiers; ou

(3) la recherche, l'accès, le contenu ou la fourniture de services Internet.

Cependant, cette exclusion ne s'applique pas aux alinéas 14. a., b. et c. des définitions de « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » se trouvant au CHAPITRE IV – DÉFINITIONS.

Aux fins de la présente exclusion, le fait de placer des cadres, des bordures ou des liens, ou des annonces publicitaires pour vous ou pour des tiers à un endroit quelconque sur l'Internet, n'est pas considéré comme étant une entreprise de publicité, de télédiffusion, de publication ou de télévision.

k. Bavardoirs ou babillards électroniques

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » résultant d'un bavardoir ou d'un babillard électronique dont l'assuré est l'hôte, que l'assuré possède ou sur lesquels l'assuré exerce un contrôle.

l. Utilisation non autorisée du nom ou du produit d'un tiers

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » résultant de l'utilisation non autorisée du nom ou du produit d'un tiers dans votre adresse de courriel, votre nom de domaine ou metatag, ou toutes autres tactiques similaires pour induire en erreur des clients potentiels d'un tiers.

m. Pollution

Le « préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité » résultant de la décharge, de la dispersion, du suintement, de la migration, du rejet ou de l'échappement réels, présumés ou menaçants et à quelque moment que ce soit de « polluants ».

n. En rapport avec la pollution

Tout sinistre, frais ou dépense découlant d'une :

- (1) requête, demande ou ordonnance qu'un assuré ou des tiers prennent des mesures de testage, de surveillance, de dépollution, de suppression, de confinement, de traitement, de détoxication ou de neutralisation ou, d'une façon quelconque, agissent sur des « polluants » ou en évaluent les effets; ou
- (2) réclamation ou poursuite par ou pour le compte d'une autorité gouvernementale pour des dommages découlant des activités de testage, de surveillance, de dépollution, de suppression, de confinement, de traitement, de détoxication ou de neutralisation ou, d'une façon quelconque, du fait d'agir sur des « polluants » ou d'en évaluer les effets.

o. Responsabilité reliée à l'énergie nucléaire – voir Exclusions communes

p. Risques reliés à la guerre – voir Exclusions communes

q. Champignon/Moisissure – voir Exclusions communes

r. Pratiques reliées à l'emploi – voir Exclusions communes

s. Amiante – voir Exclusions communes

t. Plomb – voir Exclusions communes

u. Valeurs mobilières et participation financière – voir Exclusions communes

v. Silice – voir Exclusions communes

GARANTIE C — FRAIS MÉDICAUX

1. Notre engagement

- a. Nous paierons les frais médicaux décrits ci-après pour tout « dommage corporel » causé par un accident survenu :

- 1) dans des lieux dont vous êtes propriétaire ou locataire,
- 2) dans des voies attenantes aux lieux dont vous êtes propriétaire ou locataire, ou
- 3) du fait de vos opérations,

si les conditions suivantes sont réunies :

- a) l'accident a eu lieu dans les limites du « territoire couvert » pendant que la période d'assurance;
- b) les frais ont été engagés et nous ont été déclarés dans les douze mois suivant l'accident; et
- c) la victime s'est soumise, à nos frais, à des examens faits par des médecins de notre choix et à la fréquence déterminée raisonnablement par nous.

- b. Nous paierons sans égard à la faute et jusqu'à concurrence de la garantie applicable tel que décrit au CHAPITRE III – MONTANTS DE COUVERTURE. Nous rembourserons les frais raisonnables :

- 1) des premiers soins donnés au moment de l'accident;
- 2) des services médicaux, chirurgicaux, radiologiques et dentaires nécessaires, prothèses comprises;
- 3) des services ambulanciers, hospitaliers, infirmiers (fournis par des professionnels) et funéraires nécessaires.

2. Exclusions

Est exclu de la garantie le « dommage corporel » :

- a. à un assuré; à l'exception des « bénévoles »
- b. à une personne engagée pour travailler pour le compte d'un assuré ou de tout locataire d'un assuré;
- c. à une personne blessée dans des lieux qu'elle occupe habituellement, s'agissant de lieux dont vous êtes propriétaire ou locataire;

- d. à une personne, qu'elle soit ou non un « employé » d'un assuré, ayant droit, pour les dommages corporels, à une indemnité sous un régime légal relatif aux accidents du travail ou aux prestations d'invalidité ou toute autre législation semblable;
- e. à une personne blessée au cours de la pratique, de l'enseignement ou de la participation à des exercices physiques, des jeux, des activités sportives ou des concours athlétiques;
- f. faisant partie des « risques produits/après opérations »;
- g. exclu en vertu de la **Garantie A**
- h. **Responsabilité reliée à l'énergie nucléaire** – voir Exclusions communes
- i. **Risques reliés à la guerre** – voir Exclusions communes
- j. **Champignon/Moisissure** – voir Exclusions communes
- k. **Responsabilité pour pratiques reliées à l'emploi** – voir Exclusions communes
- l. **Amiante** – voir Exclusions communes
- m. **Plomb** – voir Exclusions communes
- n. **Valeurs mobilières et participation financière** – voir Exclusions communes
- o. **Silice** – voir Exclusions communes

GARANTIE D — RESPONSABILITÉ LOCATIVE

1. Notre engagement

- a. Nous paierons les sommes que l'assuré se verra légalement tenu de payer en tant que dommages-intérêts pour « dommage matériel » visé par le présent contrat. Le présent contrat ne s'applique qu'au « dommage matériel » causé à des lieux dont vous êtes le locataire ou l'occupant. Nous aurons le droit et l'obligation d'opposer une défense à toute « poursuite » visant de tels dommages-intérêts. Cependant, nous n'aurons aucune obligation de défendre l'assuré contre une « poursuite » visant à obtenir des dommages-intérêts pour « dommages matériels » qui ne sont pas visés par le présent contrat d'assurance. Nous nous réservons le droit de vérifier le bien-fondé de tout « événement » et de régler toute réclamation ou « poursuites » qui puissent en découler; mais :
 - (1) La somme que nous paierons pour couvrir les dommages-intérêts sera limitée ainsi que le prévoit le CHAPITRE III – MONTANTS DE COUVERTURE;
 - (2) Nos droits et obligations de défense cessent dès l'épuisement de la garantie applicable par suite de l'exécution des jugements ou des règlements intervenus au titre des garanties A, B ou D, ou du paiement des frais médicaux au titre de la garantie C.

Nulle autre obligation de paiement ou la prestation d'actes ou de services n'en découle à moins d'être prévue explicitement sous la rubrique PRISES EN CHARGE SUPPLÉMENTAIRES — GARANTIES A, B ET D.

- b. La présente garantie s'applique aux « dommages matériels » seulement dans l'éventualité où :

- (1) Le « dommage matériel » est causé par un « événement » qui survient dans « l'étendue territoriale de la garantie »; et
- (2) Le « dommage matériel » survient au cours de la durée du contrat; et

Avant la période d'assurance, aucun assuré énuméré au Paragraphe 1 du Chapitre II – Qui Est Assuré et aucun « employé » autorisé par vous à donner ou à recevoir avis d'un « événement » ou d'une réclamation n'avait une connaissance de la survenance partielle ou totale du « dommage matériel ». Si un tel assuré énuméré audit paragraphe ou un « employé » autorisé était au courant, avant la période d'assurance, de l'existence du « dommage matériel », alors toute continuation, changement ou reprise de tel « dommage matériel » au cours de la période d'assurance ou subséquemment, sera réputé avoir été connue avant la période d'assurance.

- c. Le « dommage matériel » qui survient au cours de la période d'assurance et qui avant la période d'assurance n'était pas connu d'un assuré énuméré au Paragraphe 1 du Chapitre II – Qui Est Assuré et d'un « employé » autorisé par vous à donner ou à recevoir avis d'un « événement » ou d'une réclamation, inclut toute continuation, changement ou reprise de ce « dommage matériel » après la fin de la période d'assurance.
- d. L'existence d'un « dommage matériel » sera réputée avoir été connue au plus tôt lorsqu'un assuré énuméré au Paragraphe 1 du CHAPITRE II – QUI EST ASSURÉ ou un « employé » autorisé par vous à donner ou à recevoir avis d'un « événement » ou d'une réclamation:
 - (1) rapporte le « dommage matériel » à nous ou à tout assureur; en tout ou en partie; ou
 - (2) reçoit une demande écrite ou verbale ou une réclamation en dommages découlant de « dommages matériels ».

(3) apprend de quelqu'autre façon qu'un un « dommage matériel » est survenu ou a commencé à survenir.

2. Exclusions

Sont exclus de la garantie :

- a. Le « dommage matériel » attendu ou voulu de la part de l'assuré;
- b. Le « dommage matériel » dont l'assuré est tenu pour en avoir assumé la responsabilité contractuellement ou conventionnellement. Cette exclusion ne s'applique pas à la responsabilité découlant des dommages :
 - (1) Dont l'assuré serait responsable indépendamment de cette obligation contractuelle ou conventionnelle; ou
 - (2) Lorsque l'obligation découle d'un contrat ou d'une convention qui constituent un « contrat assuré », pourvu que le « dommage matériel » survienne après la signature du contrat ou de l'entente. Uniquement pour les fins de la responsabilité découlant d'un « contrat assuré », les honoraires raisonnables d'avocats et les dépenses nécessaires reliées à un litige encourus par ou pour le compte d'une partie autre qu'un assuré sont réputés être des dommages en raison de « dommage matériel », pourvu que :
 - (a) la responsabilité envers une telle partie pour la défense de cette dernière ou pour les frais de ladite défense ait également été assumée dans le même « contrat assuré »; et
 - (b) lesdits honoraires d'avocats et les dépenses reliées au litige soient nécessaires pour la défense de cette partie contre une procédure civile ou une méthode de résolution alternative de conflits dans laquelle on allègue des dommages auxquels s'applique ce contrat d'assurance.
- c. « Dommage matériel » découlant de la décharge, de la dispersion, du suintement, de la migration, du rejet ou de l'échappement réels, allégués ou menaçants de « polluants » à quelque moment que ce soit. Aux fins de la garantie D seulement, la définition de « polluants » n'inclura pas la fumée, la chaleur ou les émanations provenant d'un « incendie ».
- d. Le « dommage matériel » causé par la vermine.
- e. **Responsabilité reliée à l'énergie nucléaire** – voir Exclusions communes
- f. **Risques reliés à la guerre** – voir Exclusions communes
- g. **Champignon/Moisissure** – voir Exclusions communes
- h. **Pratiques reliées à l'emploi** – voir Exclusions communes
- i. **Amiante** – voir Exclusions communes
- j. **Plomb** – voir Exclusions communes
- k. **Valeurs mobilières et participation financière** – voir Exclusions communes
- l. **Silice** – voir Exclusions communes

EXCLUSIONS COMMUNES AUX GARANTIES A, B, C ET D

Sont exclus des garanties :

- a. **Risques nucléaires**
 - (1). la responsabilité imposée par toute loi ou règlement relatif à la responsabilité nucléaire ainsi que l'ensemble de leurs amendements;
 - (2). le « dommage corporel », le « dommage matériel », le « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » contre lesquels un assuré est également couvert en vertu d'un contrat d'assurance de responsabilité nucléaire (qu'il y soit nommément désigné ou non et qu'il ait ou non le pouvoir d'enforcer l'exécution) émanant de l'Association canadienne d'assurance nucléaire ou de quelque autre assureur ou groupe ou pool d'assureurs, même en cas d'extinction de cet autre contrat sur épuisement de la garantie;
 - (3). le « dommage corporel », le « dommage matériel », le « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » résultant directement ou indirectement du risque nucléaire découlant :
 - i) de la propriété, de l'entretien, de l'exploitation ou de l'utilisation d'installations nucléaires de la part ou pour le compte d'un assuré,
 - ii) de la fourniture par un assuré de services, de matériaux, de pièces ou de matériel à l'occasion de la conception, de l'érection, de l'entretien, de l'exploitation ou de l'utilisation d'installations nucléaires,

- iii) de la possession, de la consommation, de l'utilisation, de la manutention, de l'évacuation ou du transport de substances fissibles ou d'autres matières radioactives (à l'exception des isotopes radioactifs qui se trouvent à l'extérieur d'installations nucléaires et qui, ayant atteint le stade final de la fabrication, sont utilisables à des fins scientifiques, médicales, agricoles, commerciales ou industrielles) utilisées, distribuées, manipulées ou vendues par un assuré.

La présente exclusion s'applique nonobstant tout autre facteur contributif ou circonstance aggravante ayant contribué simultanément ou dans un ordre quelconque au « dommage corporel » ou au « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité ».

Les définitions qui suivent s'appliquent au présent contrat :

- (1) L'expression « risque nucléaire » signifie l'ensemble des propriétés dangereuses des matières radioactives, notamment leur radioactivité, leur toxicité et leur explosivité;
- (2) L'expression « matière radioactive » signifie l'uranium, le thorium, le plutonium, le neptunium, ainsi que leurs dérivés et composés respectifs, les isotopes radioactifs d'autres éléments et toute autre substance désignée par une loi ou règlements relatives à la responsabilité nucléaire ainsi que l'ensemble de leurs amendements, comme étant une substance réglementée susceptible d'émettre de l'énergie atomique ou comme étant requise pour la production, l'utilisation ou l'application de l'énergie atomique;
- (3) L'expression « installations nucléaires » signifie :
 - i) des dispositifs conçus ou utilisés pour entretenir la fission nucléaire dans une réaction à chaîne autoporteuse ou pour contenir une masse critique composée en tout ou en partie de plutonium, de thorium ou d'uranium ou de l'un ou plusieurs d'entre eux;
 - ii) du matériel ou des mécanismes conçus ou utilisés pour (i) la séparation des isotopes de plutonium, de thorium et d'uranium, de l'un ou plusieurs d'entre eux, et (ii) le traitement ou l'emballage des déchets;
 - iii) du matériel ou des mécanismes servant au traitement, à la fabrication ou à l'alliage du plutonium, du thorium ou de l'uranium enrichis en isotopes d'uranium 233 ou 235, ou de l'un ou plusieurs d'entre eux, si, à quelque moment que ce soit, la quantité totale de ces substances se trouvant sous la garde de l'assuré aux lieux où le matériel ou les mécanismes susdits sont situés comporte plus de 25 grammes de plutonium ou d'uranium 233, dans l'ensemble, ou plus de 250 grammes d'uranium 235;
 - iv) des ouvrages, bassins, excavations, lieux ou endroits aménagés pour le stockage ou l'évacuation des déchets des substances radioactives, ou utilisés à cette fin,

y compris l'emplacement où ils se trouvent, de même que l'ensemble des opérations qui y sont exercées et des lieux affectés à ces opérations.

- 4) L'expression « substance fissile » signifie toute substance réglementée qui est susceptible d'émettre de l'énergie atomique par fission nucléaire ou dont on peut obtenir une substance ayant cette propriété.

b. **Risques de guerre**

Le « dommage corporel », le « dommage matériel », le « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » peu importe la manière dont ils sont causés, découlant directement ou indirectement :

- (1) de la guerre, qu'elle soit déclarée ou non, ou de la guerre civile; ou
- (2) d'actes belliqueux par une force militaire, incluant toute action constituant une entrave ou une défense à une attaque réelle ou attendue par un gouvernement, une autorité souveraine ou autre utilisant du personnel militaire ou d'autres agents; ou
- (3) d'une insurrection, d'une rébellion, d'une révolution, d'une usurpation de pouvoir ou d'une action prise par une autorité gouvernementale dans le but d'entraver lesdits actes ou de s'en défendre.

Cette exclusion est sans effet en ce qui concerne l'utilisation ou la menace d'utilisation du « terrorisme ».

Aux fins de la présente exclusion, le terme « terrorisme ».signifie l'usage ou la menace d'usage de la force ou de la violence contre un individu ou un bien ou la perpétration d'un acte dangereux pour la vie humaine ou les biens la perpétration d'un acte qui perturbe ou interrompt un système électronique ou un système de communication et qui est entrepris par une personne ou un groupe de personnes, peu importe si elles agissent pour le compte de, ou en rapport avec une organisation, un gouvernement, un pouvoir, une autorité ou une force militaire, lorsque ces actes ont pour résultat d'intimider, de contraindre ou faire du tort à :

- (1) un gouvernement;
- (2) la population civile d'un pays, d'un état ou d'une communauté; ou
- (3) lorsqu'ils ont pour effet de perturber l'économique d'un pays, d'un état ou d'une communauté.

Tant que le « Terrorism Risk Insurance Act of 2002 » (des États-Unis d'Amérique) (la « Loi ») demeure en vigueur, le terme « terrorisme » inclut un acte de terrorisme tel que défini au Chapitre 102. Définitions de cette « Loi » et toutes révisions ou amendements y apportés.

c. **Champignon/Moisissure**

« Dommage corporel », « dommage matériel », « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » ou toute autre perte, frais ou dépense, incluant, mais sans y être limités, les pertes, frais ou dépenses reliés à, découlant de ou associés à la dépollution, la correction, le confinement, l'enlèvement ou la réduction, causés directement ou indirectement, en tout ou en partie, par :

- (1) Un ou des « champignons », la « moisissure » ou la levure, ou
- (2) Une ou des « spores » ou toxines créées or produites par ou provenant de ces champignons, « moisissure » ou levure, ou
- (3) Toute substance, vapeur, gaz, ou autre émission ou substance organique ou inorganique produits par ou découlant d'un ou de « champignons », de « moisissure » ou de levure, ou
- (4) Tout matériel, produit, composante de construction, immeuble ou structure, ou toute concentration d'humidité, d'eau ou d'autre liquide à l'intérieur de ce matériel, produit, composante de construction, immeuble ou structure, qui contient, abrite, nourrit ou agit comme milieu pour un ou des « champignons », « moisissure », levure, « spores » ou toxines en provenant,

peu importe toute autre cause, événement, matériau, produit et/ou composante de construction ayant contribué simultanément ou en séquence à ce « dommage corporel », « dommage matériel », « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité », dépenses reliées au « dommage corporel » ou perte, frais ou dépense.

Aux fins de la présente exclusion, les définitions suivantes sont ajoutées à la Police :

Le terme « champignon(s) » inclut, mais sans y être limité, toutes plantes ou organismes appartenant au groupe principal des Champignons, ne contenant pas de chlorophylle, et incluant les moisissures, rouilles, fumerons et champignons.

Le terme « moisissure(s) » inclut, mais sans y être limité, toute excroissance produite sur de la matière organique humide ou en décomposition ou sur des organismes vivants et les champignons qui produisent de la moisissure.

Le terme « spore(s) » signifie un corps dormant ou reproducteur produit par, découlant de ou émanant de champignon(s), moisissure(s), plantes, organismes ou microorganismes.

d. **Responsabilité pour pratiques reliées à l'emploi**

Une réclamation ou « poursuite » alléguant ou arguant, de quelque manière que ce soit, une perte, blessure ou dommage (incluant un dommage corporel indirect) relativement au « renvoi injustifié » de vos « employés » et/ou de la « discrimination » vis-à-vis de vos « employés » et/ou du « harcèlement sexuel » de vos « employés ».

Les définitions suivantes s'appliquent à cette exclusion :

L'expression « renvoi injustifié » signifie la cessation d'une relation de travail d'une manière illégale et abusive ou en violation d'une entente tacite de continuer l'emploi.

Le terme « discrimination » signifie la cessation d'une relation de travail, une rétrogradation, le défaut ou le refus d'embaucher ou de promouvoir un individu en raison de sa race, de sa couleur, de sa religion, de son âge, de son sexe, d'une infirmité, d'une grossesse ou de l'origine ethnique, de l'orientation sexuelle ou de toute autre catégorie ou caractéristiques protégée établie conformément à une loi ou une ordonnance applicable.

L'expression « harcèlement sexuel » signifie des avances sexuelles importunes et/ou des demandes de faveurs sexuelles et/ou toute autre conduite verbale ou physique de nature sexuelle qui (1) sont posées comme condition à l'emploi et/ou (2) sont utilisées comme base pour les décisions reliées à l'emploi et/ou (3) créent un milieu de travail qui constitue un obstacle au rendement.

e. **Amiante**

- (1) « Dommage corporel », « dommage matériel », « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » découlant de quelque façon que ce soit de l'usage par une personne juridique ou de l'exposition à l'amiante, aux produits de l'amiante, aux fibres d'amiante ou à la poussière d'amiante; ou
- (2) « Dommage matériel » à un bien immeuble découlant de l'usage par une personne juridique d'amiante, de produits de l'amiante, de fibres d'amiante, de poussière d'amiante, incluant, sans y être limité, les frais encourus relativement à l'enlèvement ou à la réduction d'amiante, de produits de l'amiante, de fibres d'amiante, de poussière d'amiante dudit bien réel; ou
- (3) Toute obligation de l'assuré d'indemniser une partie en raison de dommages découlant desdits « dommages matériels », « dommages corporels », « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité », maladie, affection, maladie professionnelle, invalidité, choc, décès, souffrance morale ou préjudice psychologique, à un moment quelconque suite à la fabrication, l'extraction, l'utilisation, la vente, l'enlèvement, la distribution ou l'exposition à l'amiante, aux produits de l'amiante, aux fibres d'amiante ou à la poussière d'amiante; ou
- (4) Toute obligation de défendre une poursuite ou une réclamation présentée contre un assuré alléguant des « dommages corporels », maladie, affection, maladie professionnelle, invalidité, choc, décès, souffrance morale, préjudice psychologique, « dommages matériels » ou « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » découlant de ou favorisés par la fabrication, l'extraction, l'usage, la vente, l'enlèvement, la distribution ou l'exposition à l'amiante, aux produits d'amiante, aux fibres d'amiante ou à la poussière d'amiante.

f. **Plomb**

- (1) « Dommages corporels », « dommages matériels », « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » pour les réclamations passées, présentes ou futures, découlant en tout ou en partie, directement ou indirectement, de la fabrication, la distribution, la vente, la revente, la redésignation, l'installation, la réparation, l'enlèvement, la mise en capsule, la réduction, le remplacement ou la manutention, l'exposition à, l'ingestion de ou la conduite de tests pour la détection de plomb, peu importe si le plomb est ou était à un moment quelconque en suspension dans l'air sous forme de particule, contenu dans un produit, transporté sur les vêtements, inhalé, transmis d'une manière quelconque ou présent sous une forme quelconque;
- (2) Les frais de dépollution ou d'enlèvement de plomb ou de produits et matériaux contenant du plomb;
- (3) Les frais reliés aux mesures pouvant être nécessaires pour contrôler et évaluer l'échappement ou la menace d'un échappement de plomb ou de produits et matériaux contenant du plomb.
- (4) Les frais reliés à l'élimination de substances en plomb ou la prise de telle autre mesure pouvant être nécessaire pour prévenir, minimiser ou limiter, de façon temporaire ou permanente, le dommage à la santé publique ou au bien-être de l'environnement, qui pourrait s'ensuivre par ailleurs;
- (5) Les frais nécessaires pour se conformer à une loi ou un règlement concernant le plomb.

g. Valeurs mobilières et participation financière

Toute réclamation ou « poursuite » alléguant ou arguant de quelque façon que ce soit, une perte, un préjudice ou un dommage relativement à l'achat ou à la vente, à l'offre, à la sollicitation ou l'activité de publicité pour l'achat ou la vente, la dépréciation ou le fléchissement du cours ou de la valeur de toute valeur mobilière, dette, dépôt, participation financière ou instrument financier.

h. Silice

- (1) « Dommage corporel », « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité », maladie, affection, maladie professionnelle, invalidité, choc, décès, souffrance morale, préjudice psychologique et/ou tout autre type de blessures, de frais, de dommages ou de dépenses subis par une personne relativement à la survenance, la contraction, l'aggravation ou l'exacerbation, réelles ou alléguées, de toute forme de silicose ou de toute autre maladie du corps humain causée par, découlant ou résultant de la fabrication, l'extraction, l'usage, la vente, l'enlèvement ou la distribution par toute personne juridique de silice, de produits de silice, de fibres de silice ou de poussière de silice ou de l'exposition à la silice, aux produits de la silice, aux fibres de silice ou à la poussière de silice; ou
- (2) Toute obligation de l'assuré de défendre et/ou d'indemniser un tiers en raison de dommages découlant de tels « dommages corporels », « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité », maladie, maladie professionnelle, invalidité, choc, décès, souffrance morale ou préjudice psychologique pouvant à tout moment être causés par, découlant de ou résulter de la fabrication, l'extraction, l'usage, la vente, l'enlèvement, la distribution ou l'exposition à la silice, aux produits de silice, aux fibres de silice ou à la poussière de silice.

PRISES EN CHARGE SUPPLÉMENTAIRES - GARANTIES A, B ET D

1. Nous paierons, relativement à toute réclamation dont nous vérifions le bien-fondé ou que nous régions ou toute « poursuite » contre un assuré que nous défendons :
 - a. nos frais en entier;
 - b. jusqu'à concurrence de **250,00 \$** pour le cautionnement requis en raison d'accidents ou d'infractions de circulation découlant de l'utilisation d'un véhicule couvert en vertu de la garantie de responsabilité civile pour dommages corporels. Nous n'avons aucune obligation de fournir ces cautionnements.
 - c. le prix de tout cautionnement nécessaire à l'obtention d'une mainlevée de saisie, mais jusqu'à concurrence des garanties applicables et sans aucune obligation de notre part de fournir pareils cautionnements.
 - d. tous les frais raisonnables engagés par l'assuré à notre demande en vue de nous aider dans les recherches ou la défense d'une réclamation ou d'une « poursuite », y compris, jusqu'à concurrence de **250,00 \$** par jour, les pertes réelles de revenus en raison d'absence du travail.
 - e. tous les frais de la « poursuite » taxés contre l'assuré.
 - f. l'intérêt antérieur au jugement imposé à l'assuré sur la partie de celui-ci qui tombe sous le coup de notre couverture. Si nous faisons une offre de payer la limite de garantie applicable, nous ne paierons aucun intérêt antérieur au jugement calculé pour la période écoulée après la présentation de l'offre.
 - g. les intérêts courus sur le plein montant de tout jugement après que le jugement ait été rendu et avant que nous ayons payé, offert de payer ou déposé en Cour la partie du jugement qui tombe sous le coup de notre couverture.

Ces paiements ne réduiront pas les montants de couverture.

2. Si nous assurons la défense d'un assuré contre une « poursuite » et qu'un indemnitaire de l'assuré est également nommé comme partie à la « poursuite », nous assumerons la défense de cet indemnitaire si toutes les conditions suivantes sont remplies :
 - a. la « poursuite » contre l'indemnitaire vise à obtenir des dommages pour lesquels l'assuré a assumé la responsabilité pour l'indemnitaire en vertu d'un contrat ou d'une entente qui constitue un « contrat assuré »;
 - b. le contrat d'assurance s'applique à la responsabilité assumée par l'assuré;
 - c. l'obligation de défendre ou le coût de la défense de cet indemnitaire a également été assumée par l'assuré dans le même « contrat assuré »;

- d. les allégations de la « poursuite » et les renseignements dont nous disposons à propos de « l'événement » sont de telle nature qu'aucun conflit ne semble exister entre les intérêts de l'assuré et les intérêts de l'indemnitaire;
- e. l'indemnitaire et l'assuré nous demandent d'assumer et de contrôler la défense de cet indemnitaire contre une telle « poursuite » et consentent à ce que nous assignions le même procureur pour défendre l'assuré et l'indemnitaire; et
- f. l'indemnitaire :
 - (1) consent par écrit à :
 - (a) collaborer avec nous dans la conduite de l'enquête, dans le règlement ou la défense de la « poursuite »;
 - (b) nous envoyer immédiatement copies de toutes demandes, avis, assignations ou documents légaux reçus en relation avec la « poursuite »;
 - (c) aviser tout autre assureur qui offre une garantie à l'indemnitaire; et
 - (d) collaborer avec nous relativement à la coordination de toute autre garantie d'assurance dont dispose l'indemnitaire; et
 - (2) nous fournit une autorisation écrite pour :
 - (a) obtenir les dossiers et autres renseignements relatifs à la « poursuite »; et
 - (b) assumer et contrôler la défense de l'indemnitaire dans une telle « poursuite ».

Pourvu que les conditions susmentionnées soient respectées, nous paierons, à titre de Prises en charge supplémentaires, les honoraires d'avocats encourus pour la défense de cet indemnitaire, les frais de litige nécessaires encourus par nous et les frais de litige nécessaires encourus par l'indemnitaire à notre demande. Nonobstant les dispositions de l'alinéa 2.b.(2) du CHAPITRE I - GARANTIES, GARANTIE A RESPONSABILITÉ POUR DOMMAGES CORPORELS ET MATÉRIELS, ces paiements ne seront pas considérés comme étant des dommages pour « préjudice corporel » et « dommage matériel », et réduiront pas les montants de couverture.

Notre obligation de défendre l'indemnitaire d'un assuré et de payer, à titre de Prises en charge supplémentaires, les honoraires d'avocats et les frais judiciaires nécessaires cesse aussitôt que :

- a. nous avons épuisé la garantie applicable par suite de l'exécution de jugements ou de règlements; ou
- b. les conditions ci-dessus énumérées ou les termes de l'entente décrite à l'alinéa 2.f. ci-dessus, ne sont plus respectés.

CHAPITRE II – QUI EST ASSURÉ

1. Si vous êtes :
 - a. un individu, votre conjoint(e) et vous êtes assurés, mais uniquement en ce qui a trait à l'exploitation d'une entreprise dont vous êtes le seul propriétaire.
 - b. une société de personnes ou une coentreprise, vous êtes un assuré. Vos membres et associés ainsi que leurs conjoints le sont aussi, mais seulement en ce qui concerne l'exploitation de l'entreprise.
 - c. une compagnie à responsabilité limitée, vous êtes un assuré. Vos membres sont également assurés, mais uniquement en ce qui a trait à l'exploitation de l'entreprise. Vos directeurs sont assurés, mais uniquement en ce qui a trait à leurs fonctions en tant que directeurs de votre entreprise.
 - d. une société autre qu'une société de personnes, une coentreprise ou une compagnie à responsabilité limitée, vous êtes un assuré. Vos « cadres supérieurs » et administrateurs le sont aussi, mais seulement en ce qui concerne leurs fonctions de dirigeants et administrateurs de votre entreprise. Vos actionnaires le sont aussi, mais seulement en ce qui concerne leur responsabilité en tant qu'actionnaires.
 - e. une fiducie, vous êtes un assuré. Vos fiduciaires sont également assurés, mais uniquement en ce qui a trait à leurs fonctions de fiduciaires.
2. Chacun des individus suivants est également un assuré :
 - a. Vos « travailleurs bénévoles » uniquement dans l'exercice des fonctions reliées à l'exploitation de votre entreprise, ou vos « employés » autres que vos « cadres supérieurs » (si vous êtes une société autre qu'une société de personnes, une coentreprise ou une compagnie à responsabilité limitée) ou vos directeurs (si vous êtes une compagnie à responsabilité limitée), mais uniquement en ce qui a trait aux actes accomplis dans le cadre de leur emploi par vous ou alors qu'ils remplissent des fonctions reliées à l'exploitation de votre entreprise. Cependant, aucun de ces « employés » ou « bénévoles » n'est assuré pour :
 - (1) le « préjudice corporel » ou le « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » :
 - (a) causés à vous, à vos associés ou membres (si vous êtes une société de personnes ou une coentreprise), à vos membres (si vous êtes une compagnie à responsabilité limitée), à un autre « employé » dans le cours de son emploi ou dans l'exercice de fonctions reliées à l'exploitation de votre entreprise, ou à vos autres « travailleurs bénévoles » dans l'exercice de fonctions reliées à l'exploitation de votre entreprise, à une réclamation ou « poursuite » présentée par le conjoint, l'enfant, le parent, le frère ou la sœur de cet autre « employé » ou « travailleur bénévolé » suite à ce préjudice.
 - (b) pour lesquels il y a une obligation de partager des dommages ou de rembourser quelqu'un d'autre qui doit payer des dommages en raison du préjudice décrit aux alinéas (1)(a) ci-dessus; ou

- (c) découlant de la fourniture par cet(te) « employé(e) » ou « bénévole » ou du défaut de cet(te) "employé(e)" ou « bénévole » de fournir des services de santé professionnels.
- (2) le « dommage matériel » causé à des biens :
- (a) qui sont la propriété, qui sont occupés ou utilisés par,
 - (b) qui sont loués à, sont sous les soins, la garde ou le contrôle de, ou sur lesquels un contrôle physique est exercé à quelques fins que ce soit, par vous, un de vos « employés », « travailleurs bénévoles », un associé ou un membre (si vous êtes une société de personnes ou une coentreprise) ou un membre (si vous êtes une compagnie à responsabilité limitée).
 - b. une personne (autre que votre « employé » ou « travailleur bénévole ») ou une société alors qu'elle agit à titre de directeur immobilier.
 - c. une personne juridique assurant de façon légitime la garde temporaire de vos biens si vous décedez, mais uniquement :
 - (1) en ce qui a trait à la responsabilité découlant de l'entretien ou de l'usage de ces biens; et
 - (2) jusqu'à ce que votre représentant légal ait été nommé.
 - d. Votre représentant légal si vous décedez, mais uniquement en ce qui a trait aux fonctions comme telles. Ce représentant aura tous vos droits et obligations en vertu de ce contrat d'assurance.
4. Une société dont vous avez récemment fait l'acquisition ou que vous avez récemment constituée, à l'exception d'une société de personnes ou d'une coentreprise, et dont vous demeurez propriétaire ou dans laquelle vous détenez une participation majoritaire, sera considérée comme étant un Assuré désigné si cette société ne dispose pas d'un autre contrat d'assurance similaire. Cependant :
- a. la garantie en vertu de la présente disposition est offerte seulement jusqu'au 90ième jour suivant l'acquisition ou la constitution de la société ou jusqu'à la fin de la période d'assurance, soit la première des éventualités;
 - b. les garanties A et D ne s'appliquent pas au « dommage corporel » ou au « dommage matériel » survenu avant l'acquisition ou la constitution de la société;
 - c. la garantie B ne s'applique pas au « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » résultant d'un délit commis avant que vous ayez fait l'acquisition ou que vous ayez constitué la société;
 - d. la garantie C ne s'applique pas aux frais médicaux résultant par un accident survenu avant que vous ayez fait l'acquisition ou vous ayez constitué de la société.

Aucune personne juridique n'est un assuré en ce qui a trait à l'exploitation d'une société de personnes ou d'une coentreprise, existant présentement ou ayant existé dans le passé, si cette société ne figure pas aux Conditions particulières comme étant un Assuré désigné.

CHAPITRE III – MONTANTS DE COUVERTURE

1. Les Montants de couverture indiqués aux Conditions particulières et les règles qui suivent déterminent le maximum que nous paierons, sans égard au nombre :
 - a. d'assurés;
 - b. de réclamations faites ou de « poursuites » engagées; ou
 - c. de personnes juridiques faisant des réclamations ou engageant des « poursuites ».
2. Le Plafond global général représente le maximum que nous paierons, dans l'ensemble :
 - a. en application de la garantie A, de la garantie B et de la garantie D à titre de dommages, à l'exception des dommages résultant d'un « préjudice corporel » ou d'un « dommage matériel » inclus dans le « risque produits/après opérations »; et
 - b. pour les frais médicaux, en application de la garantie C.
3. Le Plafond global pour le risque produits/après opérations est le maximum que nous paierons en application de la garantie A pour les dommages résultant de « préjudice corporel » et de « dommages matériels » inclus dans le « risque produits/après opérations ».
4. Sous réserve de l'alinéa 2. ci-dessus, le montant de couverture pour « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » est le maximum que nous paierons en application de la garantie B pour l'ensemble des dommages résultant du « préjudice personnel et du préjudice découlant d'une activité de publicité » subie par une personne juridique.
5. Sous réserve des alinéas 2 ou 3 ci-dessus, selon celui qui s'applique, le montant de couverture pour chaque Événement est le maximum que nous paierons, dans l'ensemble :
 - a. des dommages en application de la garantie A et de la garantie D; et
 - b. pour les frais médicaux, en application de la garantie C.

en raison de « préjudice corporel » et « dommage matériel » découlant d'un « Événement ».

6. Sous réserve des alinéas 2. ou 5. ci-dessus, le Plafond pour responsabilité locative représente le maximum que nous paierons, en application de la garantie D, au titre des dommages résultants de « dommages matériels » à des lieux quels qu'ils soient.
7. Sous réserve des alinéas 2. ou 5 ci-dessus, le Plafond pour frais médicaux représente le maximum que nous paierons, en application de la garantie C, pour tous les frais médicaux découlant de « dommages corporels » subis par une même personne.

Les montants de couverture de ce Contrat d'assurance s'appliquent séparément à chaque période annuelle consécutive, ainsi qu'à toute période restante de moins de 12 mois, calculée à partir de la prise d'effet prévue dans les Conditions particulières, à moins que la durée du contrat soit prolongée d'une période additionnelle de moins de 12 mois après l'émission du contrat. Dans un tel cas, cette période additionnelle sera réputée faire partie de la dernière période précédente aux fins de déterminer les Montants de couverture.

CHAPITRE IV – FRANCHISE DE L'ASSURÉ

1. Notre obligation de payer des sommes à titre de dommages-intérêts pour votre compte s'applique seulement au montant de tels dommages qui excède la franchise applicable aux Garanties A, B, C, et D stipulée aux Conditions particulières.
2. Le plafond applicable :
 - a. à chaque «événement» des Garanties A, C ou D ;
 - b. à chaque personne juridique en vertu de la Garantie B ; ou
 - c. à toute personne en vertu de la Garantie C ;

sera réduit du montant de la franchise de l'assuré. L'application de telles franchises ne réduira pas les Plafonds globaux.

3. Si un seul événement ou délit résulte à la fois en dommages-intérêts, nous appliquerons la franchise qu'une seule fois aux dommages-intérêts couverts aux garanties A, B, C ou D.
4. La franchise s'applique à tous les dommages découlant d'un accident ou d'un «événement», peu importe le nombre de personnes juridiques ayant subi des dommages en raison de tel accident ou «événement».

Cependant, en ce qui a trait au «préjudice personnel et le préjudice découlant d'une activité de publicité», la franchise s'applique à tous les dommages subis par une personne juridique en vertu de la Garantie B.

5. Les termes du Contrat d'assurance s'appliquent nonobstant l'application de la franchise.
6. Sans y être tenus, nous pouvons payer, en tout ou en partie, la franchise de l'assuré afin de régler une réclamation ou une «poursuite» et l'Assuré désigné figurant en premier nous remboursera sur demande toute telle partie de la franchise ayant été payée par nous.

CHAPITRE V - DÉFINITIONS

1. L'expression « annonce publicitaire » signifie un avis qui est diffusé ou publié à l'intention du public en général ou à des segments de marché spécifiques relativement à vos marchandises, vos produits ou services dans le but d'attirer des clients ou des partisans. Aux fins de cette définition :
 - a. les avis qui sont publiés incluent le matériel placé sur Internet ou d'autres moyens de communication électronique similaires; et
 - b. en ce qui a trait aux sites Web, seulement la partie du site Web qui traite de vos marchandises, produits ou services aux fins d'attirer des clients ou des partisans est considérée comme étant une annonce publicitaire.
 2. Le terme « auto » signifie :
 - a. un véhicule terrestre automoteur, une remorque ou une semi-remorque conçus pour voyager sur les chemins publics, incluant toute machinerie ou équipement qui s'y attache; ou
 - b. tout autre véhicule terrestre régi par une loi sur la responsabilité obligatoire ou financière ou toute autre législation d'assurance sur les véhicules automobiles dans la province ou l'état où il est immatriculé ou remisé la majeure partie du temps.
- Cependant, le terme «auto» n'inclut pas «l'équipement mobile».
3. L'expression « bien détérioré » signifie un bien matériel autre que « vos produits » ou « vos ouvrages », rendu inutilisable ou moins utile du fait :
 - a. que sont incorporés à lui « vos produits » ou « vos ouvrages » qu'on sait ou qu'on croit être défectueux, lacunaires, inadéquats ou dangereux, ou
 - b. que vous avez omis d'exécuter des obligations contractuelles ou conventionnelles;
- à supposer que ce bien puisse être remis en état moyennant :

- a. la réparation, le remplacement, le réglage ou la suppression de « vos produits » ou de « vos ouvrages », ou
 - b. l'exécution par vous de vos obligations contractuelles ou conventionnelles.
4. L'expression « cadre supérieur » signifie une personne occupant un des postes de dirigeants créés par la charte ou les règles constitutives de votre entreprise, ou tout autre document similaire régissant l'exploitation de votre entreprise.
5. L'expression « chargement ou déchargement » signifie la manutention d'un bien :
 - a. après qu'il a été déplacé de l'endroit où il est accepté pour déménagement dans ou à bord d'un avion, d'un bateau ou d'une « auto »;
 - b. alors qu'il se trouve dans ou à bord d'un avion, un bateau ou une « auto »; ou
 - c. alors qu'il est en cours de déménagement d'un avion, un bateau ou une « auto » vers l'endroit où il sera finalement livré;mais l'expression « chargement ou déchargement » n'inclut pas le déplacement d'un bien au moyen d'un équipement mécanique, autre qu'un chariot à bras, qui n'est pas rattaché à l'avion, au bateau ou à « l'auto ».
6. L'expression « contrat assuré » signifie :
 - a. un contrat de bail immobilier. Cependant, la portion du contrat immobilier qui sert à indemniser une personne juridique pour les dommages causés à des lieux alors qu'ils vous sont loués ou que vous les occupez temporairement avec la permission du propriétaire, ne constitue pas un « contrat assuré ».
 - b. un accord accessoire;
 - c. un accord de servitude ou d'autorisation, relativement à un croisement à niveau pour véhicules ou piétons;
 - d. tout autre accord de servitude;
 - e. une obligation d'indemniser une municipalité, tel que requis par un arrêté, sauf s'il s'agit de travaux exécutés pour le compte de cette municipalité;
 - f. un contrat d'entretien d'ascenseurs; ou
 - g. toute partie d'un contrat ou d'un accord propre à votre entreprise (incluant l'indemnisation d'une municipalité relativement à des travaux effectués pour le compte de cette municipalité) en vertu de laquelle vous assumez la responsabilité civile délictuelle d'une autre personne de payer des dommages-intérêts pour « dommage corporel » ou « dommage matériel » à une tierce personne juridique, pourvu que le « dommage corporel » ou le « dommage matériel » ait été causé en tout ou en partie, par vous ou par des personnes agissant à votre compte. Il faut entendre par responsabilité civile délictuelle la responsabilité extra-contractuelle imposée par la loi.

L'alinéa g. n'inclut pas la partie d'un contrat ou d'une entente :

- (1) visant à indemniser un architecte, un ingénieur ou un arpenteur-géomètre des préjudices ou dommages découlant des actes suivants :
 - (a) l'établissement ou l'approbation — ou l'omission d'établir ou d'approuver — des cartes, des plans d'atelier, des expertises, des rapports, des levés, des directives de chantier, des demandes de modification, des tracés ou des devis; ou
 - (b) le fait de donner des directives ou des instructions — ou l'omission de ce faire —, si telle est la cause première du préjudice ou du dommage; ou
- (2) en vertu de laquelle l'assuré, s'il s'agit d'un architecte, d'un ingénieur ou d'un arpenteur-géomètre, assume la responsabilité d'un préjudice ou d'un dommage découlant du fait d'avoir rendu ou d'avoir omis de rendre des services professionnels, incluant les services énumérés à l'alinéa (1) ci-dessus et des activités de supervision, d'inspection, d'architecture ou d'ingénierie.

7. L'expression « dommages corporels » signifie les blessures et les maladies de même que la mort en résultant, survenant à n'importe quel moment.
8. L'expression « dommages matériels » signifie :
 - a. le dommage physique à un bien matériel, y compris la privation de jouissance pouvant en résulter. La privation de jouissance sera réputée être survenue au moment du dommage physique l'ayant causée; ou
 - b. la privation de jouissance d'un bien matériel qui n'a pas subi de dommage physique. La privation de jouissance sera réputée être survenue au moment de l'«événement» l'ayant causée.

Pour les fins de ce contrat d'assurance, les « données électroniques » ne sont pas considérées comme étant un bien matériel.

Aux termes de cette définition, l'expression « données électroniques » signifie des renseignements, des faits ou des programmes emmagasinés comme ou sur, créés ou utilisés sur ou transmis à ou d'un, logiciel informatique, incluant les logiciels de base et les logiciels d'application, les disques durs ou les disquettes, les CD-ROMS, les bandes, les disques, les cellules, les dispositifs de traitement des données ou tout autre moyen utilisé avec de l'équipement à commande électronique.

9. Le terme « employé » inclut un « travailleur dont vous louez les services ». Le terme « employé » n'inclut pas un « travailleur temporaire ».
10. L'expression « équipement mobile » signifie l'un quelconque de ces types de véhicules terrestres, incluant toute machinerie ou équipement rattaché :
 - a. bouteurs (bulldozers), machines agricoles, chariots élévateurs à fourche et autres véhicules conçus pour être utilisés principalement en dehors des chemins publics;

- b. les véhicules destinés à être utilisés uniquement sur ou à proximité de lieux qui vous appartiennent ou que vous louez;
- c. les véhicules se déplaçant sur des chenilles;
- d. les véhicules, peu importe s'ils sont automoteurs ou non, destinés principalement à fournir de la mobilité aux appareils fixes suivants :
 - (1). les grues automotrices, les pelles, les chargeuses, les excavateurs ou les foreuses; ou
 - (2). l'équipement de construction des voies ou de râglement tel que les nivelleuses, les grattes ou les rouleaux compresseurs;
- e. les véhicules qui ne sont pas décrits aux alinéas a, b, c ou d ci-dessus, qui ne sont pas automoteurs et qui sont destinés principalement à fournir de la mobilité à l'équipement fixe suivant :
 - (1). les compresseurs d'air, les pompes et les génératrices, incluant l'équipement servant à pulvériser, à souder, à nettoyer des édifices, à faire de l'exploration géophysique, à éclairer et à entretenir des puits; ou
 - (2). les nacelles élévatrices et les dispositifs similaires utilisés pour monter ou descendre les travailleurs;
- f. les véhicules qui ne sont pas décrits aux alinéas a, b, c ou d ci-dessus, destinés principalement à des fins autres que le transport de personnes ou de marchandises.

Cependant, les véhicules automoteurs ayant les types d'équipement fixe suivants ne sont pas de «l'équipement mobile» mais seront considérés comme des «autos» :

- (1). l'équipement conçu principalement pour :
 - (i) le déneigement;
 - (ii) l'entretien des routes, sauf la construction ou le râglement; ou
 - (iii) le nettoyage des rues;
- (2). les nacelles élévatrices et les dispositifs similaires fixés sur les châssis d'automobiles ou de camions pour monter ou descendre les travailleurs; et
- (3). les compresseurs d'air, les pompes et les génératrices, incluant l'équipement servant à pulvériser, à souder, à nettoyer des édifices, à faire de l'exploration géophysique, à éclairer et à entretenir des puits.

Cependant, l'expression «équipement mobile» n'inclut pas les véhicules terrestres qui sont régis par une loi sur la responsabilité obligatoire ou financière ou toute autre législation d'assurance sur les véhicules automobiles dans la province ou l'état où ils sont immatriculés ou remisés la majeure partie du temps. Les véhicules terrestres régis par une loi sur la responsabilité obligatoire ou financière ou toute autre législation d'assurance sur les véhicules automobiles sont considérés comme étant des véhicules automobiles.

11. Le terme « Évacuation » signifie le déménagement, requis par vous ou par une autorité gouvernementale, de personnes d'un endroit dangereux à un endroit désigné comme étant sécuritaire. La période d'une telle « évacuation » durera jusqu'à ce que ledit endroit dangereux soit considéré comme étant sécuritaire, par vous ou par une autorité gouvernementale, pour que des personnes puissent y retourner.
 12. Le terme « événement » signifie un accident quelconque, y compris l'exposition continue ou répétée à des conditions nocives essentiellement de même nature.
- Dans le cas d'un dommage qui se poursuit ou qui se détériore progressivement dans un certain laps de temps, ce dommage sera réputé comme étant un «événement» et sera réputé être survenu uniquement lorsque ledit dommage a commencé pour la première fois.
13. L'expression « frais de combat d'incendies de forêt ou de prairie » signifie les frais de combat d'incendies de forêt ou de prairie de tierces parties encourus afin d'éviter, de minimiser ou de mitiger les dommages aux biens d'autrui résultant d'un incendie de forêt ou de prairie dont vous êtes légalement responsables.
 14. L'expression « frais d'évacuation » signifie les frais de voyage vers les endroits sécuritaires désignés ainsi que les coûts supplémentaires de nourriture et de logement dans de tels endroits, découlant d'une « évacuation ».
 14. L'expression « frais d'évacuation » signifie les frais de voyage vers les endroits sécuritaires désignés ainsi que les coûts supplémentaires de nourriture et de logement dans de tels endroits, découlant d'une « évacuation ».

15. L'expression « frais de rappel de produits » signifie l'un quelconque des frais suivants :
 - a. les frais pour publiciser un tel « incident de rappel », incluant, à titre d'exemple, les annonces faites par la presse écrite, la radio, la télévision ou sur l'Internet;
 - b. les frais de transport pour reprendre « votre produit » de tout acheteur, distributeur ou utilisateur et le ramener à vous ou à votre consignataire désigné, incluant les frais de manutention;
 - c. les frais pour disposer de « votre produit » ou le détruire, moins toute récupération ou recouvrement de valeur de ferraille, mais seulement dans la mesure où une telle récupération ou recouvrement diffère de vos méthodes habituelles de mise aux rebuts ou de destruction et est nécessaire pour éviter des «dommages corporels» ou «dommages matériels»;
 - d. les frais pour louer de l'espace d'entreposage supplémentaire pour entreposer « vos produits » qui font l'objet d'un « incident de rappel »;
 - e. le coût de la main d'œuvre, autre que vos employés, pour aider à la gestion d'un tel « incident de rappel »;

- f. le coût du temps supplémentaire payé à vos employés réguliers pour le travail dévolu exclusivement audit « incident de rappel »; ou
- g. les frais encourus par ladite main d'œuvre et/ou vos employés pour aider à la gestion d'un tel « incident de rappel », incluant, sans limitation, les frais de transport et de logement relatifs au dit « incident de rappel », mais uniquement les frais qui dépassent les frais réguliers qui auraient par ailleurs été encourus par ladite main d'œuvre ou lesdits employés.
16. Le terme « polluant » signifie tout irritant ou contaminant solide, liquide, gazeux ou thermique, tels que fumée, odeur, vapeurs, suie, émanations, acides, alcalis, produits chimiques et déchets, y compris, dans ce dernier cas, des matières à recycler, à remettre en état ou à récupérer.
17. L'expression « poursuite » signifie une instance civile en dommages-intérêts pour « dommage corporel », « dommage matériel » ou « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » ci-prévus. L'expression « poursuite » inclut également :
- une procédure d'arbitrage tenue en raison des mêmes dommages allégués et à laquelle vous êtes tenu ou vous y soumettez avec notre consentement; ou
 - toute autre méthode alternative de résolution des litiges tenue aux mêmes fins et auquel l'assuré participe avec notre consentement.
18. L'expression « préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité » signifie un préjudice, incluant des « dommages corporels » indirects, découlant d'un ou de plusieurs des délits suivants :
- arrestation illégale, détention ou emprisonnement;
 - poursuite malveillante;
 - expulsion illicite, introduction illicite ou atteinte au droit à l'occupation privée d'une pièce, d'un logement ou de lieux par un occupant, commises par ou pour le compte du propriétaire, du bailleur ou du locateur;
 - publication verbale ou écrite, de quelque manière que ce soit, de matériel diffamatoire ou constituant du libellé à l'endroit d'une personne juridique ou déprécient sa marchandise, ses produits ou ses services;
 - publication verbale ou écrite, de quelque manière que ce soit, de matériel violent le droit d'une personne à la vie privée;
 - l'utilisation de l'idée publicitaire d'un tiers dans votre « annonce publicitaire »; ou
 - Violation d'un droit d'auteur, d'un secret de fabrication ou d'un slogan d'un tiers dans votre « annonce publicitaire ».
19. L'expression « risque produits/après opérations » :
- Inclut tout « dommage corporel » et « dommage matériel » pouvant survenir hors des lieux dont vous êtes propriétaire ou locataire et résultant de « vos produits » ou de « vos ouvrages », à l'exception :
 - des produits qui demeurent physiquement en votre possession; ou
 - des ouvrages qui ne sont pas encore terminés et qui n'ont pas été abandonnés. Cependant, « vos ouvrages » sont réputés terminés dès la survenance d'un des événements suivants :
 - la fin de l'ensemble des travaux faisant l'objet de votre contrat;
 - la fin de l'ensemble des travaux à effectuer sur ce chantier-ci, si plusieurs chantiers sont prévus au contrat;
 - la mise en service, conformément à sa destination, de toute partie des travaux effectués sur un chantier donné, sauf sur l'initiative d'un autre entrepreneur ou d'un sous-traitant collaborant au même projet.
- Sont réputés terminés les ouvrages ayant atteint leur achèvement, même s'ils peuvent nécessiter du service, de l'entretien, du réglage, des réparations ou un remplacement.
- ne s'étend pas au « dommage corporel » ou au « dommage matériel » résultant :
 - du transport de biens, à moins que le préjudice ou le dommage découle d'une situation à l'intérieur ou sur un véhicule dont vous n'êtes ni le propriétaire ni le conducteur et que cette situation ait été créée par le « chargement ou le déchargement » du véhicule par l'assuré;
 - de l'outillage, du matériel non installé ou de matériaux abandonnés ou inutilisés; ou
20. L'expression "territoire couvert" signifie :
- le Canada, les États-Unis d'Amérique (y compris ses territoires et possessions) et Porto Rico;
 - les eaux et espaces aériens internationaux, pourvu que le préjudice ou le dommage ne survienne pas pendant un voyage ou un déplacement dont le point de départ et la destination ne sont pas inclus à l'alinéa a. ci-dessus; ou
 - Partout dans le monde, si le préjudice ou le dommage découle :
 - de marchandises ou de produits fabriqués ou vendus par vous sur le territoire visé à l'alinéa a. ci-dessus;

- (2) des activités d'une personne dont le domicile se trouve dans le territoire visé à l'alinéa a. ci-dessus, mais qui se trouve ailleurs pendant une courte durée pour représenter votre entreprise; ou
- (3) de délits causant un « préjudice personnel et un préjudice découlant d'une activité de publicité » qui sont commis au moyen de l'Internet ou d'autres moyens de communication similaires, pourvu que la responsabilité de l'assuré de payer des dommages soit déterminée dans une « poursuite » au fond, dans le territoire visé à l'alinéa a. ci-dessus ou dans un règlement auquel nous consentons.
21. L'expression « travailleur bénévole » signifie une personne qui n'est pas votre « employé », qui fait don de son travail et travaille sous vos ordres et dans le cadre de tâches déterminées par vous, et qui ne reçoit ni honoraire, ni salaire ou autre compensation de vous ou de quiconque pour le travail exécuté pour votre compte.
22. L'expression « travailleur dont vous louez les services» signifie une personne dont vous louez les services d'une agence de placement aux termes d'une entente entre l'agence de placement et vous, afin que cette personne exécute des tâches reliées à l'exploitation de votre entreprise. L'expression «travailleur dont vous louez les services» n'inclut pas un «travailleur temporaire».
23. L'expression « travailleur temporaire » signifie une personne qui vous est envoyée pour remplacer un « employé » permanent en congé ou pour faire face aux conditions créées par une charge de travail saisonnière ou à court terme.
24. L'expression « vos ouvrages » :
- Signifie :
 - Les travaux ou opérations exécutés par vous ou pour votre compte; et
 - les matériaux, les pièces ou le matériel fournis relativement à ces travaux ou opérations;
 - inclus :
 - les garanties données ou des assertions faites quant à l'aptitude à l'usage, à la qualité, à la durabilité, à la performance ou à l'utilisation de « vos ouvrages »; et
 - le fait de fournir ou le défaut de fournir des avertissements ou des instructions.
25. L'expression « votre produit »
- Signifie :
 - Les marchandises ou produits — autres que des biens réels — fabriqués, vendus, manutentionnés, distribués ou aliénés :
 - par vous-même;
 - par d'autres personnes faisant affaires sous votre nom; ou
 - par une personne juridique dont vous avez acquis l'entreprise ou l'actif; et
 - les contenants (autres que les véhicules), les matériaux, les pièces ou le matériel fournis relativement à ces marchandises ou produits. - inclus:
 - les garanties données ou des assertions faites quant à l'aptitude à l'usage, à la qualité, à la durabilité ou à la performance de « votre produit »; et
 - le fait de fournir ou le défaut de fournir des avertissements ou des instructions.
 - Sont exclus les machines distributrices et les autres biens loués ou placés à l'usage d'autrui, mais non vendus.

CHAPITRE VI - CONDITIONS

1. Faillite

La faillite ou l'insolvabilité de l'assuré ou de sa succession ne nous dégage pas des obligations que nous impose le présent contrat.

2. Obligations en cas de sinistre, de délit, de réclamation ou de poursuite

- Dès que vous en avez connaissance, vous devez nous aviser de tout « événement » ou délit susceptible d'occasionner une réclamation. Dans la mesure du possible, l'avis devrait préciser :
 - comment, quand et où le «événement» ou le délit s'est produit;
 - les noms et adresses des victimes et des témoins; et
 - la nature et le lieu des préjudices ou dommages découlant de «l'événement» ou du délit.

- b. Si une réclamation est présentée ou une « poursuite » est intentée contre un assuré, vous devez :
 - (1) consigner immédiatement les détails de la réclamation ou de la poursuite et la date de sa réception; et
 - (2) nous en informer dans les meilleurs délais.
- c. Vous-même ainsi que tout autre assuré concerné devez :
 - (1) nous transmettre immédiatement copie de toutes mises en demeure, avis, assignations et autres actes de procédure reçus relativement à la réclamation ou à une « poursuite »;
 - (2) nous autoriser à obtenir tous les dossiers et autres renseignements;
 - (3) nous prêter votre concours lorsque nous faisons une enquête, négocions un règlement ou présentons une défense relativement à la réclamation ou à la « poursuite »; et
 - (4) nous aider, si nous vous en faisons la demande, à faire valoir tout droit à l'encontre de toute personne juridique susceptible de devoir répondre à l'assuré de préjudices ou dommages également visés par la présente assurance.
- d. Si vous faites défaut de nous donner l'avis, tel que stipulé aux paragraphes a., b. et c. ci-dessus, de sorte que nous en avons subi un préjudice, alors aucune garantie n'est offerte par ce contrat d'assurance pour tel événement, délit, réclamation ou « poursuite ».
- e. Aucun assuré ne doit volontairement, sauf à ses propres frais, effectuer un paiement, assumer une obligation quelconque ou engager des dépenses sans notre consentement, sauf pour fournir les premiers soins en vertu de la GARANTIE C — FRAIS MÉDICAUX.

3. Actions en justice contre nous

Nulle personne juridique n'est fondée en vertu du présent contrat :

- a. à nous joindre comme partie ou à nous inclure de quelque façon que ce soit dans une « poursuite » en dommages-intérêts contre un assuré; ou
- b. à nous poursuivre en vertu du présent contrat sans que ses clauses aient été entièrement observées.

Il est permis à une personne juridique de nous poursuivre en recouvrement de créance à la suite d'un règlement amiable ou d'un jugement définitif obtenu contre un assuré à l'issue d'un procès réel, mais nous ne serons pas tenus de payer des dommages-intérêts non recouvrables en vertu du présent contrat ou au-delà des plafonds applicables. Le règlement amiable s'entend d'un règlement assorti d'une décharge de responsabilité et souscrit par nous, l'assuré et le réclamant ou le représentant personnel de ce dernier.

4. Pluralité d'assurances

Si l'assuré bénéficie d'autres assurances valides et recouvrables à l'égard d'une perte aux termes des garanties A ou B du présent contrat, nos obligations sont limitées de la manière suivante :

a. En première ligne

Sauf dans les cas prévus en b. Assurance excédentaire, ci-après, la présente assurance intervient en première ligne. Si la présente assurance est en première ligne, nos obligations ne sont pas modifiées, à moins qu'une ou plusieurs des autres assurances interviennent aussi en première ligne, auquel cas le partage de responsabilité parmi les assureurs concernés se fait selon la méthode énoncée en c. Formule de contribution ci-après.

b. Assurance excédentaire

La présente assurance est complémentaire par rapport à :

- (1) toute autre assurance, qu'elle soit de première ligne, complémentaire, éventuelle ou autre dans les cas suivants :
 - (a) qui couvre les incendies, les garanties annexes, les assurances de chantiers, les assurances contre les risques d'installation ou d'autres assurances de ce genre couvrant « vos ouvrages »;
 - (b) qui couvre contre les risques d'incendie des lieux qui vous sont loués ou que vous occupez temporairement avec la permission du propriétaire;
 - (c) vous avez obtenu cette autre assurance pour garantir votre responsabilité en tant que locataire pour des « dommages matériels » à des lieux qui vous sont loués ou que vous occupez temporairement avec la permission du propriétaire; ou
 - (d) si la perte découle de l'entretien ou de l'utilisation d'avions, « d'autos » ou d'embarcations, s'agissant de cas non visés par l'exclusion f. du CHAPITRE I – GARANTIES, GARANTIE A. RESPONSABILITÉ POUR DOMMAGES CORPORELS ET MATÉRIELS.
- (2) toute autre assurance en première ligne à laquelle vous êtes admissible couvrant votre responsabilité pour les dommages découlant des lieux ou des opérations à laquelle vous avez été ajouté à titre d'assuré supplémentaire par voie d'avenant.

Lorsque la présente assurance est excédentaire, nous ne serons pas tenus, aux termes des garanties A ou B, d'opposer une défense aux « poursuites » intentées contre l'assuré, si quelqu'autre assureur en a l'obligation. Si aucun autre assureur n'assume la défense, nous nous en chargerons, jouissant alors de tous les droits de l'assuré contre ces autres assureurs.

Lorsque la présente assurance est excédentaire à d'autres assurances, nous ne paierons que notre part de la perte qui excède, le cas échéant, la somme des montants suivants :

- (1) le montant total des sommes que ces autres assurances paieraient pour la perte, sans égard à la présente assurance; et
- (2) le montant total des franchises et de l'autoassurance découlant de ces autres assurances.

Nous partagerons le reliquat de la perte, s'il y a lieu, avec toute autre assurance qui n'est pas visée par la présente disposition d'assurance complémentaire et qui n'a pas été achetée expressément dans le but de s'appliquer en complément aux Montants de couverture figurant aux Conditions particulières de la présente police.

c. Formule de contribution

Si toutes les autres assurances acceptent la contribution à parts égales, nous appliquerons cette formule, chaque assureur contribuant alors à parts égales jusqu'à concurrence de son montant de couverture ou de la perte subie, selon le cas.

Si la contribution à parts égales n'est pas acceptée par toutes les autres assurances, nous appliquerons la formule de la contribution par plafond, c'est-à-dire que la part de chaque assureur correspondra au rapport de son montant de couverture au total des montants de couverture applicables pour l'ensemble des assureurs.

5. Prime et révision

- a. Les primes de la présente assurance sont calculées en fonction de nos règles et de nos tarifs.
- b. Si la prime pour ce contrat d'assurance est une prime fixe, elle n'est pas sujette à un redressement, cependant des primes supplémentaires peuvent être requises pour tous risques et/ou assurés supplémentaires ou tel que prévu au Chapitre 9. Résiliation.

La prime qui apparaît à l'article 4.A des Conditions particulières sous le titre de Prime provisionnelle totale n'est qu'une prime initiale. Si le contrat d'assurance doit faire l'objet d'un redressement après révision, la prime acquise sera calculée sur la base du risque réel. Si la prime acquise est supérieure à la Prime provisionnelle, l'Assuré désigné figurant en premier nous paiera la différence immédiatement sur réception d'un avis de nous. Sous réserve de la Prime annuelle minimale figurant à l'article 4.B des Conditions particulières, si la prime acquise s'avère inférieure à la Prime provisionnelle totale, nous rembourserons l'excédent à l'assuré désigné figurant en premier.

- c. L'Assuré désigné figurant en premier doit conserver dans ses archives les renseignements qu'il nous faut pour calculer la prime, et nous en fournir copie sur demande. L'Assuré désigné figurant en premier aux Conditions particulières est responsable du paiement de toutes les primes et sera le bénéficiaire de tout retour de primes que nous payons.

6. Assertions

En acceptant le présent contrat, vous reconnaissiez :

- a. que les renseignements figurant aux Conditions particulières sont exacts et complets;
- b. que ces renseignements proviennent de vos assertions; et
- c. que nous avons établi ce contrat sur la foi de vos assertions.

7. Individualité de la responsabilité

Abstraction faite des Montants de couverture ainsi que des droits et obligations reconnus spécifiquement à l'Assuré désigné figurant en premier, le présent contrat s'applique :

- a. comme si chacun des Assurés désignés était l'unique Assuré désigné; et
- b. séparément à chaque assuré contre qui une réclamation est faite ou à qui une « poursuite » est intentée.

8. Subrogation à vos droits de recouvrement

Nous sommes subrogés dans tout droit de l'assuré de recouvrer jusqu'à concurrence du paiement que nous avons fait en application du présent contrat. Il est défendu à l'assuré de faire quoi que ce soit, après la survenance de la perte, qui puisse diminuer la validité de ce recouvrement. À notre demande, l'assuré intentera une «poursuite» ou nous transmettra son droit et nous aidera à le faire valoir.

9. Résiliation

- a. L'Assuré désigné figurant en premier dans les Conditions particulières peut résilier le présent contrat en nous remettant un préavis écrit de résiliation ou en nous l'envoyant par la poste.
- b. Nous pouvons résilier le présent contrat en remettant à l'Assuré désigné figurant en premier ou en lui envoyant par la poste un préavis écrit de résiliation d'au moins :
 - (1) 15 jours avant la date de prise d'effet de la résiliation, en cas de résiliation pour non-paiement de la prime; ou

- (2) **60 jours** avant la date de prise d'effet de la résiliation, dans tous les autres cas.
- c. Notre préavis sera remis ou envoyé à la dernière adresse postale que nous connaissons de l'Assuré désigné figurant en premier.
 - d. L'avis de résiliation indiquera la date de prise d'effet de la résiliation. La période d'assurance se terminera à cette date-là.
 - e. En cas de résiliation, nous rembourserons à l'Assuré désigné figurant en premier tout trop-perçu de la prime. Si c'est nous qui résiliions, ce remboursement correspondra exactement à la partie non courue de l'assurance. Si c'est l'Assuré désigné figurant en premier qui résilie, la prime acquise sera calculée conformément au barème et à la procédure court terme habituels ou selon la Prime acquise minimale à la Date de prise d'effet du contrat d'assurance figurant aux Conditions particulières, soit le montant le plus élevé. La résiliation prendra effet même si aucun remboursement n'a été effectué ou proposé par nous.
 - f. Si l'avis a été envoyé par la poste, la preuve de la mise à la poste sera une preuve suffisante que le préavis a été donné.

10. Modifications

Cette police représente la totalité des accords entre vous et nous relativement à la présente assurance. L'Assuré désigné figurant en premier dans les Conditions particulières est habilité à apporter des changements au contrat moyennant notre consentement. Toute modification ou renonciation aux termes de cette police se fait par voie d'un avenant émis par nous et intégré à la police.

11. Examen de vos livres et archives

À tout moment au cours du présent contrat et des trois années subséquentes, nous avons le droit d'examiner et de vérifier vos livres et archives dans la mesure où ils concernent le présent contrat.

12. Modification de l'intérêt majoritaire

- a. Si « l'Assuré désigné » figurant en premier aux Conditions particulières s'intègre à, se fusionne à, ou vend la totalité ou la quasi-totalité de son actif, à une personne juridique ou à une entité juridique; ou
- b. Si une personne juridique ou une entité juridique acquiert une participation représentant plus de 50% du droit de vote ou de nomination pour l'élection des administrateurs de « l'Assuré désigné » figurant en premier aux Conditions particulières, ou acquiert les droits de vote ou de nomination équivalant à une telle participation;

le contrat d'assurance demeurera en vigueur en ce qui a trait aux «dommages corporels» et aux «dommages matériels» qui surviennent avant la date d'entrée en vigueur de telle transaction et en ce qui a trait au «préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité», résultant d'un «événement» survenant avant la date d'entrée en vigueur de telle transaction. Ce contrat d'assurance n'offrira aucune garantie en ce qui a trait aux «dommages corporels» ou aux «dommages matériels» qui surviennent à la même date ou après la date d'entrée en vigueur de telle transaction et en ce qui a trait au «préjudice personnel et préjudice découlant d'une activité de publicité», résultant d'un «événement» survenant à la date ou après la date d'entrée en vigueur de telle transaction.

13. Inspections et enquêtes

Nous avons le droit, sans cependant y être tenus :

- a. d'effectuer à tout moment des inspections et enquêtes;
- b. de vous présenter des rapports sur la situation constatée; et
- c. de recommander des changements.

Les inspections, enquêtes, rapports ou recommandations visent uniquement l'assurabilité et la tarification du risque. Nous ne faisons pas d'inspections en matière de sécurité. Nous ne cherchons pas à remplir les fonctions qui incombent aux responsables de la santé ou de la sécurité des travailleurs ou du public en général. Nous ne garantissons pas que la situation :

- a. est salubre ou sans danger; ou
- b. est conforme à la loi, aux règlements, aux codes ou aux normes. Cette condition s'applique non seulement à nous, mais aussi à tout service de classement, de consultation, de tarification ou autre organisme qui fait des inspections, des enquêtes, des rapports ou des recommandations en matière d'assurance.

14. Transmission de vos droits et obligations ci-prévus

Vos droits et obligations découlant du présent contrat ne peuvent être transmis sans notre consentement écrit, sauf dans le cas du décès d'un Assuré désigné ayant statut de particulier. Avenant votre décès, vos droits et obligations seront transmis à votre représentant légal, mais seulement aux fins de l'exercice de son mandat. En attendant sa nomination, toute personne ayant temporairement et dûment la garde de vos biens sera investie de vos droits et obligations, mais uniquement à l'égard de ces biens-là.

15. Arbitrage.

Dans l'éventualité d'un désaccord quant à l'interprétation de ce contrat d'assurance, les parties consentent mutuellement à ce que ce litige soit soumis à un arbitrage exécutoire devant un comité de trois (3) Arbitres composé de deux (2) Arbitres nommés par les parties (partiaux) et d'un troisième Arbitre (impartial) (ci-après appelé le

«juge arbitre»), comme seule et unique solution. La partie désireuse de soumettre une dispute à l'arbitrage donnera un avis à l'autre partie, ledit avis incluant le nom, l'adresse et la profession de l'Arbitre nommé par la partie en demande. Dans les 30 jours suivant réception de la demande, l'autre partie avisera la partie en demande par écrit du nom, de l'adresse et de la profession de l'Arbitre nommé par elle. Dans les 30 jours suivant la nomination du deuxième Arbitre, les deux (2) arbitres ainsi choisis désigneront un juge arbitre. Si les Arbitres sont incapables de s'entendre sur le choix d'un juge arbitre, chaque Arbitre soumettra à l'autre Arbitre une liste de trois (3) individus suggérés et chaque Arbitre choisira un (1) individu de la liste proposée. Les noms des deux (2) individus ainsi choisis feront l'objet d'un tirage à l'issu duquel l'individu dont le nom aura été tiré servira de juge arbitre.

Les parties présenteront leur cause au comité au moyen de preuve écrite et orale lors d'une audition dont l'heure et l'endroit seront choisis par le juge arbitre. Ces auditions seront tenues dans les 30 jours suivant le choix du juge arbitre. Le comité sera dispensé de toute formalité judiciaire, ne sera pas tenu d'adhérer strictement aux provisions de la loi ou de la preuve, s'efforcera de faire valoir l'intention des parties au présent contrat et peut se référer à des principes de droit pertinents, sans y être limité cependant. La décision d'au moins deux (2) des trois (3) membres du jury sera exécutoire et finale et ne pourra être portée en appel, sauf pour cause de fraude ou de faute lourde de la part des Arbitres. La sentence arbitrale sera émise dans les 30 jours suivant la clôture des auditions. Chaque partie paiera les frais de son Arbitre désigné et partagera à parts égales avec l'autre partie les frais du juge arbitre et de la procédure d'arbitrage.

La procédure d'arbitrage se tiendra à proximité de l'adresse de correspondance de l'assuré désigné tel qu'indiqué aux conditions particulières ou à tout autre endroit mutuellement convenu entre l'assuré désigné et nous. À moins de disposition contraire contenue aux présentes, les règles de procédure applicables à cet arbitrage seront en conformité avec la Loi sur l'arbitrage commercial du Canada.

16. Clause relative à la monnaie canadienne

Il est entendu et convenu que, les limites et primes de l'assurance et toutes autres sommes d'argent indiqués dans cette police sont en devise canadienne, sauf stipulation contraire.

EN FOI DE QUOI, **BFL CANADA risques et assurances inc.** (« **Courtier mandataire** ») a fait signer et certifier ce contrat d'assurance, mais ce contrat ne sera pas valide à moins d'avoir été contresigné aux Conditions particulières par l'un des représentants dûment autorisés de **BFL CANADA risques et assurances inc.** (« **Courtier mandataire** »).

F.P.Q. NO 6

POLICE D'ASSURANCE AUTOMOBILE DU QUÉBEC

(FORMULE DES NON-PROPRIÉTAIRES)
Approuvée par l'Autorité des marchés financiers

CONDITIONS PARTICULIÈRES ARTICLE PREMIER

Nom et prénoms (ou raison sociale) : **Voir les conditions particulières**
Adresse de l'Assuré : **Voir les conditions particulières**
L'Assuré est : **Corporation OU Association**
(Un particulier, une société en nom collectif, une corporation, une association, etc.)

Durée du contrat : Du **Voir les conditions particulières** * au **Voir les conditions particulières**
*À 0 h 1, heure normale à l'adresse de l'Assuré indiquée ci-dessus.

ARTICLE 2

Sont couverts les véhicules automobiles sur lesquels l'Assuré désigné n'a aucun droit de propriété et qui ne sont pas immatriculés à son nom pourvu qu'ils soient utilisés dans le cadre de ses activités professionnelles déclarées ci-dessous, à savoir : CONNU DE L'ASSUREUR.

ARTICLE 3

EMPLOYÉS, ACTIONNAIRES, DIRIGEANTS, MEMBRES, ASSOCIÉS OU MANDATAIRES DE L'ASSURÉ, AU JOUR DE LA PROPOSITION

Relation avec l'Assuré	Employés, actionnaires, dirigeants, membres ou associés utilisant habituellement, dans le cadre des activités professionnelles de l'Assuré, des véhicules automobiles n'appartenant pas à celui-ci.						Tous autres employés, dirigeants, actionnaires, membres ou associés			Mandataires de l'Assuré		
	Catégorie « A1 » véhicules de tourisme			Catégorie « A2 » véhicules utilitaires			Catégorie « B »			Catégorie « C »		
	Nombre	Tarif	Prime	Nombre	Tarif	Prime	Nombre	Tarif	Prime	Nombre	Tarif	Prime
CONNUE DE L'ASSUREUR	Inclus \$	Inclus \$	CONNUE DE L'ASSUREUR	Inclus \$	Inclus \$	CONNUE DE L'ASSUREUR	Inclus \$	Inclus \$	CONNUE DE L'ASSUREUR	Inclus \$	Inclus \$	Inclus \$

ARTICLE 5

VÉHICULES LOUÉS PAR L'ASSURÉ

Type de véhicule	Coût de location approximatif	Tarif pour 100 \$	Montant provisionnel de la prime
CONNUE DE L'ASSUREUR	CONNUE DE L'ASSUREUR \$	Inclus \$	Inclus \$

Le montant provisionnel de prime est ajustable à la fin et aux conditions du présent contrat.

ARTICLE 6

VÉHICULES UTILISÉS EN VERTU DE CONTRATS ET POUR LE COMPTE DE L'ASSURÉ

Type de véhicule et usage	Coût approximatif des contrats	Tarif pour 100 \$	Montant provisionnel de la prime
CONNUE DE L'ASSUREUR	CONNUE DE L'ASSUREUR \$	Inclus \$	Inclus \$

Le montant provisionnel de prime est ajustable à la fin et aux conditions du présent contrat.

ARTICLE 7

La garantie du présent contrat est accordée contre les risques ci-dessous en regard desquels il est stipulé une prime et à concurrence du montant arrêté.

GARANTIE	RISQUES	MONTANT	PRIME
Chapitre A Responsabilité civile	Dommages corporels ou matériels aux tiers	Voir Pages déclarations \$ (en supplément des frais, dépens et intérêts) par accident et sans égard à la nature des dommages ni au nombre des lésés	Inclus \$
Avenants: F.A.Q. NO. 94, F.A.Q. NO. 96 et F.A.Q. NO. 99			Inclus \$
Date d'échéance de prime : «Effective_Date_DDMMYYYY»		Prime totale:	Inclus \$

ARTICLE 8

DÉCLARATIONS IMPORTANTES POUR L'APPRÉCIATION DU RISQUE

Sans objet

ARTICLE 9

AVIS

Sans objet

NATURE ET ÉTENDUE DE L'ASSURANCE

Aux conditions énoncées ci-après, l'Assureur garantit l'Assuré contre les risques expressément désignés comme couverts, jusqu'à concurrence des montants arrêtés pour chacun.

NATURE ET ÉTENDUE DE L'ASSURANCE

L'Assureur garantit l'Assuré, ses représentants légaux et sa succession, contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'Assuré peut encourir en raison des dommages corporels ou matériels subis par des tiers du fait de tout véhicule terrestre automobile dans le cadre des activités professionnelles déclarées aux Conditions particulières sur lequel il n'a aucun droit de propriété et qui n'est pas immatriculé à son nom. Toutefois, en cas d'insuffisance des montants d'assurance, l'Assureur garantit en premier lieu les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de l'Assuré désigné.

EXCLUSIONS

Sont exclus du présent chapitre :

- 1) les dommages corporels dont la Loi sur l'assurance automobile, la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles ou la Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels prévoient la compensation, sauf dans la mesure où la Loi sur l'assurance automobile ne saurait s'appliquer;
- 2) la responsabilité incomptant à l'Assuré désigné en tant que conducteur;
- 3) la responsabilité imposée par une législation visant les accidents du travail;
- 4) les dommages subis par l'Assuré ou ses employés, actionnaires, dirigeants, membres, associés ou mandataires dans l'exercice de leurs fonctions en tant que tels, sous réserve d'une convention d'indemnisation directe établie conformément à la Loi sur l'assurance automobile;
- 5) la responsabilité assumée par contrat;
- 6) les dommages aux biens transportés par un véhicule conduit par un Assuré ou aux biens dont un Assuré est locataire ou a la garde ou la propriété ou sur lesquels un Assuré a pouvoir de direction ou de gestion;
- 7) même en cas de pluralité d'assurés ou de multiplicité d'intérêts, les sommes excédant les montants d'assurance arrêtés aux Conditions particulières et les frais visés aux Garanties subsidiaires ci-dessous;
- 8) les dommages occasionnés par le risque nucléaire, et venant en excès du montant obligatoire minimum de l'assurance de responsabilité prescrit par la Loi sur l'assurance automobile ou par la Loi sur les véhicules hors route, selon le type de véhicule impliqué.

Voir aussi les Dispositions diverses et générales.

GARANTIES SUBSIDIAIRES

Dans le cadre du présent chapitre, l'Assureur s'engage de plus :

- 1) à servir les intérêts de tout Assuré dès réception d'une déclaration de sinistre, tout en se réservant d'agir à sa guise en matière d'enquête, de transaction ou de règlement;
- 2) à prendre fait et cause pour toute personne qui a droit au bénéfice de l'assurance et à assumer sa défense dans toute action dirigée contre elle;
- 3) à prendre en charge les frais et dépens qui résultent des actions contre l'Assuré, y compris ceux de la défense, ainsi que les intérêts sur le montant de l'assurance, en plus du montant d'assurance;
- 4) à rembourser tout Assuré des dépenses engagées pour les soins médicaux immédiatement nécessaires du fait d'un accident corporel à autrui;
- 5) à n'opposer aux intéressés aucune insuffisance de son montant d'assurance par rapport aux lois relatives à l'assurance des véhicules automobiles et en vigueur à l'endroit du sinistre, pourvu que ce soit au Canada ou aux États-Unis d'Amérique;
- 6) à n'avoir recours à aucun moyen de défense interdit aux assureurs de l'endroit du sinistre, si ce dernier est survenu au Canada ou aux États-Unis d'Amérique.

PROCURATION ET ENGAGEMENT

Dans le cadre du présent chapitre, tout Assuré :

- a) mandate l'Assureur afin que ce dernier le représente avec pouvoir de comparution et de défense dans toute poursuite intentée contre l'Assuré n'importe où au Canada ou aux États-Unis d'Amérique en raison d'un sinistre couvert;
- b) renonce à son droit de révoquer unilatéralement le présent mandat;
- c) s'engage à rembourser l'Assureur sur sa simple demande des sommes versées par ce dernier au seul titre de dispositions légales visant l'assurance des véhicules automobiles.

DISPOSITIONS DIVERSES

1. ÉTENDUE TERRITORIALE DE LA GARANTIE

Sauf élargissement accordé par voie d'avenant, la garantie s'exerce au Canada, aux États-Unis d'Amérique et dans tout appareil de navigation aérienne et ou bateau faisant le service entre les ports et aéroports de ces pays.

2. EXCLUSION DES GARAGISTES AUTRES QUE L'ASSURÉ ET DE LEUR PERSONNEL

Sont exclus du présent contrat les sinistres subis par les personnes qui, dans l'exercice d'une activité professionnelle de garagiste, conduisent le véhicule assuré, en font usage ou y effectuent quelque travail, ont pris place ou sont transportés par le véhicule assuré ou sont en train d'y monter ou d'en descendre; la présente exclusion n'est cependant pas opposable à l'Assuré, ni à ses employés, actionnaires, membres, associés ou mandataires ni au conducteur au Québec.

3. DÉFINITIONS

Sauf contexte dérogatoire, pour l'exécution du présent contrat, on entend par :

- a) activité professionnelle de garagiste, notamment toute activité professionnelle relative à la garde, à la vente, à l'équipement, à la réparation, à l'entretien, au remisage, au garage, au déplacement ou au contrôle du bon fonctionnement des véhicules automobiles.
- b) risque nucléaire, le risque découlant de la nature dangereuse des propriétés radioactives, toxiques ou explosives de substances désignées par la Loi fédérale sur le contrôle de l'énergie atomique.
- c) véhicules loués, les véhicules terrestres automobiles pris en location avec ou sans chauffeur, utilisés sous le contrôle de l'Assuré désigné dans le cadre des activités professionnelles déclarées à l'article 3 des Conditions particulières, sur lesquels ni l'Assuré désigné ni aucun des employés, actionnaires, dirigeants, membres, associés ou mandataires de l'Assuré, n'ont droit de propriété et qui ne sont immatriculés au nom d'aucun d'eux.
- d) véhicules utilisés en vertu de contrats, les véhicules terrestres automobiles n'ayant en aucune manière pour propriétaires réels ou titulaires de l'immatriculation, l'Assuré désigné ni l'un des employés, actionnaires, dirigeants, membres, associés ou mandataires de l'Assuré et utilisés, dans le cadre des activités professionnelles déclarées à l'article 3 des Conditions particulières, sous la direction et le contrôle de leurs propriétaires.

4. PLURALITÉ DE VÉHICULES

- a) La garantie s'applique séparément à chaque véhicule couvert, étant précisé que les remorques et semi-remorques attelées, en quelque nombre que ce soit, à un véhicule automobile sont réputées constituer avec lui un seul et même véhicule en ce qui concerne les montants d'assurance du Chapitre A. La garantie se limite alors à un seul et même montant de garantie, soit le plus élevé des montants d'assurance de tous les véhicules, qu'ils soient couverts par un ou plusieurs contrats d'assurance émis par le même assureur.
- b) Si cette police comporte la garantie du chapitre B souscrite en vertu de l'avenant F.A.Q. NO 6-94 – Responsabilité civile pour dommages à des véhicules loués ou utilisés en vertu de contrats, ces véhicules sont réputés être des véhicules distincts, en ce qui concerne les montants d'assurance et les franchises.
- c) Il est précisé que la garantie du chapitre A s'applique aux conséquences pécuniaires de la Responsabilité civile pouvant incomber à l'Assuré du fait de dommages occasionnés à toute remorque ne lui appartenant pas, n'étant ni conçue ni utilisée pour le transport de personnes ou à des fins de démonstration, de vente, de bureau, ou d'habitation; et
 - attelée à un véhicule de tourisme assuré au titre dudit chapitre;
 - non attelée, pour autant qu'elle soit habituellement attelée à un véhicule de tourisme assuré au titre dudit chapitre.

Véhicule de tourisme : sont assimilés aux véhicules de tourisme les véhicules du type utilitaire dont le poids total en charge ne dépasse pas 4 500 kg (10 000 lb), lorsqu'ils sont utilisés à des fins privées.

5. ASSURÉS SUPPLÉMENTAIRES

Sont également assurés les employés, actionnaires, dirigeants, membres, associés ou mandataires de l'Assuré désigné conduisant, avec la permission de leur propriétaire :

- a) et dans le cadre des activités professionnelles de l'Assuré désigné, déclarées à l'article 3 des Conditions particulières, des véhicules terrestres automobiles sur lesquels ni eux, ni l'Assuré désigné ni aucune personne ayant le même domicile que celui de l'Assuré désigné ou d'une des personnes susdites n'ont droit de propriété et qui ne sont pas immatriculés au nom d'aucun d'eux.
- b) les véhicules loués au nom de l'Assuré désigné sur lesquels ils n'ont aucun droit de propriété et qui ne sont pas immatriculés au nom d'aucun d'eux.

6. AJUSTEMENT DE LA PRIME

La prime figurant aux articles 5 et 6 des Conditions particulières et, le cas échéant, à l'avenant F.A.Q. NO 6-94, n'est que provisionnelle, et est fonction des coûts approximatifs : le coût de location comprend, le cas échéant, le salaire des conducteurs employés par l'Assuré; celui des véhicules utilisés en vertu de contrats est constitué par les sommes payées aux propriétaires. Tout montant provisionnel de prime fait l'objet en fin de contrat d'un ajustement sur la base des déclarations devant alors être produites par l'Assuré désigné et donnant le total des coûts susdits effectivement engagés depuis la prise d'effet, en fonction des éléments figurant à l'avenant F.A.Q. NO 6-100 – Relevé du montant définitif de la prime.

7. CONTRÔLE

Sous réserve du consentement écrit de l'Assuré, l'Assureur pourra, à toute heure d'ouverture des bureaux et moyennant un préavis de quatorze jours à cet effet, examiner les livres et archives de l'Assuré se rattachant à l'objet de l'assurance.

8. RECOURS ENTRE COASSURÉS

Sans que la garantie en soit pour autant augmentée, tout Assuré désigné subissant des dommages du fait d'un autre Assuré désigné est à cet égard considéré comme un tiers.

9. EXCLUSIONS TOUCHANT L'USAGE DU VÉHICULE ASSURÉ

Sauf mention aux Conditions particulières ou garantie accordée par voie d'avenant, le présent contrat est sans effet en ce qui concerne les sinistres survenant pendant que :

- a) le véhicule assuré est loué à des tiers;
- b) le véhicule assuré sert soit à transporter des explosifs, soit à transporter des substances radioactives à des fins de recherches, d'éducation, d'expansion ou d'industrie ou à des fins connexes;
- c) le véhicule assuré sert comme taxi, autobus, autocar ou véhicule de place ou de visites touristiques

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent contrat est régi par le Code civil du Québec, par le Code de procédure civile du Québec, par la Loi sur l'assurance automobile et ses règlements ainsi que la Loi sur les véhicules hors route, le cas échéant.

1. DÉCLARATIONS À L'ASSUREUR

Le preneur, de même que l'Assuré si l'Assureur le demande, est tenu de déclarer toutes les circonstances connues de lui qui sont de nature à influencer de façon importante un assureur dans l'établissement de la prime, l'appréciation du risque ou la décision de l'accepter, mais il n'est pas tenu de déclarer les circonstances que l'Assureur connaît ou est présumé connaître en raison de leur notoriété, sauf en réponse aux questions posées.

On entend par preneur, celui qui soumet la proposition d'assurance.

2. AGGRAVATION DU RISQUE

L'Assuré est tenu de déclarer à l'Assureur, promptement, les circonstances qui aggravent les risques stipulés dans la police et qui résultent de ses faits et gestes si elles sont de nature à influencer de façon importante un assureur dans l'établissement du taux de la prime, l'appréciation du risque ou la décision de maintenir l'assurance.

L'Assureur, qui est informé des nouvelles circonstances, peut, conformément à l'article 21 des présentes dispositions, résilier le contrat, ou proposer, par écrit, un nouveau taux de prime, auquel cas l'Assuré est tenu d'accepter et d'acquitter la prime ainsi fixée, dans les trente jours de la proposition qui lui est faite, à défaut de quoi la police cesse d'être en vigueur.

Toutefois, s'il continue d'accepter les primes ou s'il paie une indemnité après sinistre, il est réputé avoir acquiescé au changement qui lui a été déclaré.

3. FAUSSES DÉCLARATIONS OU RÉTICENCES

L'Assureur peut demander l'annulation du chapitre A si l'Assuré ou le preneur a fait des fausses déclarations ou réticences sur les circonstances, visées à l'article 1 et au premier alinéa de l'article 2 des présentes dispositions, qui sont de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable dans la décision d'accepter le risque. À moins que des fausses déclarations ou réticences de cette nature ne soient démontrées, l'Assureur demeure tenu de l'indemnité envers l'Assuré, dans le rapport de la prime perçue à celle qu'il aurait dû percevoir.

L'Assureur peut demander l'annulation du chapitre B de l'avenant F.A.Q. NO 6-94 si l'Assuré ou le preneur a fait des fausses déclarations ou réticences sur les circonstances visées à l'article 1 et au premier alinéa de l'article 2 des présentes dispositions, qui sont de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable et ce, même en ce qui concerne les sinistres non rattachés au risque ainsi dénaturé. À moins que la mauvaise foi de l'Assuré ou du preneur ne soit établie ou qu'il ne soit démontré que le risque n'aurait pas été accepté par l'Assureur s'il avait connu les circonstances en cause, l'Assureur demeure tenu de l'indemnité envers l'Assuré dans le rapport de la prime perçue à celle qu'il aurait dû percevoir.

4. MANQUEMENTS AUX ENGAGEMENTS FORMELS

Les manquements aux engagements formels aggravant le risque suspendent la garantie. La suspension prend fin dès que l'Assureur donne son acquiescement ou que l'Assuré respecte à nouveau ses engagements.

5. INTERDICTIONS

L'Assuré ne doit ni conduire ou faire fonctionner le véhicule assuré, ni permettre à qui que ce soit d'en faire usage :

- a) sans être soit autorisé par la loi, soit apte à conduire ou à faire fonctionner le véhicule, ni sans avoir atteint soit seize ans, soit l'âge requis par la loi pour conduire;
- b) à des fins illicites de commerce ou de transport;
- c) dans une course ou épreuve de vitesse.

6. EXAMEN DU VÉHICULE ASSURÉ

L'Assureur a le droit d'examiner à tout moment raisonnable le véhicule assuré, ses équipements et ses accessoires.

7. DÉCLARATION DE SINISTRE

L'Assuré doit déclarer à l'Assureur, dès qu'il en a eu connaissance, tout sinistre de nature à mettre en jeu la garantie. Tout intéressé peut faire cette déclaration.

Le défaut de remplir l'obligation énoncée au premier alinéa, entraîne la déchéance du droit de l'Assuré à l'indemnisation, lorsque ce défaut a causé préjudice à l'Assureur.

8. RENSEIGNEMENTS

À la demande de l'Assureur, l'Assuré doit, le plus tôt possible, faire connaître à l'Assureur toutes les circonstances entourant le sinistre, y compris sa cause probable, la nature et l'étendue des dommages, l'emplacement du bien, les droits des tiers et les assurances concurrentes. L'Assuré doit également fournir les pièces justificatives à l'appui de ces renseignements et attester, sous serment ou par affirmation solennelle, la véracité de ceux-ci.

Lorsque l'Assuré ne peut, pour un motif sérieux, remplir cette obligation, il a droit à un délai raisonnable pour l'exécuter. À défaut par l'Assuré de se conformer à son obligation, tout intéressé peut le faire à sa place.

L'Assuré doit de plus transmettre à l'Assureur, dans les meilleurs délais, copie de tous avis, toutes lettres, assignations et tous actes de procédure reçus relativement à une réclamation.

9. DÉCLARATIONS MENSONGÈRES

Toute déclaration mensongère relative au sinistre entraîne pour son auteur la déchéance de son droit à l'indemnisation à l'égard du risque auquel se rattache ladite déclaration.

Toutefois, si la réalisation du risque a entraîné la perte à la fois de biens à usage professionnel et à usage personnel, la déchéance ne vaut qu'à l'égard de la catégorie de biens à laquelle se rattache la déclaration mensongère.

10. ABANDON, PROTECTION ET VÉRIFICATION DES BIENS

L'Assuré ne peut abandonner le bien endommagé en l'absence de convention à cet effet avec l'Assureur.

Il doit faciliter le sauvetage du bien assuré et les vérifications de l'Assureur.

Il doit, notamment, permettre à l'Assureur et à ses représentants de visiter les lieux et d'examiner le véhicule assuré, ses équipements et ses accessoires.

Il doit de plus se charger, dans la mesure du possible et aux frais de l'Assureur mais sous peine de supporter les dommages imputables dans quelque mesure que ce soit à son défaut, de protéger le véhicule assuré contre tout danger de perte ou dommage supplémentaire; tant que l'Assureur n'a pas eu le temps matériel de procéder à l'examen du véhicule comme prévu à l'article 6 des Dispositions générales ci-dessus et à moins que la protection du véhicule ne l'exige, aucune réparation ne doit être entreprise et aucun élément utile à l'appréciation des dommages ne peut être enlevé sans l'assentiment écrit de l'Assureur.

11. ADMISSION DE RESPONSABILITÉ ET COLLABORATION

Aucune transaction conclue sans le consentement de l'Assuré ne lui est opposable.

L'Assuré ne doit admettre aucune responsabilité, ni régler ou tenter de régler aucune réclamation, sauf à ses propres frais.

L'Assuré doit collaborer avec l'Assuré dans le traitement de toutes réclamations.

12. ÉTABLISSEMENT DE LA VALEUR DES DOMMAGES ET MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Sous réserve de la valeur au jour du sinistre, et compte tenu de la dépréciation de quelque nature qu'elle soit, la garantie se limite au coût du remplacement ou de la réparation à l'aide de matériaux de mêmes nature et qualité, étant précisé qu'en cas de désuétude et d'indisponibilité des pièces de rechange l'Assuré n'est tenu, toujours sous réserve de la valeur au jour du sinistre, qu'au dernier prix courant des pièces d'origine du fabricant.

Pour les fins de l'application de la garantie prévue ci-dessus, la valeur des dommages au véhicule assuré sera établie sur la base de pièces d'origine du fabricant si l'âge et le kilométrage sont de moins de deux (2) ans et de quarante mille kilomètres (40 000 km), ou de moins de un (1) an s'il s'agit d'un véhicule à usage commercial. Si l'âge et le kilométrage sont supérieurs, cette valeur pourrait être établie sur la base de pièces similaires de carrosserie. L'Assuré pourra néanmoins opter pour une pièce d'origine du fabricant, si disponible, en communiquant ce choix à l'Assuré au moment de la déclaration de sinistre. L'Assuré précisera alors les conditions et les coûts supplémentaires applicables que l'Assuré devra assumer en raison de ce choix.

En cas de perte totale ou réputée totale, la garantie s'étend, au gré de l'Assuré et moyennant présentation des pièces justificatives, au coût raisonnable de la remise en état à l'identique.

Sauf s'il y a arbitrage, l'Assuré, au lieu de verser ses indemnités en espèces, peut, sous réserve des droits des créanciers prioritaires et hypothécaires, dans un délai raisonnable, réparer, reconstruire ou remplacer les biens sinistrés au moyen d'autres biens de mêmes nature et qualité, moyennant avis écrit de son intention dans les sept jours du moment où la demande d'indemnité lui est parvenue.

Dans tous les cas, l'Assuré a droit au sauvetage.

13. ARBITRAGE

Un arbitrage peut avoir lieu en cas de contestation portant sur la nature, l'étendue ou le montant des dommages ou sur la suffisance de la réparation ou du remplacement, et indépendamment de tout litige mettant en cause la validité du contrat.

La partie qui souhaite l'arbitrage doit en aviser l'autre par écrit, en y précisant l'objet du différend. La demande d'arbitrage provenant de l'assuré doit être accordée. La demande d'arbitrage provenant de l'assureur peut être accordée sous réserve du consentement de l'assuré.

Si l'assuré demande l'arbitrage, l'assureur doit, au plus tard dans les quinze jours francs de la réception de cet avis, transmettre à l'assuré un accusé de réception. Si l'assureur en fait la demande, l'assuré doit confirmer à l'assureur son acceptation ou son refus dans le même délai.

Chaque partie nomme un expert et les deux experts opèrent en commun pour l'estimation des dommages – établissant séparément la valeur vénale et les dommages – ou pour l'appréciation de la suffisance des réparations ou du remplacement. À défaut d'entente, ils soumettent leurs différends à un arbitre désintéressé qu'ils désignent.

Faute par l'une des parties de nommer son expert dans les trente jours francs de la date de l'avis ou par les experts de s'entendre sur le choix de l'arbitre dans les quinze jours de leur nomination, ou en cas de refus ou indisponibilité d'un expert ou de l'arbitre, la vacance ainsi créée doit être comblée, sur requête d'une des parties, par un tribunal ayant compétence à l'endroit de l'arbitrage.

Nonobstant la procédure d'arbitrage et si la validité ou l'application du contrat n'est pas contestée, l'assureur versera la partie non contestée du montant des dommages. Ce versement doit se faire au plus tard dans les 60 jours de la réception de la déclaration du sinistre ou de la réception des renseignements ou pièces justificatives requises par l'Assuré.

Sous réserve de la présente clause, l'arbitrage se déroule selon la procédure prévue aux articles 940 à 951.2 du Code de procédure civile du Québec, en tenant compte des adaptations nécessaires. Conformément à l'article 944.1 de ce code, l'arbitre peut procéder à l'arbitrage selon la procédure qu'il détermine, dans la mesure où celle-ci ne contrevient pas aux articles susmentionnés. L'arbitrage se déroule au lieu du domicile de l'assuré.

L'arbitre tranche le différend en fonction des lois applicables dans la province de Québec. L'arbitre et les parties peuvent employer la langue de leur choix au cours de l'arbitrage. Des mesures doivent être mises en place afin d'assurer la compréhension par tous les intervenants de la langue employée.

La sentence arbitrale est rendue par écrit par l'arbitrage. Elle indique la date et le lieu où elle a été rendue. Elle est motivée et signée par l'arbitre, puis transmise aux parties dans les trente jours de la date à laquelle elle a été rendue.

Chaque partie supporte les frais et honoraires de son expert et la moitié des frais et honoraires de l'arbitrage. L'arbitre est autorisé à adjuger les frais et honoraires de l'arbitrage lorsqu'il estime que le mode de partage établi par la présente clause n'est pas justifié ou équitable pour chacune des parties dans les circonstances.

14. NON-RENONCIATION

Aucun acte de l'Assuré ou de l'Assuré ayant trait à l'arbitrage, à la régularisation ou à la délivrance des demandes d'indemnité ou à l'enquête ou au règlement des sinistres ne saurait leur être opposable en tant que renonciation aux droits que leur confère le présent contrat.

15. DÉLAIS DE RÈGLEMENT

Le règlement de toute indemnité au titre du chapitre B sera effectué dans le délai de soixante jours de la réception de la déclaration de sinistre ou de la réception des renseignements ou pièces justificatives requises par l'Assuré ou, le cas échéant, de quinze jours à compter de l'acceptation par l'Assuré de la sentence arbitrale.

16. CONTINUATION DE LA GARANTIE

La garantie est maintenue après tout sinistre.

17. PRESCRIPTION

Toute action découlant de ce contrat se prescrit par trois ans à compter du moment où le droit d'action prend naissance.

18. SUBROGATION

À concurrence des indemnités qu'il a payées, l'Assureur est subrogé dans les droits de l'Assuré contre l'auteur du préjudice, sauf s'il s'agit d'une personne qui fait partie de la maison de l'Assuré.

Quand du fait de l'Assuré, il ne peut être ainsi subrogé, il peut être libéré, en tout ou en partie, de son obligation envers l'Assuré.

19. AUTRES ASSURANCES – RESPONSABILITÉ CIVILE

Intervient en première ligne tout contrat d'assurance responsabilité civile établi au nom du propriétaire du véhicule en cause; tout autre contrat n'intervient qu'en cas d'insuffisance et même alors, uniquement à titre excédentaire.

Toutefois, toute assurance ne désignant pas expressément les véhicules assurés par elle et couvrant la responsabilité civile d'une entreprise d'activité professionnelle de garagiste intervient en première ligne en ce qui concerne les véhicules n'appartenant pas à ladite entreprise et faisant, au moment du sinistre, l'objet d'une activité professionnelle de garagiste; dès lors, les autres assurances n'interviennent qu'en cas d'insuffisance et, même alors, uniquement à titre excédentaire.

20. RENOUVELLEMENT

Le présent contrat est renouvelé de plein droit, pour une prime identique et pour la même période, à son expiration, à moins d'un avis contraire émanant de l'Assureur ou de l'Assuré; lorsqu'il émane de l'Assureur, l'avis de non-renouvellement ou de modification de la prime doit être adressé à l'Assuré, à sa dernière adresse connue, au plus tard trente jours avant l'expiration.

Lorsque l'Assuré utilise les services d'un courtier, l'avis prévu dans le premier alinéa est transmis par l'Assureur au courtier, à charge par ce dernier de le remettre à l'Assuré.

21. RÉSILIATION DU CONTRAT

Le présent contrat peut à toute époque être résilié :

- a) sur simple avis écrit donné à l'Assureur par chacun des Assurés désignés. La résiliation prend effet dès la réception de l'avis par l'Assureur. L'Assuré a dès lors droit au remboursement de l'excédent de la prime acquittée sur la prime acquise pour la période écoulée, calculée d'après le tableau de résiliation accompagnant le présent contrat;
- b) par l'Assureur dans les soixante jours de sa date d'entrée en vigueur moyennant un avis écrit à chacun des Assurés désignés. La résiliation prend effet quinze jours après la réception de l'avis par l'Assuré désigné à sa dernière adresse connue.

À l'expiration de cette période de soixante jours, le contrat d'assurance ne peut être résilié par l'Assureur qu'en cas d'aggravation du risque de nature à influencer sensiblement un assureur raisonnable dans la décision de continuer à assurer, ou lorsque la prime n'a pas été payée. L'Assureur qui veut ainsi résilier le contrat doit en donner avis écrit à chacun des Assurés désignés; la résiliation prend effet trente jours après la réception de l'avis par l'Assuré désigné à sa dernière adresse connue ou, si le véhicule désigné au contrat, à l'exception d'un autobus scolaire, est un véhicule visé au titre VIII.I du Code de la sécurité routière, quinze jours après la réception de l'avis.

L'Assureur doit rembourser le trop-perçu de prime soit l'excédent de la prime acquittée sur la prime acquise, calculée au jour le jour pour la période écoulée.

Lorsqu'un ou des Assurés désignés sont mandatés pour recevoir ou expédier l'avis prévu à l'un ou l'autre des alinéas a) et b), l'avis reçu ou expédié par ces mandataires est opposable à tous les Assurés désignés.

Dans la présente disposition on entend par prime acquittée la prime effectivement versée par l'Assuré à l'Assureur ou à l'agent de ce dernier, étant notamment écartée de cette définition toute prime payée par un agent ne l'ayant pas reçue de l'Assuré.

22. AVIS

Les avis destinés à l'Assureur peuvent être adressés par tout mode de communication reconnu, soit à l'Assureur, soit à un agent habilité de ce dernier. Les avis destinés à l'Assuré désigné peuvent lui être délivrés de la main à la main ou lui être adressés par courrier à sa dernière adresse connue.

La présente police n'est valide que lorsqu'elle est annexée et incorporée à l'une des polices standard de l'Assureur qui assurent contre la responsabilité.

EN FOI DE QUOI, **BFL CANADA risques et assurances inc.** (« **Courtier mandataire** ») a fait signer et certifier ce contrat d'assurance, mais ce contrat ne sera pas valide à moins d'avoir été contresigné aux Conditions particulières par l'un des représentants dûment autorisés de **BFL CANADA risques et assurances inc.** (« **Courtier mandataire** »).

F.A.Q. NO 6-94

RESPONSABILITÉ CIVILE DU FAIT DE DOMMAGES À DES VÉHICULES LOUÉS ET/OU UTILISÉS EN VERTU DE CONTRATS

Moyennant la prime stipulée ci-dessous et uniquement dans le cadre des risques auxquels elle s'applique, l'Assureur garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile contractuelle ou extracontractuelle pouvant incomber à l'Assuré du fait de dommages éprouvés par des véhicules terrestres automobiles, leurs équipements et leurs accessoires, y compris leur disparition, et répondant à la définition des expressions « véhicules loués » ou « véhicules utilisés en vertu de contrats » tel qu'énoncé aux Dispositions diverses du contrat auquel le présent avenant est annexé.

GARANTIES		RISQUES	MONTANTS	FRANCHISES	TYPE DE VÉHICULE	COÛT DE LOCATION (approximatif)	COÛT DES CONTRATS (approximatif)	TARIF POUR 100 \$	Montant provisionnel de la prime
Responsabilité civile du fait de dommages éprouvés aux véhicules loués et/ou utilisés en vertu de contrats	D I V I O N S	1 Tous risques	50,000 \$ (en supplément des frais, dépens et intérêts)	\$ «CGL_Deduct_CANADA».	S'IL Y A LIEU	\$ Inclus	\$ Inclus	\$ Inclus	\$ Inclus
		2 Collision ou versement	\$ S.O. (en supplément des frais, dépens et intérêts)	\$ S.O.	\$ S.O.	\$ S.O.	\$ S.O.	\$ S.O.	\$ S.O.
		3 Accidents sans collision ni versement	\$ S.O. (en supplément des frais, dépens et intérêts)	\$ S.O. \$ S.O.	\$ S.O. \$ S.O.	\$ S.O. \$ S.O.	\$ S.O. \$ S.O.	\$ S.O. \$ S.O.	\$ S.O. \$ S.O.
		4 Risques spécifiés	\$ S.O. (en supplément des frais, dépens et intérêts)	\$ S.O.	\$ S.O.	\$ S.O.	\$ S.O.	\$ S.O.	\$ S.O.
Date(s) d'échéance de prime : «Effective_Date_DDMMYYYY»								Total:	Inclus \$

Division 1 – TOUS RISQUES

Division 2 – COLLISION OU VERSEMENT

Par collision on entend notamment la collision avec le sol et celle se produisant entre deux véhicules attelés l'un à l'autre.

Par versement on entend le renversement partiel ou complet du véhicule.

Division 3 – ACCIDENTS SANS COLLISION NI VERSEMENT

Sont notamment couverts au titre de la division 3 les dommages occasionnés par les projectiles, les objets qui tombent ou qui volent, l'incendie, le vol, les explosions, les tremblements de terre, les tempêtes de vent, la grêle, la crue des eaux, les actes malveillants, les émeutes ou les mouvements populaires. En outre, la garantie de cette division est étendue aux dommages occasionnés par la collision avec les personnes ou les animaux.

Division 4 – RISQUES SPÉCIFIÉS – à savoir l'incendie, la foudre, le vol ou les tentatives de vol, les explosions, les tremblements de terre, les tempêtes de vent, la grêle, la crue des eaux, les émeutes, les mouvements populaires, l'atterrissement forcé ou la chute de tout ou partie d'appareils de navigation aérienne et l'échouement, la submersion, l'incendie, le déraillement ou la collision de tout véhicule terrestre ou bateau servant à transporter le véhicule assuré.

FRANCHISE

Pour tout sinistre non imputable à la foudre ou à l'incendie, il sera laissé à la charge de l'Assuré la franchise stipulée aux Conditions particulières.

EXCLUSIONS

Sont exclus :

- 1) La responsabilité incombant à l'Assuré désigné en tant que conducteur.
- 2) Les dommages occasionnés :
 - a) aux pneus, ou par une panne, un bris mécanique, la rouille, la corrosion, l'usure normale, le gel ou par les explosions dans les chambres de combustion, sauf en cas de coïncidence avec d'autres dommages couverts par la même garantie ou en cas d'incendie, vol ou actes malveillants couverts par la même garantie;
 - b) aux véhicules utilisés sans le consentement de leurs propriétaires;
 - c) au contenu des remorques;
 - d) aux rubans ou accessoires de magnétophone ou aux disques compacts à moins qu'ils ne soient en place sur ou dans un appareil;
 - e) par les bombardements, l'invasion, la guerre civile, l'insurrection, la rébellion, la révolution, la force militaire, l'usurpation de pouvoir, ou par les activités des forces armées engagées dans des hostilités, qu'il y ait ou non déclaration de guerre;
- 3) Des divisions 3 et 4 le vol ayant pour auteur une personne ayant le même domicile que celui de l'Assuré ou employée par celui-ci en tant que préposée à la conduite, à l'entretien, à la réparation, au garage ou au contrôle du bon fonctionnement du véhicule, que ladite personne soit ou non dans l'exercice des fonctions susdites.

GARANTIES SUBSIDIAIRES

- 1) En cas de sinistre couvert au titre du présent avenant, l'Assureur s'engage de plus à régler, pourvu que l'Assuré en soit civilement responsable, les frais d'avarie commune, de sauvetage ainsi que les droits de douane du Canada et des États-Unis d'Amérique.
- 2) À prendre en charge les frais réclamés à l'Assuré par une municipalité en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale pour l'utilisation de son service de sécurité incendie à la suite d'une intervention destinée à prévenir ou à combattre l'incendie du véhicule assuré.
- 3) Les Garanties subsidiaires du chapitre A peuvent, le cas échéant, trouver leur application dans le cadre du présent avenant.

Les primes provisionnelles sont ajustables au même titre et de la même façon que celles figurant aux articles 5 et 6 des Conditions particulières.

Toutes les autres conditions du contrat demeurent inchangées.

F.A.Q. No. 6-96

AVENANT DE RESPONSABILITÉ ASSUMÉE PAR CONTRAT

Moyennant une prime de \$ Inclus, l'exclusion 5 du chapitre A est remplacée par le texte suivant:

- (5) La responsabilité assumée par contrat, sauf dans le cas des contrats désignés au tableau ci-dessous:

Date du contrat : Tous les contrats écrits

Contractants (autres que l'Assuré) : Divers

Date(s) d'échéance de prime : «Named_Insured»

Toutes les autres conditions du contrat demeurent inchangées.

F.A.Q. No. 6-99

EXCLUSION DE LA LOCATION DE LONGUE DURÉE

Compte tenu de la prime, l'article 3 des Dispositions diverses est remplacé par le texte suivant:

3. DÉFINITIONS

- a) Véhicules loués, les véhicules terrestres automobiles pris en location :
- i) avec chauffeur;
 - ii) par l'Assuré désigné, sans chauffeur pour une période de 30 jours ou moins, utilisés sous le contrôle de l'Assuré, dans le cadre des activités professionnelles déclarées à l'article 3 des Conditions particulières, mais à l'exclusion des véhicules appartenant en tout ou en partie à l'Assuré ou à ses employés, actionnaires, dirigeants, membres, associés ou mandataires, ou immatriculés à leur nom.



ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES - COMMERCIAL GENERAL LIABILITY INSURANCE

Souscrite auprès de certains souscripteurs du Lloyd's, Londres, Angleterre, (ci-après appelés "l'Assureur") par l'intermédiaire de - Effected with certain Lloyd's Underwriters ("the Insurer") through Lloyd's approved Coverholder ("the Coverholder")

BFL CANADA risques et assurances inc. - BFL CANADA Risk and Insurance Inc.
2001, avenue McGill College, Bureau 2200, Montréal (Québec) H3A 1G1

SECTION I – COVERAGES	2
COVERAGE A. BODILY INJURY AND PROPERTY DAMAGE LIABILITY	2
1. <i>Insuring Agreement.</i>	2
2. <i>Exclusions</i>	3
COVERAGE B. PERSONAL AND ADVERTISING INJURY LIABILITY	7
1. <i>Insuring Agreement.</i>	7
2. <i>Exclusions.</i>	7
COVERAGE C. MEDICAL PAYMENTS	9
1. <i>Insuring Agreement.</i>	9
2. <i>Exclusions.</i>	9
COVERAGE D. TENANTS' LEGAL LIABILITY	10
1. <i>Insuring Agreement.</i>	10
2. <i>Exclusions.</i>	11
COMMON EXCLUSIONS COVERAGE A, B, C AND D	11
1. <i>Nuclear Energy Liability.</i>	11
2. <i>War Risks.</i>	12
3. <i>Fungus/Mold</i>	13
4. <i>Employment Related Practices</i>	13
5. <i>Asbestos</i>	14
6. <i>Lead</i>	14
7. <i>Securities and Financial Interest</i>	14
8. <i>Silica</i>	14
SUPPLEMENTARY PAYMENTS COVERAGE A, B, AND D	15
SECTION II – WHO IS AN INSURED	16
SECTION III – LIMITS OF INSURANCE	17
SECTION IV – DEDUCTIBLE	18
SECTION V – DEFINITIONS	18
SECTION VI – CONDITIONS	22
1. Bankruptcy	22
2. Duties in The Event of Occurrence, Offense, Claim or Suit.	22
3. Legal Action Against Us.	23
4. Other Insurance.	23
5. Premium and Audit	24
6. Representations	24
7. Separation of Insureds	24
8. Transfer of Rights of Recovery Against Others to Us.	25
9. Cancellation	25
10. Changes	25
11. Examination of your Books and Records	25
12. Change in Control	25
13. Inspections and Surveys	25
14. Transfer of your Rights and Duties Under this Policy	26
15. Arbitration	26
16. Canadian Currency Clause	26

Various provisions in this policy restrict coverage. Read the entire policy carefully to determine rights, duties and what is and is not covered.

Throughout this policy the words "you" and "your" refer to the Named Insured shown in the Declarations, and any other person or organization qualifying as a Named Insured under this policy.

The words "we," "us" and "our" refer to the company providing this insurance. The word "insured" means any person or organization qualifying as such under SECTION II - WHO IS AN INSURED. Other words and phrases that appear in quotation marks have special meaning. Refer to SECTION IV - DEFINITIONS.

COMMERCIAL GENERAL LIABILITY INSURANCE

SECTION I - COVERAGES

COVERAGE A. BODILY INJURY AND PROPERTY DAMAGE LIABILITY

1. Insuring Agreement

- a. We will pay those sums that the insured becomes legally obligated to pay as damages because of "bodily injury" or "property damage" to which this insurance applies. We will have the right and duty to defend the insured against any "suit" seeking those damages. However, we will have no duty to defend the insured against any "suit" seeking damages because of "bodily injury" or "property damage" to which this insurance does not apply. We may, at our discretion, investigate any "occurrence" and settle any claim or "suit" that may result. But:
 - (1) The amount we will pay for damages is limited as described in SECTION III - LIMITS OF INSURANCE; and
 - (2) Our right and duty to defend end when we have used up the applicable limit of insurance in the payment of judgments or settlements under Coverages A, B or D, medical expenses under Coverage C.No other obligation or liability to pay sums or perform acts or services is covered unless explicitly provided for under SUPPLEMENTARY PAYMENTS - COVERAGES A, B AND D.
- b. This insurance applies to "bodily injury" and "property damage" only if:
 - (1) The "bodily injury" or "property damage" is caused by an "occurrence" that takes place in the "coverage territory"; and
 - (2) The "bodily injury" or "property damage" occurs during the policy period; and

(3) Prior to the policy period, no insured described in Paragraph 1 of SECTION II – WHO IS AN INSURED and no "employee" authorized by you to give or receive notice of an "occurrence", claim or "suit", knew that the "bodily injury" or "property damage" had occurred, in whole or in part. If such a listed insured or authorized "employee" knew, prior to the policy period, that the "bodily injury" or "property damage" occurred, then any continuation, change or resumption of such "bodily injury" or "property damage" during or after the policy period will be deemed to have been known prior to the policy period.
- c. "Bodily injury" or "property damage" which occurs during the policy period and was not, prior to the policy period, known to have occurred by any insured listed under Paragraph 1. of SECTION II. WHO IS AN INSURED or any "employee" authorized by you to give or receive notice of an "occurrence" or claim, includes any continuation, change or resumption of that "bodily injury" or "property damage" after the end of the policy period.
- d. "Bodily injury" or "property damage" will be deemed to have been known to have occurred at the earliest time when any insured listed under Paragraph 1. of SECTION II – WHO IS AN INSURED or any "employee" authorized by you to give or receive notice of an "occurrence", claim or "suit":
 - (1) Reports all, or any part, of the "bodily injury" or "property damage" to us or any other insurer; or
 - (2) Receives a written or verbal demand or claim for damages because of the "bodily injury" or "property damage"; or
 - (3) Becomes aware by any other means that "bodily injury" or "property damage" has occurred or has begun to occur.
- e. Damages because of "bodily injury" include damages claimed by any person or organization for care, loss of services, loss of consortium or death resulting at any time from the "bodily injury".

2. Exclusions

This insurance does not apply to:

a. Expected or Intended Injury

"Bodily injury" or "property damage" expected or intended from the standpoint of the insured. This exclusion does not apply to "bodily injury" or "property damage" resulting from the use of reasonable force to protect persons or property.

b. Contractual Liability

"Bodily injury" or "property damage" for which the insured is obligated to pay damages by reason of the assumption of liability in a contract or agreement. This exclusion does not apply to liability for damages:

- (3) That the insured would have in the absence of the contract or agreement; or
- (4) Assumed in a contract or agreement that is an "insured contract," provided the "bodily injury" or "property damage" occurs subsequent to the execution of the contract or agreement. Solely for the purposes of liability assumed in an "insured contract," reasonable attorney fees and necessary litigation expenses incurred by or for a party other than an insured are deemed to be damages because of "bodily injury" or "property damage," provided:
 - (c) Liability to such party for, or for the cost of, that party's defense has also been assumed in the same "insured contract"; and

- (d) Such legal fees and litigation expenses are for defense of that party against a civil or alternative dispute resolution proceeding in which damages to which this insurance applies are alleged.

c. **Workers Compensation and Similar laws**

Any obligation of the insured under a workers' compensation, disability benefits or unemployment compensation law or any similar law.

d. **Employer's Liability**

- (1) "Bodily injury" to an "employee" of the insured arising out of and in the course of:

- (a) Employment by the insured; or
(b) Performing duties related to the conduct of the insured's business; or

- (2) Any claim or "suit" brought by the spouse, child, parent, brother or sister of that "employee" as a consequence of paragraph (1) above.

This exclusion applies:

- (1) Whether the insured may be liable as an employer or in any other capacity; and

- (2) To any obligation to share damages with or repay someone else who must pay damages because of the injury.

This exclusion does not apply to liability assumed by the insured under an "insured contract."

e. **Pollution**

- (1) "Bodily injury" or "property damage" arising out of the actual, alleged or threatened discharge, dispersal, seepage, migration, release or escape of "pollutants":

- (a) At or from any premises, site or location, which is or was at any time owned or occupied by, or rented or loaned to, any insured. However, this subparagraph does not apply to:

- (i) "Bodily injury" if sustained within a building and caused by smoke, fumes, vapor or soot produced by or originating from equipment that is used to heat, cool or dehumidify the building, or equipment that is used to heat water for personal use by that building's occupants or their guests;
- (ii) "Bodily injury" or "property damage" for which you may be held liable, if you are a contractor and the owner or lessee of such premises, site or location has been added to your policy as an additional insured with respect to your ongoing operations performed for that additional insured at that premises, site or location and such premises, sight or location is not and never was owned or occupied by, or rented or loaned to, any insured, other than that additional insured; or
- (iii) "Bodily injury" or "property damage" arising out of heat, smoke or fumes from a "hostile fire";

- (b) At or from any premises, site or location which is or was at any time used by or for any insured or others for the handling, storage, disposal, processing or treatment of waste;

- (e) Which are or were at any time transported, handled, stored, treated, disposed of, or processed as waste by or for :

- (i) any insured; or
(ii) any person or organization for whom you may be legally responsible; or

- (d) At or from any premises, site or location, on which any insured or any contractors or subcontractors working directly or indirectly on any insured's behalf are performing operations if the "pollutants" are brought on or to the premises, site or location in connection with such operations by such insured, contractor or subcontractor. However, this subparagraph does not apply to:

- (i) "Bodily injury" or "property damage" arising out of the escape of fuels, lubricants or other operating fluids which are needed to perform the normal electrical, hydraulic or mechanical functions necessary for the operation of "mobile equipment" or its parts, if such fuels, lubricants or other operating fluids escape from a vehicle part designed to hold, store or receive them. This exception does not apply if the "bodily injury" or "property damage" arises out of the intentional discharge, disposal or release of the fuels, lubricants or other operating fluids, or if such fuels, lubricants or other operating fluids are brought on or to the premises, site or location with the intent that they be discharged, dispersed or released as part of the operations being performed by such insured, contractor or subcontractor;
- (ii) "Bodily injury" or "property damage" sustained within a building and caused by the release of gases, fumes or vapors from materials brought into that building in connection with operations being performed by you or on your behalf by a contractor or subcontractor; or

- (iii) "Bodily injury" or "property damage" arising out of heat, smoke or fumes from a "hostile fire".

- (e) At or from any premises, site or location on which any insured or any contractors or subcontractors working directly or indirectly on any insured's behalf are performing operations if the operations are to test for, monitor, clean up, remove, contain, treat, detoxify or neutralize, or in any way respond to, or assess the effect of "pollutants".

- (2) Any loss, cost or expense arising out of any:
- (a) Request, demand, order or statutory or regulatory requirement that any insured or others test for, monitor, clean up, remove, contain, treat, detoxify or neutralize, or in any way respond to, or assess the effects of "pollutants", or
 - (b) Claim or "suit" by or on behalf a governmental authority for damages because of testing for, monitoring, cleaning up, removing, containing, treating, detoxifying or neutralizing, or in any way responding to, or assessing the effects of "pollutants".

However, this paragraph does not apply to liability for damages because of "property damage" not otherwise excluded that the insured would have in the absence of such request, demand, order or statutory or regulatory requirement, or such claim or "suit" by or on behalf of a governmental authority.

f. **Aircraft, Auto or Watercraft**

"Bodily injury" or "property damage" arising out of the ownership, use or operation of any aircraft, "auto" or watercraft owned or operated by or rented or loaned to any insured. Use includes operation and "loading or unloading".

This exclusion applies even if the claims against any insured allege negligence or other wrongdoing in the supervision, hiring, employment, training or monitoring of others by that insured, if the "occurrence" which caused the "bodily injury" or "property damage" involved the ownership, use or operation of any aircraft, "auto" or watercraft that is owned or operated by or rented or loaned to any insured.

This exclusion does not apply to :

- (1) A watercraft while ashore on premises you own or rent;
- (2) A watercraft you own or you do not own that is:
 - (a) Less than 26 feet long; and
 - (b) Not being used to carry persons or property for a charge;
- (3) Parking an "auto" on, or on the ways next to, premises you own or rent, provided the "auto" is not owned by or rented or loaned to you or the insured;
- (4) Liability assumed under any "insured contract" for the ownership, maintenance or use of aircraft or watercraft; or
- (5) "Bodily injury" or "property damage" arising out of:
 - (a) The operation of machinery or equipment that is attached to, or part of, a land vehicle that would qualify under the definition of "mobile equipment" if it were not subject to a compulsory or financial responsibility law or financial responsibility law or other motor vehicle insurance law in the state where it is licensed or principally garaged; or
 - (b) The operation of any of the machinery or equipment listed in Paragraph f.(2) or f.(3) of the definition of "mobile equipment".

g. **Mobile Equipment**

"Bodily injury" or "property damage" arising out of:

- (1) The transportation of "mobile equipment" by an "auto" owned or operated by or rented or loaned to any insured; or
- (2) The use of "mobile equipment" in, or while in practice for, or while being prepared for, any prearranged racing, speed, demolition, or stunting activity.

h. **Damage to Property**

"Property damage" to:

- (1) Property you own, rent or occupy, including any costs or expenses incurred by you, or any other person, organization or entity, for repair, replacement, enhancement, restoration or maintenance of such property for any reason, including prevention of injury to a person or damage to another's property;
- (2) Premises you sell, give away or abandon, if the "property damage" arises out of any part of those premises;
- (3) Property loaned to you;
- (4) Personal property in the care, custody or control of the insured;
- (5) That particular part of real property on which you or any contractors or subcontractors working directly or indirectly on your behalf are performing operations, if the "property damage" arises out of those operations; or
- (6) That particular part of any property that must be restored, repaired or replaced because "your work" was incorrectly performed on it.

Paragraph (2) of this exclusion does not apply if the premises are "your work" and were never occupied, rented or held for rental by you.

Paragraphs (3), (4), (5) and (6) of this exclusion do not apply to liability assumed under a sidetrack agreement.

Paragraph (6) of this exclusion does not apply to "property damage" included in the "products-completed operations hazard."

i. **Damage to your product**

"Property damage" to "your product" arising out of it or any part of it.

j. Damage to your Work

"Property damage" to "your work" arising out of it or any part of it and included in the "products-completed operations hazard."

This exclusion does not apply if the damaged work or the work out of which the damage arises was performed on your behalf by a subcontractor.

k. Damage to Impaired Property or Property not Physically Injured

"Property damage" to "impaired property" or property that has not been physically injured, arising out of:

- (1) A defect, deficiency, inadequacy or dangerous condition in "your product" or "your work"; or
- (2) A delay or failure by you or anyone acting on your behalf to perform a contract or agreement in accordance with its terms.

This exclusion does not apply to the loss of use of other property arising out of sudden and accidental physical injury to "your product" or "your work" after it has been put to its intended use.

l. Recall of Products, Work or Impaired Property

Damages claimed for any loss, cost or expense incurred by you or others for the loss of use, withdrawal, recall, inspection, repair, replacement, adjustment, removal or disposal of:

- (3) "Your product";
- (4) "Your work"; or
- (5) "Impaired property";

if such product, work or property is withdrawn or recalled from the market or from use by any person or organization because of a known or suspected defect, deficiency, inadequacy or dangerous condition in it.

m. Personal and Advertising Injury

"Bodily injury" arising out of "personal and advertising injury".

n. Electronic Data

Damages arising out of the loss of, loss of use of, damage to, corruption of, inability to access, or inability to manipulate electronic data.

As used in this exclusion, electronic data means information, facts or programs stored as or on, created or used on, or transmitted to or from computer software, including systems and applications software hard of floppy disks, CD-ROMS, tapes, drives, cells, data processing devices or any other media which are used which electronically controlled equipment.

o. Nuclear Energy Liability – see Common Exclusions.

p. War Risks – see Common Exclusions.

q. Fungus/Mold – see Common Exclusions.

r. Employment Related Practices – see Common Exclusions.

s. Asbestos – see Common Exclusions.

t. Lead – see Common Exclusions.

u. Securities and Financial Interest – see Common Exclusions.

v. Silica – see Common Exclusions.

COVERAGE B. PERSONAL AND ADVERTISING INJURY LIABILITY

1. Insuring Agreement

- a. We will pay those sums that the insured becomes legally obligated to pay as damages because of "personal and advertising injury" to which this insurance applies. We will have the right and duty to defend the insured against any "suit" seeking those damages. However, we will have no duty to defend the insured against any suit"

seeking damages for "personal and advertising injury" to which this insurance does not apply. We may, at our discretion, investigate any offense and settle any claim or "suit" that may result. But:

- (1) The amount we will pay for damages is limited as described in SECTION III - LIMITS OF INSURANCE; and
- (2) Our right and duty to defend end when we have used up the applicable Limit of Insurance in the payment of judgments or settlements under Coverages A, B, or D, medical expenses under Coverage C.

No other obligation or liability to pay sums or perform acts or services is covered unless explicitly provided for under SUPPLEMENTARY PAYMENTS - COVERAGES A, B AND D.

- b. This insurance applies to "personal and advertising injury" caused by an offense arising out of your business but only if the offense was committed in the "coverage territory" during the policy period.

2. Exclusions

This insurance does not apply to:

a. **Knowing Violation of Rights of Another**

"Personal and advertising injury" caused by or at the direction of the insured with the knowledge that the act would violate the rights of another and would inflict "personal and advertising injury".

b. **Material Published with Knowledge of Falsity**

"Personal and advertising injury" arising out of oral or written publication of material, if done by or at the direction of the insured with knowledge of its falsity.

c. **Material Published Prior to Policy Period**

"Personal and advertising injury" arising out of oral or written publication of material whose first publication took place before the beginning of the policy period.

d. **Criminal Acts**

"Personal and advertising injury" arising out of a criminal act committed by or at the direction of the insured.

e. **Contractual Liability**

"Personal and advertising injury" for which the insured has assumed liability in a contract or agreement. This exclusion does not apply to liability for damages that the insured would have in the absence of the contract or agreement.

f. **Breach of Contract**

"Personal and advertising injury" arising out of a breach of contract, except an implied contract to use another's advertising idea in your "advertisement".

g. **Quality or Performance of Goods – Failure to Conform to Statements**

"Personal and advertising injury" arising out of the failure of goods, products or services to conform with any statement of quality or performance made in your "advertisement".

h. **Wrong Description of Prices**

"Personal and advertising injury" arising out of the wrong description of the price of goods, products or services stated in your "advertisement".

i. **Infringement of Copyright, Patent, Trademark or Trade Secret**

"Personal and advertising injury" arising out of the infringement of copyright, patent, trademark, trade secret or other intellectual property rights.

However, this exclusion does not apply to infringement, in your "advertisement", of copyright, trade dress or slogan.

j. **Insureds in Media and Internet Type Businesses**

"Personal and advertising injury" committed by an insured whose business is:

- (1) Advertising, broadcasting, publishing or telecasting;
- (2) Designing or determining content of web-sites for others; or
- (3) An internet search, access, content or service provider.

However, this exclusion does not apply to Paragraphs 14. a., b. and c. of the definition of "personal and advertising injury" in SECTION V - DEFINITIONS.

For the purposes of this exclusion, the placing of frames, borders or links, or advertising, for you or others anywhere on the Internet, is not, by itself, considered the business of advertising, broadcasting, publishing or telecasting.

k. Electronic Chat-Rooms or Bulletin Boards

"Personal and advertising injury" arising out of an electronic chat-room or bulletin board the insured hosts, owns, or over which the insured exercises control.

l. Unauthorized use of Another's Name or Product

"Personal and advertising injury" arising out of the unauthorized use of another's name or product in your e-mail address, domain name or metatag, or any other similar tactics to mislead another's potential customers.

m. Pollution

"Personal and advertising injury" arising out of the actual, alleged or threatened discharge, dispersal, seepage, migration, release or escape of "pollutants" at any time.

n. Pollution-Related

Any loss, cost or expense arising out of any:

- (1) Request, demand or order that any insured or others test for, monitor, clean up, remove, contain, treat, detoxify or neutralize, or in any way respond to, or assess the effects of, "pollutants"; or
- (2) Claim or "suit" by or on behalf of a governmental authority for damages because of testing for, monitoring, cleaning up, removing, containing, treating, detoxifying or neutralizing, or in any way responding to, or assessing the effects of "pollutants".

o. Nuclear Energy Liability – see Common Exclusions.

p. War Risks – see Common Exclusions.

q. Fungus/Mold – see Common Exclusions.

r. Employment Related Practices – see Common Exclusions.

s. Asbestos – see Common Exclusions.

t. Lead – see Common Exclusions.

u. Securities and Financial Interest – see Common Exclusions.

v. Silica – see Common Exclusions.

COVERAGE C. MEDICAL PAYMENTS

1. Insuring Agreement

- a. We will pay medical expenses as described below for "bodily injury" caused by an accident:

- (1) On premises you own or rent;
- (2) On ways next to premises you own or rent; or
- (3) Because of your operations;

provided that:

- (a) The accident takes place in the "coverage territory" and during the policy period;
- (b) The expenses are incurred and reported to us within one year of the date of the accident; and
- (c) The injured person submits to examination, at our expense, by physicians of our choice as often as we reasonably require.

- b. We will make these payments regardless of fault. These payments will not exceed the applicable limit of insurance. We will pay reasonable expenses for:

- (1) First aid at the time of an accident;
- (2) Necessary medical, surgical, x-ray and dental services, including prosthetic devices; and
- (3) Necessary ambulance, hospital, professional nursing and funeral services.

2. Exclusions

We will not pay expenses for "bodily injury":

- a. To any insured, except "volunteer workers".
- b. To a person hired to do work for or on behalf of any insured or a tenant of any insured.
- c. To a person injured on that part of premises you own or rent that the person normally occupies.
- d. To a person whether or not an "employee" of any insured, if benefits for the "bodily injury" are payable or must be provided under any workers' compensation or disability benefits law or a similar law.
- e. To a person injured while practicing, instructing or participating in any physical exercises or games, sports or athletic contests.
- f. Included within the "products-completed operations hazard".
- g. Arising out of the actual, alleged or threatened discharge, dispersal, seepage, migration, release or escape of "pollutants" at any time. For the purposes of Coverage C only, the definition of "pollutants" shall not include heat, smoke or fumes from a "hostile fire;"
- h. **Nuclear Energy Liability** – see Common Exclusions.
- i. **War Risks** – see Common Exclusions.
- j. **Fungus/Mold** – see Common Exclusions.
- k. **Employment Related Practices** – see Common Exclusions.
- l. **Asbestos** – see Common Exclusions.
- m. **Lead** – see Common Exclusions.
- n. **Securities and Financial Interest** – see Common Exclusions
- o. **Silica** – see Common Exclusions.

COVERAGE D. TENANTS' LEGAL LIABILITY

1. Insuring Agreement

- a. We will pay those sums that the insured becomes legally obligated to pay as damages because of "property damage" to which this insurance applies. This insurance applies only to "property damage" to premises of others rented to you or occupied by you. We will have the right and duty to defend the insured against any "suit" seeking those damages. However, we will have no duty to defend the insured against any "suit" seeking damages for "property damage" to which this insurance does not apply. We may, at our discretion, investigate any "occurrence" and settle any claim or "suit" that may result. But:
 - (1) The amount we will pay for damages is limited as described in SECTION III - LIMITS OF INSURANCE; and
 - (2) Our right and duty to defend ends when we have used up the applicable limit of insurance in the payment of judgments or settlements under Coverages A, B or D or medical expenses under Coverage C.

No other obligation or liability to pay sums or perform acts or services is covered unless explicitly provided for under SUPPLEMENTARY PAYMENTS - COVERAGES A, B AND D.

b. This insurance applies to "property damage" only if:

- (1) The "property damage" is caused by an "occurrence" that takes place in the "coverage territory";
- (2) The "property damage" occurs during the policy period; and
- (3) Prior to the policy period, no insured listed under Paragraph 1.of Section II – WHO IS AN INSURED and no "employee" authorized by you to give or receive notice of an "occurrence" or claim, knew that the "property damage" had occurred, in whole or in part. If such a listed insured or authorized "employee" knew, prior to the policy period, that the "property damage" occurred, then any continuation, change or resumption of such "property damage" during or after the policy period will be deemed to have been known prior to the policy period.

c. "Property damage" which occurs during the policy period and was not, prior to the policy period, known to have occurred by any insured listed under Paragraph 1.of Section II – WHO IS AN INSURED or any "employee" authorized by you to give or receive notice of an "occurrence" or claim, includes any continuation, change or resumption of that "property damage" after the end of the policy period.

d. "Property damage" will be deemed to have been known to have occurred at the earliest time when any insured listed under Paragraph 1 of SUB-SECTION 2 – WHO IS AN INSURED or any "employee" authorized by you to give or receive notice of an occurrence" or claim:

- (1) Reports all, or any part, of the "property damage" to us or any other insurer;
- (2) Receives a written or verbal demand or claim for "compensatory damages" because of the "property damage"; or
- (3) Becomes aware by any other means that "property damage" has occurred or has begun to occur.

2. Exclusions

This insurance does not apply to:

- a.** "Property damage" expected or intended from the standpoint of the insured;
- b.** "Property damage" for which the insured is obligated to pay by reason of the assumption of liability in a contract or agreement. This exclusion does not apply to liability for damages;
 - (1) That the insured would have in the absence of the contract or agreement; or
 - (2) Assumed in a contract or agreement that is an "insured contract", provided the "property damage" occurs subsequent to the execution of the contract or agreement. Solely for the purposes of liability assumed in an "insured contract", reasonable legal fees and necessary litigation expenses incurred by or for a party other than an insured are deemed to be "property damage", provided:
 - (a) Liability to such party for, or for the cost of, that party's defense has also been assumed in the same "insured contract"; and
 - (b) Such legal fees and litigation expenses are for defense of that party against a civil or alternative dispute resolution proceeding in which damages to which this insurance applies are alleged.
- c.** "Property damage" arising out of the actual, alleged or threatened discharge, dispersal, seepage, migration, release or escape of "pollutants" at any time. For the purposes of Coverage D only, the definition of "pollutants" shall not include heat, smoke or fumes from a "hostile fire;"
- d.** "Property damage" caused by vermin;
- e.** Nuclear Energy Liability – see Common Exclusions.
- f.** War Risks – see Common Exclusions.

- g.** **Fungus/Mold** – see Common Exclusions.
- h.** **Employment Related Practices** – see Common Exclusions.
- i.** **Asbestos** – see Common Exclusions.
- j.** **Lead** – see Common Exclusions.
- k.** **Securities and Financial Interest** – see Common Exclusions.
- l.** **Silica** – see Common Exclusions.

COMMON EXCLUSIONS - COVERAGES A, B, C AND D

This insurance does not apply to:

1. Nuclear Energy Liability

- a. Liability imposed by or arising from any nuclear liability act, law or statute, or any law amendatory thereof;
- b. "Bodily injury", "property damage" "personal and advertising injury" or expenses for "bodily injury" with respect to which an insured under this policy is also insured under a contract of nuclear energy liability insurance (whether the insured is unnamed in such contract and whether or not it is legally enforceable by the insured) issued by the Nuclear Insurance Association of Canada or any other insurer or group or pool of insurers or would be an insured under any such policy but for its termination upon exhaustion of its limit of liability;
 - c..... "Bodily injury", "property damage" or "personal and advertising injury" resulting directly or indirectly from the nuclear energy hazard arising from:
 - (1) The ownership, maintenance, operation or use of a nuclear facility by or on behalf of an insured;
 - (2) The furnishing by an insured of services, materials, parts or equipment in connection with the planning, construction, maintenance, operation or use of any nuclear facility;
 - (3) The possession, consumption, use, handling, disposal or transportation of fissionable substances, or of other radioactive material (except radioactive isotopes, away from a nuclear facility, which have reached the final stage of fabrication so as to be useable for any scientific, medical, agricultural, commercial or industrial purpose) used, distributed, handled or sold by an insured.

This exclusion applies regardless of any other contributing or aggravating cause or event that contributes concurrently or in any sequence to the "bodily injury", "property damage" or "personal and advertising injury".

As used in this policy:

- (1) The term "nuclear energy hazard" means the radioactive, toxic, explosive, or other hazardous properties of radioactive material;
- (2) The term "radioactive material" means uranium, thorium, plutonium, neptunium, their respective derivatives and compounds, radioactive isotopes of other elements and any other substances which may be designated by any nuclear liability act, law or statute, or any law amendatory thereof, as being prescribed substances capable of releasing atomic energy, or as being requisite for the production, use or application of atomic energy;
- (3) The term "nuclear facility" means:
 - (a) any apparatus designed or used to sustain nuclear fission in a self-supporting chain reaction or to contain a critical mass of plutonium, thorium and uranium or any one or more of them;
 - (b) any equipment or device designed or used for (i) separating the isotopes of plutonium, thorium and uranium or any one or more of them, (ii) processing or packaging waste;

- (c) any equipment or device used for the processing, fabricating or alloying of plutonium, thorium or uranium enriched in the isotope uranium 233 or in the isotope uranium 235, or any one or more of them if at any time the total amount of such material in the custody of the insured at the premises where such equipment or device is located consists of or contains more than 25 grams of plutonium or uranium 233 or any combination thereof, or more than 250 grams of uranium 235;
 - (d) any structure, basin, excavation, premises or place prepared or used for the storage or disposal of waste radioactive material; and includes the site on which any of the foregoing is located, together with all operations conducted thereon and all premises used for such operations.
- (4) The term "fissionable substance" means any prescribed substance that is, or from which can be obtained, a substance capable of releasing atomic energy by nuclear fission.

2. War Risks

"Bodily injury", "property damage" or "personal and advertising injury" however caused, arising directly or indirectly out of:

- a. War, including undeclared or civil war; or
- b. Warlike action by a military force, including action in hindering or defending against an actual or expected attack, by any government, sovereign or other authority using military personnel or other agents; or
- c. Insurrection, rebellion, revolution, usurped power, or action taken by governmental authority in hindering or defending against any of these.

This exclusion does not apply to the use of threatened use of "terrorism",

As used in this exclusion, "terrorism", means the use or threatened use of force or violence against any person or property, or commission of an act that interferes with or disrupts an electronic or communication system, undertaken by any person or group, whether or not acting on behalf of or in any connection with any organization, government, power, authority or military force, when the effect is to intimidate, coerce or harm:

- (1) A government;
- (2) The civilian population of a country, state or community; or
- (3) To disrupt the economy of a country, state or community.

So long as the Terrorism Risk Insurance Act of 2002 (the "Act") is in effect, "terrorism" includes an act of terrorism as defined by Section 102. Definitions, of the U.S.A. and any revisions or amendments thereto.

3. Fungus/Mold

"Bodily injury", "property damage", "personal and advertising injury" or expenses or any other loss, cost or expense, including, but not limited to losses, costs or expenses related to, arising from or associated with clean-up, remediation, containment, removal or abatement, caused directly or indirectly, in whole or in part, by:

- a. Any "fungus(i)", "molds(s)", mildew or yeast, or
- b. Any "spore(s)" or toxins created or produced by or emanating from such fungus(i), "mold(s)", mildew or yeast, or
- c. Any substance, vapor, gas, or other emission or organic or inorganic body or substance produced by or arising out of any "fungus(i)", "mold(s)", mildew or yeast, or
- d. Any material, product, building component, building or structure, or any concentration of moisture, water or other liquid within such material, product, building component, building or structure, that contains, harbors, nurtures or acts as a medium for any "fungus(i)", "mold(s)", mildew, yeast or "spore(s)" or toxins emanating therefrom,

regardless of any other cause, event, material, product and/or building component that contributed concurrently or in any sequence to that "bodily injury", "property damage", "personal and advertising injury", expenses for "bodily injury", loss, cost or expense.

For the purpose of this exclusion, the following definitions are added to the Policy:

"Fungus(i)" includes, but is not limited to, any of the plants or organisms belonging to the major group Fungi, lacking chlorophyll, and including molds, rusts, mildews, smuts, and mushrooms.

"Mold(s)" includes, but is not limited to, any superficial growth produced on damp or decaying organic matter or on living organisms, and fungi that produce molds.

"Spore(s)" means any dormant or reproductive body produced by or arising or emanating out of any "fungus(i)", "mold(s)", mildew, plants, organisms or microorganisms.

4. Employment Related Practices

Any claim or "suit" alleging or asserting in any respect loss, injury or damage (including consequential bodily injury) in connection with "wrongful termination" of your "employees" and/or "discrimination" involving your "employees" and/or "sexual harassment" of your "employees".

The following definitions apply to this exclusion:

"Wrongful termination" means termination of an employment relationship in a manner which is against the law, wrongful or in breach of an implied or written agreement to continue employment.

"Discrimination" means termination of an employment relationship or a demotion or a failure or refusal to hire or promote an individual because of race, color, religion, age, sex, disability, pregnancy, natural origin, sexual orientation or other protected category or characteristic established pursuant to any applicable statute or ordinance.

"Sexual harassment" means unwelcome sexual advances and/or requests for sexual favors and/or other verbal or physical conduct of a sexual nature that (1) are made a condition of employment and/or (2) are used as a basis for employment decisions and/or (3) create a work environment that interferes with performance.

5. Asbestos

- a) "Bodily injury" or "personal and advertising injury" in any way arising out of the use by any person or organization of or exposure to asbestos, asbestos products, asbestos fibers or asbestos dust; or
- b) "Property damage" to real property arising out of the use by any person or organization of asbestos, asbestos products, asbestos fibers, asbestos dust, including without limitation the costs incurred with respect to the removal or abatement of asbestos, asbestos products, asbestos fibers or asbestos dust from or in such real property; or
- c) Any obligation of the insured to indemnify any party because of damages arising out of such "property damage", "bodily injury", "personal and advertising injury", sickness, disease, occupational disease, disability, shock, death, mental anguish or mental injury, at any time as a result of the manufacture of, mining of, use of, sale of, removal of, distribution of, or exposure to asbestos, asbestos products, asbestos fibers or asbestos dust; or
- d) Any obligation to defend any suit or claim against the insured alleging "bodily injury", sickness, disease, occupational disease, disability, shock, death, mental anguish or mental injury, "property damage" or "personal and advertising injury" resulting from or contributed to, by any and all manufacture of, mining of, use of, sale of, removal of, distribution of, or exposure to asbestos, asbestos products, asbestos fibers or asbestos dust.

6. Lead

- a) "Bodily injury", "property damage" or "personal and advertising injury" for past, present or future claims arising in whole or in part, either directly or indirectly, out of the manufacture, distribution, sale, resale, re-branding, installation, repair, removal, encapsulation, abatement, replacement or handling of, exposure to, ingestion of or testing for, lead whether or not the lead is or was at any time airborne as a particle, contained in a product, carried on clothing, inhaled, transmitted in any fashion or found in any form whatsoever;
- b) The costs of clean up or removal of lead or products and materials containing lead;
- c) The costs of such actions as may be necessary to monitor, assess and evaluate the release or threat of same, of lead or products and material containing lead;
- d) The cost of disposal of lead substances or the taking of such other action as may be necessary to temporarily or permanently prevent, minimize or mitigate damage to the public health or welfare or to the environment, which may otherwise result;
- e) The cost of compliance with any law or regulation regarding lead.

7. Securities and Financial Interest

Any claim or "suit" alleging or asserting in any respect loss, injury or damage, in connection with the purchase or sale, the offer, solicitation, or advertising for the purchase or sale, or the depreciation or decline in price or value, of any security, debt, deposit, or financial interest or instrument.

8. Silica

- a) "Bodily injury" or "personal and advertising injury", sickness, disease, occupational disease, disability, shock, death, mental anguish or mental injury, and/or any other type of injury, loss, cost, damage, or expense sustained by any person for the real or alleged emergence, contraction, aggravation or exacerbation of any form of silicosis or any other disease of the human body caused by, arising out of, or resulting from the manufacture, mining, use, sale, removal, or distribution by any person or organization of silica, silica products, silica fibers or silica dust, or exposure to silica, silica products, silica fibers or silica dust; or
- b) Any obligation of the insured to defend and/or to indemnify any party because of damages arising out of such "bodily injury", "personal and advertising injury", sickness, disease, occupational disease, disability, shock, death, mental anguish or mental injury, at any time caused by, arising out of, or resulting from the manufacture, mining, use, sale, removal, or distribution of, or exposure to silica, silica products, silica fibers or silica dust.

SUPPLEMENTARY PAYMENTS - COVERAGES A, B, and D

1. We will pay, with respect to any claim we investigate or settle, or any "suit" against an insured we defend:

- a. All expenses we incur.
- b. Up to \$250 for cost of bail bonds required because of accidents or traffic law violations arising out of the use of any vehicle to which the Bodily Injury Liability Coverage applies. We do not have to furnish these bonds.
- c. The cost of bonds to release attachments, but only for bond amounts within the applicable Limit of Insurance. We do not have to furnish these bonds.
- d. All reasonable expenses incurred by the insured at our request to assist us in the investigation or defense of the claim or "suit," including actual loss of earnings up to \$250 a day because of time off from work.
- e. All costs taxed against the insured in the "suit."
- f. Prejudgment interest awarded against the insured on that part of the judgment we pay. If we make an offer to pay the applicable limit of insurance, we will not pay any prejudgment interest based on that period of time after the offer.
- g. Interest on that part of any judgment we pay that accrues after entry of the judgment and before we have paid, offered to pay, or deposited in court the part of the judgment that is within the applicable Limit of Insurance.

These payments will not reduce the Limits of Insurance.

2. If we defend an insured against a "suit" and an indemnitee of the insured is also named as a party to the "suit," we will defend that indemnitee if all of the following conditions are met:
 - a. The "suit" against the indemnitee seeks damages for which the insured has assumed the liability of the indemnitee in a contract or agreement that is an "insured contract";
 - b. This insurance applies to such liability assumed by the insured;
 - c. The obligation to defend, or the cost of the defense of, that indemnitee, has also been assumed by the insured in the same "insured contract";
 - d. The allegations in the "suit" and the information we know about the "occurrence" are such that no conflict appears to exist between the interests of the insured and the interests of the indemnitee;
 - e. The indemnitee and the insured ask us to conduct and control the defense of that indemnitee against such "suit" and agree that we can assign the same counsel to defend the insured and the indemnitee; and
 - f. The indemnitee:
 - (1) Agrees in writing to:
 - (a) Cooperate with us in the investigation, settlement or defense of the "suit";
 - (b) Immediately send us copies of any demands, notices, summonses or legal papers received in connection with the "suit";
 - (c) Notify any other insurer whose coverage is available to the indemnitee; and
 - (d) Cooperate with us with respect to coordinating other applicable insurance available to the indemnitee; and
 - (2) Provides us with written authorization to:
 - (a) Obtain records and other information related to the "suit"; and
 - (b) Conduct and control the defense of the indemnitee in such "suit."

So long as the above conditions are met, legal fees incurred by us in the defense of that indemnitee, necessary litigation expenses incurred by us and necessary litigation expenses incurred by the indemnitee at our request will be paid as Supplementary Payments. Notwithstanding the provisions of paragraph 2.b.(2) of SECTION I COVERAGES - COVERAGE A. BODILY INJURY AND PROPERTY DAMAGE LIABILITY, such payments will not be deemed to be damages for "bodily injury" and "property damage" and will not reduce the Limits of Insurance.

Our obligation to defend an insured's indemnitee and to pay for attorneys' fees and necessary litigation expenses as Supplementary Payments ends when:

- a. We have used up the applicable Limit of Insurance in the payment of judgments or settlements; or
- b. The conditions set forth above, or the terms of the agreement described in subparagraph 2. f. above, are no longer met.

SECTION II - WHO IS AN INSURED

1. If you are:
 - a. An individual, you and your spouse are insureds, but only with respect to the conduct of a business of which you are the sole owner.

- b. A partnership or joint venture, you are an insured. Your members, your partners, and their spouses are also insureds, but only with respect to the conduct of your business.
 - c. A limited liability company, you are an insured. Your members are also insureds, but only with respect to the conduct of your business. Your managers are insureds, but only with respect to their duties as your managers.
 - d. An organization other than a partnership, joint venture or limited liability company, you are an insured. Your "executive officers" and directors are insureds, but only with respect to their duties as your officers or directors. Your stockholders are also insureds, but only with respect to their liability as stockholders.
 - e. A trust, you are an insured. Your trustees are also insureds, but only with respect to their duties as trustees.
2. Each of the following is also an insured:
- a. Your "volunteer workers" only while performing duties related to the conduct of your business, or your "employees," other than either your "executive officers" (if you are an organization other than a partnership, joint venture or limited liability company) or your managers (if you are a limited liability company), but only for acts within the scope of their employment by you or while performing duties related to the conduct of your business. However, none of these "employees" or "volunteer workers" is an insured for:
 - (1) "Bodily injury" or "personal and advertising injury":
 - (a) To you, to your partners or members (if you are a partnership or joint venture), to your members (if you are a limited liability company), or to a co-"employee" while that co-"employee" is either in the course of his or her employment or performing duties related to the conduct of your business, or to your other "volunteer workers" while performing duties related to the conduct of your business, or to any claim or "suit" brought by the spouse, child, parent, brother or sister of that co-"employee" or "volunteer worker" as a consequence of such injury.
 - (b) For which there is any obligation to share damages with or repay someone else who must pay damages because of the injury described in paragraphs (1) (a) above; or
 - (c) Arising out of his or her providing or failing to provide professional health care services.
 - (2) "Property damage" to property:
 - (a) Owned, occupied or used by;
 - (b) Rented to, in the care, custody or control of, or over which physical control is being exercised for any purpose by;

you, any of your "employees," or "voluntary workers", or any partner or member (if you are a partnership or joint venture), or any member (if you are a limited liability company).
 - b. Any person (other than your "employee" or "volunteer worker") or any organization while acting as your real estate manager.
 - c. Any person or organization having proper temporary custody of your property if you die, but only:
 - (1) With respect to liability arising out of the maintenance or use of that property; and
 - (2) Until your legal representative has been appointed.
 - d. Your legal representative if you die, but only with respect to duties as such. That representative will have all your rights and duties under this Policy.
3. Any organization you newly acquire or form, other than a partnership or joint venture, and over which you maintain ownership or majority interest, will qualify as a Named Insured if there is no other similar insurance available to that organization. However:
- a. Coverage under this provision is afforded only until the 90th day after you acquire or form the organization or the end of the policy period, whichever is earlier;
 - b. Coverage A and D do not apply to "bodily injury" or "property damage" that occurred before you acquired or formed the organization;
 - a. Coverage B does not apply to "personal injury and advertising injury" arising out of an offense committed before you acquired or formed the organization;
 - b. Coverage C does not apply to medical expenses caused by an accident that occurred before you acquired or formed the organization.

No person or organization is an insured with respect to the conduct of any current or past partnership, joint venture that is not shown as a Named Insured in the Declarations.

SECTION III - LIMITS OF INSURANCE

1. The Limits of Insurance shown in the Declarations and the rules below fix the most we will pay regardless of the number of:
- a. Insureds;
 - b. Claims made or "suits" brought; or

- c. Persons or organizations making claims or bringing "suits."
2. The General Aggregate Limit is the most we will pay for the sum of:
- a. Damages under Coverage A, Coverage B and Coverage D except damages because of "bodily injury" or "property damage" included in the "products-completed operations hazard"; and
 - b. Medical expenses under coverage C.
3. The Products-Completed Operations Aggregate Limit is the most we will pay under Coverage A for damages because of "bodily injury" and "property damage" included in the "products-completed operations hazard".
4. Subject to 2. above, the Personal and Advertising Injury Limit is the most we will pay under Coverage B for the sum of all damages because of all "personal and advertising injury" sustained by any one person or organization.
5. Subject to 2., or 3. above, whichever applies, the Each Occurrence Limit is the most we will pay for the sum of:
- a. Damages under Coverage A and Coverage D; and
 - b. Medical expenses under Coverage C;
- because of all "bodily injury" and "property damage" arising out of any one "occurrence".
6. Subject to 2. or 5. above, the Tenants' Legal Liability Limit is the most we will pay under Coverage D for damages because of "property damage" to any one premises.
7. Subject to 2. or 5. above, the Medical Expense Limit is the most we will pay under Coverage C. for all medical expenses because of "bodily injury" sustained by any one person.

The Limits of Insurance of this Policy apply separately to each consecutive annual period and to any remaining period of less than 12 months, starting with the beginning of the policy period shown in the Declarations, unless the policy period is extended after issuance for an additional period of less than 12 months. In that case, the additional period will be deemed part of the last preceding period for purposes of determining the Limits of Insurance.

SECTION IV - DEDUCTIBLE

- 1. Our obligation to pay damages on your behalf applies only to the amount of such damages in excess of the Deductible for Coverages A, B, C and D shown in Item 5 of the Declarations.
- 2. The limit of insurance applicable :
 - a. To each "occurrence" under Coverages A, C and D;
 - b. To any one person or organization under Coverage B; or
 - c. To any one person Coverage C;

will be reduced by the amount of the Deductible. The aggregate limits shall not be reduced by the application of such deductibles.

- 3. The Deductible applies to all damages as the result of any one accident or "occurrence" regardless of the number of persons or organizations who sustained damages because of such accident or "occurrence".

However, with respect to "personal and advertising injury", the Deductible applies to all damages under coverage B sustained by any one person or organization.

- 4. The terms of the Policy apply irrespective of the application of the deductible.
- 5. We may pay any part or all of the deductible to effect settlement of any claim or "suit" and, upon notification of the action taken; the First Named Insured shall promptly reimburse us for such part of the deductible as has been paid by us.

SECTION V - DEFINITIONS

1. "Advertisement" means a notice that is broadcast or published to the general public or specific market segments about your goods, products or services for the purpose of attracting customers or supporters for the purposes of this definition:
 - a. Notices that are published include material placed on the Internet or on similar electronic means of communication; and
 - b. Regarding web-sites, only that part of a website that is about your goods, products or services for the purposes of attracting customers or supporters is considered an advertisement.
2. "Auto" means :
 - a. A land motor vehicle, trailer or semi-trailer designed for travel on public roads, including any attached machinery or equipment; or
 - b. Any other land vehicle that is subject to a compulsory or financial responsibility law or other motor vehicle insurance law in the province or state where it is licensed or principally garaged.

However, auto does not include "mobile equipment".
3. "Bodily injury" means bodily injury, sickness or disease sustained by a person, including death resulting from any of these at any time.
4. "Coverage territory" means:
 - a. Canada, the United States of America (including its territories and possessions), and Puerto Rico;
 - b. International waters or airspace, provided the injury or damage does not occur in the course of travel or transportation to or from any place not included in a. above; or
 - c. All other parts of the world if the injury or damage arises out of:
 - (1) Goods or products made or sold by you in the territory described in a., above;
 - (2) The activities of a person whose home is in the territory described in a. above, but is away for a short time on your business; or
 - (3) "Personal and advertising injury" offenses that take place through the Internet or similar electronic means of communication provided the insured's responsibility to pay damages is determined in a "suit" on the merits, in the territory described in a. above or in a settlement we agree to.
5. "Employee" includes a "leased worker." "Employee" does not include a "temporary worker."
6. "Executive officer" means a person holding any of the officer positions created by your charter, constitution, by-laws or any other similar governing document.
7. "Hostile fire" means one which becomes uncontrollable or breaks out from where it was intended to be.
8. "Impaired property" means tangible property, other than "your product" or "your work", that cannot be used or is less useful because:
 - a. It incorporates "your product" or "your work" that is known or thought to be defective, deficient, inadequate or dangerous; or
 - b. You have failed to fulfill the terms of a contract or agreement;

if such property can be restored to use by:

 - a. The repair, replacement, adjustment or removal of "your product" or "your work"; or
 - b. Your fulfilling the terms of the contract or agreement.
9. "Insured contract" means:
 - a. A contract for a lease of premises. However, that portion of the contract for a lease of premises that indemnifies any person or organization for damage to premises while rented to you or occupied by you is not an "insured contract";
 - b. A sidetrack agreement;
 - c. Any easement or license agreement, in connection with vehicle or pedestrian private railroad crossings at grade ;
 - d. Any other easement agreement;
 - e. An obligation, as required by ordinance, to indemnify a municipality, except in connection with work for a municipality;
 - f. An elevator maintenance agreement; or
 - g. That part of any other contract or agreement pertaining to your business (including an indemnification of a municipality in connection with work performed for a municipality) under which you assume the tort liability of another party to pay for "bodily injury" or "property damage" to a third person or organization, provided the "bodily injury" or "property damage" is caused, in whole or in part, by you or by those acting on your behalf. Tort liability means a liability that would be imposed by law in the absence of any contract or agreement.

Paragraph g. does not include that part of any contract or agreement:

- (1) That indemnifies an architect, engineer or surveyor for injury or damage arising out of:

- (a) Preparing, approving, or failing to prepare or approve, maps, shop drawings, opinions, reports, surveys, field orders, change orders or drawings and specifications; or
- (b) Giving directions or instructions, or failing to give them, if that is the primary cause of the injury or damage; or

- (2) Under which the insured, if an architect, engineer or surveyor, assumes liability for an injury or damage arising out of the insured's rendering or failure to render professional services, including those listed in (1) above and supervisory, inspection, architectural or engineering activities.

10. "Leased worker" means a person leased to you by a labor leasing firm under an agreement between you and the labor leasing firm, to perform duties related to the conduct of your business. "Leased worker" does not include a "temporary worker".

11. "Loading or unloading" means the handling of property:

- a. After it is moved from the place where it is accepted for movement into an or onto aircraft, watercraft or "auto";
- b. While it is in or on an aircraft, watercraft or "auto"; or
- c. While it is being moved from an aircraft, watercraft or "auto" to the place where it is finally delivered;

but "loading or unloading" does not include the movement of property by means of a mechanical device, other than a hand truck, that is not attached to the aircraft, watercraft or "auto".

12. "Mobile equipment" means any of the following types of land vehicles, including any attached machinery or equipment:

- a. Bulldozers, farm machinery, forklifts and other vehicles designed for use principally off public roads;
- b. Vehicles maintained for use solely on or next to premises you own or rent;
- c. Vehicles that travel on crawler treads;
- d. Vehicles, whether self-propelled or not, maintained primarily to provide mobility to permanently mounted:
 - (1) Power cranes, shovels, loaders, diggers or drills; or
 - (2) Road construction or resurfacing equipment such as graders, scrapers or rollers;
- e. Vehicles not described in a., b., c. or d. above that are not self-propelled and are maintained primarily to provide mobility to permanently attached equipment of the following types:
 - (1) Air compressors, pumps and generators, including spraying, welding, building cleaning, geophysical exploration, lighting and well servicing equipment; or
 - (2) Cherry pickers and similar devices used to raise or lower workers;
- f. Vehicles not described in a., b., c. or d. above maintained primarily for purposes other than the transportation of persons or cargo.

However, self-propelled vehicles with the following types of permanently attached equipment are not "mobile equipment" but will be considered "autos":

- (1) Equipment designed primarily for:

- (a) Snow removal;
 - (b) Road maintenance, but not construction or resurfacing; or
 - (c) Street cleaning;
- (2) Cherry pickers and similar devices mounted on automobile or truck chassis and used to raise or lower workers; and
- (3) Air compressors, pumps and generators, including spraying, welding, building cleaning, geophysical exploration, lighting and well servicing equipment.

However "mobile equipment" does not include any land vehicles that are subject to a compulsory or financial responsibility law or other motor vehicle insurance law in the province or state where it is licensed or principally garaged. Land vehicles subject to a compulsory or financial responsibility law or other motor vehicle insurance law are considered "autos".

13. "Occurrence" means an accident, including continuous or repeated exposure to substantially the same general harmful conditions.

In the event of continuing or progressively deteriorating damage over any length of time, such damage shall be deemed to be one "occurrence", shall be deemed to occur

- only when such damage first commences.
14. "Personal and advertising injury" means injury, including consequential "bodily injury," arising out of one or more of the following offenses:
- a. False arrest, detention or imprisonment;
 - b. Malicious prosecution;
 - c. The wrongful eviction from, wrongful entry into, or invasion of the right of private occupancy of a room, dwelling or premises that a person occupies, committed by or on behalf of its owner, landlord or lessor;
 - d. Oral or written publication, in any manner, of material that slanders or libels a person or organization or disparages a person's or organization's goods, products or services;
 - e. Oral or written publication, in any manner, of material that violates a person's right of privacy;
 - f. The use of another's advertising idea in your "advertisement"; or
 - g. Infringing upon another's copyright, trade dress or slogan in your "advertisement".
15. "Pollutants" means any solid, liquid, gaseous or thermal irritant or contaminant, including smoke, odour, vapor, soot, fumes, acids, alkalis, chemicals and waste. Waste includes materials to be recycled, reconditioned or reclaimed.
16. "Products-completed operations hazard":
- a. Includes all "bodily injury" and "property damage" occurring away from premises you own or rent and arising out of "your product" or "your work" except:
 - (1) Products that are still in your physical possession; or
 - (2) Work that has not yet been completed or abandoned. However, "your work" will be deemed completed at the earliest of the following times:
 - (a) When all of the work called for in your contract has been completed.
 - (b) When all of the work to be done at the job site has been completed if your contract calls for work at more than one job site.
 - (c) When that part of the work done at a job site has been put to its intended use by any person or organization other than another contractor or subcontractor working on the same project.
- Work that may need service, maintenance, correction, repair or replacement, but which is otherwise complete, will be deemed as completed.
- b. Does not include "bodily injury" or "property damage" arising out of:
 - (1) The transportation of property, unless the injury or damage arises out of a condition in or on a vehicle not owned or operated by you, and that condition was created by the "loading or unloading" of that vehicle by any insured;
 - (2) The existence of tools, uninstalled equipment or abandoned or unused materials.
17. "Property damage" means:
- a. Physical injury to tangible property, including all resulting loss of use of that property. All such loss of use shall be deemed to occur at the time of the physical injury that caused it; or
 - b. Loss of use of tangible property that is not physically injured. All such loss of use shall be deemed to occur at the time of the "occurrence" that caused it.
- For the purposes of this insurance, electronic data is not tangible property.
- As used in this definition, "electronic data" means information, facts or programs stored as or on, created or used on, or transmitted to or from computer software, including systems and applications software, hard or floppy disks, CD-ROMS, tapes, drives, cells, data processing devices or any other media which are used with electronically controlled equipment.
18. "Suit" means a legal action or civil proceeding in which damages because of "bodily injury," "property damage," "personal and advertising injury" to which this insurance applies are alleged. "Suit" includes:
- a. An arbitration proceeding in which such damages are claimed and to which the insured must submit or does submit with our consent; or
 - b. Any other alternative dispute resolution proceeding in which such damages are claimed and to which the insured submits with our consent.
19. "Temporary worker" means a person who is furnished to you to substitute for a permanent "employee" on leave or to meet seasonal or short-term workload conditions.
20. "Volunteer worker" means a person who is not your "employee", and who donates his or her work and acts at the direction of and within the scope of duties determined by you, and is not paid a fee, salary or other compensation by you or anyone else for their work performed for you.

- 21. "Your product"**
- a. Means:
 - (1) Any goods or products, other than real property, manufactured, sold, handled, distributed or disposed of by:
 - (a) You;
 - (b) Others trading under your name; or
 - (c) A person or organization whose business or assets you have acquired; and
 - (2) Containers (other than vehicles), materials, parts or equipment furnished in connection with such goods or products.
 - b. Includes:
 - (1) Warranties or representations made at any time with respect to the fitness, quality, durability, performance or use of "your product"; and
 - (2) The providing of or failure to provide warnings or instructions.
 - c. Does not include vending machines or other property rented to or located for the use of others but not sold.
- 22. "Your work"**
- a. Means:
 - (1) Work or operations performed by you or on your behalf; and
 - (2) Materials, parts or equipment furnished in connection with such work or operations.
 - b. Includes:
 - (1) Warranties or representations made at any time with respect to the fitness, quality, durability, performance or use of "your work"; and
 - (2) The providing of or failure to provide warnings or instructions.
- SECTION VI - CONDITIONS**
- 1. Bankruptcy**

Bankruptcy or insolvency of the insured or of the insured's estate will not relieve us of our obligations under this Policy.
 - 2. Duties in The Event of Occurrence, Offense, Claim or Suit.**
 - a. As soon as you become aware of it, you must notify us of an "occurrence" or an offense which may result in a claim. To the extent possible, notice should include:
 - (1) How, when and where the "occurrence" or offense took place;
 - (2) The names and addresses of any injured persons and witnesses; and
 - (3) The nature and location of any injury or damage arising out of the "occurrence" or offense.
 - b. If a claim is made or "suit" is brought against any insured; you must:
 - (1) Immediately record the specifics of the claim or "suit" and the date received; and
 - (2) Notify us as soon as practicable.
 - c. You and any other involved insured must:
 - (1) Immediately send us copies of any demands, notices, summonses or legal papers received in connection with the claim or "suit";
 - (2) Authorize us to obtain records and other information;
 - (3) Cooperate with us in the investigation or settlement of the claim or defense against the "suit"; and
 - (4) Assist us, upon our request, in the enforcement of any right against any person or organization which may be liable to the insured because of injury or damage to which this insurance may also apply.
 - d. Failure to notify us as outlined in paragraphs a., b. and c. above, such that our position is prejudiced, voids coverage that would have been provided by this policy for such occurrence, offense, claim or suit.

- e. No insured will, except at that insured's own cost, voluntarily make a payment, assume any obligation, or incur any expense without our consent, other than for first aid under COVERAGE C. MEDICAL PAYMENTS.

3. Legal Action Against Us.

No person or organization has a right under this Policy:

- a. To join us as a party or otherwise bring us into a "suit" asking for damages from an insured; or
- b. To sue us on this Policy unless all of its terms have been fully complied with.

A person or organization may sue us to recover on an agreed settlement or on a final judgment against an insured, but we will not be liable for damages that are not payable under the terms of this Policy or that are in excess of the applicable Limit of Insurance. An agreed settlement means a settlement and release of liability signed by us, the insured and the claimant or the claimant's legal representative.

4. Other Insurance.

If other valid and collectible insurance is available to the insured for a loss we cover under Coverages A or B of this Policy, our obligations are limited as follows:

a. Primary Insurance

This insurance is primary except when b. Excess Insurance, below, applies. If this insurance is primary, our obligations are not affected unless any of the other insurance is also primary. Then, we will share with all that other insurance by the method described in c. Method of Sharing, below.

b. Excess Insurance

This insurance is excess over:

- (1) Any of the other insurance, whether primary, excess, contingent or on any other basis:
 - (a) That is Fire, Extended Coverage, Builder's Risk, Installation Risk or similar coverage for "your work";
 - (b) That is Fire insurance for premises rented to you or temporarily occupied by you with permission of the owner;
 - (c) That is insurance purchased by you to cover your liability as a tenant for "property damage" to premises rented to you or temporarily occupied by you with permission of the owner; or
 - (d) If the loss arises out of the maintenance or use of aircraft, "autos" or watercraft to the extent not subject to Exclusion f. of SECTION I – COVERAGES, COVERAGE A. BODILY INJURY AND PROPERTY DAMAGE LIABILITY.
- (2) Any other primary insurance available to you covering liability for damages arising out of the premises or operations for which you have been added as an additional insured by attachment of an endorsement.

When this insurance is excess, we will have no duty under Coverages A or B to defend the insured against any "suit" if any other insurer has a duty to defend the insured against that "suit." If no other insurer defends, we will undertake to do so, but we will be entitled to the insured's rights against all those other insurers.

When this insurance is excess over other insurance, we will pay only our share of the amount of the loss, if any, that exceeds the sum of:

- (a) The total amount that all such other insurance would pay for the loss in the absence of this insurance; and
- (b) The total of all deductible and self-insured amounts under all that other insurance.

We will share the remaining loss, if any, with any other insurance that is not described in this Excess Insurance provision and was not bought specifically to apply in excess of the Limits of Insurance shown in the Declarations of this Policy.

c. Method of Sharing

If all of the other insurance permits contribution by equal shares, we will follow this method also. Under this approach each insurer contributes equal amounts until it has paid its applicable limit of insurance or none of the loss remains, whichever comes first.

If any of the other insurance does not permit contribution by equal shares, we will contribute by limits. Under this method, each insurer's share is based on the ratio of its applicable limit of insurance to the total applicable limits of insurance of all insurers.

5. Premium and Audit

- a. We will compute all premiums for this Policy in accordance with our rules and rates.
- b. If the premium for this policy is a flat premium, it is not subject to adjustment, except that additional premiums may be required for any additional exposures and/or insureds, or as provided for in Condition 9, Cancellation.

The premium shown as the Total Advance Premium in Item 4.A of the Declarations is a deposit premium only. If the Policy is subject to audit adjustment, the actual exposure base will be used to compute the earned premium. If the earned premium is greater than the Total Advance Premium, the first Named Insured will pay the difference to us, due and payable upon notice. Subject to the Annual Minimum Premium shown in Item 4.B. of the Declarations, if the earned premium is less than the Total Advance Premium, we will return the difference to the first Named Insured.

- c. The first Named Insured must keep records of the information we need for premium computation, and send us copies at such times as we may request. The first Named Insured shown on the Declarations is responsible for the payment of all premiums and will be the payee for any return premiums we pay.

6. Representations

By accepting this policy, you agree that:

- a. The statements in the Declarations are accurate and complete;
- b. Those statements are based upon representations you made to us; and
- c. We have issued this policy in reliance upon your representations.

7. Separation of Insureds

Except with respect to the Limits of Insurance, and any rights or duties specifically assigned in this Policy to the first Named Insured, this insurance applies:

- a. As if each Named Insured were the only Named Insured; and
- b. Separately to each insured against whom claim is made or "suit" is brought.

8. Transfer of Rights of Recovery Against Others to Us.

If the insured has rights to recover all or part of any payment we have made under this Policy, those rights are transferred to us. The insured must do nothing after loss to impair them. At our request, the insured will bring "suit" or transfer those rights to us and help us enforce them.

9. Cancellation

- a. The first Named Insured shown in the Declarations may cancel this policy by mailing or delivering to us advance written notice of cancellation.
- b. We may cancel this policy by mailing or delivering to the first Named Insured written notice of cancellation at least:
 - (i) 15 days before the effective date of cancellation if we cancel for nonpayment of premium; or
 - (ii) 60 days before the effective date of cancellation if we cancel for any other reason.
- c. We will mail or deliver our notice to the first Named Insured's last mailing address known to us.
- d. Notice of cancellation will state the effective date of cancellation. The policy period will end on that date.
- e. If this policy is cancelled, we will send the first Named Insured any premium refund due. If we cancel, the refund will be pro rata. If the first Named Insured cancels, earned premium will be calculated in accordance with the customary short-rate table and procedure, or the Minimum Earned Premium at inception of the policy shown in Item 4.c. of the Declarations, which ever is greater. The cancellation will be effective even if we have not made or offered a refund.
- f. If notice is mailed, proof of mailing will be sufficient proof of notice.

10. Changes

This policy contains all the agreements between you and us concerning the insurance afforded. The first Named Insured shown in the Declarations is authorized to make changes in the terms of this policy with our consent. This policy's terms can be amended or waived only by endorsement issued by us and made a part of this policy.

11. Examination of your Books and Records

We may examine and audit your books and records as they relate to this policy at any time during this policy period and up to three years afterward.

12. Change in Control

- a. If the first "Named Insured" designated in Item 1 of the Declarations consolidates with or merges into, or sells all or substantially all of its assets to any person or entity; or
- b. If any person or entity acquires an amount of the outstanding ownership interests representing more than 50% of the voting or designation power for the election of directors of the first "Named Insured" designated in Item 1 of the Declarations, or acquires the voting or designation rights of such an amount of ownership interests;

this policy will continue in full force and effect as to "bodily injury" and "property damage" that occur prior to the effective date of such transaction and "personal and advertising injury" caused by an "occurrence" that takes place prior to the effective date of such transaction. There will be no coverage afforded by this policy for "bodily injury" or "property damage" that occurs on or after the effective date of such transaction and "personal and advertising injury" caused by an "occurrence" that takes place on or after the effective date of such transaction.

13. Inspections and Surveys

We have the right but are not obligated to:

- a. Make inspections and surveys at any time;
- b. Give you reports on the conditions we find; and
- c. Recommend changes.

Any inspections, surveys, reports or recommendations relate only to insurability and the premiums to be charged. We do not make safety inspections. We do not undertake to perform the duty of any person or organization to provide for the health or safety of workers or the public. We do not warrant that conditions:

- a. Are safe or healthful; or
- b. Comply with laws, regulations, codes or standards. This condition applies not only to us, but also to any rating advisory, rate service or similar organization which makes insurance inspections, surveys, reports or recommendations.

14. Transfer of your Rights and Duties Under this Policy

Your rights and duties under this policy may not be transferred without our written consent except in the case of death of an individual Named Insured. If you die, your rights and duties will be transferred to your legal representative, but only while acting within the scope of duties as your legal representative. Until your representative is appointed, anyone having proper temporary custody of your property will have your rights and duties but only with respect to that property.

15. Arbitration

In the event of a disagreement as to the interpretation of this policy, it is mutually agreed that such dispute shall be submitted to binding arbitration before a panel of three (3) Arbitrators, consisting of two (2) party nominated (non-impartial) Arbitrators and a third (impartial) Arbitrator (hereinafter "umpire") as the sole and exclusive remedy. The party desiring arbitration of a dispute shall notify the other party, said notice including the name, address, and occupation of the Arbitrator nominated by the demanding party. The other party shall, within 30 days following receipt of the demand, notify the demanding party in writing of the name, address and occupation of the Arbitrator nominated by it. The two (2) Arbitrators so selected shall, within 30 days of the appointment of the second Arbitrator, select an umpire. If the Arbitrators are unable to agree upon an umpire, each Arbitrator shall submit to the other Arbitrator a list of three (3) proposed individuals, from which list each Arbitrator shall choose one (1) individual. The names of the two (2) individuals so chosen shall be subject to a draw, whereby the individual drawn shall serve as umpire.

The parties shall submit their cases to the panel by written and oral evidence at a hearing time and place selected by the umpire. Said hearings shall be held within thirty (30) days of the selection of the umpire. The panel shall be relieved of all judicial formality, shall not be obligated to adhere to the strict rules of law or of evidence, shall seek to enforce the intent of the parties hereto and may refer to, but are not limited to, relevant legal principles. The decision of at least two (2) of the three (3) panel members shall be binding and final and not subject to appeal except for grounds of fraud or gross misconduct by the Arbitrators. The award will be issued within 30 days of the close of the hearings. Each party shall bear the expenses of its designated Arbitrator and shall jointly and equally share with the other the expense of the umpire and of the arbitration proceeding.

The arbitration proceeding shall take place in or in the vicinity of the Named Insured's mailing address as shown in the Declarations or such other place as may be mutually agreed to by the Named Insured and us. The procedural rules applicable to this arbitration, shall, except as provided otherwise herein, be in accordance with the Commercial Arbitration Act of Canada.

16. Canadian Currency Clause

All limits of insurance, premiums and other sums of money as expressed in this policy are in Canadian Currency unless otherwise stated in writing.

RESPONSABILITÉ PATRONALE ÉVENTUELLE – CANADA

EXTENSION DE LA GARANTIE À LA RESPONSABILITÉ PATRONALE

Les exclusions D), F) et G) DE LA GARANTIE A DU CHAPITRE PREMIER sont supprimées en ce qui concerne les dommages corporels subis par tout membre du personnel de l'Assuré du fait et au cours de l'exercice de ses fonctions.

Sont exclus de la présente extension :

- a) Les dommages résultant d'actes ou d'omissions de personnes employées par l'Assuré en violation de toute loi sur l'âge, ou subis par de telles personnes;
- b) Les dommages corporels subis à l'extérieur du Canada.
- c) Les poursuites intentées à l'extérieur du Canada.

Toutes les autres conditions du contrat demeurent inchangées.

CONTINGENT EMPLOYER'S LIABILITY - CANADA

It is hereby understood and agreed that the Insurer agrees to pay for damages because of bodily injury, sickness or disease, including death at any time resulting therefrom, accidentally suffered or alleged to have been suffered by any Canadian employee who is normally considered to be subject to a Canadian Workmen's Compensation Act or Ordinance, while such employee may elect to take action against the Insured, provided such action is brought within Canada.

However, this endorsement excludes claims brought by the spouse, child, parent, brother or sister of that employee as a consequence of the above mentioned injuries.

LIMITATION POUR DOMMAGES PUNITIFS

Sont exclus de la présente assurance les dommages punitifs ou exemplaires, sous toutes leurs formes, à moins que:

1. ces dommages ne soient sous forme ou de nature de compensatoire ou de compensation supplémentaire pour le plaignant et non pas à titre de punition ou de dissuasion contre l'Assuré; ou
2. ces dommages ne soient taxés contre l'Assuré en vertu de la responsabilité du fait d'autrui et même alors, à la condition que l'Assuré n'ait pas dirigé ou autorisé les actes, erreurs ou omissions dont découle une telle responsabilité ou qu'il n'y ait pas participé ou consenti.

Il est de plus convenu qu'en ce qui touche la garantie accordée en vertu des alinéas 1 et 2 ci-dessus:

- a) de tels dommages ne seront accordés qu'en rapport avec un sinistre couvert en vertu de la présente assurance; et b) que la garantie ne s'applique qu'en l'absence de loi ou de jugement la rendant illégale ou contre l'intérêt public

b)

PUNITIVE DAMAGES LIMITATION

This insurance does not apply to any liability for punitive or exemplary damages, in whatever form assessed unless:

1. Such damages are in the form or nature of compensation or extra compensation for the plaintiff and not punishment or deterrent against the insured; or
2. Such damages are awarded against the insured under the doctrine of vicarious liability and then only if the insured did not direct, authorize, participate in or otherwise acquiesce to the act(s), error(s) or omission(s) out of which such liability arises.

It is further agreed that as respects the coverage afforded under 1. and 2. above:

- (a) Such damages must be awarded in connection with an occurrence otherwise covered by this policy; and
- (b) Coverage shall not apply if any statute or court decision has held or determined such coverage to be unlawful or against public policy.

ADMINISTRATION DE RÉGIMES D'AVANTAGES SOCIAUX

Conventions d'assurance

L'Assureur convient de payer au nom de l'Assuré toutes sommes que l'assuré sera légalement tenu de payer à un employé, à un ancien employé, à leur bénéficiaire ou à leur représentant légal à titre de dommages-intérêts résultant d'une "réclamation présentée" durant la période de la police à cause de "l'administration" de "régimes d'avantages sociaux" de l'Assuré.

Exclusions

Sont exclues de la garantie présente les "réclamations présentées" résultant:

- a) d'actes faits de propos délibérés dans le but de causer un tort;
- b) de carences des assureurs en ce qui concerne l'exécution de leurs contrats;
- c) des contraventions volontaires de l'Assuré à toute législation visant les accidents de travail, le chômage, la sécurité sociale ou l'invalidité;
- d) de l'insuffisance dans le rendement des valeurs par rapport aux possibilités avancées par l'Assuré.
- e) des conseils donnés par l'Assuré relativement à la participation ou l'absence de participation à un régime de souscription d'actions;
- f) des réclamations qui, au moment de la date d'effet de la présente assurance étaient déjà présentées à l'Assuré ou pouvaient résulter de faits ou de circonstances déjà connus de l'Assuré et susceptibles de donner ouverture à une réclamation;
- g) du manquement au devoir tel que contemplé dans le "Employee Retirement Income Security Act of 1974" des États Unis d'Amérique, ou de ses amendements.

Montant de couverture

- a) 1,000,000 \$ par sinistre pour la Responsabilité afférente aux avantages sociaux constitue le maximum que l'Assureur paiera, sous cet avenant, pour tous les dommages découlant d'une même erreur ou omission.
- b) Sous réserve de l'alinéa a), 1,000,000 \$ par année d'assurance pour la Responsabilité afférente aux avantages sociaux constitue le maximum que l'Assureur paiera, par année d'assurance, sous cet avenant.
- c) Cet avenant et ses montants de couverture s'appliquent en excédent de la retenue de l'Assuré indiquée dans les conditions particulières

Définitions supplémentaires

Pour les fins du présent avenant on entend par:

"Administration":

- 1) la consultation des employés quant aux régimes d'avantages sociaux;
- 2) l'interprétation des régimes d'avantages sociaux;
- 3) la manipulation de dossiers en rapport avec les régimes d'avantages sociaux;
- 4) l'admission, l'expulsion ou la cessation d'employés aux régimes d'avantages sociaux;

lorsque accomplies avec l'autorisation de l'Assuré désigné.

"Régimes d'avantages sociaux": Les régimes de groupe en matière d'assurance vie, d'accident ou de maladie, les régimes de rentes, les régimes de souscription d'actions, les bénéfices prévus par la Loi des Accidents de Travail, l'assurance chômage, l'assurance invalidité, l'assurance salaire et la sécurité sociale;

"Sinistre": une ou plusieurs réclamations résultant d'un même acte négligent, d'une même erreur ou d'une même omission.

"Réclamation présentée": Tout avis de l'Assuré à l'Assureur de faits ou circonstances pouvant donner lieu à une ou des réclamations et/ou tout avis à l'Assureur d'une ou plusieurs réclamations faites à l'Assuré.

EMPLOYEE BENEFITS LIABILITY ENDORSEMENT

It is agreed that the policy is amended to include the following:

Employee Benefits Liability

1. We will pay those sums which the Insured shall become legally obligated to pay, on account of any "claim" made against the Insured during the policy period and caused by negligent act, error or omission of the Insured or any other person for whose acts the Insured is legally liable in the administration of the Insured's Employee Benefit Programs as defined herein.

Definitions:

2. (a) "Employee Benefit Program". The term "Employee Benefit Program" shall mean Group Life Insurance, Group Accident or Health Insurance, Pension Plans, Employee Stock Subscription Plans, Workers' Compensation, Unemployment Insurance, Social Security and Disability Benefits, and any other similar benefit program.
- (b) "Administration". The unqualified word "Administration", wherever used, shall mean:
 - (1) giving counsel to employees with respect to Employee Benefit Programs;
 - (2) interpreting Employee Benefit Programs;
 - (3) handling of records in connection with Employee Benefit Programs;
 - (4) effecting enrollment of employees under Employee Benefit Programs;
 provided all such acts are authorized by the Insured.
3. The insurance afforded by this endorsement does not apply:
 - (a) To any dishonest, fraudulent, criminal or malicious act or omission, libel, slander, discrimination or humiliation;
 - (b) To bodily injury to, or sickness, disease or death of any person, or to injury to or destruction of any tangible property, including the loss of use thereof;
 - (c) To any claim for failure of performance of contract by any Insurer;
 - (d) To any claim based upon the Insured's failure to comply with any workmen's compensation, unemployment compensation, social security or disability benefits law or any similar law;
 - (e) To any claim based upon:
 - (1) the failure of securities to perform as represented by an insured;
 - (2) advice given by an insured in connection with participation or non-participation in stock subscription plans.
 - (f) To any claim arising out of a breach of duty as contemplated under The Employee Retirement Income Security Act of 1974 or amendments thereto.

4 Limits of Liability

\$ As shown in declarations is the limit of the company's liability for all damages on account of each claim covered hereunder. **\$ As shown in declarations** is the total limit of the company's liability hereunder, for all damages in the aggregate, for all damages covered by this endorsement.

\$ as shown in Declarations shall be deducted from the total amount resulting from each claim and we shall be liable only for the difference between such deductible amount and the amount of insurance otherwise applicable to each claim. This endorsement applies in excess of the self-insured retention indicated in the Declarations.

Toutes les autres conditions du contrat demeurent inchangées.

EXCLUSION – SERVICES PROFESSIONNELS SAUF PREMIERS SOINS

Cette police ne s'applique pas à la responsabilité de la prestation ou de l'omission de fournir des "services professionnels," sauf:

- a) les services professionnels faisant partie intégrale de produits fabriqués ou d'ouvrages terminés par ou pour l'assuré;
- b) les premiers soins et les services professionnels urgents en matière de santé.

Dans cet avenant, l'expression "services professionnels" inclus les services suivants:

l'établissement ou l'approbation — ou l'omission d'établir ou d'approuver — des cartes, des plans, des expertises, des rapports, des levés, des demandes de modification, des logiciels, des designs ou des devis.

PROFESSIONAL SERVICES EXCLUSION, INCIDENTAL MALPRACTICE EXCEPTION

It is agreed that this policy shall not apply to liability arising out of the rendering of or failure to render professional services, or any error or omission, malpractice or mistake of a professional nature committed by or on behalf of the Named Insured in the conduct of any of the Insured's business activities.

The term "professional services" shall include, but not be limited to, the preparation or approval of maps, plans, opinions, reports, software, surveys, designs or specifications.

However, this exclusion does not apply if such maps, plans, designs, specifications, opinions, reports, software, surveys, designs or specifications form part of "your product".

It is further understood and agreed that this exclusion shall not apply to liability arising out of the rendering of first aid or emergency health services by or on behalf of the Insured.

EXCLUSION DES ADMINISTRATEURS ET DIRIGEANTS

Il est par la présente entendu et convenu que cette police ne s'applique pas :

- a) à la responsabilité découlant de tout acte, négligence, erreur ou omission commis par vos administrateurs ou dirigeants en leurs qualités d'administrateurs ou dirigeants, ou;
- b) à votre obligation de rembourser, d'indemniser ou de défendre vos administrateurs ou dirigeants pour tout acte, négligence, erreur ou omission commis par eux en leurs qualités d'administrateurs ou dirigeants.

DIRECTORS AND OFFICERS LIABILITY EXCLUSION

It is understood and agreed that such insurance as is afforded by this policy shall not apply:

A)to any liability for Ultimate Net Loss from claims or suits against any person or persons, jointly or severally, who was or now is or may hereinafter be a Director or Officer, for breach of duty, neglect, error, misstatement, misleading statement or omission while acting in their respective capacities as Directors and Officers.

B)to any liability for Ultimate Net Loss from claims or suits against any corporation brought by any Officer or Director for indemnification or to be reimbursed for any damages or costs or expenses incurred in connection with the defense of any action, suit or proceeding or in connection with appeal therein to which any Officer or Director is or was a party thereto which is or was based on breach of duty, neglect, error, misstatement, misleading statement or omissions while acting in their respective capacities as Directors or Officers. The fact that the Corporation may be liable to the Officer or Director because of Provincial or Federal Law, Article or Certificate of Incorporation of the Corporation, or by-laws of the Corporation or separate contract, shall not alter the conditions of this exclusion.



ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES - COMMERCIAL GENERAL LIABILITY INSURANCE

Souscrite auprès de certains souscripteurs du Lloyd's, Londres, Angleterre, (ci-après appelés "l'Assureur") par l'intermédiaire de - Effected with certain Lloyd's Underwriters ("the Insurer") through Lloyd's approved Coverholder ("the Coverholder")

BFL CANADA risques et assurances inc. - BFL CANADA Risk and Insurance Inc.
2001, avenue McGill College, Bureau 2200, Montréal (Québec) H3A 1G1

Le présent avenant, prenant effet à 0 h 01, le - This endorsement, effective 12:01 A.M. : **Selon Conditions particulières - See Declaration Pages**

fait partie de la Police n° - forms a part of Policy No.: **Selon Conditions particulières - See Declaration Pages**

émise en faveur de - issued to : **Selon Conditions particulières - See Declaration Pages**

par - by : **BFL CANADA risques et assurances inc. - BFL CANADA Risk and Insurance Inc.**

pour Certains Souscripteurs de Lloyd's, Londres - for Certain Lloyd's Underwriters under contract n° **Selon Conditions particulières - See Declaration Pages**

Cette extension modifie le libellé **ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT »** : si spécifiquement indiquée aux Conditions particulières.

This endorsement modifies the insurance provided by the Policy wording **COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM**, as follows, if specified in the Policy Declaration Pages:

EXCLUSION D'ABUS SEXUELS ET PHYSIQUES

Sont exclues, les conséquences de dommages corporels ou préjudices personnels subies par quiconque découlant ou résultant d'abus physiques et/ou sexuels d'attentats à la pudeur commis par :

- 1) un Assuré;
- 2) un employé de l'Assuré;
- 3) une personne agissant bénévolement pour le compte de l'Assuré.

Nous n'avons aucune obligation de défendre toute poursuite contre l'Assuré réclamant des dommages à cause de tels préjudices.

SEXUAL & PHYSICAL ABUSE EXCLUSION

This policy does not apply to any injury sustained by any person arising out of or resulting from the physical and/or sexual abuse of any person by:

1. any Insured;
2. any employers of any Insured;
3. any person performing volunteer services for or on behalf of any Insured.

The company shall not have ant duty to defend any suit against the Insured seeking damages on account of any such injury.

Disponible en anglais seulement

UNITED STATES OF AMERICA CONDITIONS CLAUSE

Any claim made or legal proceedings made within the United States of America and/or territories which come under the jurisdiction of the United States of America including the enforcement by courts of any other country of any judgement originally obtained in any court of the United States of America and/or territories which come under the jurisdiction of the United States of America shall be subject to the following Conditions and Exclusions:-

Conditions

(i) The maximum amount payable in respect of all claims made under this policy shall not exceed in the aggregate the sum insured specified in the schedule.

(ii) Any costs and expenses incurred during the investigation, defence and settlements shall be included with the annual aggregate limit and deductible as specified in the schedule.

Exclusions

This Policy shall not apply to:-

(i) any punitive and/or exemplary damages awarded against the Insured

(ii) claims based upon the Employment Retirement Income Security Act of 1974 and any amendment thereto, or any rules or regulations promulgated thereunder.

(iii) claims arising out of seepage, pollution and/or contamination howsoever caused.

(iv) Claims arising from the performance or non-performance by the Insured or any director or Officer of the Insured of any duties in the capacity of duly elected Director or Officer of any company or entity.

ASSURÉ SUPPLÉMENTAIRE OU ASSURÉ ADDITIONNEL - ADDITIONAL INSUREDS

Il est également entendu et convenu que les diverses entités mentionnées dans les certificats d'assurance émis en cours de terme sont considérés comme des **assurés supplémentaires ou additionnels mais seulement en ce qui concerne la responsabilité découlant des lieux ou opérations de l'Assuré désigné**.

It is agreed that various entities, which are identified by way of Insurance Certificates during the policy insurance term, are added as **Additional Insureds but only in respect of liability arising out of the Named Insured's premises or operations**.

ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT »

COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM

Cette extension modifie le libellé **ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT »** : si spécifiquement indiquée aux Conditions particulières.

This endorsement modifies the insurance provided by the Policy wording **COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM**, as follows, if specified in the Policy Declaration Pages:

CLAUSE DE RESILIATION

Il est entendu et convenu que la clause de résiliation est « **tel qu'indiqué aux Pages déclarations** » jours à moins que la police soit annulée du fait du non-paiement de la prime. Dans ce cas-ci, les Dispositions générales s'appliqueront.

CANCELLATION CLAUSE

It is hereby understood and agreed that the Cancellation Clause is amended “**as mentioned in the Declaration Pages**” days except in the event of non-payment of premium, where statutory conditions apply.



ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES - COMMERCIAL GENERAL LIABILITY INSURANCE

Souscrite auprès de certains souscripteurs du Lloyd's, Londres, Angleterre, (ci-après appelés "l'Assureur") par l'intermédiaire de - Effected with certain Lloyd's Underwriters ("the Insurer") through Lloyd's approved Coverholder ("the Coverholder")

BFL CANADA risques et assurances inc. - BFL CANADA Risk and Insurance Inc.
2001, avenue McGill College, Bureau 2200, Montréal (Québec) H3A 1G1

Cette extension modifie le libellé **ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT » : si spécifiquement indiquée aux Conditions particulières.**

This endorsement modifies the insurance provided by the Policy wording **COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM, as follows, if specified in the Policy Declaration Pages:**

ASSURANCE RESTREINTE DE LA RESPONSABILITÉ CIVILE LIÉE À LA POLLUTION (LP2 BIL)

Cette extension modifie le libellé **ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT » : si spécifiquement indiquée aux Conditions particulières :**

Montant : Voir les conditions particulières

Sous 2. Exclusions - GARANTIE A.

Cette police ne s'applique pas à:

d. Pollution

- (1) « Dommage corporel » ou « Dommage matériel » découlant du déversement, de la décharge, de l'émission, de la dispersion, du suintement, de la fuite, de la migration, du rejet ou de l'échappement de « polluants » que ces événements soient réels, prétendus, potentiels ou imminents:
- Sur ou à partir de lieux, d'un site ou d'un emplacement qui appartiennent ou ont appartenu à un assuré, ou qui est ou a été occupé, loué par ou prêté à un assuré;
 - Sur ou à partir de lieux, d'un site ou d'un emplacement qui sont ou ont été utilisés par ou pour le compte d'un assuré ou de tierces parties pour la manutention, l'entreposage, la disposition, la transformation ou le traitement des déchets;
 - Qui sont ou ont été à un moment donné transportés, manipulés, entreposés, traités, évacués ou transformés en tant que déchets par ou pour le compte d'un assuré; ou d'une personne juridique dont vous pouvez être légalement responsable; ou
 - Sur ou à partir de lieux, d'un site ou d'un emplacement sur lequel un assuré ou des entrepreneurs ou des sous-traitants travaillant directement ou indirectement pour le compte d'un assuré, exécutent des opérations :
 - si les « polluants » sont apportés sur les lieux, le site ou l'emplacement relativement aux dites opérations par un assuré, un entrepreneur ou un sous-traitant.
 - si ces opérations consistent en des mesures de testage, de surveillance, de dépollution, de suppression, de confinement, de traitement, de détoxication, ou de neutralisation ou d'une certaine façon agissent sur des « polluants » ou en évaluent les effets.

Les sous-paragraphe (a) et (d)i. du paragraphe (1) de cette exclusion ne s'appliquent pas aux « dommages corporels » ou « dommages matériels » causés par :

- causés par la chaleur, la fumée ou les émanations provenant d'un « incendie » qui devient impossible à maîtriser ou qui se propage au-delà des limites voulues;
- un déversement, une décharge, une émission, une dispersion, un suintement, une fuite, une migration, un rejet ou un échappement de « polluants » que ces événements soient soudains et accidentels à condition que le déversement, la décharge, l'émission, la dispersion, le suintement, la fuite, la migration, le rejet ou l'échappement des « polluants » :
 - entraîne la présence préjudiciable de « polluants » dans ou sur le sol, l'atmosphère, un système d'égout ou de drainage, un plan d'eau ou cours d'eau; et
 - soit découvert dans les 120 heures qui suivent le déversement, la décharge, l'émission, la dispersion, le suintement, la fuite, la migration, le rejet ou l'échappement des « polluants » ; et

LIMITED POLLUTION LIABILITY EXTENSION (LP2 BIL)

This endorsement modifies the insurance provided by the Policy wording **COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM**, as follows, if specified in the Policy Declaration Pages:

Limit : See Declaration Pages

Under 2. Exclusions - COVERAGE A

It is agreed that this insurance does not apply to:

d. Pollution

- (1) "Bodily injury" or "property damage" arising out of the actual, alleged, potential or threatened spill, discharge, emission, dispersal, seepage, leakage, migration, release or escape of pollutants:
 - At or from any premises, site or location which is or was at any time, owned or occupied by, or rented or loaned to an Insured;
 - At or from any premises, site or location which is or was at any time, used by or for any Insured or others for the handling, storage, disposal, processing or treatment of waste;
 - Which are or were at any time transported, handled, stored, treated, disposed of, or processed as waste by or for any Insured or any person or organization for whom the Insured may be legally responsible; or
 - At or from any premises, site or location on which any Insured or any contractors or subcontractors working directly or indirectly on any Insured's behalf are performing operations:
 - if the pollutants are brought on or to the premises, site or location in connection with such operations by such Insured, contractor or subcontractor; or
 - if the operations are to test for, monitor, clean-up, remove, contain, treat, detoxify, decontaminate, stabilize, remediate or neutralize, or in any way respond to, or assess the effect of pollutants.

Sub-paragraphs (a) and (d) i) of paragraph (1) of this exclusion do not apply to "bodily injury" or "property damage" caused by:

- heat, smoke or fumes from a fire which becomes uncontrollable or breaks out from where it was intended to be; or
- an unexpected or unintentional spill, discharge, emission, dispersal, seepage, leakage, migration, release or escape of pollutants provided such discharge, emission, dispersal, seepage, leakage, migration, release or escape of pollutants:
 - results in the injurious presence of pollutants in or upon land, the atmosphere, drainage or sewage system, watercourse or body of water; and
 - is detected within 120 hours after the commencement of the spill, discharge, emission, dispersal, seepage, leakage, migration, release or escape; and
 - is reported to the Insurer within 120 hours of being detected; and
 - does not occur in a quantity or with a quality that is routine or usual to the business of the Insured.

- c. nous soit communiqué dans les 120 heures de leur découverte; et
 - d. ne dépasse pas en quantité ou en qualité l'activité courante ou habituelle de l'assuré.
- (2) Toute perte, frais ou dépense découlant d'une requête, demande ou ordonnance qu'un assuré ou des tierces parties procèdent à des opérations consistant en des mesures de testage, la surveillance, la dépollution, la suppression, le confinement, le traitement, la détoxication, la décontamination, la stabilisation, la correction ou la neutralisation ou d'une certaine façon agissent sur des « polluants » ou en évaluent les effets à moins qu'une telle perte, frais ou dépense résulte directement de « dommages corporels » ou « dommages matériels » déjà couverts par cette police.

Le terme « polluant » signifie tout irritant ou contaminant solide, liquide, gazeux ou thermique, tels que fumée, odeur, vapeurs, suie, émanations, acides, alcalis, produits chimiques et déchets, y compris, dans ce dernier cas, des matières à recycler, à remettre en état ou à récupérer.

- (2) Any loss, cost or expense arising out of any request, demand or order that any Insured or others test for, monitor, clean-up, remove, contain, treat, detoxify, decontaminate, stabilize, remediate or neutralize or in any way respond to, or assess the effect of pollutants unless such loss, cost or expense is consequent upon "bodily injury" or "property damage" covered by this policy.

"Pollutants" means any solid, liquid, gaseous or thermal irritant or contaminant, including smoke, odour, vapour, soot, fumes, acids, alkalis, chemicals and waste. Waste includes materials to be recycled, reconditioned or reclaimed.

ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT »

COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM

Cette extension modifie le libellé **ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT »** ; si spécifiquement indiquée aux Conditions particulières.

This endorsement modifies the insurance provided by the Policy wording **COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM**, as follows, if specified in the Policy Declaration Pages:

FRAIS DE LUTTE CONTRE LES FEUX DE FORETS

Il est par la présente entendu et convenu que cette police couvre les Frais de lutte contre les feux de forêts pour une limite de **Tel qu'indiqué aux Conditions particulières \$.**

FOREST FIRE FIGHTING EXPENSES

It is understood and agreed that the policy is amended to include the Forest Fire Fighting Expense.

Limit: \$ **As per Declaration Pages**

Cette extension modifie le libellé **ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT »** ; si spécifiquement indiquée aux Conditions particulières
This endorsement modifies the insurance provided by the Policy wording **COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM**, as follows, if specified in the Policy Declaration Pages:

MALFAÇON ET VICES DE FABRICATION

Disponible en anglais seulement

FAULTY OR IMPROPER WORKMANSHIP ENDORSEMENT

THIS ENDORSEMENT PROVIDES CLAIMS MADE COVERAGE. PLEASE READ IT CAREFULLY.

Notwithstanding any provision to the contrary, the Insurer agrees to reimburse the Named Insured for those expenses that the insured shall incur as compensatory damages to make good faulty or improper workmanship with respect to any work performed in the conduct of the Insured's business stated in the Declarations, but only if a claim for these compensatory damages is first made against an Insured during the policy period and reported to the Insurer within five days.

EXCLUSIONS

This endorsement does not apply to :

- 1) Claims related to work performed before the effective date of this endorsement, unless already Insured under a faulty or improper workmanship endorsement ;
- 2) Loss of use of tangible property ;
- 3) Fines, penalties, punitive or exemplary damages or any other sums the insurance of which is prohibited by law ;
- 4) Claims arising out of the Insured's intentional acts.

LIMIT OF LIABILITY

Regardless of the number of (a) Insureds (b) claims made or actions brought or (c) persons or organizations making claims or bringing actions, the limit of liability stated in the Declarations for this endorsement is the most the Insurer will pay in any one occurrence and in the aggregate for each policy year.

Such limit applies separately to each consecutive annual period and to any remaining period of less than 12 months, starting with the effective date of this endorsement, unless the period is extended after issuance for an additional of less 12 months. In that case, the additional period will be deemed to be part of the last preceding period for the purpose of determining the limit of **- Disponible en anglais seulement** liability.

This extension does not increase the each occurance limit applicable to the the policy.

SPECIAL PROVISION

The Insured agrees to make the necessary repairs at the actual cost to the Insured of labour and materials

DEDUCTIBLE

The sum will be deducted from each claim under this endorsement as specified within the Declarations.

All other terms and conditions of this policy remain unaltered.



ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES - COMMERCIAL GENERAL LIABILITY INSURANCE

Souscrite auprès de certains souscripteurs du Lloyd's, Londres, Angleterre, (ci-après appelés "l'Assureur") par l'intermédiaire de - Effected with certain Lloyd's Underwriters ("the Insurer") through Lloyd's approved Coverholder ("the Coverholder")

BFL CANADA risques et assurances inc. - BFL CANADA Risk and Insurance Inc.
2001, avenue McGill College, Bureau 2200, Montréal (Québec) H3A 1G1

Le présent avenant, prenant effet à 0 h 01, le - This endorsement, effective 12:01 A.M. : Selon Conditions particulières - See Declaration Pages

fait partie de la Police n° - forms a part of Policy No.: Selon Conditions particulières - See Declaration Pages

émise en faveur de - issued to : Selon Conditions particulières - See Declaration Pages

par - by : BFL CANADA risques et assurances inc. - BFL CANADA Risk and Insurance Inc.

pour Certains Souscripteurs de Lloyd's, Londres - for Certain Lloyd's Underwriters under contract n° Selon Conditions particulières - See Declaration Pages

Cette extension modifie le libellé **ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT »** : si spécifiquement indiquée aux Conditions particulières.

This endorsement modifies the insurance provided by the Policy wording **COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM**, as follows, if specified in the Policy Declaration Pages:

EXCLUSION DES CHAMPIGNONS ET DÉRIVÉS FONGIQUES

Disponible en anglais seulement

FGL2-03 – FUNGI and FUNGAL DERIVATIVES EXCLUSION ENDORSEMENT

THIS ENDORSEMENT PROVIDES CLAIMS MADE COVERAGE. PLEASE READ IT CAREFULLY.

This endorsement modifies the coverage provided in those forms shown in the Summary of Coverages and Limits of Insurance under the Commercial General Liability heading.

1) This insurance shall not apply to:

- a. "bodily injury", "property damage", "personal injury" or Medical Payments or any other cost, loss or expense incurred by others, arising directly or indirectly, from the actual, alleged or threatened inhalation of, ingestion of, contact with, exposure to, existence of, presence of, spread of, reproduction, discharge or other growth of any "fungi" or "spores" however caused, including any costs or expenses incurred to prevent, respond to, test for, monitor, abate, mitigate, remove, cleanup, contain, remediate, treat, detoxify, neutralize, assess or otherwise deal with or dispose of "fungi" or "spores"; or
- b. any supervision, instructions, recommendations, warnings, or advice given or which should have been given in connection with a. above; or
- c. any obligation to pay damages, share damages with or repay someone else who must pay damages because of such injury or damage referred to in a. or b. above.

This exclusion applies regardless of the cause of the loss or damage, other causes of the injury, damage, expense or costs or whether other causes acted concurrently or in any sequence to produce the injury, damage, expenses or costs.

This exclusion shall not apply to "bodily injury" or "property damage" which results directly from:

1. a "products-completed operations hazard" not otherwise excluded by this policy;

The most we will pay under this exception for all "bodily injury" and "property damage" in any policy period is as stated in the Declarations.

The Limit of Insurance provided by this exception shall be included

in and is not in addition to any other Limits of Insurance provided for "bodily injury" or "property damage" under the Liability section of this policy.

2) If Directors and Officers Coverage is attached to the policy to which this endorsement is applicable, then this policy does not apply to:

- a. "loss", as defined in the said forms, arising directly or indirectly, from the actual, alleged or threatened inhalation of, ingestion of, contact with, exposure to, existence of, presence of, spread of, reproduction, discharge or other growth of any "fungi" or "spores" however caused, including any costs or expenses incurred to prevent, respond to, test for, monitor, abate, mitigate, remove, cleanup, contain, remediate, treat, detoxify, neutralize, assess or otherwise deal with or dispose of "fungi" or "spores"; or
- b. any supervision, instructions, recommendations, warnings, or advice given or which should have been given in connection with a. above; or
- c. any obligation to pay damages, share damages with or repay someone else who must pay damages because of such injury or damage referred to in a. or b. above.

This exclusion applies regardless of the cause of the loss or damage, other causes of the injury, damage, expense or costs or whether other causes acted concurrently or in any sequence to produce the injury, damage, expenses or costs.

For the purpose of this endorsement, the following definitions are added:

"Fungi" includes, but is not limited to, any form or type of mould, yeast, mushroom or mildew whether or not allergenic, pathogenic or toxicogenic, and any substance, vapour or gas produced by, emitted from or arising out of any "Fungi" or "Spores" or resultant mycotoxins, allergens, or pathogens.

"Spores" includes, but is not limited to, any reproductive particle or microscopic fragment produced by, emitted from or arising out of any "fungi".



ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES - COMMERCIAL GENERAL LIABILITY INSURANCE

Souscrite auprès de certains souscripteurs du Lloyd's, Londres, Angleterre, (ci-après appelés "l'Assureur") par l'intermédiaire de - Effected with certain Lloyd's Underwriters ("the Insurer") through Lloyd's approved Coverholder ("the Coverholder")

BFL CANADA risques et assurances inc. - BFL CANADA Risk and Insurance Inc.
2001, avenue McGill College, Bureau 2200, Montréal (Québec) H3A 1G1

Cette extension modifie le libellé **ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT » : si spécifiquement indiquée aux Conditions particulières.**

This endorsement modifies the insurance provided by the Policy wording **COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM**, as follows, if specified in the Policy Declaration Pages:

RESPONSABILITÉ PROFESSIONNELLE

Disponible en anglais seulement

PROFESSIONAL LIABILITY – LAP98

(000PI04)
NOTICE

This is a claims made and reported Policy. Unless stated otherwise coverage afforded under this insurance is limited to claims that:

- (a) are first made against the ASSURED during the POLICY PERIOD and reported in writing to the Underwriters either during the POLICY PERIOD, or within sixty (60) days after the expiration of the POLICY PERIOD and;
- (b) arise from PROFESSIONAL SERVICES rendered subsequent to the retroactive date stated in item 6 of the Declarations.

The limit of liability available to pay DAMAGES shall be reduced and may be completely exhausted by the payment of CLAIMS EXPENSES. DAMAGES and CLAIMS EXPENSES shall be applied against the Self-Insured Retention.

Please review this Policy carefully with your insurance agent, broker or representative.

INSURING AGREEMENTS

The Underwriters, in consideration of the payment of the premium, and the Assured undertaking to promptly pay the Self-Insured Retention as described in Item 4 of the Declarations, and in reliance upon the statements and representations in the application and any supplemental materials submitted therewith, which are made a part hereof, and attached hereto and subject to all the terms and conditions of this Policy, agree with the ASSURED as follows:

I. COVERAGE - PROFESSIONAL LIABILITY

To pay on behalf of the ASSURED those sums which the ASSURED shall become legally obligated to pay as "DAMAGES" by reason of a CLAIM first made against the ASSURED during the POLICY PERIOD and reported in writing to the Underwriters either during the POLICY PERIOD, or within sixty (60) days after the expiration of the POLICY PERIOD arising out of any negligent act, error or omission in rendering or failure to render PROFESSIONAL SERVICES by the ASSURED or by any person for whose negligent act, error or omission

the ASSURED is legally responsible.

II. DEFENCE AND SETTLEMENT

- (a) The Underwriters shall have the right and duty to defend, subject to the limit of liability, a CLAIM against the ASSURED seeking DAMAGES which are payable under the terms of this insurance, even if any of the allegations of the CLAIM are groundless, false or fraudulent.
- (b) It is agreed that the limit of liability available to pay DAMAGES shall be reduced and may be completely exhausted by payment

of CLAIMS EXPENSES. DAMAGES and CLAIMS EXPENSES shall be applied against the Self-Insured Retention.

- (c) The Underwriters shall have the right to make any investigation they deem necessary with respect to coverage, including, without limitation, any investigation with respect to the application, statements made in the application and any supplemental materials submitted therewith. The ASSURED shall submit for examination by a representative of the Underwriters, under oath if requested, in connection with all matters relating to this Policy.
- (d) If the NAMED ASSURED shall refuse to consent to any settlement or compromise recommended by the Underwriters and acceptable to the claimant and elects to contest the CLAIM, Underwriters' liability for any DAMAGES and CLAIMS EXPENSES shall not exceed the amount for which the CLAIM could have been settled including the CLAIMS EXPENSES incurred up to the time of such refusal, or the applicable limit of liability, whichever is less and the Underwriters shall have the right to withdraw from the further defense thereof by tendering control of said defense to the NAMED ASSURED.
- (e) It is further provided that the Underwriters shall not be obligated to pay any DAMAGES OR CLAIMS EXPENSES or to undertake or continue defense of a CLAIM after the applicable limit of liability has been exhausted by payment of DAMAGES or CLAIMS EXPENSES, and that upon such payment, the Underwriters shall have the right to withdraw from the further defense thereof by tendering control of said defense to the NAMED ASSURED.

III. LIMIT OF LIABILITY

The Limit of Liability of the Underwriters for all CLAIMS covered under the terms of the Policy, regardless of the number of CLAIMS, shall not exceed the amount of the Limit of Liability stated in Item 3 of the Declarations. Neither the inclusion herein of more than one ASSURED, nor the making of CLAIMS by more than one person or entity, shall increase the Limit of Liability.

IV. SELF-INSURED RETENTION

The Self-Insured Retention amount stated in Item 4 of the Declarations shall apply separately to each and every CLAIM and shall apply to DAMAGES and CLAIMS EXPENSES, separately or in combination. Subject to the Limit of Liability stated in Item 3 of the Declarations, the obligation of the Underwriters to pay on behalf of the ASSURED for DAMAGES and CLAIMS EXPENSES, separately or in combination, shall only be in excess of the Self-Insured Retention amount, and only after the Assured has fully paid the Self - Insured Retention.

V. TERRITORY

The insurance afforded herein applies worldwide.

EXCLUSIONS

This Policy shall not apply to CLAIMS or CLAIMS EXPENSES arising out of:-

- I. Any facts or circumstances in respect of which the ASSURED, prior to the commencement of this policy, has given notice to any insurer on any other policy.
- II. Any facts or circumstances known to the ASSURED prior to commencement of this Policy which a reasonably prudent person, if aware of said facts or circumstances, might expect to give rise to a CLAIM against the ASSURED;
- III. Any fraudulent, criminal, malicious or knowingly or intentionally wrongful or dishonest acts, errors or omissions of any ASSURED. However, nothing contained in the foregoing shall exclude coverage to the NAMED ASSURED or to any other ASSURED who neither committed nor had knowledge of such acts, errors or omissions as described above except that this Policy shall then only pay in excess of the full extent of the assets in the NAMED ASSURED of any ASSURED who committed such acts, errors or omissions as described above, and any other personal assets of such ASSURED recovered by the NAMED ASSURED shall inure, to the extent of the amount paid by this Policy, to the benefit of Underwriters;
- IV. Any liability of one or more ASSUREDS under this Policy to any other one or more ASSUREDS under this Policy;
- V. Any projects where project specific professional liability insurance has been purchased and is in force, unless specifically endorsed hereon;
- VI. The advising or requiring of, or failure to advise or require, or failure to maintain any form of insurance, suretyship or bond, either with respect to the ASSURED or any other person;
- VII. Personal injury, bodily injury, sickness, disease or death to any employee of the ASSURED arising out of and in the course of employment by the Assured; or any obligation which the Assured or any carrier as insurer may be liable under any worker's compensation, unemployment compensation, employers liability, disability benefits law or under any similar law;
- VIII. Express warranties and guarantees: Hold harmless agreements except for the negligence of the Assured arising out of the performance of Professional Services;
- IX. The design or manufacture of any goods or products which are sold or supplied by the ASSURED or by others under license from the ASSURED;
- X. Professional Services performed for any entity which:
 - a. is operated, managed or controlled by the ASSURED or in which the ASSURED has an ownership interest in excess of 15%; or in which the ASSURED is an officer or director; or
 - b. wholly or partly owns, operates, controls or manages the ASSURED.

This exclusion does not apply to legal liability that arises out of a negligent act, error or omission in the performance of the ASSURED'S PROFESSIONAL SERVICES in a joint venture.

DEFINITIONS

As used throughout this Policy, whether expressed in singular or plural:

- I. ASSURED shall mean:
 - (a) the NAMED ASSURED designated in Item 1 of the Declarations;
 - (b) a present principal, partner, director or officer of the NAMED ASSURED but only while acting in his capacity as such on behalf of the NAMED ASSURED;
 - (c) a present employee of the NAMED ASSURED but only while acting in his capacity as such on behalf of the NAMED ASSURED;

À l'exception de ce qui est prévu aux présentes, toutes les conditions de la police et de tout avenant y annexé demeurent inchangées.
With the exception of this endorsement, all other terms, clauses and conditions remain unchanged.

- (d) a former principal, partner, director, officer or employee (and estate of any such former principal, partner, director, officer or employee) of the NAMED ASSURED, but only while acting in his capacity as such on behalf of the NAMED ASSURED during the period of such service with the NAMED ASSURED; provided always that any such ASSURED must have been performing those PROFESSIONAL SERVICES.
 - (e) the legal heir, executor, administrator or legal representative of the ASSURED in the event of the ASSURED's death, incapacity or bankruptcy, but only with respect to the performance of PROFESSIONAL SERVICES;
- II. CLAIM shall mean: (a) the ASSURED'S receipt of a written demand for money or services or a request for arbitration; or, (b) the ASSURED'S receipt of a suit seeking relief against it, which is covered under the terms of the policy. Two or more CLAIMS arising from a single or related series of negligent acts, errors or omissions shall be considered as a single CLAIM if such claims arise out of the performance of Professional Services for a single project and entered under a single contract, excepting a single project does not include projects constructed in phases. Each phase, for the purpose of this policy, shall be considered a single project. For the purposes of this policy, irrespective of the number of claimants and/or negligent acts, errors omissions all CLAIMS shall be deemed to have been made at the time of the first CLAIM.
 - III. CLAIMS EXPENSES shall mean those fees, costs and expenses incurred by an attorney consented to by the Underwriters to represent the ASSURED and all other costs, charges and expenses incurred for the investigation, adjustment, settlement, arbitration, defense or appeal of a CLAIM which is covered under the terms of the policy.
 - CLAIMS EXPENSES do not include salaries of Underwriters' employees, representatives or officials, or fees and expenses of independent adjusters or supervisory counsel.
 - IV. DAMAGES shall mean a judgment, award or settlement, including any interest thereon. The term DAMAGES shall not include sanctions, fines, penalties, taxes, return of fees, multiple damages, exemplary damages, punitive damages and any matters uninsurable under the law under which this policy shall be construed.
 - V. NAMED ASSURED shall mean only those persons, partnerships, corporations or entities specified in Item 1 of the Declarations. The term NAMED ASSURED shall not include any partnerships, corporations or entities formed or acquired by the NAMED ASSURED subsequent to the inception date of this policy unless specifically endorsed hereon.
 - VI. POLICY PERIOD shall mean that period between the inception and expiration dates specified in Item 2 of the Declarations subject to any earlier termination date.
 - VII. PROFESSIONAL SERVICES shall mean only those services provided by the ASSURED acting in the capacity of an architect, engineer, construction manager, landscape architect, land surveyor, planner or as specifically endorsed hereon.

CONDITIONS

I. A. NOTICE OF CLAIMS

If any CLAIM is made against the ASSURED, whether or not the alleged DAMAGES fall within or in excess of the Self-Insured Retention, the ASSURED shall have the duty to immediately give written notice to the Underwriters' representatives.

Such written notice must contain complete details of the CLAIM, the exact date the CLAIM was first made, the location, the circumstances giving rise to such CLAIM, the identity of all claimants and a full description of the nature and scope of the alleged DAMAGES. The ASSURED must immediately forward

every demand, notice, summons or other process received by it or its representative, upon receipt thereof, to Underwriters' representatives, as per item 9 of the Declarations.

B. NOTICE OF CIRCUMSTANCES

If the ASSURED becomes aware of any specific negligent act, error or omission which may reasonably be expected to give rise to a CLAIM, the ASSURED shall, during the POLICY PERIOD, give written notice to Underwriters of:

- (i) the specific act, error or omission;
- (ii) the injury or damage which has or may result from such act, error or omission; and
- (iii) the circumstance by which the ASSURED first became aware of such act, error or omission.

Then if the ASSURED complies with the foregoing notice requirements (i), (ii) and (iii), any CLAIM subsequently made against the ASSURED arising out of such act, error or omission shall be treated as a CLAIM first made on the date on which such written notice was received by Underwriters.

For purposes of providing notice to Underwriters under CONDITIONS I B, such notice shall be given to the Underwriters representatives as per item 9 of the Declarations.

II. PURCHASE OF EXTENDED REPORTING PERIOD

If the Underwriters cancel or refuse to renew this Policy, the ASSURED shall then have the right, in consideration of an additional premium equal to one hundred percent (100%) of the full annual Premium charged hereunder, to an extension of the cover granted by this Policy, subject to its terms, conditions, exclusions, definitions and limitations, in respect of any CLAIM first made against the ASSURED and reported in writing to the Underwriters during the period of twelve (12) months after the cancellation or expiry date of this Policy but only when such CLAIM arises as a result of PROFESSIONAL SERVICES rendered subsequent to the retroactive date and prior to the cancellation date of this Policy, or the Expiration date stated in Item 2 of the Declarations.

To exercise this right, the ASSURED must give notice in writing within thirty (30) days of the cancellation or expiry date of this policy, to the Underwriters' representatives named in Item 8 of the Declarations and remit full payment of the premium for this Extended Reporting Period to Underwriters within thirty (30) days of the cancellation or expiry date of this Policy. In the event of failure by the ASSURED to give such notice and remit such premium prior to such date, it shall not at a later date be able to invoke this extension. The mailing by the ASSURED by registered mail of notice to the persons designated in Item 8 of the Declarations shall be sufficient proof of notice. In the event of the purchase of the Extended Reporting Period, the entire premium therefore shall be deemed earned at its commencement and in the event the ASSURED terminates the Extended Reporting Period before its term for any reason, Underwriters shall not be liable to return any portion of the premium paid for the Extended Reporting Period.

The quotation by Underwriters of a different premium or Self-Insured Retention or Limit of Liability or changes in policy language for the purpose of renewal shall not constitute a refusal to renew by the Underwriters.

This Condition II does not apply if the ASSURED has failed to pay the full premium for this Policy or if the Underwriters have given notice of cancellation for a lack of such full payment of Premium.

The purchase of the Extended Reporting Period shall not reinstate or increase the Limit of Liability as stated in item 3 of the Declarations.

III. COOPERATION AND ASSISTANCE OF THE ASSURED

The ASSURED shall have the duty to cooperate fully with and assist the Underwriters and their representatives with respect to the

investigation, settlement or defense of any CLAIM or potential CLAIM.

It is expressly understood however that in no event shall the ASSURED be reimbursed for loss of earnings or fees, or for internal expenses or costs incurred in cooperating with or assisting the Underwriters in investigating or settling any CLAIM at the direction of the Underwriters or in the ASSURED'S defense of any CLAIM, nor shall any such loss of earnings or fees or costs or expenses apply to the ASSURED'S responsibility to pay the Self-Insured Retention.

However, the above condition does not apply to reasonable costs incurred in securing the co-operation of former principals, officers or employees in the defense of a CLAIM otherwise covered herein.

IV. ADMISSION OF LIABILITY

The ASSURED shall not, without the prior written consent of the Underwriters, incur any expenses, including but not limited to forgoing or reducing any compensation due or alleged to be due, or make any other payment, assume any obligation, make any settlement, attempt any remedial measure or in any way admit or acknowledge liability in connection with any CLAIM or potential CLAIM.

V. NO ACTION AGAINST UNDERWRITERS

No action shall lie against the Underwriters or their representatives unless, as a condition precedent thereto, the ASSURED shall have fully complied with all the terms and conditions of this Policy, or until the amount of any DAMAGES has been finally determined either by operation of law or by written agreement of the ASSURED, the claimant and the Underwriters.

Nothing contained in this Policy shall give any person or organization any right to join Underwriters as a defendant or co-defendant or other party in any action against the ASSURED to determine the ASSURED'S liability.

VI. OTHER INSURANCE

The coverage afforded by this Policy shall be excess of all other applicable professional liability insurance, whether or not valid or collectible, including any Self-Insured Retention portion thereof.

VII. CHANGES

None of the Insuring Agreements, Exclusions, Definitions or Conditions or other terms of this Policy shall be amended, waived or otherwise changed except by endorsement hereto signed by the Underwriters.

VIII. NAMED ASSURED AS AGENT

The NAMED ASSURED specified in Item 1 of the Declarations shall be considered the agent of all ASSUREDS with respect to the giving of or receipt of all notices pertaining to this Policy and shall be responsible for the payment to the Underwriters of all premiums and for payment of the Self-Insured Retention.

IX. PREMIUM

The premium for this Policy shall be the amount specified in Item 5 of the Declarations.

X. SUBROGATION

In the event of any CLAIM under this Policy, the Underwriters shall be subrogated to all of the ASSURED'S rights of recovery against any person or entity, and the ASSURED shall execute and deliver to the Underwriters any and all necessary documentation, instruments and records and do whatever else is necessary to secure and enforce such rights. The ASSURED shall take no action after such CLAIM is made against it which prejudices such rights of Underwriters.

XI. ASSIGNMENT

No assignment or transfer of any ASSURED'S rights under this Policy

shall bind the Underwriters.

APPLICATION

By acceptance of this Policy, all ASSUREDS agree that the statements contained in the application and any supplemental materials submitted therewith are their agreements and representations, that this Policy is issued in reliance upon the truth thereof, and that this Policy embodies all agreements existing between themselves and the Underwriters. The application and any supplemental materials submitted therewith or a copy thereof is attached to and is specifically made a part of this Policy and is the basis upon which this Policy is issued.

CANCELLATION

The NAMED ASSURED may cancel this Policy by mailing, registered mail, to the person named in Item 8 of the Declarations written notice stating when thereafter such cancellation shall be effective.

The Underwriters may cancel this Policy by mailing to the NAMED ASSURED, at the mailing address specified in Item 1 of the Declarations, written notice stating when not less than thirty (30) days thereafter such cancellation shall be effective except that for nonpayment of premium, not less than ten (10) days advance notice of cancellation shall be given.

The mailing of notice as aforesaid shall be sufficient proof of the intent to cancel. The date and hour of cancellation specified in such notice shall represent the time of termination of this Policy. Delivery of such notice shall be equivalent to mailing.

If the NAMED ASSURED cancels, the earned premium shall be computed in accordance with the customary short rate. If the Underwriters cancel, the earned premium shall be computed pro rata. Premium adjustment may be made either at the time cancellation is effective or as soon as practicable thereafter, but payment or tender of unearned premium or the return of this Policy shall not be a condition of cancellation.

If the Limit of Liability stated in Item 3 of the Declarations has been exhausted by payment of CLAIMS, the policy shall be deemed earned and Underwriters shall not be liable for return of any premium paid.

FORFEITURE

Any (a) action or failure to act by the ASSURED with the intent to defraud the Underwriters or (b) material misrepresentation or non-disclosure of any material fact by the ASSURED in the application or in any supplemental materials submitted therewith shall render this Policy null and void, and all coverage hereunder shall be forfeited.

SERVICE OF SUIT

All disputes concerning the interpretation of this Policy are understood and agreed by both the Insured and the Underwriters to be subject to the law of the province or territory of the Insured's address as stated in the Schedule. Each party agrees to submit to the jurisdiction of any court of competent jurisdiction within Canada and to comply with all requirements necessary to give such court jurisdiction. All matters arising hereunder shall be determined in accordance with the law and practice of such court.

In any action to enforce the obligations of the Underwriters liable hereunder, they can be designated or named as "Nicholas Smith in his quality as Attorney In Fact in Canada, for Lloyd's Underwriters, Members of Lloyd's, London, England" and such designation shall be binding on the Underwriters liable hereunder as if they had each been individually named as Defendant. Service of such proceedings may validly be made upon Nicholas Smith, whose address for such service is 1155, rue Metcalfe, Suite 1540, Montreal, Quebec, H3B 2V6.

RAPPEL DE PRODUITS

Disponible en anglais seulement

PRODUCTS RECALL EXTENSION

This extension modifies coverage, but only if indicated on the Declarations Page for the form.

Exclusion 2. I. of SECTION 1 - COVERAGE A, BODILY INJURY AND PROPERTY DAMAGE LIABILITY is deleted and replaced by the following:

We agree to indemnify you for the cost or expense you incur for the withdrawal, recall, inspection, repair, replacement, adjustment or disposal of:

- 1) "Your product",
- 2) "Your work", or
- 3) "Impaired property".

arising from a known or suspected defect, deficiency, inadequacy or dangerous condition in said product, work or property.

With respect to this extension, coverage shall not apply to:

- 1) costs or expenses incurred by any person or organization other than an Insured, or
- 2) loss of use of any property arising from a withdrawal or recall; or
- 3) products or goods sold prior to the effective date of this extension.

The limit of insurance shall be in addition to the limit of insurance stated as Aggregate limit in SECTION III - LIMITS OF INSURANCE.

The limit applies separately to each consecutive annual period and to any remaining period of less than 12 months starting with the effective date of this extension.

The Insurer's obligation under Coverage A to pay as compensatory damages in respect to this extension applies only to the amount of compensatory damages in excess of the deductible amount, if any, stated on the Declarations Page for this extension. The Limits of Insurance applicable to each "Occurrence" for "Bodily Injury" and "Property Damage" liability will be reduced by the application of such deductible amount. The Aggregate Limit for such coverages shall not be reduced by the application of such deductible amount.

The deductible amount applies to all compensatory damages in respect to this extension sustained by any one person or organization as the result of any one "Occurrence". If more than one claim arises out of the same "Occurrence" then the deductible amount shall be applied to each claimant separately.

All other terms and conditions of this policy remain unchanged.

Cette extension modifie le libellé **ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT »** ; si spécifiquement indiquée aux Conditions particulières

This endorsement modifies the insurance provided by the Policy wording **COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM**, as follows, if specified in the Policy Declaration Pages:

TRAVAUX DÉFECTUEUX

Disponible en anglais seulement

RIP AND TEAR EXTENSION ENDORSEMENT

This Endorsement Changes The Form. Please Read It Carefully.

This endorsement modifies insurance provided under the following:

COMMERCIAL GENERAL LIABILITY FORM

This insurance applies to:

Liability arising out of "expenses" the insured is legally obligated to pay because of intentional destruction of wall, partition, floor or ceiling materials during the removal of a "defective product" which formed part of "your work".

LIMIT OF LIABILITY

The Limit of Insurance for this coverage, as stated on the Declarations, is the maximum amount we will pay under this Coverage for all losses arising in any one policy term. Our obligation under this form applies only to the amount of "expenses" in excess of the deductible amount stated on the Declarations as applicable to this coverage and the Limit of Insurance applicable to this coverage shall not be reduced by the application of said deductible amount.

The Limit of Insurance for this Coverage, as stated in the Declarations shall be in addition to the Limit of Insurance stated in the Declarations as applicable to Coverages A, B, C and D.

ADDITIONAL DEFINITIONS

For the purpose of this endorsement only.

1. "Defective Product" means "your product" which does not meet the contractual specifications required which relate to strength or performance for the specific construction project in which "your product" was used.
"Expenses" mean costs paid by the insured for:
 - a) Removal of a "defective product", however, the actual cost of the "defective product" or of any defective work done by the insured or by any other entity on behalf of the insured is not covered hereunder;
 - b) Replacement of forms, reinforcements, piping, wiring and other materials necessarily damaged during the removal of the "defective product", and
 - c) Returning the structure in which the "defective product" was installed to the same condition which existed at the time any such product was determined to be defective.

Cette extension modifie le libellé **ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT »**; si spécifiquement indiquée aux Conditions particulières

This endorsement modifies the insurance provided by the Policy wording **COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM**, as follows, if specified in the Policy Declaration Pages:

ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE PRATIQUES D'EMPLOI

Disponible en anglais seulement

EMPLOYMENT PRACTICES LIABILITY INSURANCE ENDORSEMENT

It is agreed that this policy is extended to include the following provisions:

NOTICE

This is a claims made and reported insurance. Unless stated otherwise coverage afforded under this insurance is limited to claims that are first made against the "insured" during the "policy period" and reported in writing to the Underwriters either during the "policy period", or within sixty (60) days after the expiration of the "policy period".

1. INSURING AGREEMENT

- 1.1 Up to the amount shown in the Declarations for any one loss and in the aggregate for each policy period, we will pay those sums that the Insured becomes legally obligated to pay as compensatory damages further to a loss caused by a wrongful act related to employment practices committed during the policy period. We will have the right and duty to defend the Insured against any action seeking those compensatory damages. However, we will have no duty to defend the Insured against any action seeking compensatory damages for a loss to which this insurance does not apply.

We may, at our discretion, investigate any loss and settle any claim or action that may result. But:

- 1.1.1 The amount we will pay for compensatory damages is limited as described in
Section 2. LIMITS OF INSURANCE AND DEDUCTIBLE; and
- 1.1.2 Our right and duty to defend ends when we have used up the applicable limit of
insurance in the payment of judgments or settlements.

2. LIMITS OF INSURANCE AND DEDUCTIBLE

- 2.1 The Aggregate Limit is the most we will pay under this insurance during the policy period for the sum of compensatory damages arising out of any one loss to which this insurance apply.
- 2.2 The Each Loss Limit is the most we will pay under this insurance for the sum of compensatory damages arising out of any one loss.
- 2.3 Our obligation to pay compensatory damages on your behalf applies only to the amount of compensatory damages in excess of any deductible amount stated in the Declarations.
- 2.4 Claims or actions arising out of interrelated circumstances shall be considered a single loss.

3. EXCLUSIONS

This insurance shall not apply to:

- 3.1 losses, other than defense costs, which constitute:
- 3.1.1 Benefits due, or to become due, or the equivalent value of such benefits except where such loss is based upon a claim or action for actual or alleged wrongful dismissal, discharge or termination of employment.
- 3.1.2 Salary, wages, benefits or any other cost or expense you shall incur or be required to pay as economic relief if the Named Insured is ordered, pursuant to a judgment or final adjudication, but fails to reinstate the claimant as an employee.
- 3.1.3 The costs of compliance with or the satisfaction or remedy of an undertaking, a direction, an order, a violation, a determination or a certificate negotiated, issued, made or committed under the *Employment Equity Act* of Canada, or any costs associated with any accommodation or affirmative action programme required by, pursuant to or ordered under the *Canadian Human Rights Act*; or
- 3.1.4 The costs of compliance with any order for or grant of or agreement to provide injunctive or non-pecuniary relief.
- 3.2 Claims or actions arising out of any violation of an obligation imposed by any act or regulation related to pay equity, workers' compensation, industrial accidents and occupational disease, occupational health and safety, employment insurance, welfare and social welfare, social security or old age security, retirement benefits or pension plan benefits, disability benefits. However, this exclusion shall not apply to any claim or action:
- 3.2.1 For actual or alleged discrimination or employment-related; or
- 3.2.2 Arising out of any actual or alleged retaliatory treatment against the claimant by you on account of the claimant's exercise of rights pursuant to any such law.
- 3.3 Claims or actions arising out of any arrangement or plan related to the value of the stock, shares or security of the Insured including any stock purchase, stock-based awards, stock option plans, phantom stock, stock appreciation rights or any stock-based compensation plan.
- 3.4 Claims or actions arising out of any act committed by or at the direction of an Insured with the intent of contravening any law or any governmental or administrative rider or regulation.

3.5 Claims or actions arising out of the assumption of liability by you in an oral or written contract, but this exclusion does not apply to liability that you would have in the absence of the contract.

3.6 Claims or actions for bodily injury (except mental anguish and emotional distress), sickness, disease or death of any person or damage to or destruction of any tangible property including loss of use thereof.

3.7 Claims or actions based upon, arising out of any lock-out, strike, picket line, replacement workers, actual or alleged unfair practices or other similar actions resulting from labour disputes or labour negotiations.

3.8 Claims or actions arising out of:

3.8.1 Your insolvency; or

3.8.2 The closure of a business operation or location by you; or

3.8.3 Any reorganisation of employees which results, within any sixty day period, in the termination of the employment of 25% or more of your total workforce.

3.9 Claims made or actions brought by relatives of an employee or by members of the household of an employee.

4. COVERAGE TERRITORY

This policy shall only cover claims made or actions brought in Canada in respect of wrongful acts committed in Canada and based on Canadian law.

5. OTHER INSURANCE

If the Insured has other valid insurance against compensatory damages covered by this policy, the policy that applies most specifically to the claim or the action shall be primary and the other insurance shall be excess.

6. DEFINITIONS Whenever used in this Form:

6.1 Action means a civil proceeding in which damages because of employment practices to which this insurance applies are alleged. Action includes an arbitration proceeding to which you must submit with our consent.

6.2 Benefits means perquisites, fringe benefits, payments in connection with an employee benefit plan and any other payment, other than salary or wages, to or for the benefit of an employee arising out of the employment relationship.

6.3 Employee means an individual who was, now is or shall be employed by you.

6.4 Employee benefit plan means any retirement, pension, supplemental pension, savings, retirement saving, profit sharing, deferred compensation, change of control, insurance, medical, hospital, dental, vision care, drug, sick leave, short term or long term disability, salary continuation, vacation pay or other employee benefit, plan, program, arrangement, policy or practice whether written or oral, formal or informal, funded or unfunded, registered or unregistered that is maintained or otherwise contributed to, or required to be contributed to for the benefit of an employee.

6.5 Employment practices means:

- Wrongful dismissal, discharge or termination of employment;
- Breach of any oral or written employment contract;
- Violation of any law concerning discrimination in employment;
- Employment related harassment, including sexual harassment or other harassment in the workplace;
- Wrongful deprivation of employment or promotion;
- Wrongful discipline;
- Employment related invasion of privacy;
- Employment related wrongful infliction of emotional distress;
- Employment related misrepresentation.

6.6 Insolvency means:

- The financial position of the Insured as a debtor as that term is defined and used within the provisions of the Bankruptcy and Insolvency Act, R.S. (1985), c. B-3 and, without limiting the generality of the foregoing, shall occur when any receiver, conservator, liquidator, trustee, sequestrator, court or similar provincial or federal official or a creditor takes control of, supervises, manages or liquidates the Insured;
- A reorganisation proceeding of the Insured under the Companies' Creditors Arrangement Act, R.S. (1985), c. C-36.

6.7 Loss means compensatory damages and defense costs which you become legally obligated to pay on account of any claims made or actions brought against you for a wrongful act.

6.8 Wrongful act means any negligent act, error, omission, negligence, breach of duty or misleading statement related to employment practices actually or allegedly committed or commenced by you.

6.9 Policy Period shall mean that period between the inception and expiration dates specified in the Declarations subject to any earlier termination date.

À l'exception de ce qui est prévu aux présentes, toutes les conditions de la police et de tout avenant y annexé demeurent inchangées.
With the exception of this endorsement, all other terms, clauses and conditions remain unchanged.

Cette extension modifie le libellé **ASSURANCE RESPONSABILITÉ CIVILE DES ENTREPRISES SUR LA BASE « ÉVÉNEMENT »**; si spécifiquement indiquée

aux Conditions particulières

This endorsement modifies the insurance provided by the Policy wording **COMMERCIAL GENERAL LIABILITY POLICY - OCCURRENCE FORM**, as follows, if specified in the Policy Declaration Pages:

ASSURANCE ERREURS ET OMISSIONS DES FABRICANTS

Disponible en anglais seulement

MANUFACTURERS' ERRORS AND OMISSIONS COVERAGE RIDER

This form provides claims made coverage. "Claims" must first be made against an insured during the policy period and must be reported to us during the policy period or during the period described in Section VI: Automatic Extended Reporting Period. Where legally permissible, the payment of "defence costs" reduces the limits of insurance. The deductible applies to "defence costs" and "damages".

Various provisions in this form restrict coverage. Read the entire form carefully to determine rights, duties and what is and is not covered.

Throughout this form, the words "you" and "your" refer to the Named Insured shown in the Declarations of the policy to which this Rider is attached.

The words "we", "us" and "our" refer to the company providing this insurance.

The word "insured" means any person or organization qualifying as such under **Section II: Who Is An Insured**.

Words and phrases that appear in quotation marks have specific meanings as shown in **Section III: Definitions**.

In this Rider, words in the singular include the plural and vice versa.

This Rider provides Manufacturers' Errors and Omissions Liability coverage in conjunction with the Declarations of the policy to which this Rider is attached. Where any provision of this Rider conflicts with a similar provision in the Commercial General Liability policy, the provisions of this Rider take precedence in so far as they provide additional coverage under subject to the limit of liability stipulated for the coverage provided under this Rider.

Section I: Insurance Agreement

1. In consideration of the premium paid by you, and in reliance upon the representations made by you, we will pay those sums that you become legally obligated to pay as "damages" because of a "claim" for "loss of use", first made against any insured and reported to us during the policy period, to which this insurance applies. We will have the right and duty to defend you against any "claim" seeking "damages" because of "loss of use" to which this insurance applies. However, we will have no duty to defend you against any "claim" to which this insurance does not apply. Further:
 - a. The amount we will pay for the sum of "damages" and "defence costs" is limited as described in Section III: Limits of Insurance, Deductible, and Reduction of Limits; and
 - b. Our duty to defend any "claim" or to pay any "damages" or any "defence costs" for such "claim" ends when the applicable Limit of Insurance shown in the Declarations has been exhausted.

When our right and duty to defend and "claim" ends, we will withdraw and tender the defence to you as provided in **Section V: Conditions, Paragraph 15. Transfer of Duties When a Limit of Insurance is Exhausted**.

2. This insurance applies only if:
 - a. The "loss of use" takes place in the "coverage territory";
 - b. The "loss of use" did not commence before the Retroactive Date, if any, shown in the Declarations or after the end of the policy period; and
 - c. A "claim" is first made against any insured during the policy period and reported during the policy period or during the Automatic Extended Reporting Period described in **Section VI: Automatic Extended Reporting Period** and reported to us pursuant to **Section V: Conditions, Item 6. Insured's Duties in the Event of a Claim** of this Rider.
3. A "claim" will be deemed to have been first made at the earlier of the following times:
 - a. When notice of such "claim" is first received by any insured; or
 - b. When a "claim" against an insured is made directly to us in writing.
4. The inclusion of more than one insured in any "claim", or the making of "claims" by more than one person or entity, will not increase the Limits of Insurance shown in the Declarations. All "claims" arising out of the same "loss of use" and all "interrelated loss of use" will be deemed one "claim", and all such "claims" will be deemed to be first made when the earliest of such "claims" is first made during the policy period and reported during the policy period or during the Automatic Extended Reporting Period described in **Section VI: Automatic Extended Reporting Period** and reported to us pursuant to **Section V: Conditions, Item 6. Insured's Duties in the Event of a Claim** of this Rider.

Section II: Who is an Insured

1. If you are designated in the Declarations as:
 - a. An individual, you and your spouse are insureds, but only with respect to the conduct of a business of which you are the sole owner;
 - b. A partnership, limited liability partnership or joint venture, you are an insured. Your members, your partners, and their spouses are also insureds, but only with respect to the conduct of your business;
 - c. A limited liability company, you are an insured. Your members are also insureds, but only with respect to the conduct of your business. Your managers are insureds, but only with respect to their duties as your managers;
 - d. An organization other than a partnership, limited liability partnership, joint venture or limited liability company, you are an insured. Your "executive officers" and directors are insureds, but only with respect to their duties as your officers or directors. Your shareholders are also insureds, but only with respect to their liability as shareholders; or
 - e. A trust, you are an insured. Your trustees are also insureds, but only with respect to their duties as trustees;
2. Your "subsidiaries" are also insureds;
3. Your "employees" are also insureds while acting within the scope of their duties for you and only with respect to the conduct of your business, as described in the Business Description of the Declarations of the policy to which this Rider is attached;
4. Any person or organization having proper temporary custody of your property if you die is also an insured, but only until your legal representative has been appointed; or
5. Your legal representative if you die is an insured, but only with respect to his or her duties as such. That representative will have all your rights and duties under this Rider.

No person or organization is an insured with respect to the conduct of any current or past partnership, limited liability partnership, joint venture, limited liability company or corporation that is not shown as a Named Insured in the Declarations of the policy to which this Rider is attached.

Section III: Limits of Insurance, Deductible, and Reduction of Limits

1. The Limits of Insurance shown in the Declarations and the rules below establish the most we will pay regardless of:
 - a. Insureds;
 - b. "Claims" made; or
 - c. Persons or organizations making "claims".
2. **Aggregate Limit of Insurance**
Subject to applicable law, our liability for the combined total of all "damages" and "defence costs" for all "claims" covered by this Rider will not exceed the amount shown in the Declarations as the Aggregate Limit.

The Limits of Insurance of this Rider apply separately to each consecutive annual period and to any remaining period of less than 12 months, starting with the beginning of the policy period shown in the Declarations, unless the policy period is extended after issuance for an additional period of less than 12 months. In that case, the additional period will be deemed part of the last preceding period for purposes of determining the Limits of Insurance.
3. **Each Claim Limit of Insurance**
Subject to Paragraph 2. Aggregate Limit of Insurance above, the most we will pay for "damages" and "defence costs" arising out of any one "claim" covered by this Rider, subject to the Each Claim Deductible, if any, is the amount shown in the Declarations as Each Claim Limit.
4. **Deductible**
Subject to applicable law, our obligations to pay "damages" and "defence costs" arising out of a single "claim" applies only in excess of the amount shown in the Declarations as the Deductible. The Deductible does not erode the Limits of Insurance but is subject to the following provisions:
 - a. The terms of this Rider, including those with respect to our right and duty to defend any "claim" and your duties in the event of a "claim", apply irrespective of the application of the Deductible.
 - b. We may pay any part or all of the Deductible as "damages" and/or "defence costs" to effect settlement of any "claim" and, upon notification of the action taken, you will promptly reimburse us for such part of the Deductible as has been paid by us.
5. **Reduction of Limits.**
 - a. Subject to applicable law, "defence costs" are part of any not in addition to the Limits of Insurance shown in the Declarations, and the payment of "defence costs" reduces such Limits of Insurance shown in the Declarations.
 - b. The Each Claim Limit and the Aggregate Limit, shown in the Declarations, will be reduced by the sum of:
 - i. The amounts we pay as "damages"; and
 - ii. The amounts we pay as "defence costs".

Section IV: Exclusions

This insurance does not apply to any "claim" for "damages", loss, cost, expense or "loss of use".

1. **Any Insured Against Any Other Insured**
Brought by or on behalf of any insured against any other insured.
2. **Asbestos**
Related to or arising from any actual or alleged liability for any legal remedy of any kind whatsoever (including but not limited to "damages", interest, mandatory or other injunctive relief, statutory orders or penalties, legal or other costs, or expense of any kind) in respect of actual or threatened loss, damage, cost or expense directly or indirectly caused by, resulting from, in consequence of or in any way involving, asbestos or any material containing asbestos in whatever form or quantity.
This exclusion applies regardless of any other contributing or aggravating cause or event that contributes concurrently or in any sequence to the "damages", loss, cost, expense or "loss of use".
3. **Bodily Injury, Property Damage or Personal and Advertising Injury**
For "bodily injury", "property damage" or "personal and advertising injury".
4. **Cost Guarantee or Estimate**
Based upon or arising out of your failure to meet the terms of any cost guarantee or cost estimate.
5. **Criminal Acts; Misrepresentations**
Based Upon or arising out of:
 1. Dishonest, fraudulent, criminal or malicious act or omission;
 2. Unauthorized representations; or
 3. Intentional misrepresentations.

However, notwithstanding the foregoing, you will be afforded a defence of a "claim", subject to the terms and conditions of this Rider, until the allegations are subsequently proven by a final adjudication. You will reimburse us for all "defence costs" in the even that the final adjudication determines that you acted dishonestly, fraudulently, criminally or with wrongful purpose or intent to misrepresent, or you maliciously committed unauthorized representation.
6. **Delay**
Based upon or arising out of a delay in the performance of any contract or agreement.
This exclusion does not apply if such delay is the result of "loss of use" resulting from the failure of "your manufactured product" to perform the function or serve the purpose intended after installation.
7. **Enhancement, Maintenance and Prevention**
Based upon or arising out of the failure to prevent any "damages", loss, cost, expense or "loss of use" incurred by any person or organization.
This exclusion does not apply to "damages", loss, cost, expense or "loss of use" sustained by others arising out of:
 - a. "Your manufactured product"; or
 - b. Property containing or incorporating "your manufactured product".
8. **Expected or Intended Loss of Use**
Caused by an intentional act or omission committed by any insured which you know will reduce the quality of performance of "your manufactured product" below the level expected or required by buyers or users of the product. This includes, but is not limited to, "loss of use" that results from the decision of any insured to cease providing consultation, advice, repair services, maintenance services, replacement parts or other similar support for "your manufactured product".
9. **Fungi or Spores**
 1. Incurred by others, arising directly or indirectly from the actual, alleged, or threatened inhalation of, ingestion of, contact with, exposure to, existence of, presence of, spread of, reproduction, discharge or other growth of any "fungi" or "spores", however caused, including any cost or expense incurred to prevent, respond to, test for, monitor, abate, mitigate, remove, clean up, contain, remediate, treat, detoxify, neutralize, assess or otherwise deal with or dispose of "fungi" or "spores";
 2. For any supervision, instruction, recommendation, warning, or advice given or which should have been given in connection with Item a. above; or
 3. For any obligation to pay "damages", share "damages" with or repay someone else who must pay "damages" because of such injury or damage referred to in Items a. and b. above.

This exclusion applies regardless of any other contributing or aggravating cause or event that contributes concurrently or in any sequence to the "damages", loss, cost, expense or "loss of use".

This exclusion does not apply to any "fungi" or "spores" that are, are on, or are contained in, edible goods or edible products intended for human or animal consumption.
10. **Information Distribution**

- Arising out of any actual or alleged violation of any laws or regulations relating to spam or to consumer protection.
- 11. Intellectual Property**
Based upon or arising out of any actual or alleged piracy, infringement of a patent, copyright, trademark, service mark, trade dress, trade name, trade secret or other intellectual property rights.
- 12. Nuclear Energy Liability**
1. Imposed by or arising from any nuclear liability act, law, statute, or regulation, or any law amendatory thereof;
 2. With respect to which an insured under this Rider is also an insured under a contract of nuclear energy liability insurance (whether you are unnamed in such contract and whether or not it is legally enforceable by you) issued by the Nuclear Insurance Association of Canada or any other insurer or group or pool of insurers or would be an insured under any such policy but for its termination upon exhaustion of its limit of liability; or
 3. Resulting directly or indirectly from the "nuclear energy hazard" arising from:
 - i. The ownership, maintenance, operation or use of a "nuclear facility" by or on behalf of an insured;
 - ii. The furnishing by an insured of services, materials, parts or equipment in connection with the planning, construction, maintenance, disposal or transportation of "radioactive material" (except radioactive isotopes, away from a nuclear facility, which have reached the final stage of fabrication so as to be useable for any scientific, medical, agricultural, commercial or industrial purpose) used, distributed, handled or sold by and insured.
- This exclusion applies regardless of any other contributing or aggravating cause or event that contributes concurrently or in any sequence to the "damages", loss, cost, expense or "loss of use".
- 13. Personal Profit**
Based upon or arising out of the actual or alleged gaining of profit or advantage to which you were not legally entitled.
- 14. Pollution**
1. Based upon, arising out of or which would not have occurred, in whole or in part, but for the actual, alleged or threatened discharge, dispersal, seepage, migration, release or escape of "pollutants" at any time; and
 2. Arising out of any:
 - i. Request, demand, order or statutory or regulatory requirement that any insured or others test for, monitor, clean up, remove, contain, treat, detoxify or neutralize, or in any way responding to or assessing the effects of "pollutants".
- This exclusion applies regardless of any other contributing or aggravating cause or event that contributes concurrently or in any sequence to the "damages", loss, cost, expense or "loss of use".
- 15. Prior Coverage**
Based upon, arising out of or attributable to any "loss of use" which has been the subject of any notice given under any policy or endorsement of which this Rider is a successor, renewal or replacement or any policy expiring prior to the inception date of this Rider.
- 16. Professional Services**
Based upon or arising out of the rendering or failure to render "professional services" to or for others by or on behalf of an insured.
- 17. Taxes, Fines, or Penalties**
Based upon or arising out of taxes, fines or penalties imposed by law or by any contract
- 18. Technology Services**
Based upon or arising out of "technology services" provided by you, including but not limited to "claims" for the transmission of computer viruses, corruption of databases, computer system incompatibility, misappropriation, alteration or deletion of data or harm to the integrity of a computer system.
- 19. Terrorism**
Based upon or arising directly or indirectly, in whole or in part, out of "terrorism" or out of any activity or decision of a government agency or other entity to prevent, respond to or terminate "terrorism". This exclusion applies regardless of any other contributing or aggravating cause or event that contributes concurrently or in any sequence to the "damages", loss, cost, expense or "loss of use".
- 20. Trade Practice**
Based upon or arising out of any actual or alleged violation of:
 - a. Consumer fraud, consumer protection, consumer privacy, unfair trade, restraint of trade or deceptive business practice or unfair competition laws; or
 - b. Securities or antitrust law.
- 21. War Risks**
Arising directly or indirectly, in whole or in part, out of war, invasion, act of foreign enemy, hostilities (whether war be declared or not), civil war, rebellion, revolution, insurrection or military power.
This exclusion applies regardless of any other contributing or aggravating cause or event that contributes concurrently or in any sequence to the "damages", loss, cost, expense or "loss of use".
- 22. Wear and Tear**
Based upon or arising out of gradual deterioration or wear and tear of "your manufactured product".
- 23. Workers' Compensation or Similar Laws**
Based upon or arising out of any obligation you have under a workers' compensation, disability benefits or unemployment or employment compensation law or any similar law.

Section V: Conditions

- 1. Bankruptcy**
Your bankruptcy or insolvency or the bankruptcy or insolvency of your estate will not relieve us of our obligations under this policy.
- 2. Canadian Currency Clause**
All limits of insurance, premiums and other amounts as expressed in this policy are in Canadian currency.
- 3. Changes**
This Rider contains all the agreements between you and us concerning the insurance afforded. The first Named Insured shown in the Declarations is authorized to make changes in the terms of this policy with our consent. This Rider's terms can be amended or waived only by endorsement issued by us and made a part of this Rider.
- 4. Changes in Exposure**
- a. Acquisition or Creation of Another Organization**
- If, during the policy period, you:
- i. Acquire securities or voting rights in another organization or create another organization, which as a result of such acquisition or creation becomes a "subsidiary"; or
 - ii. Acquire any organization by merger into, amalgamation or consolidation with you,
- Then, unless other valid, collectible insurance is in place, such acquired organization will not be covered under this Rider with respect to "loss of use" taking place prior to such acquisition unless and until we agree, after receipt of such information as we may require, to issue an endorsement to provide coverage to such acquired organization for "loss of use" taking place prior to such acquisition.
- As a condition precedent to coverage with respect to such acquired organization:
- i. The first named insured shown in the Declarations will give written notice of such acquisition to us as soon as practicable, but in no event later than thirty (30) days after the effective date of such acquisition;
 - ii. You will provide such information as we may require; and

iii. The first named insured shown in the Declarations will pay any additional premium required by us.

b. **Acquisition of a Named Insured**

If, during the policy period, another organization, or person or group of organizations and/or persons acting in concert, acquires securities or voting rights which result in ownership or voting control by such organization(s) or person(s) of more than fifty percent (50%) of the outstanding securities representing the present right to vote for the election of directors or equivalent executives of a named insured shown in the Declarations and its "subsidiaries" will continue until the later of:

- i. Any subsequent date to which we may agree by endorsement; or
- ii. Termination of this Rider,

but only with respect to "claims" arising out of a "loss of use" taking place prior to such acquisition. As a condition precedent to any coverage extension pursuant to Item b.(i) above:

- (1) The first named insured shown in the Declarations will give written notice of such acquisition to us as soon as practicable but in no event later than thirty (30) days after the effective date of such acquisition;
- (2) You will provide such information as we may require; and
- (3) The first named insured shown in the Declarations will pay any additional premium required by us.

Any "claim" made and reported during such coverage extension will be considered made during the policy period in which such acquisition occurred.

c. **Merger Into, Amalgamation or Consolidation with Another Organization**

If, during the policy period, an insured merges into, amalgamates or consolidates with another organization, other than in the circumstances outlined in Item a. (i) above, then, unless other valid, collectible insurance is in place, such resultant organization will not be covered under this Rider with respect to "loss of use" taking place prior to such merger, amalgamation or consolidation.

As a condition precedent to coverage with respect to such resultant organization:

- i. The first named insured shown in the Declarations will give written notice of such merger, amalgamation or consolidation to us as soon as practicable, but in no event later than thirty (30) days after the effective date of such merger, amalgamation or consolidation;
- ii. You will provide such information as we may require; and
- iii. The first named insured shown in the Declarations will pay any additional premium required by us.

d. **Cessation of Subsidiaries**

If, during the policy period, an organization ceases to be a "subsidiary", then coverage with respect to such "subsidiary" and its insureds will continue until termination of this Rider, but only with respect to "loss of use" taking place prior to the date such organization ceased to be a "subsidiary".

5. **Examination Of Your Books and Records.**

We may examine and audit your books and records as they relate to this policy at any time during the policy period and up to three years afterward.

6. **Your Duties in the Event of a Claim or of a Loss of Use that May Result in a Claim**

When you are reporting a "claim" to us, you must provide effective written notice to us, and this may also require proof of transmittal.

a. **Notice of Claim**

You will give to us written notice of any "claim" first made against any insured as soon as practicable but in no event later than thirty (30) days after expiry of the policy period.

b. **Notice of a Loss of Use**

If during the policy period you become aware of specific "loss of use" which could give rise to a "claim", and you give written notice of such specific "loss of use" to us during the policy period, then any "claim" subsequently arising from such "loss of use" will be considered to have been made during the policy period in which such "loss of use" was first reported to us.

- c. To the extent possible, you will include with any written notice of a "claim" or "loss of use" a description of such "claim" or "loss or use", the nature of the alleged "claim" or "loss of use", the nature of the alleged or potential "damages", the names of actual or potential claimants and the manner in which you first became aware of the "claim" or "loss of use".
- d. All insureds will assist and cooperate with us in the investigation, settlement and defence of all "claims" made against any insured and upon our request will authorize the release of records and other information, secure and give evidence, attend hearings and trials and, to the extent possible, obtain the location and cooperation of witnesses.
- e. You agree to provide us with all information, assistance and cooperation which we may reasonably request.
- f. In the event of a "claim", you will do nothing to prejudice our position or potential or actual rights of recovery. You agree not to settle any "claim", incur any "defence costs" or otherwise assume any contractual obligation or admit any liability with respect to any "claim" without our written consent. We will not be liable for any "damages", "defence costs", assumed obligation or admission to which we have not consented.

7. **Inspections and Surveys**

a. We have the right to:

- i. Make inspections and surveys at any time;
- ii. Give you reports on the conditions we find; and
- iii. Recommend changes.

b. We are not obligated to make any inspections, surveys, reports or recommendations and any such actions we do undertake relate only to insurability and the premiums to be charged. We do not make safety inspections. We do not undertake to perform the duty of any person or organization to provide for the health or safety of workers or the public. And we do not warrant that conditions:

- i. Are safe or healthful; or
- ii. Comply with laws, regulations, codes or standards.

c. Paragraphs a. and b. of this condition apply not only to us, but also to any rating, advisory, rate service or similar organization which makes insurance inspections, surveys, reports or recommendations.

d. Paragraph b. of this condition does not apply to any inspections, surveys, reports or recommendations we may make relative to certification, under provincial or municipal statutes, ordinances, bylaws or regulations, of boilers, pressure vessels or elevators.

8. **Legal Action Against Us**

No person or organization has a right under this policy:

- a. To join us as a party or otherwise bring us into an "action" asking for "compensatory damages" from an insured; or
- b. To sue us on this policy unless all of its terms have been fully complied with.

A person or organization may sue us to recover on an agreed settlement or on a final judgment against an insured; but we will not be liable for "compensatory damages" that are not payable under the terms of this policy or that are in excess of the applicable limit of insurance. An agreed settlement means a settlement and release of liability signed by us, you and the claimant or the claimant's legal representative.

9. **Other Insurance**

If other valid and collectible insurance is available to you for a loss we cover under this Rider, our obligations are limited as follows:

a. **Primary Insurance**

This insurance is primary except when b. below applies. If this insurance is primary, our obligations are not affected unless any of the other insurance is also primary. Then, we will either share with all that other insurance by the method described in c. below, or, if applicable, method d. below will apply.

b. **Excess Insurance**

This insurance is excess over:

- i. Any of the other insurance, whether primary, excess, contingent or on any other basis whose policy period begins or continues after the Automatic Extended Reporting Period described in Section VI: Automatic Extended Reporting Period takes effect;
- ii. Any other primary insurance available to you covering liability for "damages" arising out of the premises or operations or products-completed operations for which you have been added as an additional insured by attachment of an endorsement.

When the insurance provided by this Rider is excess, we will have no duty to defend you against any "claim" seeking "damages" because of "loss of use" if any other insurer has a duty to defend you against that "claim" seeking "damages" because of "loss of use". If no other insurer defends, we will undertake to do so, but we will be entitled to your rights against all those other insurers.

When the insurance provided by this Rider is excess over other insurance, we will pay only our share of the amount of the loss, if any, that exceeds the sum of:

- a) The total amount that all such other insurance would pay for the loss in the absence of this Rider; and
- b) The total of all deductibles and self-insured amounts under all that other insurance.

We will share the remaining loss, if any, with any other insurance that is not described in this Excess Insurance provision and was not bought specifically to apply in excess of the Limits of Insurance shown in the Declarations of this Rider.

c. Method of Sharing

If all of the other insurance permits contribution by equal shares, we will follow this method also. Under this approach each insurer contributes equal amounts until it has paid its applicable limit of insurance shown in the Declarations or none of the loss remains, whichever comes first.

10. Premium Audit

This clause is applicable only when premium audit adjustment terms are shown in the Declarations.

- a. We will compute all premiums for this Rider in accordance with our rules and rates.
- b. Premium shown in this Rider as advance premium is a deposit premium only. At the close of each audit period we will compute the earned premium for that period. Audit premiums are due and payable on notice to the first Named Insured. If the sum of the advance and audit premiums paid for the policy period is greater than the earned premium, we will return the excess to the first Named Insured subject to the retention of the minimum retained premium shown in the Declarations of this policy.
- c. The first Named Insured must keep records of the information we need for premium computation, and send us copies at such times as we may request.

11. Premiums

The first Named Insured shown in the Declarations:

- a. Is responsible for the payment of all premiums; and
- b. Will be the payee for any return premiums we pay.

12. Representations

By accepting this Rider, you agree:

- (a) The statements in the Declarations are accurate and complete;
- (b) Those statements are based upon representations you made to us; and
- (c) We have issued this Rider in reliance upon your representations.

13. Separation Of Insureds, Cross Liability

Except with respect to the Limits of Insurance, and any rights or duties specifically assigned in this Rider to the first Named Insured, this insurance applies:

- a. As if each Named Insured were the only Named Insured; and
- b. Separately to each insured against whom "claim" is made.

14. Termination

a. The first Named Insured shown in the Declarations may terminate this policy by mailing or delivering to us advance written notice of termination.

b. We may terminate this Rider by mailing or delivering to the first Named Insured:

- (1) 15 days notice of termination by registered mail if termination is for non-payment of premium, or
- (2) 30 days notice of termination by registered mail if termination is for any reason other than non-payment of premium.

Registered mail termination takes effect 15 or 30 days after the registered letter or notification of it is delivered to the first Named Insured's postal address. Proof of mailing will be sufficient proof of notice.

c. To the extent that the Civil Code of the Province of Quebec (the "Civil Code") is applicable to this Rider, the notice provisions in the General Conditions and Provisions as set out in the Civil Code apply. Accordingly, we may terminate this policy by giving written notice sent by registered mail to the first Named Insured at the last known address of the first Named Insured, which termination shall take effect as follows:

- (1) For non-payment of premium, 15 days following receipt of the notice;
- (2) For all other reasons, 30 days following receipt of the notice.

d. We will mail or deliver our notice to the first Named Insured's last mailing address known to us.

e. The coverage period will end on the date termination takes effect.

f. If this Rider is terminated, we will send the first Named Insured any premium refund due. If we terminate, the refund will be pro rata. If the first Named Insured terminates, the refund may be less than pro rata. The termination will be effective even if we have not made or offered a refund.

15. Transfer Of Rights Of Recovery Against Others To Us

If you have rights to recover all or part of any payment we have made under this Rider, those rights are transferred to us. You must do nothing after loss to impair them. At our request, you will bring "action" or transfer those rights to us and help us enforce them.

16. Transfer Of Your Rights and Duties Under This Rider

Your rights and duties under this Rider may not be transferred without our written consent except in the case of death of an individual Named Insured.

If you die, your rights and duties will be transferred to your legal representative but only while acting within the scope of duties as your legal representative. Until your legal representative is appointed, anyone having proper temporary custody of your property will have your rights and duties but only with respect to that property.

Section VI: Automatic Extended Reporting Period

If either we or the first named insured shown in the Declarations fail, or refuse, to renew, or if the first named insured shown in the Declarations cancels this Rider, a "claim" first made within thirty (30) days after the end of the Rider period will be deemed to have been made on the last day of the policy period, provided that the "claim" is for "loss of use" that occurred before the end of the Rider period (but not before any applicable Retroactive Date). No additional premium will be payable for such Automatic Extended Reporting Period. The Automatic Extended Reporting Period does not reinstate or increase the Limits of Insurance shown in the Declarations beyond the available Limits of Insurance shown in the Declarations or extend the Rider period.

This section will not apply if we cancel for non-payment of premium.

Section VII: Definitions

1. "Action" means a civil proceeding in which "damages" to which this insurance applies are alleged. "Action" includes:
 - a. An arbitration proceeding in which such "damages" are claimed and to which you must submit or does submit with our consent; or
 - b. Any other alternative dispute resolution proceeding in which such "damages" are claimed and to which you submit with our consent.
2. "Bodily injury" means bodily injury, disability, sickness, mental anguish, mental injury, mental shock, or disease sustained by a person including death resulting from any of these at any time.
3. "Claim" means
 - a. A written demand for monetary damages or your receipt of such demand;
 - b. A civil proceeding commenced by the service of a complaint or similar pleading;
 - c. Receipt of an arbitration proceeding or any other alternative dispute resolution proceeding seeking monetary "damages" commenced by your receipt of a request or demand for such proceeding.
4. "Coverage territory" means anywhere in the world if the "damages" arise out of goods or products made or sold by you in Canada and the United States of America (including its territories and possessions), provided your responsibility to pay "damages" is determined in a "claim" or an "action" on the merits made in Canada or the United States of America (including its territories and possessions).
5. "Damages" means the following amounts, costs, and expenses for which you are legally liable and which are covered by this Rider:

- a. "Income" lost by the claimant during a "loss of use"; and
 - b. Costs and expenses paid by the claimant to reduce the "loss of use", but only if the costs and expenses paid reduce the total "damages".
- "Damages" do not include:
- a. Costs and expenses incurred by you as the result of:
 - i. The recall of "your manufactured product" from the marketplace or from use by any person or organization;
 - ii. The withdrawal of "your manufactured product" from the marketplace or from use by any person or organization; or
 - iii. The inspection of "your manufactured product", or any part of such product, or any product in which "your manufactured product" is incorporated.
 However, this provision does not apply to "damages" for "loss of use" resulting from such withdrawal, recall or inspection;
 - b. Voluntary payments made by you without our prior consent;
 - c. Costs, expenses or refunds to your customers that result from any promise, representation, or warranty made or provided by you in connection with "your manufactured product" or "your work";
 - d. Any punitive, aggravated or exemplary damages or the multiple portion of any multiplied damage award; or
 - e. Costs or expenses arising from matters uninsurable under the law pursuant to which this Rider is governed.
6. "Defence costs" means:
- a. Fees charged by any lawyer designated by us;
 - b. Fees charged by any lawyer you designate with our consent;
 - c. Reasonable expenses incurred by you at our request to assist us in the investigation or defence of a "claim", including actual loss of earnings up to two hundred and fifty dollars (\$250) per day because of time off from work;
 - d. All court costs awarded against you by a court of law in a civil proceeding;
 - e. Pre-judgement interest awarded against you on that part of the judgement we pay. If we make an offer to pay the applicable Limit of Insurance shown in the Declarations, we will not pay any pre-judgement interest based on the period of time after our offer to pay;
 - f. All interest on the full amount of any judgement that accrues after the entry of the judgement and before we have paid, or deposited in the court the part of the judgement that is within the applicable Limit of Insurance shown in the Declarations;
 - g. The premium on bonds to release attachments, but only for premium amounts within the applicable Limit of Insurance shown in the Declarations. We do not have to furnish these bonds; and
 - h. All other fees, costs, and expenses resulting from the investigation, adjustment, defence, and appeal of a "claim", if incurred by us.
7. "Employee" includes a "leased worker" and a "temporary worker".
8. "Executive officer" means a person holding any of the officer positions created by your charter, constitution, by-laws or any other similar governing document.
9. "Fissionable substance" means any prescribed substance that is, or from which can be obtained, a substance capable of releasing atomic energy by nuclear fission.
10. "Fungi" includes, but is not limited to, any form or type of mould, yeast, mushroom or mildew whether or not allergenic, pathogenic or toxicogenic, and any substance, vapour or gas produced by, emitted from or arising out of any "fungi" or "spores" or resultant mycotoxins, allergens or pathogens.
11. "Income" means the difference between the net profit before income taxes that would have been earned during the period of "loss of use" and the net profit before income taxes actually earned during the period of "loss of use", less the salvage value of any property suffering the "loss of use".
12. "Interrelated loss of use" means all "losses of use" that are related, including all "losses of use" that have as a common nexus any event, transaction, cause or series of related events, transactions or causes.
13. "Leased worker" means a person leased to you by a labour leasing firm under an agreement between you and the labour leasing firm, to perform duties related to the conduct of your business. "Leased worker" does not include a "temporary worker".
14. "Loss of use" means loss of use of "your manufactured product" that is not physically injured, and arising out of:
 - a. Failure of "your manufactured product" to meet the level of performance, quality, fitness or durability warranted or represented by you, due to a defect, deficiency, inadequacy, or dangerous condition in "your manufactured product"; or
 - b. Any negligent act, error or omission in the design, manufacturing, labelling, packaging, instructions, or distribution of "your manufactured product".
15. "Nuclear energy hazard" means the radioactive, toxic, explosive, or other hazardous properties of radioactive material.
16. "Nuclear facility" means:
 - a. Any apparatus designed or used to sustain nuclear fission in a self-supporting chain reaction or to contain a critical mass of plutonium, thorium and uranium or any one or more of them;
 - b. Any equipment or device designed or used for:
 - i. Separating the isotopes of plutonium, thorium and uranium or any one or more of them,
 - ii. Processing or utilizing spent fuel, or
 - iii. Handling, processing or packaging waste.
 - c. Any equipment or device used for the processing, fabricating or alloying of plutonium, thorium or uranium enriched in the isotope uranium 233 or in the isotope uranium 235, or any one or more of them if at any time the total amount of such material in your custody at the premises where such equipment or device is located consists of or contains more than 25 grams of plutonium or uranium 233 or any combination thereof, or more than 250 grams of uranium 235;
 - d. Any structure, basin, excavation, premises or place prepared or used for the storage or disposal of waste "radioactive material";
 and includes the site on which any of the foregoing is located, together with all operations conducted thereon and all premises used for such operations.
17. "Personal and advertising injury" means injury, including consequential "bodily injury", arising out of one or more of the following offenses:
- a. False arrest, detention or imprisonment;
 - b. Humiliation or discrimination;
 - c. Malicious prosecution;
 - d. The wrongful eviction from, wrongful entry into, or invasion of the right of private occupancy of a room, dwelling or premises that a person occupies, committed by or on behalf of its owner, landlord or lessor;
 - e. Oral or written publication, in any manner, of material that slanders or libels a person or organization or disparages a person's or organization's goods, products or services;
 - f. Oral or written publication, in any manner, of material that violates a person's right of privacy;
 - g. The use of another's advertising idea in your advertisement; or
 - h. Infringing upon another's copyright, trade dress or slogan in your advertisement.
18. "Pollutants" mean any solid, liquid, gaseous or thermal irritant or contaminant, including but not limited to smoke, odour, vapour, soot, fumes, acids, alkalis, chemicals and waste. Waste includes materials to be recycled, reconditioned or reclaimed.
19. "Professional services" shall include but not be limited to:
 - a. Medical, surgical, dental, x-ray or nursing service or treatment, or the furnishing of food or beverages in connection therewith, however the furnishing of food or beverages as your sole function is not "professional services";
 - b. Any professional service or treatment conducive to health;
 - c. Professional services of a pharmacist;
 - d. The furnishing or dispensing of drugs or medical, dental or surgical supplies or appliances;
 - e. The handling or treatment of deceased human bodies including autopsies, organ donations or other procedures;
 - f. Any cosmetic, body piercing, tonsorial, massage, physiotherapy, chiropody, hearing aid, optical or optometrical services or treatments;
 - g. Engineering, designing, architectural, draftsperson or surveying services, including:
 - i. The preparing, approving or failing to prepare or approve maps, shop drawings, opinions, reports, surveys, field orders, change orders or drawings and specifications; or
 - ii. Supervisory, inspection, architectural, design or engineering activities;
 - h. Accountants, advertiser's, notary's (Quebec), public notary's, paralegal's, lawyer's, real estate broker's or agents, insurance broker's or agent's, travel agents, financial institution's, or consultant's professional advices or activities;

- i. Any computer programming or re-programming, consulting, advisory or related services; or
 - j. Claim investigation, adjustment, appraisal, survey or audit services.
20. "Property damage" means:
- a. Physical injury to tangible property, including all resulting loss of use of that property. All such loss of use shall be deemed to occur at the time of the physical injury that caused it or
 - b. Loss of use of tangible property that is not physically injured, other than "your manufactured product". All such loss of use shall be deemed to occur at the time of the "occurrence" that caused it.
- For the purposes of this insurance, "electronic data" is not tangible property.
21. "Radioactive material" means uranium, thorium, plutonium, neptunium, their respective derivatives and compounds, radioactive isotopes of other elements and any other substances which may be designated by any nuclear liability act, law or statute, or any law amendatory thereof, as being prescribed substances capable of releasing atomic energy, or as being requisite for the production, use or application of atomic energy.
22. "Spores" includes, but is not limited to, any reproductive particle or microscopic fragment produced by, emitted from or arising out of any "fungi".
23. "Subsidiary" means, subject to all other provisions in this Rider, any organization while more than fifty percent (50%) of the outstanding voting securities or voting rights representing the present right to vote for election of directors or equivalent executives or such organization is owned or controlled, directly or indirectly, in any combination, by you.
24. "Technology services" means any of the following:
- a. Advertising, web-casting, electronic publishing, transmission, dissemination, distribution, serialization, creation, production, origination or exhibition of material over the Internet;
 - b. Designing, constructing or maintaining an Internet site;
 - c. The integration of electronic information or business processes with an Internet site;
 - d. Providing access to the Internet through a browser that enables others to send and receive electronic information;
 - e. Providing access to or dissemination of material, goods or services through the Internet;
 - f. Providing Internet search or navigational tools or Internet site tools or technology;
 - g. Providing others with a unique Internet address that can function as the beginning and end point of electronic information transfers;
 - h. Providing electronic mail services;
 - i. Establishing, operating, maintaining or monitoring chat rooms or bulletin boards;
 - j. Creating, manufacturing, developing, distributing, licensing, leasing, selling, operating, repairing or maintaining any computer hardware, software or related electronic product, or training others in the use of such computer hardware, software or related electronic product; or
 - k. Systems analysis, systems programming, data processing, systems integration, systems development, system design, system management or the installation, operation, repair or maintenance of computer products, networks or systems.
25. "Temporary worker" means a person who is furnished to you to substitute for a permanent "employee" on leave or to meet seasonal or short-term workload conditions.
26. "Terrorism" means an ideologically motivated unlawful act or acts, including but not limited to the use of violence or force or threat of violence or force, committed by or on behalf of any group, organization or government for the purpose of influencing any government and/or instilling fear in the public or a section of the public.
27. "Volunteer worker" means a person who is not your "employee", and who donates his or her work and acts at the direction of and within the scope of duties determined by you, and is not paid a fee, salary or other compensation by you or anyone else for their work performed by you.
28. "Your manufactured product":
- a. Means and goods or products, other than real property, manufactured:
 - i. By you or for you;
 - ii. By others trading under your name with your written approval or authority; or
 - iii. By a person or organization whose business or assets you have acquired; and
 - b. Includes:
 - i. Containers (other than vehicles), materials, parts or equipment furnished in connection with such goods or products;
 - ii. Warranties or representations made at any time with respect to the fitness, quality, durability, performance or use of such products; and
 - iii. The provision of, or the failure to provide, warnings or instructions for a product; and
 - c. Does not include:
 - i. Goods or products that are still in your actual physical possession; or
 - ii. Containers that are part of a vehicle.

À l'exception de ce qui est prévu aux présentes, toutes les conditions de la police et de tout avenant y annexé demeurent inchangées.
With the exception of this endorsement, all other terms, clauses and conditions remain unchanged.

FORMULAIRE-FORM LMA5393

AVANTAGE – ENDORSEMENT

Ce document est une traduction de l'anglais et est fourni à titre d'information uniquement. Cette traduction n'est pas destinée à être utilisée aux fins de conclusion de contrats d'assurance. Le Lloyd's décline toute responsabilité quant à l'exactitude de la traduction. Il est conseillé d'obtenir un avis juridique en ce qui concerne les effets juridiques des dispositions du (des) document(s) dans la forme sous laquelle ils ont été traduits.

This document is a translation from the English and is provided for information only. This translation is not intended to be used for the purposes of entering into insurance contracts. Lloyd's accepts no responsibility or liability for the accuracy of the translation. You are advised to obtain your own legal advice with regard to the legal effect of the terms of the document(s) in the form they have been translated.

AVANTAGE MALADIE TRANSMISIBLE

(À utiliser pour les polices dommages aux biens)

1. La présente police, sous réserve de toutes les modalités, conditions et exclusions applicables, couvre les pertes imputables à une perte physique ou à un dommage corporel direct(e), subi(e)s au cours de la période d'assurance. Par conséquent et sans préjudice de toute autre disposition contraire de cette police, la présente police n'assure aucun(e) perte, dommage, sinistre, aucun frais, dépense ou autre coûts, qui directement ou indirectement, découlent de, sont imputables à ou surviennent en même temps ou dans un ordre quelconque d'une Maladie transmissible, la crainte ou la menace (qu'elle soit réelle ou appréhendée) d'une Maladie transmissible.
2. Pour les besoins de cet avenant, tout(e) perte, dommage, sinistre, tous frais, dépenses ou autres coûts, comprennent, sans caractère limitatif, les frais de nettoyage intensif, de détoxicification, d'élimination, de contrôle ou de test :
 - 2.1. d'une Maladie transmissible, ou
 - 2.2. de tout bien assuré en vertu des présentes qui est touché par ladite Maladie transmissible.
3. Le terme Maladie transmissible, tel qu'utilisé dans les présentes, désigne toute maladie qui peut être transmise par une substance ou par un agent d'un organisme à un autre organisme si :
 - 3.1. la substance ou l'agent comprend, sans caractère limitatif, un virus, une bactérie, un parasite ou tout autre organisme ou toute mutation y afférente, qu'ils soient réputés vivants ou non, et
 - 3.2. le mode de transmission, de façon directe ou indirecte, comprend, sans caractère limitatif, une transmission par voie aérienne, par des fluides corporels, à partir d'une surface ou via un objet, un solide, un liquide, un gaz ou entre organismes, et
 - 3.3. la maladie, la substance ou l'agent peut occasionner ou menacer d'occasionner une dégradation de l'état de santé humain ou du bien-être humain, ou peut causer ou menacer de causer un dommage, une détérioration, une perte de valeur, une perte de la valeur marchande, la qualité marchande ou la perte de l'usage des biens assurés en vertu des présentes.
4. Le présent avenant s'applique à toutes les extensions de garantie, les couvertures additionnelles, les rachats d'exclusion et à toute autre garantie accordée.

Toutes les autres conditions ou modalités de la police demeurent inchangées.

COMMUNICABLE DISEASE ENDORSEMENT

(For use on property policies)

1. This policy, subject to all applicable terms, conditions and exclusions, covers losses attributable to direct physical loss or physical damage occurring during the period of insurance. Consequently and notwithstanding any other provision of this policy to the contrary, this policy does not insure any loss, damage, claim, cost, expense or other sum, directly or indirectly arising out of, attributable to, or occurring concurrently or in any sequence with a Communicable Disease or the fear or threat (whether actual or perceived) of a Communicable Disease.
2. For the purposes of this endorsement, loss, damage, claim, cost, expense or other sum, includes, but is not limited to, any cost to clean-up, detoxify, remove, monitor or test:
 - 2.1. for a Communicable Disease, or
 - 2.2. any property insured hereunder that is affected by such Communicable Disease.
3. As used herein, a Communicable Disease means any disease which can be transmitted by means of any substance or agent from any organism to another organism where:
 - 3.1. the substance or agent includes, but is not limited to, a virus, bacterium, parasite or other organism or any variation thereof, whether deemed living or not, and
 - 3.2. the method of transmission, whether direct or indirect, includes but is not limited to, airborne transmission, bodily fluid transmission, transmission from or to any surface or object, solid, liquid or gas or between organisms, and
 - 3.3. the disease, substance or agent can cause or threaten damage to human health or human welfare or can cause or threaten damage to, deterioration of, loss of value of, marketability of or loss of use of property insured hereunder.
4. This endorsement applies to all coverage extensions, additional coverages, exceptions to any exclusion and other coverage grant(s).

All other terms and conditions of the policy remain unchanged.

CORONAVIRUS EXCLUSION LMA5391

Disponible en anglais seulement

This Insurance does not cover any claim in any way caused by or resulting from:

- a) Coronavirus disease (COVID-19);
- b) Severe acute respiratory syndrome coronavirus 2 (SARS-CoV-2);
- c) any mutation or variation of SARS-CoV-2;
- d) any fear or threat of a), b) or c) above.

LMA5391

04 March 2020

EXCLUSION DE MATIÈRES BIOLOGIQUES OU CHIMIQUES

Il est entendu que cette assurance exclut toute perte, dommage, coût ou dépense de quelque nature que ce soit, causé directement ou indirectement par, ou résultant de l'utilisation malveillante réelle ou potentielle de substances biologiques ou chimiques pathogènes ou toxiques, sans égard à toute autre cause ou événement contribuant simultanément ou dans une autre séquence.

BIOLOGICAL OR CHEMICAL MATERIALS EXCLUSION

It is agreed that this Insurance excludes loss, damage, cost or expense of whatsoever nature directly or indirectly caused by, resulting from or in connection with the actual or threatened malicious use of pathogenic or poisonous biological or chemical materials regardless of any other cause or event contributing concurrently or in any other sequence thereto.

NMA2962

06/02/03

Form approved by Lloyd's Market Association [Non-Marine]

CLAUSE D'EXCLUSION EN RAISON DE GUERRE ET DE GUERRE CIVILE

Nonobstant les dispositions contraires contenues dans les présentes, la présente police ne couvre pas la perte ou les dommages occasionnés ou provoqués, directement ou indirectement, par une guerre, une invasion, des actes d'ennemis étrangers, des hostilités (qu'une guerre soit déclarée ou non), une guerre civile, une rébellion, une révolution, une insurrection, une force militaire, une usurpation de pouvoir ou la confiscation, la nationalisation, la réquisition, la destruction ou l'endommagement de tout bien par un gouvernement ou une autorité publique ou locale ou à la suite d'une directive de ceux-ci.

NMA0464
01/01/1938

WAR AND CIVIL WAR EXCLUSION CLAUSE

Notwithstanding anything to the contrary contained herein this Policy does not cover Loss or Damage directly or indirectly occasioned by, happening through or in consequence of war, invasion, acts of foreign enemies, hostilities (whether war be declared or not), civil war, rebellion, revolution, insurrection, military or usurped power or confiscation or nationalisation or requisition or destruction of or damage to property by or under the order of any government or public or local authority.

NMA0464
01/01/1938

EXCLUSION RELATIVE À LA RECONNAISSANCE ÉLECTRONIQUE DE LA DATE (EDRE)

La présente police ne couvre pas les sinistres, dommages-intérêts, coûts, réclamations ou frais, qu'ils soient préventifs, correctifs ou autres, découlant directement ou indirectement de, ou lié à :

- a) tout calcul, toute comparaison, toute différentiation, tout séquencement ou tout traitement de données impliquant un changement de date pour le passage à l'année 2000, ou tout autre changement de date, y compris le calcul des années bissextiles, apporté à tout système, matériel, programme ou logiciel et/ou puce, circuit intégré ou dispositif similaire de tout matériel informatique ou non informatique, que les biens soient ou non la propriété de l'assuré; ou
- b) tout changement, toute altération ou modification impliquant un changement de date pour le passage à l'année 2000, ou tout autre changement de date, y compris le calcul des années bissextiles, apporté à tout système, matériel, programme ou logiciel et/ou puce, circuit intégré ou dispositif similaire de tout matériel informatique ou non informatique, que les biens soient ou non la propriété de l'assuré.

La présente clause s'applique, tel que soient les autres causes ou événements qui contribuent de façon simultanée ou dans n'importe quel ordre aux pertes, dommages, coûts, réclamations ou dépenses.

ELECTRONIC DATE RECOGNITION EXCLUSION (EDRE)

This policy does not cover any loss, damage, cost, claim or expense, whether preventative, remedial or otherwise, directly or indirectly arising out of or relating to:

- a) the calculation, comparison, differentiation, sequencing or processing of data involving the date change to the year 2000, or any other date change, including leap year calculations, by any computer system, hardware, programme or software and/or any microchip, integrated circuit or similar device in computer equipment or non-computer equipment, whether the property of the insured or not; or
- b) any change, alteration, or modification involving the date change to the year 2000, or any other date change, including leap year calculations, to any such computer system, hardware, programme or software and/or any microchip, integrated circuit or similar device in computer equipment or non-computer equipment, whether the property of the insured or not.

This clause applies regardless of any other cause or event that contributes concurrently or in any sequence to the loss, damage, cost, claim or expense.

EDRE
NMA2802
17/12/1997

AVENANT EXCLUANT LES ACTES DE TERRORISME

Nonobstant toute disposition contraire dans la présente assurance ou de tout avenant y afférent, il est convenu que la présente assurance exclut la responsabilité pour les pertes, les dommages corporels, les dommages, les coûts ou les dépenses de toute nature causés directement ou indirectement par, résultant de ou en relation avec un des actes de terrorisme suivants, indépendamment de toute autre cause ou de tout autre événement contribuant simultanément ou selon toute autre séquence au sinistre.

Aux fins du présent avenant, acte de terrorisme désigne tout acte, y compris, mais sans s'y limiter, l'usage de la force ou de la violence ou la menace de force ou violence par toute personne ou groupe(s) de personnes, agissant soit seule(s) ou au nom de ou en relation avec toute(s) organisation(s) ou tout/tous gouvernement(s), et entrepris à des fins politiques, religieuses ou idéologiques, ou à des fins similaires, compris l'intention d'influencer tout gouvernement ou d'engendrer la peur chez le public ou une portion du public.

Le présent avenant exclut également la perte, les dommages, les dépenses ou les frais de quelque autre nature, directement ou indirectement causés par, résultant de ou en rapport avec toute action menée pour contrôler, prévenir, supprimer ou de quelque façon liée à un acte de terrorisme.

Si les souscripteurs allèguent qu'en raison de la présente exclusion, une perte, un dommage, des frais ou des dépenses de quelque nature que ce soit n'est pas couverte par la présente assurance, la responsabilité de prouver le contraire sera celle de l'assuré.

Dans le cas où une partie du présent avenant est jugée invalide ou inapplicable, les autres dispositions demeureront pleinement en vigueur.

NMA2920
08/10/2001

TERRORISM EXCLUSION ENDORSEMENT

Notwithstanding any provision to the contrary within this insurance or any endorsement thereto it is agreed that this insurance excludes loss, damage, cost or expense of whatsoever nature directly or indirectly caused by, resulting from or in connection with any act of terrorism regardless of any other cause or event contributing concurrently or in any other sequence to the loss.

For the purpose of this endorsement an act of terrorism means an act, including but not limited to the use of force or violence and/or the threat thereof, of any person or group(s) of persons, whether acting alone or on behalf of or in connection with any organisation(s) or government(s), committed for political, religious, ideological or similar purposes including the intention to influence any government and/or to put the public, or any section of the public, in fear.

This endorsement also excludes loss, damage, cost or expense of whatsoever nature directly or indirectly caused by, resulting from or in connection with any action taken in controlling, preventing, suppressing or in any way relating to any act of terrorism.

If the Underwriters allege that by reason of this exclusion, any loss, damage, cost or expense is not covered by this insurance the burden of proving the contrary shall be upon the Assured.

In the event any portion of this endorsement is found to be invalid or unenforceable, the remainder shall remain in full force and effect.

NMA2920
08/10/2001

CLAUSE D'EXCLUSION DE LA CONTAMINATION PAR SUITE DE RADIOACTIVITÉ ET DES ENSEMBLES NUCLÉAIRES EXPLOSIBLES

Ne sont pas couverts par la présente police:

- (a) la perte, la destruction ou l'endommagement de tous biens de quelque nature que ce soit, ou toute perte pécuniaire ou frais en résultant, ou toute perte indirecte,
- (b) toute Responsabilité Civile de quelque nature que ce soit, causés directement ou indirectement par, provenant de, ou auxquels auraient contribué:
 - (i) des radiations ionisantes ou la contamination par suite de radioactivité venant de quelque carburant nucléaire ou de déchets nucléaires quelconques résultant de la combustion d'un carburant nucléaire,
 - (ii) les propriétés radioactives, toxiques, explosives ou autres propriétés hasardeuses de tout ensemble nucléaire explosible ou de tout composant nucléaire faisant partie de tel ensemble.

4/4/68

NMA1622-8

RADIOACTIVE CONTAMINATION AND EXPLOSIVE NUCLEAR ASSEMBLIES EXCLUSION CLAUSE

This Policy does not cover

- (a) loss or destruction of or damage to any property whatsoever or any loss or expense whatsoever resulting or arising therefrom or any consequential loss
- (b) any legal liability of whatsoever nature directly or indirectly caused by or contributed to by or arising from:
 - (i) ionising radiations or contamination by radioactivity from any nuclear fuel or from any nuclear waste from the combustion of nuclear fuel
 - (ii) the radioactive, toxic, explosive or other hazardous properties of any explosive nuclear assembly or nuclear component thereof.

NMA1622

04/04/1968

Q.P.F. NO. 6

**QUEBEC AUTOMOBILE INSURANCE POLICY
(NON-OWNED FORM)**
Approved by the Autorité des marchés financiers

DECLARATIONS

ITEM 1.

Name of the insured: See DECLARATION PAGES
 Address: DECLARATION PAGES
 Insured is: Corporation or Association
 (State whether individual, partnership, corporation, association, etc.)

ITEM 2.

Contract period: From DECLARATION PAGES to DECLARATION PAGES
 12:01 A.M. standard time at the Insured's address stated above as to each of said dates.

ITEM 3.

The automobiles in respect of which insurance is to be provided are those not owned in whole or in part by, nor registered in the name of the Insured, used in the Insured's business of: **AS KNOWN TO THE INSURER**

ITEM 4.

INSURED'S EMPLOYEES, SHAREHOLDERS, OFFICERS, MEMBERS, PARTNERS OR MANDATARIES AS OF THE DATE OF THE APPLICATION

Relationship to Insured	Employees, shareholders, officers, members or partners who regularly use automobiles not owned by the Insured in his business.						All other employees, officers, shareholders, members or partners			Mandatories of Insured		
	Class "A1" Private passenger			Class "A2" Commercial			Class "B"			Class "C"		
	Number	Rate	Premium	Number	Rate	Premium	Number	Rate	Premium	Number	Rate	Premium
	As known to insurer	\$ Included	\$ Included	As known to insurer	\$ Included	\$ Included	As known to insurer	\$ Included	\$ Included	As known to insurer	\$ Included	\$ Included

ITEM 5.

AUTOMOBILES HIRED BY THE INSURED

Type of automobile	Estimated cost of hire	Rates per \$100 cost of hire	Advance premium
As known to insurer	\$ As known to insurer	\$ Included	\$ Included

The advance premium is subject to adjustment at the end of the contract period as provided in the policy.

ITEM 6.

AUTOMOBILES OPERATED UNDER CONTRACT ON BEHALF OF THE INSURED

Type of automobile	Estimated cost of hire	Rates per \$100 cost of hire	Advance premium
As known to insurer	\$ As known to insurer	\$ Included	\$ Included

The advance premium is subject to adjustment at the end of the contract period as provided in the policy.

ITEM 7.

Insurance is hereby provided against the perils mentioned in this item for which a premium is specified and upon the terms and conditions of this contract and subject to the following amount.

INSURING AGREEMENT	PERILS	AMOUNT	PREMIUM
Section A Civil Liability	Bodily injury to or death of others or damage to their property	\$ «CGL_NOA_Limit» (exclusive of interest, expenses and costs) for loss or damage resulting from bodily injury to or the death of one or more persons, and for loss or damage to property, regardless of the number of claims arising from any one accident	\$ Included
Endorsements: Q.E.F. NO. 94, Q.E.F. NO. 96 & Q.E.F. NO. 99			\$ Included
Premium due date: «Effective Date_DDMMYYYY»			Total premium: \$ Included

ITEM 8.

IMPORTANT STATEMENTS FOR UNDERWRITING THE RISK

Not applicable

**ITEM 9.
NOTICE**

Not applicable

INSURING AGREEMENT

Now, therefore, subject to the limits, terms and conditions, provisions, definitions and exclusions herein stated:

SECTION A – CIVIL LIABILITY

The Insurer agrees to indemnify the Insured, the Insured's succession or legal representatives against the pecuniary consequences of civil liability the Insured may incur for loss or damage arising from the use or operation in the business described in the Declarations of any automobile not owned (in whole or in part) by or registered in the name of the Insured, and resulting from bodily injury to or death of others or damage to property of others not in the care, custody or control of the Insured. However, where the loss exceeds the amounts of insurance, the indemnity shall be applied first to the pecuniary consequences of civil liability incurred by the Named Insured.

EXCLUSIONS

The Insurer shall not be liable under this section:

- (1) except where the Automobile Insurance Act does not apply, for bodily injury or death covered under the said Act, the Act respecting industrial accidents and occupational diseases or the Crime Victims Compensation Act;
- (2) for any liability which arises from the use or operation of any automobile while personally driven by the Insured if the Insured is an individual;
- (3) for any liability imposed by any workmen's compensation law upon any person insured by this section;
- (4) for loss or damage sustained by the Insured or any employee, shareholder, officer, member, partner or mandatory of the Insured while engaged in the business of the Insured, except as provided under a Direct Compensation Agreement established in accordance with the aforementioned Automobile Insurance Act;
- (5) for any liability assumed voluntarily by any person insured by this section under any contract or agreement;
- (6) for loss or damage to property carried in or upon an automobile personally driven by any person insured by this section or to any property owned or rented by, or in the care, custody or control of any such person;
- (7) for any sum in excess of the amount stated in section A of Item 7 of the Declarations, and expenditures provided for in the Additional Agreements of this section, irrespective of the number of persons or interests insured;
- (8) for any loss or damage resulting from bodily injury to or death of any person or damage to property arising out of a nuclear energy hazard and in excess of the compulsory amount of liability insurance prescribed by the Automobile Insurance Act or the Act respecting off-highway vehicles, depending on the type of vehicle involved.

See also General Provisions, Definitions, Exclusions and Conditions.

ADDITIONAL AGREEMENTS

Where indemnity is provided by this section the Insurer further agrees:

- (1) immediately upon receipt of notice of loss, to serve any person insured by this section by such investigation thereof, or by such transactions with the claimant, or by such settlement of any resulting claims, as may be deemed expedient by the Insurer;
- (2) to take up the interest of any person entitled to the benefit of the insurance and assume his defense in any action which may be brought against him;
- (3) to bear, over and above the proceeds of the insurance, costs and expenses resulting from actions against the Insured, including those of the defense, and interest on the proceeds of the insurance;
- (4) if the injury is to a person, to reimburse any person insured by this section for expenses incurred for such medical aid as may be immediately necessary at the time of such injury;
- (5) to be liable up to the minimum amount(s) of liability insurance prescribed by any legislation respecting Automobile Insurance and applying in that province or territory of Canada or in that State of the United States of America in which the accident occurred, if that amount(s) is higher than the amount(s) stated in section A of Item 7 of the Declarations;
- (6) not to set up any defense to a claim that might not be set up if the policy were a motor vehicle liability policy issued in the province or territory of Canada or in the State of the United States of America in which the accident occurred.

AGREEMENTS OF INSURED

Where indemnity is provided by this section, every person insured:

- (a) empowers the Insurer as their representative to appear and defend in any province or territory of Canada or in any State of the United States of America in which action is brought against the Insured arising out of the use or operation of an automobile with respect to which insurance is provided hereunder;
- (b) renounces his right to unilaterally revoke such mandate;
- (c) shall reimburse the Insurer, upon demand, in the amount which the Insurer has paid by reason of the provisions of any statute relating to automobile insurance and which the Insurer would not otherwise be liable to pay under this section.

GENERAL PROVISIONS, DEFINITIONS AND EXCLUSIONS

1. TERRITORY

Unless extended by endorsement, insurance provided by this contract applies only within Canada, the United States of America and upon a vessel and/or aircraft serving ports or airports of those countries.

2. PERSONNEL OF OTHER GARAGES EXCLUDED

No person who is engaged in a garage business, shall be entitled to indemnity or payment under this contract for any loss, damage, injury or death sustained while using, operating or working upon the automobile in the course of that business or while so engaged is an occupant of or enters or gets onto or alights from such automobile, unless the person is the Insured or the Insured's employee, shareholder, member, partner or mandatory or is actually driving the automobile in Quebec.

3. DEFINITIONS In this policy:

- (a) The term automobiles operated under contract shall mean automobiles operated in the business of the Insured stated in Item 3 of the Declarations where the complete supervision, direction and control of such automobiles remain with the owner thereof, but shall not include any automobile owned in whole or in part by or registered in the name of the Named Insured or any employee, shareholder, officer, member, partner or mandatory of the Insured.
- (b) the term garage business includes any business involving the custody, selling, equipping, repairing, maintaining, storing, parking, moving or servicing of automobiles.
- (c) The term hired automobiles means automobiles hired or leased from others with or without drivers, used under the control of the Insured in the business stated in Item 3 of the Declarations but shall not include any automobile owned in whole or in part by or registered in the name of the Named Insured or any employee, shareholder, officer, member, partner or mandatory of the Insured.
- (d) The words nuclear energy hazard mean the radioactive, toxic, explosive or other hazardous properties of prescribed substances under the Atomic Energy Control Act (Canada).

4. TWO OR MORE AUTOMOBILES

- (a) When two or more automobiles are insured hereunder the terms of this contract shall apply separately to each, but a motor vehicle and one or more trailer or trailers or semi-trailers attached thereto shall be held to be one automobile with respect to the amounts of insurance under section A. Where two or more automobiles are insured under one or more contracts issued by the same insurer, only one amount of insurance, the highest, shall apply in the event of loss under section A.
- (b) If section B is included in this policy through endorsement Q.E.F. NO. 6-94, Civil Liability for damage to hired automobiles and/or automobiles operated under contract, such automobiles shall be held to be separate automobiles with respect to the amount(s) of insurance, including any deductible provisions, under section B.
- (c) Section A shall apply to the Insured's liability for damage caused to a non-owned trailer, other than a trailer designed or used to carry passengers or for demonstration, sale, office or dwelling purposes, while:
 - (i) attached to an automobile of the private passenger type insured under said section;
 - (ii) not attached to any other vehicle, provided such trailer is generally attached to an automobile of the private passenger type insured under said section.

Automobile of the private passenger type: commercial vehicles of 4,500 kgs (10,000 lbs) gross vehicle weight or less while used for private or pleasure purpose shall be deemed to be of the private passenger type.

5. ADDITIONAL INSUREDS

This contract also insures every employee, shareholder, officer, member, partner or mandatory of the Named Insured, who, with the consent of the owner of the automobile involved:

- (a) and in the business of the Named Insured stated in Item 3 of the Declarations, personally drives any automobile not owned in whole or in part by or registered in the name of (1) the Named Insured, or (2) such additional insured person, or (3) any person having the same domicile as the Named Insured or such additional insured person;
- (b) any automobile rented or hired in the name of the Named Insured and not owned in whole or in part by or registered in the name of such additional insured person.

6. PREMIUM ADJUSTMENT

The advance premiums stated in Items 5 and 6 of the Declarations and in Q.E.F. NO. 6-94, if applicable, are computed on the estimated total "cost of hire" or "contract cost", as the case may be, for the contract period. The words "cost of hire" as used herein mean the entire amount incurred for "hired automobiles" and drivers when such automobiles are hired with drivers or the amount incurred for hired automobiles and the wages paid to drivers when such drivers are employees of the Insured. The words "contract cost" as used herein mean the entire amount paid by the Insured for "automobiles operated under contract" to the owners thereof.

The advance premiums are subject to adjustment at the end of the contract period when the Insured shall deliver to the Insurer a written statement of the total amounts expended for "cost of hire" and "contract cost" during the contract period based on the provisions contained in Q.E.F. NO. 6-100, Final adjustment of premium computation statement.

7. AUDIT

Provided the Insured has authorized the Insurer in writing, the Insurer may at any time during regular business hours and upon fourteen days' prior notice examine the books and records of the Insured insofar as they relate to the subject matter of the contract.

8. CROSS LIABILITY

Every Named Insured sustaining loss or damage because of another Named Insured shall, in respect of such loss or damage, be deemed to be a third party under this contract; provided that this provision shall not operate to increase the limit of the Insurer's liability.

9. EXCLUDED USES

Unless coverage is indicated in the Declarations or expressly given by an endorsement, the Insurer shall not be liable under this contract while:

- (a) the automobile is rented or leased to another;
- (b) the automobile is used to carry explosives, or to carry radioactive material for research, education, development or industrial purposes, or for purposes incidental thereto;
- (c) the automobile is used as a taxicab, bus, livery or sightseeing conveyance.

CONDITIONS

This contract is subject to the Civil Code of Quebec, the Code of Civil Procedure of Quebec, the Automobile Insurance Act and its regulations and the Act respecting off-highway vehicles if applicable.

1. REPRESENTATION OF RISK

The client, and the Insured if the Insurer requires it, is bound to represent all the facts known to him which are likely to materially influence an insurer in the setting of the premium, the appraisal of the risk or the decision to cover it, but he is not bound to represent facts known to the Insurer or which from their notoriety he is presumed to know, except in answer to inquiries.

The client means the person submitting an insurance application.

2. MATERIAL CHANGE IN RISK

The Insured shall promptly notify the Insurer of any change that increases the risks stipulated in the policy and that results from events within his control if it is likely to materially influence an insurer in setting the rate of the premium, appraising the risk or deciding to insure it.

On being notified of any material change in the risk, the Insurer may, under Condition 21, cancel the contract or propose, in writing, a new rate of premium. Unless the new premium is accepted and paid by the Insured within thirty days of the proposal, the policy ceases to be in force.

If the Insurer continues to accept the premiums or if he pays an indemnity after a loss, he is deemed to have acquiesced in the change notified to him.

3. MISREPRESENTATIONS OR CONCEALMENT

Section A of the policy may be nullified at the instance of the Insurer where the Insured or the client has misrepresented or concealed relevant facts mentioned in Condition 1 and in the first paragraph of Condition 2 which are likely to materially influence a reasonable insurer in the decision to cover the risk. Unless such misrepresentation or concealment is established, the Insurer remains liable towards the Insured for such proportion of the indemnity as the premium he collected bears to the premium he should have collected.

Section B of endorsement Q.E.F. NO. 6-94 may be nullified at the instance of the Insurer where the Insured or the client has misrepresented or concealed relevant facts mentioned in Condition 1 and in the first paragraph of Condition 2 which are likely to materially influence a reasonable insurer, even in respect of losses not connected with the risk so misrepresented or concealed. Unless the bad faith of the Insured or the client is established or unless it is established that the Insurer would not have covered the risk if he had known the true facts, the Insurer remains liable towards the Insured for such proportion of the indemnity as the premium he collected bears to the premium he should have collected.

4. BREACH OF WARRANTY

A breach of warranty aggravating the risk suspends the coverage. The suspension ceases upon the acquiescence of the Insurer or the remedy of the breach.

5. PROHIBITED USE

The Insured shall not drive or operate the automobile nor permit the use of the automobile by others:

- (a) unless the driver is for the time being authorized by law or qualified to drive or operate the automobile, or while he is under 16 years of age or under such other age as is prescribed by law to drive an automobile;
- (b) for any illicit trade or transportation;
- (c) in any race or speed test.

6. INSPECTION OF AUTOMOBILE

The Insurer shall be permitted at all reasonable times to inspect the automobile and its equipment.

7. NOTICE OF LOSS

The Insured shall notify the Insurer of any loss which may give rise to an indemnity, as soon as he becomes aware of it. Any interested person may give such notice.

The failure to fulfil the obligation set out in the preceding paragraph entails forfeiture of the right to indemnity where such failure has caused prejudice to the Insurer.

8. INFORMATION TO BE PROVIDED

At request of the Insurer, the Insured shall inform the Insurer as soon as possible of all the circumstances surrounding the loss, including its probable cause, the nature and extent of the damage, the location of the insured property, the rights of third parties, and any concurrent insurance; he shall also furnish him with vouchers and swear or warrant to the truth of the information.

Where, for a serious reason, the Insured is unable to fulfil such obligation, he is entitled to a reasonable time in which to do so. If the Insured fails to fulfil his obligation, any interested person may do so on his behalf.

In addition, the Insured shall forthwith send to the Insurer a copy of any notice, letter, summons or proceeding received in connection with a claim.

9. DECEITFUL REPRESENTATION

Any deceitful representation relating to a loss entails the loss of the right of the person making it to any indemnity in respect of the risk to which the representation relates.

However, if the occurrence of the event insured against entails the loss of both property for occupational use and personal property, forfeiture is incurred only with respect to the class of property to which the representation relates.

10. ABANDONMENT, SAFEGUARDING AND EXAMINATION OF PROPERTY

The Insured may not abandon the damaged property if there is no agreement to that effect with the Insurer.

The Insured shall facilitate the salvage and inspection of the insured property by the Insurer. He shall, in particular, permit the Insurer and his representatives to visit the premises and examine the insured automobile and its equipment.

In addition, the Insured shall at the expense of the Insurer, and as far as reasonably possible, protect the automobile from further loss or damage, and any such further loss or damage accruing directly or indirectly from a failure to protect shall not be recoverable hereunder. No repairs shall be undertaken or any physical evidence of the loss or damage removed without the written consent of the Insurer, except such repairs as are immediately necessary for the protection of the automobile from further loss or damage, or until the Insurer has had a reasonable time to make the examination provided for in Condition 6.

11. ADMISSION OF LIABILITY AND COOPERATION

No transaction made without the consent of the Insurer may be set up against him.

The Insured shall not admit any liability nor settle or attempt to settle any claim, except at his own cost.

The Insured shall cooperate with the Insurer in the processing of all claims.

12. VALUATION AND MANNER OF PAYMENT

The Insurer shall not be liable beyond the actual cash value of the automobile at the time any loss or damage occurs, and the loss or damage shall be ascertained or estimated with proper deduction for depreciation, however caused, and shall in no event exceed what it would cost to repair or replace the automobile or any part thereof with material of like kind and quality provided that in the event of any part of the automobile being obsolete and out of stock, the liability of the Insurer in respect thereof shall be limited to the value of original equipment manufacturer parts at the time of loss or damage not exceeding the manufacturer's latest list price.

For the purposes of the above coverage, the value of damages caused to the automobile shall be based on original equipment manufacturer parts where the age of the automobile and mileage are less than two (2) years and forty thousand kilometres (40,000 km), or less than one (1) year in the case of an automobile used for commercial purposes. Where the age and mileage are greater, such value may be based on similar automobile parts. However, the Insured may opt for original equipment manufacturer parts, if available, by communicating such option to the Insurer at the time of the notice of loss. The Insurer shall then specify the applicable conditions and additional costs that the Insured shall assume as a result of such option.

In the event of a total or constructive total loss, the Insurer agrees, at the option of the Insured and subject to supporting evidence, to cover reasonable expenses incurred to restore the automobile to the same condition as it was before the loss.

Except where an arbitration has been made and subject to the rights of preferred and hypothecary creditors, the Insurer, instead of making payment may, within a reasonable time, repair, rebuild or replace the property damaged or lost with other of like kind and quality, giving written notice of its intention so to do within seven days after the receipt of the proofs of loss.

In all cases, the salvage, if any, shall revert to the Insurer.

13. ARBITRATION

Arbitration may take place in the event of a disagreement as to the nature, extent or amount of the loss or damage, or the adequacy of the repairs or the replacement, and independently of all other questions respecting the validity of the contract.

The party seeking arbitration must notify the other party of his intention in writing, specifying the matter in dispute. The insured's request for arbitration must be granted. The insurer's request for arbitration may be granted subject to the insured's consent.

If the insured requests arbitration, the insurer must send the insured an acknowledgement of receipt no later than 15 clear days after receipt of this notice. If the insurer so requests, the insured must confirm acceptance or refusal within the same amount of time.

Each party shall name an expert and the two experts shall work jointly to estimate the damage (establishing the actual cash value and the damage separately) or to assess the adequacy of the repairs or the replacement. Failing to agree they shall submit their differences to a disinterested arbitrator they have appointed.

If either party fails to appoint an expert within 30 clear days of the date of the notice or if the experts fail to agree upon an arbitrator within 15 days of their appointment, or if an expert or the arbitrator refuses to act or is unavailable, the vacancy thus created must be filled, on the request of one of the parties, by a court with jurisdiction in the place of the arbitration.

Notwithstanding the arbitration procedure and if the validity or application of the contract is not being contested, the insurer shall pay the uncontested portion of the damage amount. This payment must be made no later than 60 days after receipt of notice of loss or receipt of the information or supporting documents required by the insurer.

Subject to this clause, the arbitration shall follow the procedure in sections 940 to 951.2 of the Code of Civil Procedure of Quebec, taking into account any required modifications. In accordance with section 944.1 of this Code, the arbitration may proceed according to a procedure determined by the arbitrator, insofar as this procedure does not contravene the above sections. The place of the arbitration proceedings shall be held at a place in accordance with the domicile of the insured.

The arbitrator shall settle the dispute in accordance with the applicable laws in the province of Quebec. The arbitrator and the parties may use the language of their choice during the arbitration proceedings. Measures must be taken to ensure that all the participants understand the language used.

The arbitration award shall be made in writing by the arbitrator. It must indicate the date and place where it has been made. It must state the reasons on which it is based and be signed by the arbitrator, then sent to the parties within 30 days of the date on which it has been made.

Each party shall pay the expenses and fees of its expert and half the fees and expenses of the arbitration proceedings. The arbitrator is authorized to award the fees and expenses of the arbitration if he deems that the sharing method established by this clause is not justified or fair for each of the parties in the circumstances.

14. NON-WAIVER

Neither the Insurer nor the Insured shall be deemed to have waived any term or condition of this contract by any act relating to arbitration or to the delivery and completion of proofs of loss, or to the investigation or adjustment of the claim.

15. TIME OF PAYMENT

Claims under Section B shall be paid within sixty days after receipt of notice of loss or of information or proof of loss required by the Insurer or, where an arbitration is held, within fifteen days after award is accepted by the Insured.

16. CONTINUATION OF COVERAGE Coverage is maintained after a loss.

17. PRESCRIPTION Every action against the Insurer under this contract is prescribed by three years from the date the right of action has arisen.

18. SUBROGATION

The Insurer shall be subrogated to the extent of the amount paid under this contract to the rights of the Insured against persons responsible for the loss except when they are members of the Insured's household.

The Insurer may be fully or partly released from his obligation towards the Insured where, owing to any act of the Insured, he cannot be so subrogated.

19. OTHER LIABILITY INSURANCE

Insurance under a contract evidenced by a valid owner's policy is, in respect of liability arising from or occurring in connection with the ownership, use or operation of an automobile owned by the Insured named in the policy and within the description or definition thereof in the policy, a first loss insurance, and insurance attaching under any other valid motor vehicle liability policy is excess insurance only.

However, insurance evidenced by a valid garage policy, not describing the specific automobile(s) insured, shall in respect to non-owned or customers' automobiles while being used, operated or worked upon in the course of the policyholder's business as a garage be a first loss insurance and insurance attaching under any other valid motor vehicle policy shall be excess insurance only.

20. RENEWAL OF CONTRACT

This contract shall be renewed of right, for the same premium and for the same period, at expiry, unless notice to the contrary is given by the Insurer or the Insured; if given by the Insurer, the notice of non-renewal or of a change in the premium must be sent to the Insured, at his last known address, not later than the thirtieth day preceding the date of expiry, counting that date.

Where the Insured deals through a broker, the notice provided for in the first paragraph is sent by the Insurer to the broker, the latter being entrusted to remit it to the Insured.

21. CANCELLATION

This contract may be cancelled at any time:

(a) by each of the Named Insureds giving mere written notice to the Insurer. Cancellation takes effect upon receipt of the notice by the Insurer and the Insured shall therefore be entitled to a refund of the excess of the premium actually paid over the premium earned for the time the contract has been in force, on the basis of the Cancellation Table herein;

(b) within sixty days after its coming into force, by the Insurer giving written notice to each Named Insured. Cancellation takes effect fifteen days following receipt of such notice by the Named Insured at his last known address.

At the expiry of such period of sixty days, the contract shall not be cancelled by the Insurer except in the case of an aggravation of risk which is likely to materially influence a reasonable insurer in the decision to continue to insure, or when the premium has not been paid. The Insurer so wishing to cancel the contract shall notify each Named Insured in writing; cancellation takes effect thirty days following receipt of such notice by the Named Insured at his last known address or, if the Described Automobile, with the exception of a school bus, is an automobile contemplated in Title VIII.1 of the Highway Safety Code, fifteen days after receipt of the notice.

The Insurer shall refund the excess of the premium actually paid over the earned premium computed on a day to day basis.

This Policy is valid only when attached to and forming part of one of the Insurer's standard policies providing liability insurance.

Q.E.F. NO. 6-94

CIVIL LIABILITY RESULTING FROM DAMAGE TO HIRED AUTOMOBILES AND/OR AUTOMOBILES OPERATED UNDER CONTRACT ENDORSEMENT

In consideration of the premium herein stated, the Insurer agrees to indemnify the Insured against the pecuniary consequences of the contractual or extracontractual liability of the Insured for loss of or damage to "hired automobiles" or "automobiles operated under contract", as defined in General Provisions, Definitions and Exclusions of the policy to which this endorsement is attached, including their equipment, caused by such of the perils described herein for which a premium is specified.

NSURING AGREEMENT		PERILS	AMOUNTS	DEDUCTIBLE	TYPE OF AUTOMOBILE	Estimated COST OF HIRE	Estimated CONTRACT COST	RATE PER \$100	ADVANCE PREMIUM
Civil liability resulting from damage to hired automobiles and/or automobiles operated under contract	S U B S E C T I O N S	1 All perils	\$50,000 (exclusive of interest, expenses and costs)	\$ «CGL_Deduct_C ANADA» IF ANY	COVERED,	\$ Included	\$ Included	\$ Included	\$ Included
		2 Collision or upset	\$N/A (exclusive of interest, expenses and costs)	\$N/A	\$N/A	\$N/A	\$N/A	\$N/A	\$N/A
		3 Comprehensive (excluding collision or upset)	\$N/A (exclusive of interest, expenses and costs)	\$N/A	\$N/A	\$N/A	\$N/A	\$N/A	\$N/A
		4 Specified perils	\$N/A (exclusive of interest, expenses and costs)	\$N/A	\$N/A	\$N/A	\$N/A	\$N/A	\$N/A
Premium due date:								Total:	\$ Included

Subsection 1 – ALL PERILS

Subsection 2 – COLLISION OR UPSET

Collision includes collision with (a) a vehicle to which the automobile is attached and (b) the surface of the ground.

Upset means the total or partial upset of the automobile.

Subsection 3 – COMPREHENSIVE meaning any peril other than collision or upset

For the purpose of Subsection 3, loss or damage caused by missiles, falling or flying objects, fire, theft, explosion, earthquake, windstorm, hail, rising water, malicious mischief, riot or civil commotion shall be deemed loss or damage caused by perils for which insurance is provided under Subsection 3. In addition, coverage under Subsection 3 is extended to include loss or damage caused by collision with a person or with an animal.

Subsection 4 – SPECIFIED PERILS – meaning fire, lightning, theft or attempted theft, explosion, earthquake, windstorm, hail, rising water, riot or civil commotion, falling or forced landing of aircraft or of parts of aircraft, or the stranding, sinking, burning, derailing or collision of any conveyance in or upon which the automobile is being transported on land or water.

DEDUCTIBLE CLAUSE

The Insured shall be required to contribute the deductible amount stated in the Declarations with respect to loss or damage insured under section B, except for loss or damage by fire or lightning, in any one occurrence.

EXCLUSIONS

The Insurer shall not be liable for loss or damage:

- (1) to any automobile while personally driven by the Named Insured if the Named Insured is an individual;
- (2)
 - (a) to tires or consisting of or caused by mechanical fracture or breakdown of any part of an automobile or by rusting, corrosion, wear and tear, freezing, or explosion within the combustion chamber, unless the loss or damage is coincident with other loss or damage covered by such subsection or is caused by fire, theft or malicious mischief covered by such subsection;
 - (b) to any automobile while being used without the consent of the owner thereof;
 - (c) to contents of trailers;
 - (d) to tapes and equipment for use with a tape player or recorder, or to compact discs, unless such tapes, equipment or discs are in the tape player, recorder or disc player;
 - (e) caused directly or indirectly by bombardment, invasion, civil war, insurrection, rebellion, revolution, military or usurped power, or by operation of armed forces while engaged in hostilities, whether war be declared or not.
- (3) under Subsections 3 and 4 for loss or damage caused by theft by anyone whose domicile is the same as the Insured's, or by any employee of the Insured engaged in the operation, maintenance, repair, servicing or parking of the automobile whether the theft occurs in the course of such service or employment or not.

ADDITIONAL AGREEMENTS

- (1) Where loss or damage arises from a peril insured against hereunder, the Insurer further agrees to pay general average and salvage charges, and customs duties of Canada or of the United States of America, for which the Insured is civilly liable.
- (2) The Insurer further agrees to bear any fees the Insured is charged by a municipality under the Act respecting municipal taxation for the use of its fire protection service when the fire department is called to prevent or fight fire in the automobile.
- (3) The Additional Agreements under Section A shall, insofar as they are applicable to the subject matter of this endorsement, extend to the indemnity provided herein.

The advance premiums for this endorsement are subject to adjustment in the same manner as those stated under Items 5 and 6 of the Declarations.

All other terms and conditions of the contract remain the same.

Q.E.F. No. 6-96

CONTRACTUAL LIABILITY ENDORSEMENT

In consideration of a premium of \$ **Included**, it is hereby understood and agreed that exclusion (5) of section A of the policy is amended to read as follows:

- (5) For any liability assumed voluntarily by any person insured by this policy under any contract or agreement other than those stated below:

Date(s) of contract(s): All written contracts

Name(s) of other contracting party or parties: Various

All other terms and conditions of the contract remain the same.

Q.E.F. No. 6-99

EXCLUDING LONG TERM LEASED VEHICLE ENDORSEMENT

In consideration of the premium for which this policy is issued, it is understood and agreed that clause 3 of the General Provisions, Definitions and Exclusions of the policy is hereby amended to read as follows:

3. DEFINITIONS

- (a) The term **hired automobiles** means:
- (i) automobiles hired or leased from others with drivers;
 - (ii) hired or leased by the Named Insured from others without driver for periods not exceeding 30 days, used under the control of the Insured in the business stated in Item 3 of the Declarations but shall not include any automobile owned in whole or in part by or registered in the name of the Insured or any employee, shareholder, officer, member, partner or mandatory of the Insured.

All other terms and conditions of the contract remain the same.

AVENANTS SPÉCIAUX – SPECIAL AMENDMENTS

Émis en faveur de / Issued to : Fédération Québécoise de Tir, Fédération des Chasseurs du Québec, tous ses membres individuels affiliés et clubs affiliés et ses membres

AVENANTS ADDITIONNELS / ADDITIONAL ENDORSEMENTS

- AVENANT D'ASSURÉ SUPPLÉMENTAIRE GÉNÉRAL / BLANKET ADDITIONAL INSURED ENDORSEMENT
(Disponible en anglais seulement)
- EXCLUSION DES EMPLACEMENTS BASÉS AUX ÉTATS-UNIS / UNITED STATES BASED LOCATION EXCLUSION
(Disponible en anglais seulement)
- EXCLUSION DES PRODUITS ET OPÉRATIONS DÉSIGNÉS / DESIGNATED PRODUCTS AND OPERATIONS EXCLUSION
(Disponible en anglais seulement)
- GARANTIES SUPPLÉMENTAIRES / ADDITIONAL COVERAGES *(Disponible en anglais seulement)*
- ASSURANCE DE RESPONSABILITÉ POUR HÔTES LIÉE À L'ALCOOL / HOST LIQUOR LIABILITY COVERAGE RIDER *(Disponible en anglais seulement)*
- COUVERTURE DU PLomb / LEAD COVERAGE *(Disponible en anglais seulement)*
- SECTION VI / CONDITIONS *(Disponible en anglais seulement)*
- ASSURÉ ADDITIONNEL / ADDITIONAL INSURED *(Disponible en anglais seulement)*

À l'exception de ce qui est prévu aux présentes, toutes les conditions de la police et de tout avenant y annexé demeurent inchangées.
With the exception of this endorsement, all other terms, clauses and conditions remain unchanged.

BLANKET ADDITIONAL INSURED ENDORSEMENT

(Disponible seulement en anglais)

THIS ENDORSEMENT CHANGES THE POLICY. PLEASE READ IT CAREFULLY.

Any person(s) or organization(s) shown as an "additional insured" on a certificate of insurance issued by the Insured's Representative attached to this policy shall be entitled to coverage hereunder solely for "claims" or "occurrence" for "bodily injury", "property damage", "personal injury" or advertising injury" arising solely out of the Named Insured's or any additional Named Insured's negligent performance of work under an "insured contract." No coverage or defense under this policy is provided to any "additional insured" for "claims" or "occurrences" directly or indirectly arising out of, relating to, or resulting from actions or inactions by the person(s) or organization(s) shown as an "additional insured".

As respect to General Liability, it is understood and agreed that in the case of duplication or joint coverage with the policies of the general contractor and /or sub-contractor, the general contractor's and/or subcontractor's insurance is deemed primary in all cases.

"**Additional Insured**" as referred to in this endorsement means: Any person or organization specified as an additional insured in a certificate of insurance issued by the Company of the Insured's Representative.

UNITED STATES BASED LOCATION EXCLUSION

(Disponible seulement en anglais)

THIS ENDORSEMENT CHANGES THE POLICY. PLEASE READ IT CAREFULLY.

The definition of coverage territory is amended to exclude entities and clubs located in the United States of America. However, this exclusion does not apply to any temporary activities and competition in the USA from insured clubs and members.

DESIGNATED WORK OR OPERATIONS EXCLUSION

(Disponible seulement en anglais)

THIS ENDORSEMENT CHANGES THE POLICY. PLEASE READ IT CAREFULLY.

SCHEDULE

Designated Work or Operations :

- Sale of firearms and ammunition
- Sale of reloaded or remanufactured ammunition
- Repair of firearms
- Firearms manufacture

This insurance does not apply to "bodily injury" or "property damage" included in the "products-completed operations hazard" and arising out of "your work" shown in the Schedule.

ADDITIONAL COVERAGES

(Disponible seulement en anglais)

THIS ENDORSEMENT CHANGES THE POLICY. PLEASE READ IT CAREFULLY.

It is agreed that:

1. this policy is amended to include as a named insured **one day registered visitors**.

À l'exception de ce qui est prévu aux présentes, toutes les conditions de la police et de tout avenant y annexé demeurent inchangées.
With the exception of this endorsement, all other terms, clauses and conditions remain unchanged.

2. this policy is amended to insure **Members** for a period of ninety days after the effective date to allow them to renew their membership.

HOST LIQUOR LIABILITY COVERAGE RIDER

(Disponible seulement en anglais)

It is hereby understood and agreed that, subject to the limits of liability as stated in the Policy issued to the Insured and terms and conditions of the following, the Insurer agrees to pay, on behalf of the Insured, all amounts payable because of bodily injury, including death resulting there from, to any person or persons or for damage to property (other than property leased or owned by or in the care, custody or control of the Insured or any of its employees) occurring as a result of the providing of alcoholic beverages to any person or persons by the Insured at the function specified in the Certificate of Insurance and for which a Liquor License Board Permit has been issued (if applicable).

Conditions Precedent to Coverage:

The Insurance coverage provided for herein is expressly subject to the following conditions precedent, all of which must be strictly fulfilled by the Insured in respect of each and every claim hereunder, and if any one of more such conditions precedent are not so fulfilled in respect of any claim, than it is expressly agreed that the Insurer shall have no liability whatsoever in respect of such a claim:

- (a) In respect of each and every incident, circumstance, matter or thing which may give rise to a claim under this insurance policy, the Insured shall report the details thereof to the Insurer(s) at their respective Head Offices by registered mail forthwith upon learning of any such claim or potential claim;
- (b) In respect of each and every claim to be made under this Insurance policy, the Insured shall, in addition to (a) above, forward to the Insurer at their Head Office by registered mail, forthwith upon receipt, every writ, claim, notice, demand, letter, document or other written advice received by the Insured or his representative and pertaining to each and every such claim herein.

I. Defence – Settlement – Supplementary Payments:

As respects insurance afforded by this policy, the Insurer shall:

- (1) defend in the name and on behalf of the Insured and at the cost of the Insurer any civil action which may at any time be brought against the Insured on account of such bodily injury or property damage but the Insurer shall have the right to make such investigation, negotiation and settlement of any claims as may be expedient by the Insurer;
- (2) pay all premiums on bonds to release attachments for an amount not in excess of the applicable limit of liability of this policy, all premiums on appeal bonds required in any such defended suit, but without any obligation to apply for or furnish such bonds;
- (3) pay all costs taxed against the Insured in any civil action defended by the Insurer and any interest accruing after entry of judgment upon that part of the judgment which is within the limits of the Insurer's liability;
- (4) pay expenses incurred by the Insured for such immediate medical and surgical relief to others as shall be imperative at the time of accident;
- (5) pay reasonable expenses incurred by the Insured at the Insurer's request in assisting the Insurer in the investigation or defense of any claim or suit, including actual loss of earnings not to exceed \$25 per day.

The amounts so incurred except settlement of claims or suits are payable in addition to the applicable limits of liability.

II. Persons Insured:

Each of the following is an Insured under this Insurance to the extent set forth below:

- (1) If the Named Insured is designated in the declarations as an individual, the person so designated and his/her spouse but only with respect to the conduct of business of which he is the sole proprietor;
- (2) If the Named Insured is designated in the declarations as a partnership or joint venture, the partnership or joint venture so designated and any partner or member thereof; but only with respect to his liability as such;
- (3) If the Named Insured is designated in the declarations as other than an individual, partnership or joint venture, the organization so designated and any executive officer, director or stockholder thereof while acting within the scope of his duties as such;
- (4) Any person (other than an employee of the Named Insured) or organization while acting as real estate manager for the Named Insured.
- (5) Any person while acting on behalf of the Named Insured engaged in the service of alcohol at the event specified in the application and/or declarations to the policy.

This insurance does not apply to bodily injury or property damage arising out of the conduct of any partnership or joint venture of which the Insured is a partner or member and which is not designated in this policy as a Named Insured.

Additional Named Insured:

It is agreed that in the event the Liquor License Board Permit Holder shown on the Certificate of Insurance differs from the Insured, the Liquor License Board Permit Holder is added to the policy as an additional named Insured, but only with respect to bodily injury or property damage arising out of the function listed on the Certificate of Insurance for which the Liquor License Board Permit was issued.

III. Policy Territory:

This Insurance policy applies only to bodily injury and property damage which occurs in **Canada only**.

Exclusions:

À l'exception de ce qui est prévu aux présentes, toutes les conditions de la police et de tout avenant y annexé demeurent inchangées.
With the exception of this endorsement, all other terms, clauses and conditions remain unchanged.

This Insurance does not apply to:

- (a) liability arising from property damage or bodily injury while instructing, practicing or participating in any organized athletic or sports contest or exhibition or any activity or event described under sub-section (A)–(E) inclusive of section B 1, as herein described:
 - i. the use or operation of mountain slides, water slides or other similar recreational devices, including but not limited to ski lifts or tows.
 - ii. skiing, snowboarding, hang gliding, swimming , any other related activities, para-sailing, parachuting, hot air ballooning, tubing, tobogganing, luge bobsledding, skate boarding, trampolines or any other ariel maneuvers performed with the knowledge or consent of the Insured or any concessionaires using the premises insured,
 - iii. the use or operation of saddle animals or animal-drawn vehicles,
 - iv. the use or operation of any recreational vehicle, seadoo, all terrain vehicle, snowmobile or any other similar vehicle.
 - v. the use or operation of any inflatables, trampolines or other similar devices.
- (b) liability arising out of the rendering of or failure to tender any "Professional Service"
- (c) liability arising from corporal punishment, sexual or physical abuse, sexual exploitation or other harmful acts by the insured.
- (d) liability arising out of the forcible ejection of any person or persons from the insured premises. This exclusion does not apply to bodily injury resulting from the use of reasonable force to protect persons or property.
- (e) liability arising from the use or sale of, whether negligent or otherwise, of fireworks, or damages arising from the use or sale of fireworks.
- (f) liability arising out of damage caused by cigarette burns.
- (g) liability resulting from any intentional or criminal act or failure to act by:
 - (a) any person insured by this policy; or
 - (b) any other person insured by this policy;
- (h) any injury/injuries resulting from animal bites (s).
- (i) any damage to fine art and antique.
- (j) liability assumed by the Insured under any contract or agreement except an incidental contract, but this exclusion does not apply to a warranty of fitness or quality of the Named Insured's products or a warranty that work performed by or on behalf of the Named Insured will be done in a workmanlike manner;
- (k) bodily injury or property damage arising out of ownership, maintenance, use or operation by or on behalf of the Insured of any automobile;
- (l) bodily injury or property damage arising out of the ownership, maintenance, use, operation, loading or unloading by or on behalf of the Insured of any watercraft, but this exclusion does not apply to watercraft while ashore on premises owned by, rented to or controlled by the Named Insured;
- (m) (1) bodily injury or property damage arising out of the ownership, maintenance, use, operation, loading or unloading by or on behalf of the Insured of
 - i. any aircraft, or
 - ii. any air cushion vehicle;(2) bodily injury or property damage arising out of the ownership, existence, use or operation by or on behalf of the Insured of any premises for the purpose of an airport or aircraft landing strip and all operations necessary or incidental thereto;
- (n) bodily injury to any employee of the Insured arising out of and in the course of his employment by the Insured, but this exclusion does not apply to liability assumed by the Insured under an incidental contract;
- (o) any obligation for which the Insured or his Insurer may be held liable under anyworkman's compensation law;
- (p) liability arising out of damage caused by cigarette burns;
- (q) bodily injury caused intentionally by or at the direction of the Insured; this exclusion does not apply to bodily injury resulting from the use of reasonable force to protect persons or property.
- (r) Property damage to
 - (1) property owned or occupied by or rented to the Insured or
 - (2) property used by the Insured, or
 - (3) property in the care, custody or control of the Insured or property as to which the Insured is for any purpose exercising physical control, or
 - (4) any personal property or any fixtures as the result of any work performed thereon by the Insured or anyone on his behalf; but parts (2) and (3) of this exclusion do not apply with respect to liability under a written sidetrack agreement and part (3) of this exclusion does not apply with respect to property damage (other than to elevators) arising out of the use of an elevator at premises owned by, rented to or controlled by the Named Insured;
- (s) property damage to the Named Insured's products arising out of such products or any part of such products;
- (t) property damage to work performed by or on behalf of the Named Insured arising out of the work or any portion thereof, or out of materials, parts or equipment furnished in connection therewith;
- (u) loss of tangible property which has not been physically injured or destroyed resulting from
 - (1) a delay in or lack of performance by or on behalf of the Named Insured of any contract or agreement, or
 - (2) the failure of the Named Insured's products or work performed by or on behalf of the Named Insured to meet the level of performance, quality, fitness or durability warranted or represented by the Named Insured; but this exclusion does not apply to loss of use of other tangible property resulting from the sudden accidental physical injury to or destruction of the Named Insured's products or work performed by or on behalf of the Named Insured after such products or work have been put to use by any person or organization other than an Insured.
- (v) expenses incurred for the withdrawal, inspection, repair, replacement or amounts claimed for loss of use of the Named Insured's products or work completed by or for the Named Insured or of any property of which such products or work form a part, if such products, work or property are withdrawn from the market or from use because of any known or suspected defect or deficiency therein;
- (w) property damage arising out of

- (1) the use of explosive for blasting, or
- (2) vibration from pile driving or caisson work, or
- (3) the removal or weakening of support of any property, building or land whether such support be natural or otherwise; but this exclusion does not apply with respect to property damage (i) arising out of operations performed for the Named Insured by independent contractors; (ii) included within the completed operations hazard; (iii) for which liability is assumed by the Insured under an incidental contract;
- (x) bodily injury or property damage due to war, invasion, act of foreign enemy, hostilities (whether war be declared or not), civil war, rebellion, revolution, insurrection or military power.
- (y) Nuclear Energy Liability – see Common exclusions.
- (z) Environmental Liability – see Common exclusions.

The definition of the **Named Insured** is amended to include: the named insured's volunteers or auxiliary workers who are not also members of the named insured but only for acts within the scope of their activities as volunteers for the insured.

Notwithstanding anything contained elsewhere in this policy it is understood and agreed that the insurer shall not have its rights of recourse under the law restricted in any way, in any contact, verbal or written, between the insured and any independent third party contractors or individuals who may do work or provide services or materials on behalf of the insured during the term and within the scope of this policy.

LIMITS OF LIABILITY

Regardless of the number of (1) Insureds under this policy (2) persons or organizations who sustain bodily injury or property damage or (3) claims made or suits brought on account of bodily injury or property damage, the Insurer's liability is limited as follows:

(1) Limits of Liability – Coverages A and B

The inclusive limit of liability stated in the schedule as applicable to "bodily injury each occurrence property damage each accident" is the total limit of the insurer's liability under Coverages A and B or Coverages A and B combined for all compensatory damages, including compensatory damages for care and loss of services, arising out of bodily injury in any one occurrence or property damage as a result of any one accident or series of accidents arising out of one event.

(2) Subject to the above provision respecting "bodily injury each occurrence property

damage each accident" under Coverages A and B combined, the limit of bodily injury and property damage liability combined stated in the schedule as "aggregate" is the total limit of the Insurer's liability for all compensatory damages in any one certificate period. All compensatory damages arising out of one lot of goods or products prepared or acquired by the Named Insured or by another trading under his name, shall be considered as arising out of one occurrence as regards bodily injury liability and one accident as regards property damage liability.

(3) For the purpose of determining the limit of the Insurer's liability, all bodily injury

Arising out of continuous or repeated exposure to substantially the same general conditions shall be considered as arising out of one occurrence.

Description of Terms Used for Premium Bases:

"number of people at a function" means the amount of people as specified in the Liquor License Board Permit (if applicable).

Condition:

In respect of each and every claim made under this insurance policy, the Insured agrees to pay the Insurer, immediately following the Insured's demand for same, all or such part of the Applicable Deductible Amount actually incurred or expended by the Insurer.

Applicable Deductible Amount:

In this insurance policy the "Applicable Deductible Amount" means the deductible amount shown on the declaration which the Insured has elected and is obligated to assume and fund under this insurance policy in respect of each and every loss or claim hereunder, from the first dollar of loss, including the following:

- (i) external investigator's fees, expenses, costs, charges and accounts; and
- (ii) external adjusters' fees, expenses, costs, charges and accounts; and
- (iii) legal fees and disbursements; and
- (iv) any fees, expenses, costs, charges or accounts of any other persons not employed by the insurer, or any firms or corporations, providing services to the insurer or its representatives in respect of the investigation, adjustments, evaluation, management, settlement or disputation of any loss or claim.

LEAD COVERAGE

(Disponible seulement en anglais)

THIS ENDORSEMENT CHANGES THE POLICY. PLEASE READ IT CAREFULLY.

It is agreed that the policy is amended to include the following:

À l'exception de ce qui est prévu aux présentes, toutes les conditions de la police et de tout avenant y annexé demeurent inchangées.
With the exception of this endorsement, all other terms, clauses and conditions remain unchanged.

Lead

- a)** "Bodily injury", "property damage" or "personal and advertising injury" for past, present or future claims arising in whole or in part, either directly or indirectly, out of the manufacture, distribution, sale, resale, re-branding, installation, repair, removal, encapsulation, abatement, replacement or handling of, exposure to, ingestion of or testing for, lead whether or not the lead is or was at any time airborne as a particle, contained in a product, carried on clothing, inhaled, transmitted in any fashion or found in any form whatsoever;
 - b)** The costs of clean up or removal of lead or products and materials containing lead;
 - c)** The costs of such actions as may be necessary to monitor, assess and evaluate the release or threat of same, of lead or products and material containing lead;
 - d)** The cost of disposal of lead substances or the taking of such other action as may be necessary to temporarily or permanently prevent, minimize or mitigate damage to the public health or welfare or to the environment, which may otherwise result;
 - e)** The cost of compliance with any law or regulation regarding lead.
-

SECTION VI - CONDITIONS

(Disponible seulement en anglais)

THIS ENDORSEMENT CHANGES THE POLICY. PLEASE READ IT CAREFULLY.

It is agreed and understood that this policy is a primary insurance and shall respond on a primary basis should more than one policy be available.

ADDITIONAL INSURED

(Disponible seulement en anglais)

It is understood and agreed that each individual member of the Fédération Québécoise de Tir, Fédération des Chasseurs du Québec or individual member of a insured club is considered to be a sole additional insured, as if a separate policy had been issued individually, as per cross liability coverage defined at point 7 under Section VI Condition.

Table of Contents

OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT	1
PURPOSE OF THIS DOCUMENT	1
IDENTIFICATION DE L'ASSUREUR / ACTION CONTRE L'ASSUREUR LSW1550	2
IDENTIFICATION OF INSURER / ACTION AGAINST INSURER LSW1550	2
CLAUSE TYPE RELATIVE AUX GARANTIE HYPOTHÉCAIRES	2
STANDARD MORTGAGE CLAUSE	2
RÉSILIATION/CANCELLATION REQUEST	3
CODE DES DROITS ET RESPONSABILITÉS DU CONSOMMATEUR LSW 1565 C	4
CODE OF CONSUMER RIGHTS AND RESPONSIBILITIES LSW 565CG	5
PROTOCOLE RELATIF AUX PLAINTES DE TITULAIRES DE POLICES DU LLOYD'S LSW1542E-16	6
LLOYD'S UNDERWRITERS' POLICYHOLDERS' COMPLAINT PROTOCOL LSW1542E-16	6
PRIVACY: NOTICE CONCERNING PERSONAL INFORMATION LSW 1543D	11
DISPOSITIONS GÉNÉRALES / GENERAL CONDITIONS	14
AVIS DE RESPONSABILITÉ INDIVIDUELLE	19
SEVERAL LIABILITY NOTICE	19
CLAUSE D'EXCLUSION ET DE LIMITATION DE GARANTIES EN CAS DE SANCTIONS (LMA 3100)	19
SANCTION LIMITATION AND EXCLUSION CLAUSE (LMA 3100)	19
TABLEAU DE RÉSILIATION à courte échéance - SHORT RATE TABLE	20

OBJET DU PRÉSENT DOCUMENT

Moyennant le paiement de la prime, l'Assureur accordera la présente assurance des entreprises aux termes et conditions du présent contrat.

AVENANT

Toutes les Conditions particulières jusqu'ici afférentes au présent contrat sont **résiliées et remplacées ou modifiées** par les présentes.

Tous les avenants, intercalaires, clauses ou conditions joints aux présentes viennent en remplacement des dispositions correspondantes qui faisaient partie du contrat jusqu'à la date des présentes.

RENOUVELLEMENT

Sur la foi de l'engagement de l'Assuré de payer la prime, l'Assureur renouvelle l'assurance pour la période et aux Conditions particulières et montants de garantie mentionnés au recto des présentes.

Dans le cas où des avenants, intercalaires, clauses ou conditions sont joints aux présentes, ceux-ci viendront en remplacement des dispositions correspondantes du contrat qui fait l'objet du présent renouvellement. Dans les autres cas, les termes et conditions demeurent les mêmes.

Par l'acceptation que fait l'Assuré des présentes, ce dernier reconnaît la résiliation de toutes dispositions qu'elles remplacent et ce, à compter de la date d'entrée en vigueur.

Aucune dérogation au contrat n'est opposable à l'Assureur en l'absence d'une reconnaissance écrite portant la signature de son agent qualifié.

Ne sont nullement opposables à l'Assureur ou à l'Assuré en tant que renonciation à leurs droits les actes se rattachant à l'estimation d'un sinistre, à la rédaction ou à la délivrance des demandes d'indemnités, ou à une enquête ou un règlement afférent à un sinistre.

PURPOSE OF THIS DOCUMENT

NEW

The Insurer will provide the insurance described in this Policy in return for the premium paid by the Insured and his compliance with the terms of this insurance.

ENDORSEMENT

Previous declarations, limits of insurance and coverages are now **cancelled and replaced or amended** as shown herein. Any coverage wordings, riders or endorsements attached hereto **will replace** the corresponding previous wordings.

RENEWAL

In return for the agreement of the Insured to pay the premium stated, this insurance Policy is continued in force for the period of insurance indicated. It is renewed subject to the limits of insurance and declarations shown herein. **Should coverage wordings, riders or endorsements be attached hereto, they will replace the corresponding previous wordings.** Otherwise all terms and conditions remain the same.

By the acceptance of this Document, the Insured acknowledges the cancellation from the effective date of this Document, of any Document which it replaces.

No term or condition of this Document shall be deemed to be waived by the Insurer in whole or in part unless the waiver is clearly expressed in writing, signed by the person(s) authorized for that purpose by the Insurer. Neither the Insurer nor the Insured shall be deemed to have waived any term or condition of the Document by any act relating to the appraisal of the amount of loss or to the delivery and completion of Proofs of Loss, or to the investigation or adjustment of any claim under the Document.

IDENTIFICATION DE L'ASSUREUR / ACTION CONTRE L'ASSUREUR LSW1550

La présente assurance a été souscrite conformément à l'autorisation accordée au Courtier mandataire par les Souscripteurs des Syndicats du Lloyd's dont les numéros et pourcentages figurent au tableau annexé à l'Accord contractuel dont le numéro est indiqué plus haut (ci-après appelés « les Souscripteurs »). Les Souscripteurs garantissent chacun pour sa part et sans solidarité entre eux, proportionnellement aux divers montants souscrits à l'Accord contractuel par chacun d'eux.

Dans toute action en exécution des obligations des Souscripteurs, la désignation « Les Souscripteurs du Lloyd's » sera une désignation qui libera les Souscripteurs comme si chacun d'eux avait été nommé individuellement comme défendeur. La signification de telles procédures peut être validement faite au fond de pouvoir au Canada pour les Souscripteurs du Lloyd's, dont l'adresse pour une telle signification est le 1155, rue Metcalfe, bureau 2220, Montréal, Québec H3B 2V6.

AVIS

Les avis destinés aux Souscripteurs peuvent être validement donnés au Courtier mandataire.

En foi de quoi ce document a été signé au recto, avec l'autorisation des Souscripteurs.

CLAUSE TYPE RELATIVE AUX GARANTIE HYPOTHÉCAIRES

(Formule approuvée par le bureau d'assurance du canada)

- Violation du contrat** - Ne sont pas opposables aux créanciers hypothécaires les actes, négligences ou déclarations des propriétaires, locataires ou occupants des biens assurés, notamment en ce qui concerne les transferts d'intérêts, la vacance ou l'inoccupation ou l'affection des lieux à des fins plus dangereuses que celles déclarées.

Les créanciers hypothécaires sont tenus de déclarer promptement à l'Assureur (si ce dernier leur est connu) les circonstances qui agravent les risques stipulés dans la police et qui résultent de leurs fait et gestes si elles sont de nature à influencer de façon importante un assureur dans l'établissement du taux de prime, l'appréciation du risque ou la décision de maintenir l'assurance, à charge pour eux d'acquitter. Sur demande raisonnable, les surprises afférentes aux agravations dépassant les normes d'acceptation fixées pour le présent contrat et cela, au tarif établi à cet égard et pour la durée du contrat restant à courir à compter du début des agravations en question.

- Subrogation** - À concurrence des indemnités versées par lui aux créanciers hypothécaires, l'Assureur est subrogé dans le droit de ces derniers contre les débiteurs ou propriétaires auxquels il se croit justifier d'opposer un motif de non-garantie, les créanciers hypothécaires n'en démerit pas moins en droit de recouvrer le solde de leurs créances avant que la subrogation ci-dessus puisse être exercée. L'Assureur se réserve cependant le droit d'acquitter les créances intégralement auquel cas il a droit au transfert de celles-ci et de toutes les suretés les garantissant.

- Pluralité d'assurances** - Si d'autres assurances sont, à quelque titre que ce soit, acquises aux créanciers hypothécaires, les indemnités qu'ils peuvent en recevoir doivent être prises en ligne de compte pour la détermination des sommes qui leur sont payables.

- Présentation Des Demandes d'indemnité** - En cas d'absence ou incapacité de l'assuré ou négligence de présenter les déclarations de sinistre ou formulaires de demandes d'indemnité exigées par le contrat, ces déclarations pouvant être faites par les créanciers hypothécaires dès qu'ils sont au courant des sinistres, les formulaires de demande devant dès lors être produits par eux dans les meilleurs délais.

- Cessation de modification** - Les effets de la présente clause prennent fin en même temps que le contrat.

L'assureur se réserve cependant le droit de résilier le contrat à charge pour lui de se conformer aux dispositions de l'article 2477 du Code Civil du Québec et de donner aux créanciers hypothécaires par courrier recommandé un préavis de quinze (15) jours de toute résiliation ou modification pouvant leur causer préjudice.

- Transfert de droits** - Si les créanciers hypothécaires ou leurs ayant droits acquièrent par saisie ou autrement les titres ou les droits de propriété des biens assurés, ils ont droit des lors au bénéfice de la présente assurance tant qu'elle demeure en vigueur.

Aux conditions ci-dessus (lesquelles doivent par ailleurs prévaloir en ce qui concerne les intérêts des créanciers hypothécaires contre toutes celles du contrat entrant en conflit avec elles), les sinistres sont payables directement aux créanciers hypothécaires ou à leurs ayants droit.

IDENTIFICATION OF INSURER / ACTION AGAINST INSURER LSW1550

This insurance has been effected in accordance with the authorization granted to the Coverholder by the Underwriting Members of the Syndicates whose definitive numbers and proportions are shown in the Table attached to Agreement No. indicated on the face hereof (hereinafter referred to as "the Underwriters"). The Underwriters shall be liable hereunder each for his own part and not one for another in proportion to the several sums that each of them has subscribed to the said Agreement.

In any action to enforce the obligations of the Underwriters they can be designated or named as "Lloyd's Underwriters" and such designation shall be binding on the Underwriters as if they had each been individually named as defendant. Service of such proceedings may validly be made upon the Attorney in Fact in Canada for Lloyd's Underwriters, whose address for such service is 1155, rue Metcalfe, Suite 2220, Montréal (Quebec) H3B 2V6.

NOTICE

Any notice to the Underwriters may be validly given to the Coverholder.

In witness whereof this policy has been signed, on the face hereof, as authorized by the Underwriters.

STANDARD MORTGAGE CLAUSE

(Approved by the Insurance Bureau of Canada)

IT IS HEREBY PROVIDED AND AGREED THAT

- Breach of conditions by Mortgagor Owner or Occupant** - This insurance and every documented renewal thereof - AS TO THE INTEREST OF THE MORTGAGEE ONLY THEREIN - is and shall be in force notwithstanding any act, neglect, omission or misrepresentation attributable to the mortgagor, owner or occupant of the property insured, including transfer of interest, any vacancy or non-occupancy, or the occupation of the property insured, including transfer of interest, any vacancy or non-occupancy, or the occupation of the property for purposes more hazardous than specified in the description of the risk: PROVIDED ALWAYS that the Mortgagee shall notify forthwith the Insurer (if known) of any vacancy or non-occupancy extending beyond thirty (30) thirty consecutive days, or of any transfer of interest or increased hazard THAT SHALL COME TO HIS KNOWLEDGE; AND THAT EVERY INCREASE HAZARD (NOT PERMITTED BY THE POLICY) shall be paid by the Mortgagee - on reasonable demand - from the date such hazard existed, according to the established scale of rates for the acceptance of such increased hazard, during the continuance of the insurance.
- Right of Subrogation** - Whenever the Insurer pays the Mortgagee any loss award under this policy and claims that - as to the Mortgagor or Owner - no liability therefore existed, it shall be legally subrogated to all rights of the Mortgagee against the Insured: but any subrogation shall be limited to the amount of such loss payment and shall be subordinate and subject to the basic right of the Mortgagee to recover the full amount of its mortgage equity in priority to the Insurer: or the Insurer may at its option pay the Mortgagee all amounts due or to become due under the mortgage or on the security thereof, and shall thereupon receive a full assignment and transfer of the mortgage with all securities held as collateral to the mortgage debt.
- Other Insurance** - If there be other valid and collectible insurance upon the property with loss payable to the Mortgagee - at law or in equity - then any amount payable thereunder shall be taken into account in determining the amount payable to the Mortgagee.
- Whom May Give Proof of Loss** - In the absence of the Insured, or the inability, refusal or neglect of the Insured to give notice of loss or deliver the required Proof of Loss under the policy, then the Mortgagee may give the notice upon becoming aware of the loss and deliver as soon as practicable the Proof of Loss.
- Termination** - The term of this mortgage clause coincides with the term of the policy: PROVIDED ALWAYS that the Insurer reserves the right to cancel the policy as provided by the Statutory provision but agrees that the Insurer will neither terminate nor alter the policy to the prejudice of the Mortgagee without notice stipulated in such Statutory provision.
- Foreclosure** - Should title or ownership to said property become vested in the Mortgagee and/or assigns as owner or purchaser under foreclosure or otherwise, this insurance shall continue until expiry or cancellation for the benefit of the said Mortgagee and/or assigns.

SUBJECT TO THE TERMS OF THE MORTGAGE CLAUSE (and these shall supersede any policy provisions in conflict therewith BUT ONLY AS TO THE INTEREST OF THE MORTGAGEE), loss under this policy is made payable to the Mortgagee.

RÉSILIATION/CANCELLATION REQUEST

Nous, soussignés, résiliions le contrat du Lloyd's portant le no.

We, the undersigned, do hereby request cancellation of the Lloyd's policy bearing number

(y compris tous les renouvellements pouvant s'y rattacher)
(insert policy number from policy declaration)
(together with any renewal certificates relating thereto)

à compter du
as of

Jour Day	Mois Month	Année Year

et dégageons l'Assureur de toute obligation à compter de cette date.
and acknowledge that the Insurer is hereby relieved from all liability as from the cancellation date.

Signature du premier Assuré
nommé au contrat

Signature of First Named Insured _____

Signature d'un témoin

Signature of a Witness _____

Signature du deuxième Assuré
nommé au contrat

Signature of Second Named Insured _____

Signature d'un témoin

Signature of a Witness _____

Signature du troisième Assuré
nommé au contrat

Signature of Third Named Insured _____

Signature d'un témoin

Signature of a Witness _____

Signature du créancier
hypothécaire

Signature of Mortgagee _____

Signature d'un témoin

Signature of a Witness _____

CODE DES DROITS ET RESPONSABILITÉS DU CONSOMMATEUR LSW 1565 C

Les assureurs (y compris les Souscripteurs du Lloyd's), de même que les courtiers et agents qui font souscrire des polices d'assurance habitation, automobile et entreprise, tiennent à protéger vos droits tant que lorsque vous cherchez une assurance que lorsque vous présentez une demande d'indemnité à la suite d'un sinistre. Vous avez notamment droit à une information complète, à un traitement équitable, à un règlement diligent de vos plaintes et à la protection des renseignements personnels qui vous concernent. Ces droits sont fondés sur le contrat conclu entre vous et votre assureur et sur les lois de votre province en matière d'assurance. Cependant, les droits s'accompagnent de responsabilités. On s'attend par exemple à ce que vous fournissiez des renseignements complets et exacts à votre assureur. D'autres responsabilités importantes sont décrites dans votre police. Les assureurs et leurs réseaux de distribution ainsi que les gouvernements ont également un rôle important dans la protection de vos droits.

Droit d'être informé

Vous pouvez vous attendre à des renseignements clairs sur votre police, votre protection et le processus de règlement des sinistres. Vous avez droit à des explications claires sur le fonctionnement de l'assurance et la façon dont elle répond à vos besoins. Vous avez également le droit de savoir comment les assureurs calculent le prix à partir de faits pertinents. Normalement, les assureurs donnent au client ou à son intermédiaire un préavis raisonnable (dont la durée est fixée par la loi) du non-renouvellement de son assurance ou des modifications prenant effet au renouvellement pourvu que le client fournis les renseignements nécessaires à l'établissement des conditions de renouvellement au moins 45 jours (ou le nombre de jours fixé dans la loi) avant l'expiration du contrat.

Vous avez le droit de demander qui rémunère votre courtier ou agent pour la souscription de votre assurance. Votre courtier ou agent vous expliquera comment il est rémunéré, par qui et sous quelles formes.

Vous avez le droit de connaître les ententes de rémunération conclues par les assureurs avec leurs réseaux de distribution. Vous avez le droit de demander à votre courtier ou agent de vous expliquer comment et par qui il est payé. Les courtiers et les agents doivent fournir les renseignements concernant la propriété, le financement et autres faits pertinents.

Responsabilité de poser des questions et de fournir des renseignements

Pour protéger votre droit à la souscription d'une assurance appropriée à un prix concurrentiel, vous devez poser des questions sur votre police afin de comprendre la protection qu'elle vous procure et les obligations qu'elle vous impose. Vous pouvez obtenir des renseignements dans le cadre de rencontres en tête-à-tête avec votre courtier ou agent. Vous êtes libre de faire le tour du marché de manière à obtenir la combinaison de garanties et de services qui répond le mieux à vos besoins. Pour conserver votre protection contre les sinistres, vous devez informer sans délai votre courtier ou agent de tout changement dans votre situation.

Droit au règlement des plaintes

Les assureurs, leurs courtiers et leurs agents s'imposent des normes élevées en matière de service à la clientèle. Si vous avez à vous plaindre du service que vous avez reçu, vous avez le droit de recourir au processus de règlement des plaintes des Souscripteurs du Lloyd's pour le Canada. Votre courtier ou agent peut vous expliquer ce que vous devez faire pour que votre plainte soit entendue et traitée rapidement. Les consommateurs peuvent aussi consulter l'autorité de réglementation de l'assurance de leur province. Le Lloyd's est membre d'un organisme de règlement des plaintes indépendant, le Service de conciliation en assurance de dommages.

Responsabilité de régler les différends

Vous devez toujours vous engager de bonne foi dans le processus de règlement des différends, fournir promptement les renseignements demandés et être ouvert aux recommandations formulées par des observateurs indépendants dans le cadre de ce processus.

Droit à un service professionnel

Vous avez le droit de traiter avec des professionnels de l'assurance qui observent des normes déontologiques rigoureuses et agissent avec honnêteté, intégrité, équité et compétence. Les courtiers et agents d'assurance doivent démontrer une connaissance approfondie du produit, de ses garanties et de ses restrictions afin de vous offrir un service optimal.

Droit à la protection des renseignements personnels

Étant donné qu'il est important que vous communiquiez à l'assureur tous les renseignements dont il a besoin pour vous fournir la protection qui vous convient le mieux, vous avez le droit de savoir que les renseignements qui vous concernent seront utilisés uniquement aux fins décrites dans l'énoncé sur la protection des renseignements personnels mis à votre disposition par votre courtier, agent ou représentant d'assurance. Ces renseignements ne seront communiqués à des tiers que dans la mesure où la loi le permet. Vous devez savoir que, en ce qui concerne leurs affaires canadiennes, les Souscripteurs du Lloyd's sont assujettis aux lois canadiennes régissant la protection des renseignements personnels.

CODE OF CONSUMER RIGHTS AND RESPONSIBILITIES LSW 565CG

Insurers (including Lloyd's Underwriters), along with the brokers and agents who sell home, auto and business insurance are committed to safeguarding your rights both when you shop for insurance and when you submit a claim following a loss. Your rights include the right to be informed fully, to be treated fairly, to timely complaint resolution, and to privacy. These rights are grounded in the contract between you and your insurer and the insurance laws of your province. With rights, however, come responsibilities including, for example, the expectation that you will provide complete and accurate information to your insurer. Your policy outlines other important responsibilities. Insurers and their distribution networks, and governments also have important roles to play in ensuring that your rights are protected.

Right to Be Informed

You can expect to access clear information about your policy, your coverage, and the claims settlement process. You have the right to an easy-to-understand explanation of how insurance works and how it will meet your needs. You also have a right to know how insurers calculate price based on relevant facts. Under normal circumstances, insurers will advise an insurance customer or the customer's intermediary of changes to, or the cancellation of a policy within a reasonable prescribed period prior to the expiration of the policy, if the customer provides information required for determining renewal terms of the policy within the time prescribed, which could vary by province, but is usually 45 days prior to expiry of the policy.

You have the right to ask who is providing compensation to your broker or agent for the sale of your insurance. Your broker or agent will provide information detailing for you how he or she is paid, by whom, and in what ways.

You have a right to be told about insurers' compensation arrangements with their distribution networks. You have a right to ask the broker or agent with whom you deal for details of how and by whom it is being paid. Brokers and agents are committed to providing information relating to ownership, financing, and other relevant facts.

Responsibility to Ask Questions and Share Information

To safeguard your right to purchase appropriate coverage at a competitive price, you should ask questions about your policy so that you understand what it covers and what your obligations are under it. You can access information through one-on-one meetings with your broker or agent. You have the option to shop the marketplace for the combination of coverages and service levels that best suits your insurance needs. To maintain your protection against loss, you must promptly inform your broker or agent of any change in your circumstances.

Right to Complaint Resolution

Insurers, their brokers and agents are committed to high standards of customer service. If you have a complaint about the service you have received, you have a right to access Lloyd's Underwriters' complaint resolution process for Canada. Your agent or broker can provide you with information about how you can ensure that your complaint is heard and promptly handled. Consumers may also contact their respective provincial insurance regulator for information. Lloyd's is a member of an independent complaint resolution office, the General Insurance OmbudService.

Responsibility to Resolve Disputes

You should always enter into the dispute resolution process in good faith, provide required information in a timely manner, and remain open to recommendations made by independent observers as part of that process.

Right to Professional Service

You have the right to deal with insurance professionals who exhibit a high ethical standard, which includes acting with honesty, integrity, fairness and skill. Brokers and agents must exhibit extensive knowledge of the product, its coverages and its limitations in order to best serve you.

Right to Privacy

Because it is important for you to disclose any and all information required by an insurer to provide the insurance coverage that best suits you, you have the right to know that your information will be used for the purpose set out in the privacy statement made available to you by your broker, agent or insurance representative. This information will not be disclosed to anyone except as permitted by law. You should know that Lloyd's Underwriters are subject to Canada's privacy laws - with respect to their business in Canada.

10/12

LSW1565C

PROTOCOLE RELATIF AUX PLAINTES DE TITULAIRES DE POLICES DU LLOYD'S LSW1542E-16

Le Lloyd's s'efforce de rehausser l'expérience client par un service supérieur et des produits d'assurance innovants.

Nous avons établi un protocole de traitement des plaintes, comme l'exige la *Loi sur les sociétés d'assurance* du Canada, afin que les problèmes signalés par nos précieux clients soient traités promptement par nos représentants. Ce protocole vous aidera à comprendre les mesures que nous prendrons dans le but de résoudre tout conflit lié à notre produit ou à notre service. Toutes les plaintes seront traitées de manière professionnelle. Dans tous les cas, une enquête sera faite, des dispositions seront prises et une réponse sera donnée par écrit ou par téléphone par un représentant du Lloyd's peu de temps après la réception de la plainte. Si vous n'êtes pas satisfait de nos produits ou de nos services, voici ce que vous pouvez faire:

- Communiquez d'abord avec votre courtier (celui par l'intermédiaire duquel vous avez souscrit l'assurance) afinqu'il ait l'occasion de régler la question.
- Si votre courtier est incapable de résoudre le problème, veuillez nous exposer votre plainte par écrit, en prenant soin d'indiquer le nom du courtier et votre numéro de police.

Veuillez nous adresser vos plaintes comme suit:

Souscripteurs du Lloyd's

Attention : Responsable des plaintes

1155, rue Metcalfe, bureau 2220, Montréal (Québec) H3B 2V6

Tél. : 1-877-455-6937 Téléc. : 514- 861-0470

CÉ : lineage@lloyds.ca

Votre plainte sera remise à la personne appropriée pour qu'elle s'en occupe. Cette personne vous écrira dans les deux jours ouvrables suivants pour accuser réception de votre plainte et pour vous dire dans combien de temps une réponse complète devrait vous parvenir. Si nécessaire, la plainte sera aussi transmise au service Policyholder and Market Assistance du Lloyd's, à Londres. Dans ce cas, ce service vous répondra directement et, à la fin du processus, rédigera la lettre exposant notre position finale à l'égard de votre plainte.

Si le problème n'est toujours pas réglé à votre satisfaction, vous avez le droit de continuer à chercher une solution en le soumettant aux organismes suivants:

[Le Service de conciliation en assurance de dommages \(SCAD\)](#) facilite la résolution de conflits opposant des consommateurs et leur assureur.

Voici comment le joindre:

Tél. : 1-877-225-0446

www.giocanada.org

LLOYD'S UNDERWRITERS' POLICYHOLDERS' COMPLAINT PROTOCOL LSW1542E-16

Lloyd's strives to enhance your customer experience with us through superior service and innovative insurance products.

We have developed a formal complaint handling protocol in accordance with the Insurance Companies Act of Canada to ensure your concerns as our valued customer are addressed expeditiously by our representatives. This protocol will assist you in understanding the steps we will undertake to help resolve any dispute which may arise with our product or service. All complaints will be handled in a professional manner. All complaints will be investigated, acted upon, and responded to in writing or by telephone by a Lloyd's representative promptly after the receipt of the complaint. If you are not satisfied with our products or services, you can take the following steps to address the issue:

- Firstly, please contact the broker who arranged the insurance on your behalf about your concerns so that he or she may have the opportunity to help resolve the situation.
- If your broker is unable to help resolve your concerns, we ask that you provide us in writing an outline of your complaint along with the name of your broker and your policy number.

Please forward your complaint to:

Lloyd's Underwriters

Attention: Complaints Officer:

1155 rue Metcalfe, Suite 2220, Montréal (Québec) H3B 2V6

Tel: 1-877-455-6937 - Fax: (514) 861-0470

E-mail: lineage@lloyds.ca

Your complaint will be directed to the appropriate business contact for handling. They will write to you within two business days to acknowledge receipt of your complaint and to let you know when you can expect a full response. If need be, we will also engage internal staff in Lloyd's Policyholder and Market Assistance Department in London, England, who will respond directly to you, and in the last stages, they will issue a final letter of position on your complaint.

In the event that your concerns are still not addressed to your satisfaction, you have the right to continue your pursuit to have your complaint reviewed by the following organizations:

General Insurance OmbudService (GIO) assists in the resolution of conflicts between insurance customers and their insurance companies. The GIO can be reached at:

Toll free number: 1-877-225-0446

www.giocanada.org

Pour les clients du Québec:

L'Autorité des marchés financiers (AMF). – Au Québec, la réglementation des sociétés d'assurance relève de l'AMF. Si vous n'êtes pas satisfait de la manière dont votre plainte a été traitée ou réglée par le Lloyd's, vous pouvez la soumettre à l'AMF. Celle-ci étudiera le dossier et pourra recommander une médiation si elle le juge approprié et si les deux parties y consentent. Voici comment joindre l'AMF:

Québec: (418) 525-0337

Montréal: (514) 395-0311

Autres régions : 1-877-525-0337

www.lautorite.qc.ca

Si votre plainte porte sur le **processus** de traitement des plaintes employé par les Souscripteurs du Lloyd's, vous pouvez vous adresser à l'Agence de consommation en matière financière du Canada (ACFC).

L'Agence de consommation en matière financière du Canada (ACFC) donne aux consommateurs des renseignements précis et objectifs sur les produits et services financiers et informe les Canadiens au sujet de leurs droits et responsabilités dans leurs rapports avec des institutions financières. Elle surveille aussi la conformité aux dispositions relatives à la protection des consommateurs qui sont prévues dans les lois fédérales applicables aux banques et aux sociétés de fiducie, de prêt et d'assurance constituées en vertu d'une loi fédérale. Voici les coordonnées de l'ACFC:

427, avenue Laurier Ouest, 6^e étage, Ottawa ON K1R 1B9

Service en français : 1-866-461-ACFC (2232)

Service en anglais : 1-866-461-FCAC (3222)

www.fcac-acfc.gc.ca

For Quebec clients:

Autorité des marchés financiers (AMF). The regulation of insurance companies in Quebec is administered by the AMF. If you remain dissatisfied with the manner in which your complaint has been handled, or with the results of the complaint protocol, you may send your complaint to the AMF who will study your file and who may recommend mediation, if it deems this action appropriate and if both parties agree to it. The AMF can be reached at

Toll Free: 1-877-525-0337

Québec: (418) 525-0337

Montréal: (514) 395-0311

www.lautorite.qc.ca

If you have a complaint specifically about Lloyd's Underwriters' complaints handling procedures you may contact the Financial Consumer Agency of Canada (FCAC).

Financial Consumer Agency of Canada (FCAC) provides consumers with accurate and objective information about financial products and services, and informs Canadians of their rights and responsibilities when dealing with financial institutions. FCAC also ensures compliance with the federal consumer protection laws that apply to banks and federally incorporated trust, loan and insurance companies. The FCAC does not get involved in individual disputes. The FCAC can be reached at:

427 Laurier Avenue West, 6th Floor, Ottawa ON K1R 1B9

Services in English: 1-866-461-FCAC (3222)

Services in French: 1-866-461-ACFC (2232)

www.fcac-acfc.gc.ca

VIE PRIVÉE: AVIS CONCERNANT LES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS LSW 1543D

Qui sommes-nous

Nous sommes le(s) souscripteur(s) du Lloyd's identifié(s) dans le contrat d'assurance et/ou le certificat d'assurance. Votre vie privée est importante pour nous. Le présent avis de confidentialité explique quels renseignements personnels nous recueillons, utilisons et divulguons au sujet des titulaires de police, des bénéficiaires, des demandeurs et des témoins, et à quelles fins, conformément aux lois canadiennes applicables en matière de protection des renseignements personnels.

Quels renseignements personnels nous recueillons

Par renseignements personnels, on entend tout renseignement concernant une personne identifiée ou identifiable. Les renseignements personnels qui sont recueillis pour une utilisation et une communication claires et légitimes comprennent généralement les éléments suivants :

- Identification et coordonnées (nom, adresse, y compris le code postal, pays, numéro de téléphone, adresse électronique, mois et date de naissance, permis de conduire, employeur, titre du poste, antécédents professionnels, détails familiaux)
- Renseignements sur la police (numéro de police, montants et conditions de la police)
- Renseignements sur la demande (numéro de demande, renseignements relatifs à une demande éventuelle ou existante)
- Informations de paiement (détails de la carte de crédit, détails du compte bancaire, score de crédit)
- Autres informations relatives à votre couverture d'assurance ou à un sinistre uniquement à des fins professionnelles légitimes

Nous recueillons également des renseignements personnels à votre sujet lorsque vous visitez www.lloyds.com. Vous trouverez de plus amples informations sur notre politique en matière de cookies en ligne à l'adresse <http://www.lloyds.com/common/privacy-and-cookies-statement>

Nous n'utiliserons pas vos renseignements personnels à des fins de marketing et nous ne vendrons pas vos renseignements personnels à d'autres parties.

Comment utilisons-nous vos informations

En souscrivant une assurance auprès de certains assureurs du Lloyd's ("Lloyd's"), un client donne son consentement explicite à la Lloyd's pour la collecte, l'utilisation et la divulgation de renseignements personnels. Un consentement valable est subordonné à la compréhension par le client de la nature, du but et des conséquences de la collecte, de l'utilisation ou de la communication de ses renseignements personnels.

Les renseignements sont généralement recueillis, utilisés, divulgués et stockés afin de vous fournir les produits d'assurance que vous avez demandés, notamment pour :

- Vous identifier et vous fournir une couverture d'assurance
- Communiquer avec les assurés du Lloyd's
- Calculer, encaisser ou rembourser les primes
- Souscrire des polices et faciliter l'administration des polices
- Évaluer et traiter les réclamations
- Détecter et prévenir les fraudes, effectuer des contrôles anti-blanchiment et des contrôles de sanctions
- Enquêter et poursuivre les fraudeurs
- Respecter nos obligations réglementaires et autres obligations légales
- Exercer les conditions ou exercer les droits en vertu du contrat d'assurance
- Analyser le risque d'assurance et les résultats de l'entreprise
- Améliorer nos services et nos offres
- Fournir des soins généraux aux clients
- Défendre ou poursuivre des actions en justice
- Renouveler votre police d'assurance
- Transfert de livres d'affaires, ventes et réorganisations d'entreprises

Ou selon ce qui peut être autrement requis ou autorisé par la loi.

Vos informations peuvent être partagées et divulguées ;

Afin d'atteindre les objectifs décrits dans le présent avis de confidentialité, nous pouvons partager vos renseignements personnels avec d'autres tiers que nous avons engagés pour fournir des services en notre nom ou qui nous aident autrement à vous fournir des services, tels que des organismes affiliés, des sous-traitants, des agents ou des détenteurs de couverture, des conseillers juridiques, des assureurs, des courtiers, des réassureurs, des experts en sinistres et autres fournisseurs de services.

Nous limiterons cette divulgation aux seuls renseignements personnels qui sont raisonnablement nécessaires aux fins ou aux services que le tiers ou la société affiliée fournira. Nous utiliserons des moyens contractuels et autres pour fournir un niveau comparable de protection pendant que l'information est traitée par ces fournisseurs de services, y compris en limitant ces fournisseurs à utiliser vos renseignements personnels uniquement pour fournir au Lloyd's le service spécifique pour lequel ils ont été engagés, et pour aucune autre raison. Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements sur nos politiques et pratiques concernant l'utilisation des renseignements personnels par des tiers fournisseurs de services en communiquant avec nous de la façon décrite ci-dessous, à la section "Comment nous joindre" à la fin du présent document.

Certaines de ces entités peuvent être situées à l'extérieur du Canada, par conséquent vos renseignements peuvent être traités dans une juridiction étrangère, où ils seront assujettis aux lois de cette juridiction, qui peuvent être différentes des lois de votre province. Les renseignements personnels qui sont stockés ou traités à l'extérieur du Canada peuvent également être accessibles aux autorités chargées de l'application de la loi et de la sécurité nationale de ce territoire.

Nous pouvons également partager ou transférer vos informations personnelles lorsque cela est raisonnablement nécessaire dans le cadre d'une vente, d'une fusion ou d'une fusion de tout ou partie de nos activités ou de l'assurance ou de la titrisation de nos actifs. Dans un tel cas, les parties destinataires seront contractuellement tenues de garder les informations confidentielles et de les utiliser uniquement aux fins de la transaction, ou de la transaction proposée, en question. Dans le cas où une transaction commerciale est affectée, les cessionnaires ou les successeurs de Lloyd's, de notre entreprise ou de nos actifs, ou ceux de nos entités affiliées peuvent utiliser et divulguer des renseignements personnels uniquement aux fins énoncées dans le présent avis de confidentialité, à moins d'un consentement supplémentaire.

Nous pouvons également partager vos informations personnelles avec les forces de l'ordre, les agences de sécurité nationale ou d'autres responsables gouvernementaux, dans la mesure où la loi le requiert ou le permet, par exemple en réponse à une décision de justice ou à une demande vérifiée relative à une enquête criminelle ou à une activité illégale sont légalement tenus de fournir des informations aux bases de données sur les assurances obligatoires ou, le cas échéant, de détecter, de prévenir ou de poursuivre les fraudes.

Pouvoir de recueillir, d'utiliser et de communiquer des renseignements personnels

Lorsque vous partagez des renseignements avec nous à des fins particulières, comme vous fournir une assurance, vous nous donnez votre consentement explicite pour recueillir, utiliser et divulguer vos renseignements à ces fins. La loi canadienne nous autorise également à recueillir, à utiliser et à

communiquer des renseignements personnels sans consentement dans certaines circonstances prescrites par la loi, notamment les suivantes :

- Déetecter ou supprimer la fraude
- Enquêter sur les abus financiers ou les prévenir
- Pour communiquer avec le proche parent ou le représentant autorisé d'une personne blessée, malade ou décédée
- Enquêter sur une violation d'une entente ou une contravention aux lois du Canada ou d'un territoire étranger lorsque l'obtention du consentement compromettrait la disponibilité ou l'exactitude des renseignements.
- Déclaration du témoin nécessaire pour évaluer, traiter ou régler les réclamations d'assurance
- Renseignements produits dans le cadre de l'emploi, de l'entreprise ou de la profession d'un particulier

Il peut y avoir des situations où nous avons besoin de votre consentement additionnel pour recueillir, utiliser et divulguer des renseignements à votre sujet. Dans ces situations, nous vous demanderons votre consentement séparément. Vous n'êtes pas tenu de donner votre consentement et, sous réserve des restrictions légales et contractuelles, vous pouvez retirer votre consentement à la collecte, à l'utilisation et à la communication de vos renseignements personnels en tout temps. Toutefois, le retrait de votre consentement peut affecter notre capacité à vous fournir une couverture d'assurance ou d'autres services.

Conservation et sécurité

Nous conservons les renseignements personnels aussi longtemps que nécessaire pour vous fournir une couverture d'assurance et répondre aux autres fins de collecte, d'utilisation et de divulgation décrites dans le présent avis de confidentialité, ou selon les autres exigences ou permis par la loi. Lorsque vos renseignements personnels ne sont plus requis, nous ferons tous les efforts raisonnables pour nous assurer que toutes les copies électroniques et papiers de ces renseignements sont détruits de façon sécuritaire et irréversiblement supprimée de nos systèmes.

Nous utilisons diverses mesures de sécurité physiques, techniques et administratives, appropriées à la sensibilité des renseignements personnels, qui sont conçus pour protéger contre la perte, le vol, l'accès non autorisé, la divulgation, la copie, l'utilisation ou la modification par. Bien que nous prenions des mesures raisonnables pour protéger les renseignements personnels, la transmission de renseignements par Internet ou par d'autres moyens électroniques n'est pas garantie comme étant sécuritaire et peut créer des risques pour la confidentialité et la sécurité de vos renseignements.

Comment accéder à vos renseignements personnels

Sous réserve de certaines exceptions prévues par les lois applicables, vous avez le droit d'accéder à vos renseignements personnels, de demander des corrections au sujet de vos renseignements personnels si vous identifiez des inexactitudes et de nous demander de supprimer vos renseignements. Si vous souhaitez exercer l'un de ces droits, veuillez contacter le Médiateur à info@lloyds.ca.

L'ombudsman peut également fournir des renseignements supplémentaires sur les politiques et pratiques du Lloyd's, répondre à des questions sur la collecte, l'utilisation, la divulgation ou le stockage de renseignements personnels par le Lloyd's et ses fournisseurs de services situés à l'extérieur du Canada, ainsi que discuter de toute plainte que vous pourriez avoir concernant la collecte, l'utilisation et la divulgation de vos renseignements personnels.

Changements

Nous pouvons modifier le présent avis de confidentialité de temps à autre au fur et à mesure que nos activités évoluent, en réponse aux développements juridiques, à mesure que de nouvelles technologies deviennent disponibles ou que nous introduisons de nouvelles

Pour les fins de la *Loi sur les sociétés d'assurance* (Canada), cette police canadienne a été émise dans le contexte des activités d'assurance des souscripteurs du Lloyd's au Canada. - For the purpose of the Insurance Companies Act (Canada), this Canadian Policy was issued in the course of Lloyd's Underwriters' insurance business in Canada.

fonctionnalités, produits ou services.

Lorsque nous apportons des modifications au libellé de la présente déclaration de confidentialité, nous révisons la date de "dernière mise à jour" figurant au bas de la présente déclaration de confidentialité. Nous vous conseillons de consulter régulièrement cette page pour savoir si des modifications ont été apportées à la présente déclaration de confidentialité. Si nous apportons des modifications substantielles, nous les afficherons bien en évidence sur notre Site ou en aviserons directement les Utilisateurs enregistrés, le cas échéant.

Comment nous contacter

Vous pouvez obtenir de plus amples renseignements sur la politique de protection des renseignements personnels de la Lloyd's en visitant le site <https://www.lloyds.com/lloyds-around-the-world/americas/canada/market-conduct> auprès de votre courtier ou en communiquant avec la Lloyd's par téléphone : 514 861 8361, 1 877 455 6937 ou courriel : info@lloyds.ca.

05/19
LSW1543D-16

PRIVACY: NOTICE CONCERNING PERSONAL INFORMATION LSW 1543D**Who we are**

We are the Lloyd's underwriter(s) identified in the insurance contract and/or the certificate of insurance. Your privacy is important to us. This Privacy notice explains what personal information we collect, use and disclose about policyholders, beneficiaries, claimants and witnesses and for what purposes, in compliance with applicable Canadian privacy laws.

What personal information we collect

Personal information is any information about an identified and or identifiable individual. The personal information that is collected for a clear and legitimate use and disclosure generally includes the following:

- Identification and contact information (name, address including postal code, country, telephone number, email address, month and date of birth, drivers licence, employer, job title, employment history, family details)
- Policy information (policy number, policy amounts, policy terms)
- Claim information (claim number, information relating to a potential or existing claim)
- Payment information (credit card details, bank account details, credit score)
- Other information related to your insurance cover or a claim only for legitimate business purposes

We also collect personal information about you when you visit www.lloyds.com. Further details can be found on our online Cookies policy at <http://www.lloyds.com/common/privacy-and-cookies-statement>

We will not use your personal information for marketing purposes and we will not sell your personal information to other parties.

How we use your information

By purchasing insurance from certain Lloyd's Underwriters ("Lloyd's"), a customer provides Lloyd's with his or her explicit consent to the collection, use and disclosure of personal information. Meaningful consent is subject to the customer's understanding of the nature, purpose and consequences of the collection, use or disclosure of their personal information.

Information is generally collected, used, disclosed and stored in order to provide you with the insurance products that you have requested, including to:

- Identify you and provide you with insurance cover
- Communicate with Lloyd's policyholders
- Calculate, collect or refund premiums
- Underwrite policies and facilitate policy administration
- Evaluate and process claims
- Detect and prevent fraud, carry out anti-money laundering and sanctions checks
- Investigate and prosecute fraud
- Meet our regulatory and other legal obligations
- Enforce terms or exercise rights under the insurance contract
- Analyze insurance risk and business results
- Improve our services and offerings
 - Provide general client care
 - Defend or prosecute legal claims
 - Renew your insurance policy
 - Transfer of books of business, company sales and reorganisations

Or as may be otherwise required or authorized by law.

Your information may be shared and disclosed;

In order to fulfil the purposes described in this Privacy notice, we may share your personal information with other third parties that we have engaged to provide services on our behalf, or who otherwise assist us in providing you with services, such as affiliated organizations, sub-contractors, agents/coverholders, legal counsel, insurers, brokers, reinsurers, loss adjusters and other service providers.

We will limit this disclosure to only the Personal Information that is reasonably necessary for the purpose or service for which the third party or affiliate will provide. We will use contractual and other means to provide a comparable level of protection while the information is being processed by these service providers, including limiting such providers to using your Personal Information solely to provide Lloyd's with the specific service for which they were engaged, and for no other purpose. You can obtain more information about our policies and practices with respect to the use

Pour les fins de la *Loi sur les sociétés d'assurance* (Canada), cette police canadienne a été émise dans le contexte des activités

d'assurance des souscripteurs du Lloyd's au Canada. - For the purpose of the Insurance Companies Act (Canada), this Canadian Policy was issued in the course of Lloyd's Underwriters' insurance business in Canada.

of Personal Information by Third Party Service Providers by contacting us as described below, under the section "How to Contact Us" at the end of this document.

Some of these entities may be located outside Canada, therefore your information may be processed in a foreign jurisdiction, where it will be subject to the laws of that jurisdiction, which may be different than the laws in your province. Personal information that is stored or processed outside Canada may also be accessible to the law enforcement and national security authorities of that jurisdiction.

We may also share or transfer your Personal Information where reasonably required in the context of a sale, merger or amalgamation of all or part of our business or the insurance or securitization of our assets. In any such case, the recipient parties will be contractually required to keep the information confidential and use it only for the purposes of the transaction, or proposed transaction, in question. In the event a business transaction is affected, assignees or successors of Lloyd's or our business or assets, or those of our affiliated entities, may use and disclose Personal Information only for the purposes as set out in this Privacy notice, unless further consent is obtained.

We may also share your Personal Information with law enforcement, national security agencies or other governmental officials, as required or permitted by law, such as in response to a court order or a verified request relating to a criminal investigation or alleged illegal activity, where we are legally obligated to contribute information to compulsory insurance databases, or where required to detect, prevent or prosecute fraud.

Authority to collect, use and disclose personal information

When you share information with us for particular purposes, such as providing you with insurance, you give us explicit consent to collect, use and disclose your information for those purposes. Canadian law also authorizes us to collect, use and disclose personal information without consent in certain circumstances prescribed by law, which may include the following:

- Detecting or suppressing fraud
- Investigating or preventing financial abuse
- For communication with the next to kin or authorized representative of an injured, ill or deceased individual
- Investigating a breach of an agreement or a contravention of the laws of Canada or a foreign jurisdiction where obtaining consent would compromise the availability or accuracy of the information
- Witness statement necessary to assess, process or settle insurance claims
- Information that is produced in the course of an individual's employment, business or profession

There may be situations where we need your additional consent to collect, use, and disclose information about you. In those situations, we will ask you for consent separately. You do not have to give your consent and, subject to legal and contractual restrictions, you can withdraw your consent to us collecting, using and disclosing your information at any time. However, withdrawing your consent may affect our ability to provide you with insurance cover or other services.

Retention and security

We retain personal information for as long as necessary to provide you with insurance cover and meet the other purposes for collection, use and disclosure described in this Privacy notice, or as otherwise required or permitted by law. When your Personal Information is no longer required, we will make all reasonable efforts to ensure all electronic and hard copies of such information are securely destroyed and irreversibly deleted from our systems.

We use various physical, technical and administrative security measures, appropriate to the sensitivity of the personal information, that are designed to protect against loss, theft, unauthorized access, disclosure, copying, use or modification by. Although we will take reasonable measures to protect personal information, the transmission of information through the internet or other electronic means is not guaranteed to be secure and may create risks for the privacy and security of your information.

How to access your personal information

Subject to certain exceptions provided by applicable law, you have the right to access your personal information, request corrections about your personal information if you identify any inaccuracies, and request that we delete your information. If you would like to exercise any of these rights, please contact the Ombudsperson at info@lloyds.ca.

The Ombudsperson can also provide additional information about Lloyd's policies and practices, answer questions about the collection, use, disclosure or storage of personal information by Lloyd's and its service providers located outside Canada, as well as discuss any complaints you may have regarding the collection, use and disclosure of your personal information.

Changes

We may amend this Privacy notice from time to time as our business evolves, in response to legal developments, as new technologies become available, or as we introduce new features, products or services.

When we make changes to wording of this Privacy notice we will revise the "last updated" date at the bottom of this Privacy notice. You should check back here periodically to find out if any changes have been made to this Privacy notice. If we make substantial changes we will, as

Pour les fins de la *Loi sur les sociétés d'assurance* (Canada), cette police canadienne a été émise dans le contexte des activités d'assurance des souscripteurs du Lloyd's au Canada. - For the purpose of the Insurance Companies Act (Canada), this Canadian Policy was issued in the course of Lloyd's Underwriters' insurance business in Canada.

appropriate prominently post these changes to our Site or notify registered Users directly.

How to contact us

Further information about Lloyd's personal information protection policy may be obtained by visiting, <https://www.lloyds.com/lloyds-around-the-world/americas/canada/market-conduct> from your broker, or by contacting Lloyd's by phone: 514 861 8361, 1 877 455 6937 or email: info@lloyds.ca.

05/19
LSW1543D

DISPOSITIONS GÉNÉRALES / GENERAL CONDITIONS

Pour les fins de la *Loi sur les sociétés d'assurance* (Canada), cette police canadienne a été émise dans le contexte des activités d'assurance des souscripteurs du Lloyd's au Canada. - For the purpose of the Insurance Companies Act (Canada), this Canadian Policy was issued in the course of Lloyd's Underwriters' insurance business in Canada.

Pour les fins de la *Loi sur les sociétés d'assurance* (Canada), cette police canadienne a été émise dans le contexte des activités d'assurance des souscripteurs du Lloyd's au Canada. - For the purpose of the Insurance Companies Act (Canada), this Canadian Policy was issued in the course of Lloyd's Underwriters' insurance business in Canada.

Pour les fins de la *Loi sur les sociétés d'assurance* (Canada), cette police canadienne a été émise dans le contexte des activités d'assurance des souscripteurs du Lloyd's au Canada. - For the purpose of the Insurance Companies Act (Canada), this Canadian Policy was issued in the course of Lloyd's Underwriters' insurance business in Canada.

Pour les fins de la *Loi sur les sociétés d'assurance* (Canada), cette police canadienne a été émise dans le contexte des activités d'assurance des souscripteurs du Lloyd's au Canada. - For the purpose of the Insurance Companies Act (Canada), this Canadian Policy was issued in the course of Lloyd's Underwriters' insurance business in Canada.

Pour les fins de la *Loi sur les sociétés d'assurance* (Canada), cette police canadienne a été émise dans le contexte des activités d'assurance des souscripteurs du Lloyd's au Canada. - For the purpose of the Insurance Companies Act (Canada), this Canadian Policy was issued in the course of Lloyd's Underwriters' insurance business in Canada.

AVIS DE RESPONSABILITE INDIVIDUELLE

Les obligations de chaque assureur se limitent à ses engagements au titre des contrats auxquels il souscrit, sans solidarité avec les autres assureurs participant aux risques. Aucun assureur n'est responsable de la part de souscription des co-participants qui, pour quelque raison que ce soit, ne peuvent remplir tout ou partie de leurs obligations.

01/95
LSW1001-8 (Assurance)

SEVERAL LIABILITY NOTICE

The subscribing insurers' obligations under contracts of insurance to which they subscribe are several and not joint and are limited solely to the extent of their individual subscriptions. The subscribing insurers are not responsible for the subscription of any co-subscribing insurer who for any reason does not satisfy all or part of its obligations.

08/94
LSW1001 (Insurance)

CLAUSE D'EXCLUSION ET DE LIMITATION DE GARANTIES EN CAS DE SANCTIONS (LMA 3100)

Aucun assureur ne sera considéré comme accordant une garantie, et aucun assureur ne sera tenu d'indemniser quelque sinistre que ce soit ou à fournir quelque service que ce soit, si l'offre de cette garantie, l'indemnisation de ce sinistre ou la fourniture de ce service, expose cet assureur à des sanctions, interdictions ou restrictions selon les résolutions des Nations Unis, ou des sanctions commerciales ou économiques, lois ou règlements de l'Union Européenne, du Royaume-Uni ou des Etats-Unis d'Amérique.

SANCTION LIMITATION AND EXCLUSION CLAUSE (LMA 3100)

No Insurer shall be deemed to provide cover and no insurer shall be liable to pay any claim or provide any benefit hereunder to the extent that the provision of such cover, payment of such claim or provision of such benefit would expose that insurer to any sanction, prohibition or restriction under United Nations resolutions or the trade or economic sanctions, laws or regulations of the European Union, United Kingdom or United States of America.

TABLEAU DE RÉSILIATION à courte échéance - SHORT RATE TABLE

Annexé et faisant partie intégrante de cette police. Le tableau ci-dessous s'applique lorsque la résiliation de la police est demandée par l'assuré(e).

—
Attached to and forming part of this policy. The following Table applies when termination of the policy is requested by the Insured.

Nombre de jours avant l'expiration – Days to Expiry	% de la prime reversée – % of Premium Returned	Nombre de jours avant l'expiration – Days to Expiry	% de la prime reversée – % of Premium Returned	Nombre de jours avant l'expiration – Days to Expiry	% de la prime reversée – % of Premium Returned
365-362	92	245-243	61	126-123	30
361-358	91	242-239	60	122-120	29
357-354	90	238-235	59	119-116	28
353-350	89	234-231	58	115-112	27
349-346	88	230-227	57	111-108	26
345-342	87	226-223	56	107-104	25
341-339	86	222-219	55	103-100	24
338-335	85	218-216	54	99-97	23
334-331	84	215-212	53	96-93	22
330-327	83	211-208	52	92-89	21
326-323	82	207-204	51	88-85	20
322-319	81	203-200	50	84-81	19
318-316	80	199-196	49	80-77	18
315-312	79	195-193	48	76-73	17
311-308	78	192-189	47	72-69	16
307-304	77	188-185	46	68-66	15
303-300	76	184-181	45	65-62	14
299-296	75	180-177	44	61-58	13
295-292	74	176-173	43	57-54	12
291-289	73	172-170	42	53-50	11
288-285	72	169-166	41	49-47	10
284-281	71	165-162	40	46-43	9
280-277	70	161-158	39	42-39	8
276-273	69	157-154	38	38-35	7
272-269	68	153-150	37	34-31	6
268-266	67	149-146	36	30-27	5
265-262	66	145-143	35	26-24	4
261-258	65	142-139	34	23-20	3
257-254	64	138-135	33	19-16	2
253-250	63	134-131	32	15-12	1
249-246	62	130-127	31	11-0	0